

## **BUDGET PRIMITIF 2007**

Le vote du budget primitif 2007, troisième budget de l'actuelle mandature, intervient dans un contexte financier particulier.

Au-delà des transferts de charges issus de la loi du 13 août 2004 (ils représenteront en 2007 un montant total de dépense de près de 77 millions d'euros), des décisions prises par le gouvernement sont venues modifier les conditions d'équilibre de budget 2007, comme cela a d'ailleurs été souligné lors du débat d'orientation budgétaire qui s'est tenu en octobre.

- Le plafonnement à la valeur ajoutée de la taxe professionnelle dont le mode de calcul aboutit à diminuer de 8 millions d'euros les ressources régionales en 2007.
- Le non respect par l'Etat des engagements qu'il a pourtant acceptés dans le cadre de l'actuel CPER. C'est ainsi, qu'il ne versera pas sa participation de 4 millions d'euros pour le réseau haut débit, inscrit pourtant au budget 2006, obligeant du même coup la Région à rechercher en 2007, les solutions financières nécessaires pour maintenir ce projet.

Le Conseil Régional, lors de sa séance du 19 octobre 2006 a arrêté le tarif de la taxe intérieure sur les produits pétroliers qui lui a été délégué au niveau fixé par la loi de finances pour 2006, sans utiliser la possibilité de moduler à la baisse qui lui était accordé.

Mais il s'agit d'une mesure applicable seulement jusqu'en 2009 et qui, de toute façon, ne donnera pas de ressources suffisantes à la Région puisque, chacun le sait, la consommation de supercarburants et de gazole baisse ou stagne.

Il est proposé de laisser inchangé les taux de fiscalité directe.

A terme, une profonde réforme de la fiscalité locale doit être engagée, comme d'ailleurs l'ont demandée les trois principales associations représentatives des collectivités territoriales : l'association des maires de France, l'association des départements de France, l'association des régions de France.

Et ce n'est pas la remise en cause, voulue par le gouvernement, du contrat de croissance et de solidarité – remise en cause provisoirement suspendue en 2007 - qui apportera la réponse adaptée aux collectivités territoriales françaises qui cherchent,

moins à se voir imposer une norme indicative de dépenses, mais plutôt à se voir garantir des ressources fiscales dynamiques et équitables.

Pour autant, le budget 2007 s'inscrit totalement dans les grandes orientations de développement équilibré que la Région met en œuvre comme vous le démontre le présent rapport.

Avec un total des dépenses d'intervention s'élevant à 792,616 M€ dont 328,152 M€ pour l'investissement et 464,464 M€ pour le fonctionnement le budget 2007 a été construit autour des principaux axes suivants.

#### **- Poursuivre la mise en œuvre des neuf mesures phares**

Il s'agit des projets CAP'ASSO Centre, Ordi Centre, et de Trans'Europe Centre, des contreparties sociales et environnementales demandées aux entreprises, de la gratuité des transports pour les demandeurs d'emploi, du travail visant à faire de la Région Centre un pôle européen d'efficacité énergétique, du développement de la coopération décentralisée, de l'aide au maintien des services aux publics, de la formation de 10 000 personnels soignants, médico-sociaux et aides à domicile.

En 2007 ce seront plus de 27 M€ qui seront consacrés à ces actions.

#### **- Mettre en œuvre le schéma régional de développement économique et social**

L'année 2006 aura vu une importante refonte des différents cadres d'intervention, la signature des conventions de travail avec les autres collectivités territoriales et les chambres consulaires. Le budget 2007 voit ainsi se renforcer l'effort de la Région en matière de recherche et de technologie et, à l'intérieur du budget économique, un effort particulier consacré au développement de l'agriculture. En outre, conséquence directe de ce schéma, est mis en place pour la première fois le fonds régional pour l'emploi et la formation. Enfin, en matière de tourisme la Région renforce son effort financier pour développer de nouvelles actions et assurer la réalisation du projet Loire à vélo.

En 2007 ce seront près de 86 M€ (ensemble des budgets d'enseignement supérieur, de recherche et technologie, d'économie innovation, de tourisme) qui seront consacrés à ces actions.

#### **- Renforcer l'action de la Région en faveur de la formation**

C'est un champ de compétences très important pour la Région qui y consacrera en 2007 près de 47 % du total des crédits d'intervention (addition des budgets consacrés à la formation professionnelle continue, aux Lycées, à l'apprentissage et aux formations sanitaires et sociales).

Au total la Région affectera près de 370 M€ à ces actions.

#### **- Développer une stratégie régionale en faveur des déplacements collectifs**

Dans le cadre des orientations en faveur du transport collectif multimodal et des circulations douces adoptées lors de la session des 29 et 30 juin 2006, la Région agit pour assurer la qualité des transports ferroviaires régionaux de voyageurs. Il en est ainsi tant en ce qui concerne le financement du service public des voyageurs qu'en ce qui concerne le financement d'infrastructures ferroviaires. Elle poursuit enfin les financements des routes tels qu'ils ont été définis dans l'actuel CPER comme dans les conventions Région – départements.

Ce sont près de 174 M€ qui seront consacrés à ces actions.

**- Organiser le développement équilibré et durable de tout le territoire**

Au travers des budgets affectés aux territoires solidaires, aux TIC, à l'environnement, la Région poursuit ses actions en faveur d'un développement équilibré et durable de son propre territoire.

En 2007 elle consacrera une somme globale de près de 108 M€ à ces actions.

**- Renforcer l'attractivité et la cohésion de tout le territoire par des politiques de développement culturelles et sportives**

La reprise par la Région du château de CHAUMONT SUR LOIRE, l'effort important que la Région poursuit pour le soutien aux activités sportives montre que la question de l'attractivité et la cohésion de tout le territoire sont bien au cœur des politiques culturelles et sportives développées par la Région.

En 2007 ce sont plus de 35 M€ qui seront consacrés à ces actions.

Ainsi le budget de la Région que nous présentons reflète bien les priorités régionales telles qu'elles se développent depuis 2004 et, pour l'ensemble de ces raisons, je vous demande de l'approuver.

Michel SAPIN

**LES CONDITIONS GENERALES  
DE L'EQUILIBRE**

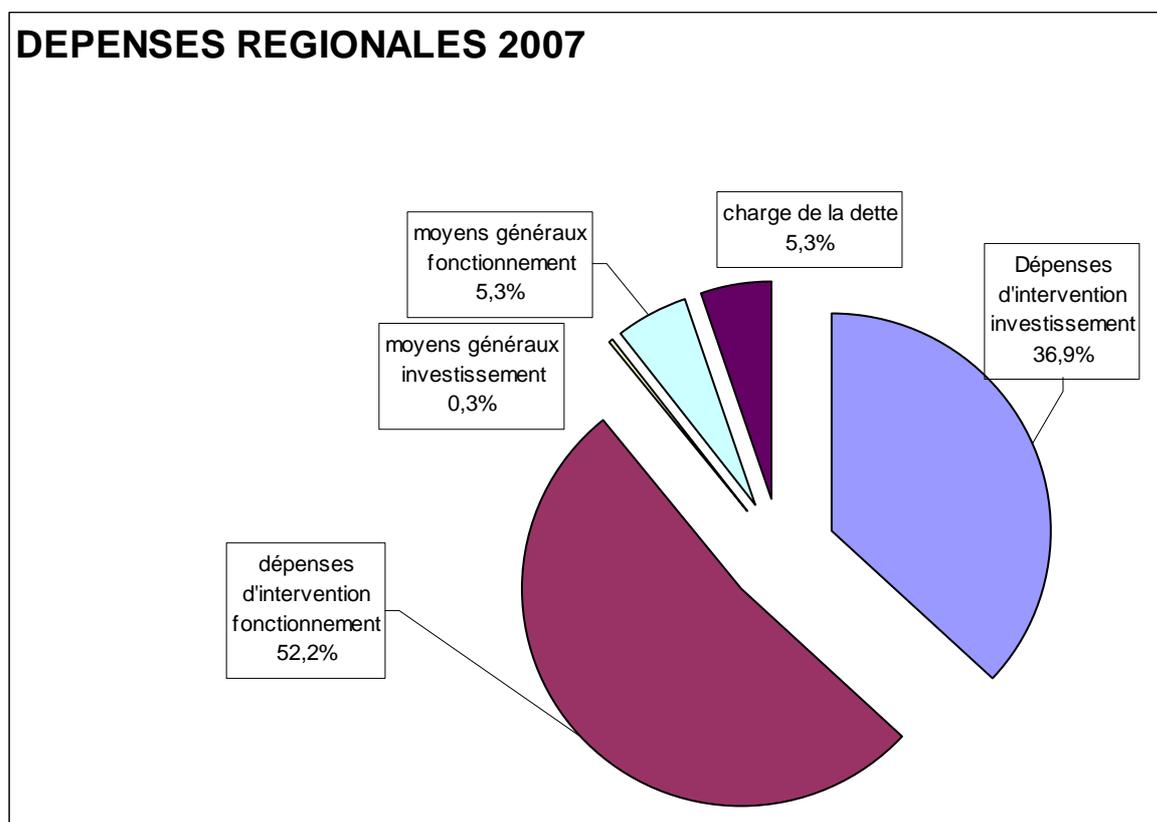
## A - La répartition globale des crédits de paiement

Le montant du budget 2007, hors crédits de réaménagement de la dette, progresse de 4,9 % par rapport au BP 2006.

Il s'élève au global, à 889,468 M€, dont 361,193 M€ en investissement et 528,275 M€ en fonctionnement.

Deux facteurs expliquent cette progression globale :

- la hausse des crédits relatifs aux politiques régionales : transports et déplacements, territoires solidaires, ensemble des mesures phares, culture, recherche et technologie.
- La poursuite de la montée en charge des dépenses transférées au titre de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales : en 2007, ce sont ainsi près de 77 M€ qui seront budgétés pour faire face à ces transferts, soit plus de 15 % de l'ensemble des dépenses de fonctionnement de la région. Les recettes transférées devraient se situer autour de 68,6 M€, soit 9,4 M€ de moins que les dépenses prévisibles, et ceci en particulier sur les dépenses du secteur sanitaire et social.



Les dépenses régionales se répartissent en trois grandes catégories :

- Les dépenses d'intervention (89,2%)

Elles s'élèvent à 794,116 M€ dont 328,152 M€ pour l'investissement et 465,965 M€ pour le fonctionnement.

Elles progressent globalement de 4,5 % par rapport au BP 2006, dont + 1,3 % en investissement et + 6,9 % en fonctionnement.

A périmètre constant, hors dépenses de décentralisation, les dépenses de fonctionnement au titre des interventions évoluent de 2,5%.

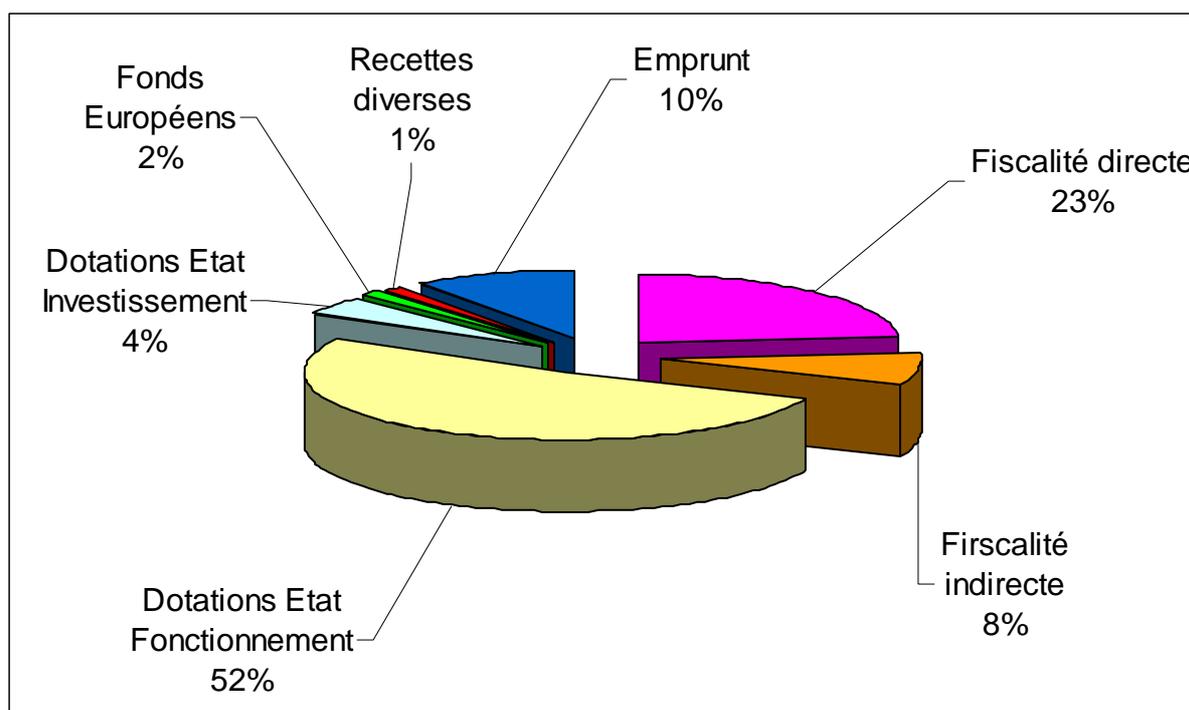
- Les moyens généraux hors gestion de dette (5,5%)

Ils s'élèvent globalement à 49 651 300 € dont 2 241 000 € pour l'investissement et 47 310 300 € pour le fonctionnement.

- La charge de la dette (5,3%)

Son montant global est de 47 200 000 € dont 30 800 000 € pour le remboursement en capital et 16 400 000 € pour les frais financiers.

## B - La répartition globale des recettes



La lecture de ce graphique confirme la part prépondérante des dotations et participations en provenance de l'Etat dans l'ensemble des ressources du budget régional.

Les dotations et participations de l'Etat (fonctionnement et investissement) représentent 56 % de l'ensemble des ressources régionales.

En fonctionnement, la Région perçoit la part forfaitaire de la Dotation globale de Fonctionnement, la DGD résiduelle, une partie des dotations au titre de la formation professionnelle continue. Le total des transferts reçus de l'Etat, y compris TIPP, représentent 58,8 % des ressources de fonctionnement de la collectivité. En l'état actuel des simulations sur la TIPP, et compte tenu de la baisse constatée des niveaux de consommation, il n'est pas possible de définir avec précision le montant de TIPP que percevra la région en 2007.

En investissement, ces dotations sont constituées du Fonds de Compensation pour la TVA et de la Dotation régionale d'Equipeement Scolaire.

La fiscalité régionale (directe et indirecte) représente 31 % des ressources régionales. Elle comprend le produit des impositions directes (183,4 M€), le produit des cartes grises (65,35 M€) ainsi qu'une partie de la taxe additionnelle d'apprentissage, sur laquelle la région ne dispose d'aucune faculté de modulation du taux (21,768 M€).

Les fonds européens (fonds structurels et fonds liés à des projets spécifiques) représentent 2% des ressources régionales.

## C – L'équilibre général du budget et les principaux indicateurs de gestion

### L'équilibre général du Budget :

Le budget primitif pour 2007 est équilibré

- en maintenant à leur niveau 2006 les taux de fiscalité directe de la Région (taxe professionnelle, foncier bâti, foncier non bâti),
- en limitant au niveau de l'inflation prévue par la Loi de Finances 2007 la progression de la taxe sur les cartes grises,
- en recourant à un emprunt de 85 M€ pour le financement de la section d'investissement.

### Les principaux indicateurs de gestion :

|          |  | Budget primitif<br>2006 | Budget primitif<br>2007 |
|----------|--|-------------------------|-------------------------|
|          |  |                         |                         |
|          | + Recettes de fonctionnement                     | 698 061 400             | 740 995 800             |
|          | - Dépenses de fonctionnement                     | 478 103 400             | 511 874 900             |
|          | <b>= Epargne de gestion</b>                      | <b>219 958 000</b>      | <b>229 120 900</b>      |
|          | - Intérêts de la dette                           | 14 900 000              | 16 400 000              |
|          | <b>= Epargne brute</b>                           | <b>205 058 000</b>      | <b>212 720 900</b>      |
| <b>1</b> | - Remboursement de la dette en capital           | 28 600 000              | 30 800 000              |
|          | <b>= Epargne disponible</b>                      | <b>176 458 000</b>      | <b>181 920 900</b>      |
|          |  |                         |                         |
| <b>2</b> | + Dépenses d'investissement                      | 326 587 500             | 330 392 000             |
|          | - Recettes d'investissement                      | 62 429 500              | 63 472 000              |
|          | <b>= Besoin de financement en investissement</b> | <b>264 158 000</b>      | <b>266 920 900</b>      |
|          |  |                         |                         |
| <b>3</b> | <b>Emprunt</b>                                   | <b>87 700 000</b>       | <b>85 000 000</b>       |

Conformément aux objectifs de gestion retenus par la Région dans sa stratégie financière à moyen terme :

- le taux d'épargne brute (épargne brute/recettes de fonctionnement) est maintenu autour de 30% (28,7%, contre 29,4 % au BP 2006)
- la capacité de désendettement (encours de dette/épargne brute) est de 2,2 années
- le taux d'autofinancement (épargne disponible/dépenses d'investissement hors dette) atteint 55,06% (54,6% au BP 2006)

## D- La répartition des CP et Autorisations de programme et autorisations d'engagement par secteur d'activité

Le montant total des AP ouvertes en 2007 s'élève à 202 075 700 €

Le montant total des AE ouvertes en 2007 s'élève à 86 537 000 €.

Celles-ci se répartissent à l'intérieur des secteurs d'activités selon le tableau ci-joint.

## Répartition par grands secteurs d'activité des dépenses et recettes en crédits de paiement et autorisations pluriannuelles

| TOTAL INTERVENTIONS REGIONALES                        | BP 2006 DEPENSES        | BP 2007 DEPENSES        | BP 2007 RECETTES        | BP 2007 AP et AE        |
|---|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
|   | 758 450 000             | 792 616 500             | 58 142 500              | 286 612 700             |
| investissement  | 323 937 500             | 328 151 900             | 26 772 000              | 201 075 700             |
| fonctionnement  | 434 512 500             | 464 464 600             | 31 370 500              | 85 537 000              |
| <b>FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE</b>             | <b>78 850 500</b>       | <b>80 032 000</b>       | <b>7 475 000</b>        | <b>50 365 000</b>       |
| Investissement  | 960 500                 | 650 000                 | 0                       | 350 000                 |
| Fonctionnement  | 77 890 000              | 79 382 000              | 7 475 000               | 50 015 000              |
| <b>APPRENTISSAGE</b>                                  | <b>89 576 000</b>       | <b>94 939 600</b>       | <b>18 562 000</b>       | <b>3 300 000</b>        |
| Investissement  | 5 300 000               | 5 790 600               | 0                       | 3 300 000               |
| Fonctionnement  | 84 276 000              | 89 149 000              | 18 562 000              |                         |
| <b>ENSEIGNEMENT LYCEES</b>                            | <b>146 629 000</b>      | <b>157 385 300</b>      | <b>1 127 000</b>        | <b>98 189 000</b>       |
| Investissement  | 99 200 000              | 92 660 000              | 1 000 000               | 98 189 000              |
| Fonctionnement  | 47 429 000              | 64 725 300              | 127 000                 |                         |
| <b>FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES</b>              | <b>36 537 000</b>       | <b>37 385 000</b>       | <b>0</b>                | <b>8 517 000</b>        |
| Investissement  | 0                       | 350 000                 | 0                       | 350 000                 |
| Fonctionnement  | 36 537 000              | 36 919 000              | 0                       | 8 167 000               |
| <b>ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>                         | <b>13 849 000</b>       | <b>13 120 300</b>       | <b>118 000</b>          | <b>250 000</b>          |
| Investissement  | 6 779 000               | 4 872 300               | 0                       | 250 000                 |
| Fonctionnement  | 7 070 000               | 8 248 000               | 118 000                 |                         |
| <b>RECHERCHE ET TECHNOLOGIE</b>                       | <b>18 858 000</b>       | <b>21 400 000</b>       | <b>0</b>                | <b>11 781 000</b>       |
| Investissement  | 11 539 000              | 13 912 800              | 0                       | 8 556 000               |
| Fonctionnement  | 7 319 000               | 7 487 200               | 0                       | 3 225 000               |
| <b>CULTURE</b>  | <b>26 026 000</b>       | <b>29 147 900</b>       | <b>2 231 000</b>        | <b>4 009 000</b>        |
| Investissement  | 5 749 000               | 6 553 600               | 1 671 000               | 4 009 000               |
| Fonctionnement  | 20 277 000              | 22 594 300              | 560 000                 |                         |
| <b>SPORTS</b>   | <b>8 148 000</b>        | <b>6 168 700</b>        | <b>0</b>                | <b>1 695 000</b>        |
| Investissement  | 5 048 000               | 2 861 700               | 0                       | 1 695 000               |
| Fonctionnement  | 3 100 000               | 3 307 000               | 0                       |                         |
| <b>TERRITOIRES SOLIDAIRES</b>                         | <b>84 900 500</b>       | <b>89 349 500</b>       | <b>0</b>                | <b>43 361 700</b>       |
| Investissement  | 82 270 000              | 87 475 000              | 0                       | 43 361 700              |
| Fonctionnement  | 2 630 500               | 1 874 500               | 0                       |                         |
| <b>TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION</b> | <b>7 005 000</b>        | <b>6 352 000</b>        | <b>0</b>                | <b>4 300 000</b>        |
| Investissement  | 962 000                 | 1 192 000               | 0                       | 300 000                 |
| Fonctionnement  | 6 043 000               | 5 160 000               | 0                       | 4 000 000               |
| <b>ENVIRONNEMENT</b>                                  | <b>12 090 000</b>       | <b>12 090 000</b>       | <b>0</b>                | <b>980 000</b>          |
| Investissement  | 7 972 000               | 6 883 400               | 0                       | 980 000                 |
| Fonctionnement  | 4 118 000               | 5 206 600               | 0                       |                         |
| <b>TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS</b>                     | <b>165 263 000</b>      | <b>173 983 900</b>      | <b>2 833 000</b>        | <b>3 250 000</b>        |
| Investissement  | 58 588 000              | 62 407 900              | 2 773 000               | 2 920 000               |
| Fonctionnement  | 106 695 000             | 111 576 000             | 60 000                  | 330 000                 |
| <b>TOURISME</b>                                       | <b>9 603 000</b>        | <b>10 020 000</b>       | <b>0</b>                | <b>2 320 000</b>        |
| Investissement  | 5 248 000               | 5 746 000               | 0                       | 2 320 000               |
| Fonctionnement  | 4 355 000               | 4 274 000               | 0                       |                         |
| <b>ECONOMIE INNOVATION</b>                            | <b>41 862 000</b>       | <b>41 451 800</b>       | <b>7 910 000</b>        | <b>54 295 000</b>       |
| Investissement  | 24 516 000              | 23 008 600              | 7 600 000               | 34 495 000              |
| Fonctionnement  | 17 346 000              | 18 443 200              | 310 000                 | 19 800 000              |
| <b>EUROPE ET COOPERATION DECENTRALISEE</b>            | <b>19 233 000</b>       | <b>19 906 500</b>       | <b>17 886 500</b>       | <b>0</b>                |
| Investissement  | 9 806 000               | 13 788 000              | 13 728 000              |                         |
| Fonctionnement  | 9 427 000               | 6 118 500               | 4 158 500               |                         |
| <b>TOTAL MOYENS GENERAUX dont charge de la dette</b>  | <b>BP 2006 DEPENSES</b> | <b>BP 2007 DEPENSES</b> | <b>BP 2007 RECETTES</b> | <b>BP 2007 AP et AE</b> |
|   | <b>289 740 900</b>      | <b>296 851 300</b>      | <b>1 031 325 300</b>    | <b>2 000 000</b>        |
| investissement  | 231 250 000             | 233 041 000             | 321 700 000             | 1 000 000               |
| fonctionnement  | 58 490 900              | 63 810 300              | 709 625 300             | 1 000 000               |
| <b>COMMUNICATION</b>                                  | <b>4 000 000</b>        | <b>4 000 000</b>        | <b>0</b>                | <b>0</b>                |
| Investissement  | 100 000                 | 100 000                 | 0                       |                         |
| Fonctionnement  | 3 900 000               | 3 900 000               | 0                       |                         |
| <b>MOYENS GENERAUX DE L'ADMINISTRATION</b>            | <b>15 468 000</b>       | <b>15 564 000</b>       | <b>57 000</b>           | <b>0</b>                |
| Investissement  | 2 550 000               | 2 141 000               | 0                       |                         |
| Fonctionnement  | 12 918 000              | 13 423 000              | 57 000                  |                         |
| <b>MOYENS GENERAUX FINANCIERS</b>                     | <b>245 701 900</b>      | <b>249 750 000</b>      | <b>1 028 236 300</b>    | <b>2 000 000</b>        |
| Investissement  | 228 600 000             | 230 800 000             | 321 700 000             | 1 000 000               |
| Fonctionnement  | 17 101 900              | 18 950 000              | 706 536 300             | 1 000 000               |
| <b>GESTION DES RESSOURCES HUMAINES</b>                | <b>24 571 000</b>       | <b>27 537 300</b>       | <b>3 032 000</b>        | <b>0</b>                |
| Investissement  | 0                       | 0                       | 0                       |                         |
| Fonctionnement  | 24 571 000              | 27 537 300              | 3 032 000               |                         |
| <b>TOTAL GENERAL hors résultat reporté</b>            | <b>1 048 190 900</b>    | <b>1 089 467 800</b>    | <b>1 089 467 800</b>    | <b>288 612 700</b>      |
| Investissement  | 555 187 500             | 561 192 900             | 348 472 000             | 202 075 700             |
| Fonctionnement  | 493 003 400             | 528 274 900             | 740 995 800             | 86 537 000              |

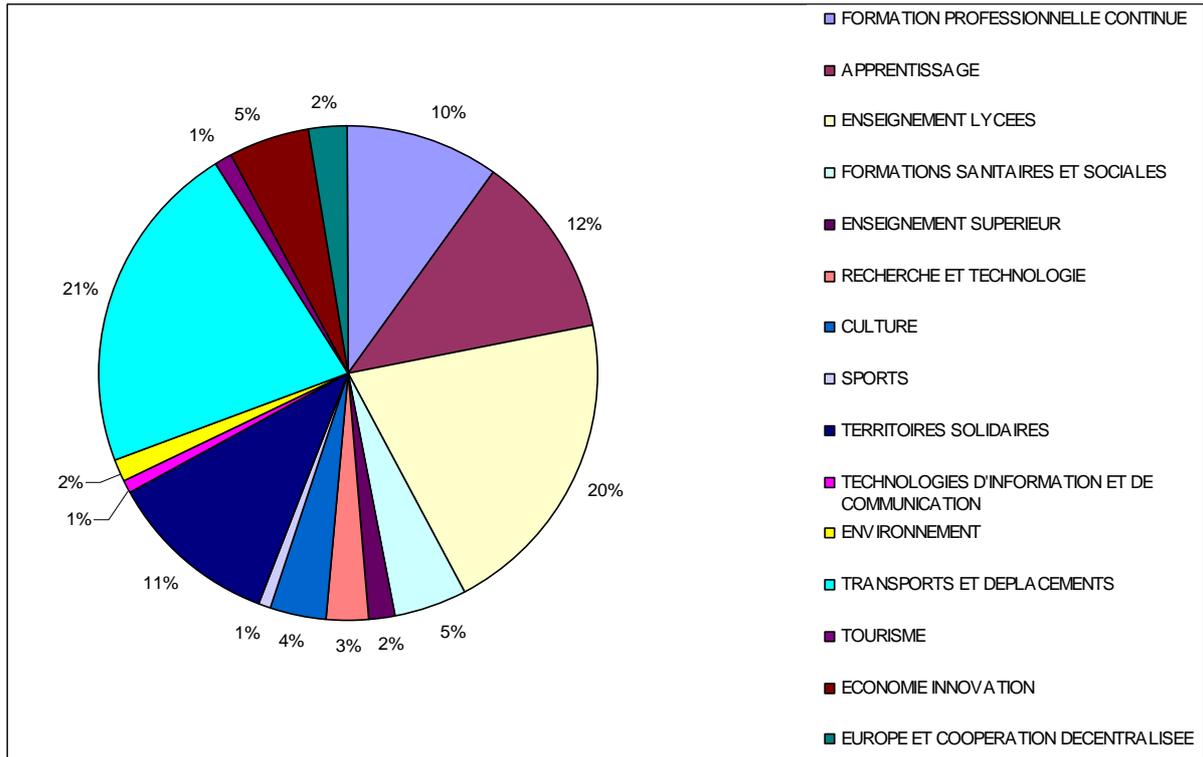


**LA PRESENTATION DETAILLEE  
DU BUDGET PRIMITIF**

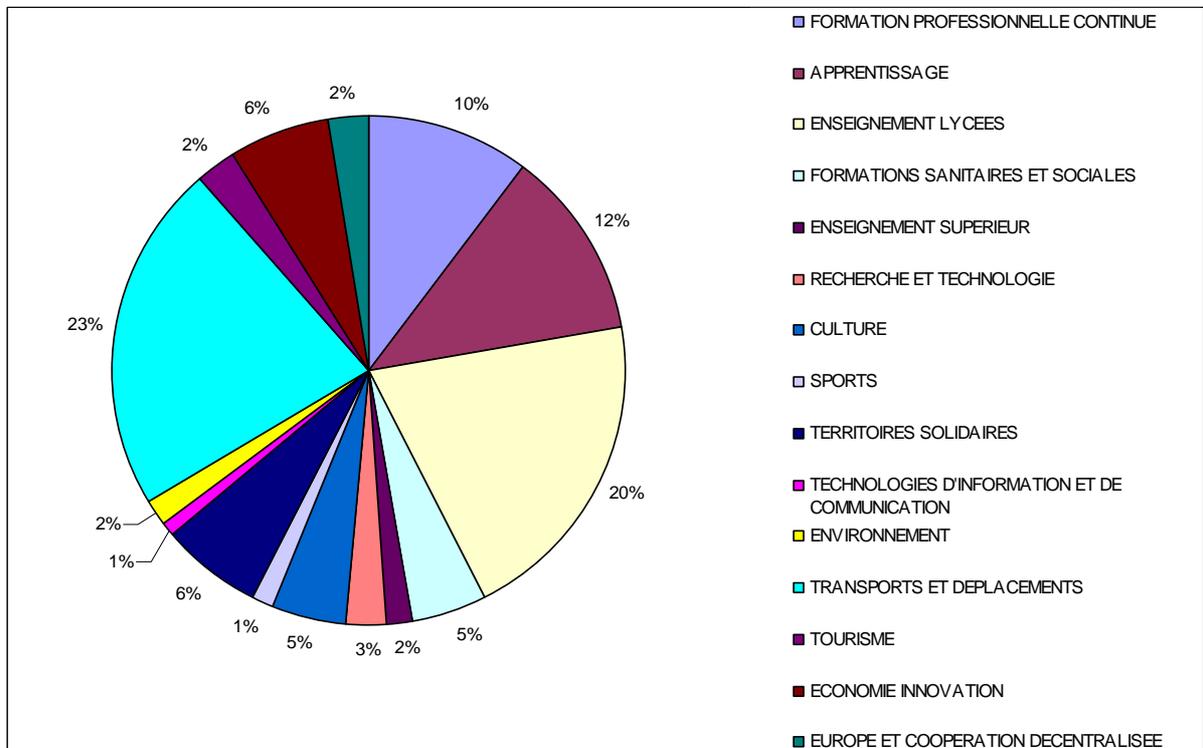


## ***A – Les interventions régionales***

## Dépenses d'intervention - Répartition en pourcentage par secteur d'activité investissement et fonctionnement



## Répartition en pourcentage des dépenses d'intervention avec répartition par secteur d'activité des dépenses inscrites aux contrats de pays, aux contrat d'agglomération et aux contrats de ville moyenne



- La culture représente 5% des dépenses d'intervention consolidées, contre 4% hors consolidation,
- L'économie représente 7% des dépenses d'intervention consolidées, contre 5% hors consolidation.
- Le tourisme représente 2% des dépenses d'intervention consolidées, contre 1% hors consolidation.

# BUDGET 2007

## SOMMAIRE

|   |            |
|---|------------|
| <b>I- Les conditions générales de l'équilibre .....</b>   | <b>1</b>   |
| A - <i>La répartition globale des crédits de paiement .....</i>   | 2          |
| B - <i>La répartition globale des recettes .....</i>  |            |
| C - <i>L'équilibre général du budget et les principaux indicateurs de gestion .....</i>   | 4          |
| D - <i>Répartition des crédits de paiement, des autorisations de programme et des autorisations d'engagement par secteur d'activité .....</i> | 4          |
| <br>  |            |
| <b>II- La présentation détaillée du budget primitif .....</b>   | <b>7</b>   |
| A - <i>Les interventions régionales .....</i>   | 9          |
| <b>Formation professionnelle continue .....</b>   | <b>11</b>  |
| ⇒ Actions de formation et rémunérations des bénéficiaires   |            |
| ⇒ Information, orientation, accompagnement vers l'emploi  |            |
| ⇒ Soutien à la formation dans les entreprises et les branches professionnelles  |            |
| ⇒ Investissement  |            |
| <b>Apprentissage .....</b>  | <b>37</b>  |
| ⇒ Formation des apprentis   |            |
| <b>Enseignement lycées .....</b>  | <b>57</b>  |
| ⇒ Actions sur le patrimoine   |            |
| ⇒ Fonctionnement des établissements   |            |
| ⇒ Politiques régionales   |            |
| <b>Formations sanitaires et sociales .....</b>  | <b>87</b>  |
| ⇒ Financement des écoles et instituts   |            |
| ⇒ Aides financières aux élèves et étudiants   |            |
| ⇒ Information, orientation, partenariats  |            |
| <b>Enseignement supérieur .....</b>   | <b>99</b>  |
| ⇒ Enseignement supérieur  |            |
| <b>Culture .....</b>  | <b>107</b> |
| ⇒ Politique des œuvres : patrimoine et création   |            |
| ⇒ Politique des publics : diffusion et maillage du territoire   |            |
| ⇒ Politique des pratiques artistiques : filières professionnelles et pratiques amateurs   |            |

|   |     |
|---|-----|
| <b>Sports</b> .....   | 133 |
| ⇒ Sports et jeunesse  |     |
| <b>Territoires solidaires</b> .....   | 145 |
| ⇒ Contrats régionaux  |     |
| ⇒ Cœurs de village  |     |
| ⇒ Villes et logements   |     |
| ⇒ Opérations d'aménagement du territoire                                    |     |
| <b>Technologies d'information et de communication</b> .....                 | 171 |
| ⇒ Technologies d'information et de communication                            |     |
| <b>Environnement</b> .....  | 187 |
| ⇒ Pôle d'excellence européen en matière d'efficacité énergétique            |     |
| ⇒ Valorisation et protection des ressources naturelles                      |     |
| ⇒ Sensibilisation, éducation à l'environnement                              |     |
| ⇒ Loire   |     |
| <b>Transports et déplacements</b> .....                                     | 209 |
| ⇒ Infrastructures routières   |     |
| ⇒ Infrastructures ferroviaires  |     |
| ⇒ Gestion des transports régionaux de voyageurs                             |     |
| <b>Tourisme</b> .....   | 235 |
| ⇒ Tourisme  |     |
| <b>Economie</b> .....   | 245 |
| ⇒ Soutien et développement de l'artisanat                                   |     |
| ⇒ Soutien et développement des entreprises industrielles et des services    |     |
| ⇒ Anticiper et accompagner les mutations économiques                        |     |
| ⇒ Soutien et développement de l'agriculture                                 |     |
| ⇒ Soutien et développement de la vie associative et de l'économie solidaire |     |
| <b>Recherche et technologie</b> .....                                       | 277 |
| ⇒ Recherche, développement et technologie                                   |     |
| ⇒ Recherche publique  |     |
| <b>Europe et coopération décentralisée</b> .....                            | 293 |
| ⇒ Développer la dimension européenne  |     |
| ⇒ Coopération décentralisée et solidarité internationale                    |     |

**B - Les moyens généraux ..... 305**

- ⇒ Moyens généraux de l'administration .....
- ⇒ Communication .....
- ⇒ Moyens généraux financiers .....
- ⇒ Gestion des ressources humaines .....

**III - Les dépenses consolidées ..... 335**

**A - Les mesures phares .....**

**B - Les programmes transversaux.....**

**C - La consolidation des dépenses relevant du CPER 2000-2006.....**

**IV - Les inscriptions budgétaires 2007 : les décisions ..... 347**

**A - Le vote par fonction .....**

**B - Les dispositions fiscales .....**

**C - La gestion de la dette et de la trésorerie.....**

**D - Les dispositions diverses.....**



## LES ORIENTATIONS POUR L'ÉDUCATION ET LA FORMATION

2007: c'est une dépense globale de 369,626 millions d'euros qui sera consacrée à l'éducation et aux lycées, à l'apprentissage et à la formation professionnelle continue, et aux formations sanitaires et sociales. Les responsabilités se sont notoirement accrues avec la loi de décentralisation. Ainsi la Région est moteur par ses interventions financières, comme par sa capacité d'animation et de coordination.

Au-delà des présentations budgétaires, ces dépenses s'inscrivent dans un dispositif global d'orientation de pilotage d'évaluation : le Plan Régional de Développement des Formations, approuvé par l'Assemblée régionale il y a 3 ans.

Le PRDF s'inscrit dans une double perspective :

- **il s'adresse aux jeunes et aux adultes,**
- **il s'inscrit dans une problématique d'éducation et de formation tout au long de la vie.**

**Dans ce cadre, le Conseil régional a élaboré le PRDF dans une perspective de Développement durable, c'est-à-dire une démarche participative intégrant les dimensions sociales, économiques et environnementales de la formation professionnelle.**

Deux enjeux majeurs :

- **la recherche de la sécurité professionnelle pour l'ensemble de la population active de la région Centre avec le souci d'une promotion sociale pour tous, et une priorité, l'insertion des jeunes.**
- **la mobilisation de l'ensemble des organisations et dispositifs qui en région Centre intervient dans le champ de l'éducation et de la formation.**

Des actions prioritaires sont engagées ; **elles font l'objet d'un travail de diagnostic, de propositions et de plans d'actions mis en oeuvre par l'ensemble des acteurs régionaux de l'éducation et de la formation.** Ainsi se construit progressivement une cohérence globale des actions et des dépenses consacrées par la Région à l'éducation et à la formation.

# **FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE**

## **LES ORIENTATIONS**

**Le budget 2007 consacré à la formation professionnelle continue s'élève à 80 032 000 euros.**

**Les orientations sur l'ensemble du champ Education Formation sont structurées dans le cadre du Plan Régional de Développement des Formations (PRDF) et reprises dans le Schéma Régional de Développement Economique et Social (SRDES) avec une volonté forte de valoriser les ressources humaines sur les territoires de la région Centre. Elles intègrent également les principes actés dans la charte de développement durable que ce soit en matière économique, sociale ou environnementale.**

### **Les grandes orientations :**

- l'élévation du niveau de qualification. A ce titre le programme régional de formation, l'appareil AFPA, le dispositif d'aides individuelles à la formation sont mobilisés pour la mise en place de parcours individualisés permettant de sécuriser les parcours professionnels ;
- l'insertion et la stabilisation dans l'emploi des publics les plus fragilisés. Pour les demandeurs d'emploi il s'agit de mettre en œuvre des parcours favorisant au maximum la mise en situation professionnelle dans les entreprises et pour les salariés d'accompagner l'action des branches professionnelles et des organismes collecteurs en ciblant l'effort avec les publics les plus faiblement qualifiés et les petites et moyennes entreprises ;
- la maîtrise des savoirs de base fondamentaux. Il s'agit de mettre en place en faveur des citoyens de la région Centre une offre de service structurée de proximité et adaptée.

### **Les grands axes pour 2007**

#### ➤ ***Le programme régional de formation et la validation des acquis de l'expérience***

Le programme s'articule autour de trois axes prioritaires :

- la qualification des demandeurs d'emploi ;
- les savoirs de base pour tous ;
- l'insertion des publics les plus fragilisés et notamment les jeunes.

Les principales évolutions 2006-2007 sont les suivantes :

- introduction d'une commande pluriannuelle sur une partie de la qualification pour les secteurs d'activité où les évolutions en matière d'emploi et de qualification sont structurelles (ex : Bâtiment Travaux Publics, Hôtellerie Restauration...) et sur le champ des savoirs de base ;
- renforcement des actions d'insertion pour les publics les plus en difficulté ;
- articulation étroite et complémentarité entre les actions relevant du dispositif de l'AFPA (en subvention depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006) et les achats de formation (suite à appel à projet) ;

- évolution du dispositif de Validation des Acquis de l'Expérience marquée par deux chantiers prioritaires : d'une part la démarche de VAE collective en structurant une offre de service en matière d'information, d'accompagnement des bénéficiaires et en travaillant avec les entreprises sur l'enjeu de la VAE pour leurs salariés. D'autre part, la mise en place des compléments de qualification nécessaires suite à une démarche VAE en travaillant sur l'individualisation et la modularisation de la formation ;
- évolution des dispositifs de formation à la création et reprise d'entreprises : en lien avec le Schéma Régional de Développement Economique et Social, passer avec les consulaires d'une prestation de formation à une offre de service intégrée allant de l'aide à l'élaboration du projet, à la formation et au suivi post création.
- l'offre de service des savoirs de base fera l'objet d'une évolution forte en terme de proximité territoriale, notamment avec l'extension des Espaces Libres Savoirs ;  
L'année 2007 sera marquée par un changement fort en terme de gestion administrative et financière puisque le paiement des organismes de formation sera internalisé, la prestation du CNASEA étant concentrée sur la gestion de la rémunération des bénéficiaires des actions de formation.

Le programme régional de formation auquel s'ajoute la rémunération des stagiaires et le recours au CNASEA pour la gestion représente un budget de 69 997 000€.

Le dispositif VAE représente un budget de 1 260 000 €

#### ➤ **L'accueil Information – Orientation**

Des conventions d'objectifs individuelles sont établies avec chaque structure jeune (Mission Locale ou PAIO) afin de déterminer très clairement des indicateurs de résultat. Le travail avec les branches professionnelles sera renforcé afin d'améliorer la découverte des métiers par les jeunes, les rencontres avec les professionnels...

La politique d'accueil, d'information et d'orientation représente un budget de 5 634 000 €.

#### ➤ **L'appui aux salariés**

Deux axes opérationnels sont à développer :

- la formation tout au long de la vie et la sécurisation des parcours professionnels ;
- le champ des mutations économiques. En lien étroit avec la Direction Générale Déléguée Innovation - Economie - Emploi, un travail sera réalisé sur les différentes situations soit individuelles (salariés, demandeurs d'emploi) soit collectives (sollicitations d'entreprises, de cellules de reclassement...) afin de déterminer les axes d'intervention de la Région en matière d'anticipation des mutations économiques.

C'est dans ce contexte qu'est créé le Fonds régional pour l'emploi et la formation.

Les axes prioritaires cités ci-dessus découlent très concrètement des orientations politiques structurées par le PRDF, orientations élaborées suite à un diagnostic partagé, dans une démarche partenariale et participative et dans le souci d'impliquer fortement les partenaires sociaux.

## LES DONNEES FINANCIERES GLOBALES DU BUDGET FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

### SYNTHESE DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES AUX CHAPITRES M71 :

| En € par chapitres           | Investissement<br>901.11 | Fonctionnement<br>931.11 |
|------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Autorisations de programme   | 350 000                  |                          |
| Autorisations d'engagement   |                          | 50 015 000               |
| Crédits de paiement dépenses | 650 000                  | 79 382 000               |
| Crédits de paiement recettes | 0                        | 7 475 000                |

### SYNTHESE DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES SELON L'ARCHITECTURE FONCTIONNELLE :

#### LES CREDITS DE PAIEMENT PAR DOMAINES D'INTERVENTION

|   | BP 2006           |                  | BP 2007           |                  |
|---|-------------------|------------------|-------------------|------------------|
|   | Dépenses          | Recettes         | Dépenses          | Recettes         |
| <b>Actions de formation</b>   |                   |                  |                   |                  |
| Investissement  |                   |                  |                   |                  |
| Fonctionnement  | 67 999 500        | 6 918 000        | 69 597 000        | 7 475 000        |
| Sous-total  | 67 999 500        | 6 918 000        | 69 597 000        | 7 475 000        |
| <b>Information, orientation,<br/>accompagnement vers l'emploi</b>                           |                   |                  |                   |                  |
| Investissement  |                   |                  |                   |                  |
| Fonctionnement  | 7 080 500         | 220 000          | 6 894 000         | 0                |
| Sous-total  | 7 080 500         | 220 000          | 6 894 000         | 0                |
| <b>Soutien à la formation dans les<br/>entreprises et les branches<br/>professionnelles</b> |                   |                  |                   |                  |
| Investissement  |                   |                  |                   |                  |
| Fonctionnement  | 2 810 000         | 0                | 2 891 000         | 0                |
| Sous-total  | 2 810 000         | 0                | 2 891 000         | 0                |
| <b>Investissements</b>  |                   |                  |                   |                  |
| Investissement  | 960 500           | 0                | 650 000           | 0                |
| Fonctionnement  |                   |                  |                   |                  |
| Sous-total  | 960 500           | 0                | 650 000           | 0                |
| <b>TOTAL</b>  | <b>78 850 500</b> | <b>7 138 000</b> | <b>80 032 000</b> | <b>7 475 000</b> |

#### LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT CREEES OU MODIFIEES

- **INVESTISSEMENT**

| N° AP     | LIBELLES                             | MONTANT | CP 2007 | CP 2008 | CP 2009 et + |
|-----------|--------------------------------------|---------|---------|---------|--------------|
| 2007.3011 | Equipement de l'AFPA                 | 200 000 | 100 000 | 100 000 | 0            |
| 2007.0179 | Equipement des centres de FP et AIOA | 150 000 | 100 000 | 50 000  | 0            |
| TOTAL     |                                      | 350 000 | 200 000 | 150 000 | 0            |

• **FONCTIONNEMENT**

- Actions de formation

| N° AE     | LIBELLES  | MONTANT    | CP 2007 | CP 2008    | CP 2009 et + |
|-----------|---|------------|---------|------------|--------------|
| 2007.0573 | Actions de qualification 2008                         | 21 300 000 | 0       | 10 200 000 | 9 700 000    |
| 2007.0574 | Actions de savoirs de base 2008                       | 7 000 000  | 0       | 3 200 000  | 3 200 000    |
| 2007.0575 | Actions d'insertion 2008                              | 6 400 000  | 0       | 2 900 000  | 2 800 000    |
| 2007.0925 | Rémunérations des bénéficiaires 2008                  | 12 270 000 | 0       | 8 700 000  | 2 800 000    |
| 2007.0745 | Gestion des rémunérations des bénéficiaires 2007-2009 | 1 845 000  | 615 000 | 615 000    | 615 000      |
| TOTAL     |   | 48 815 000 | 615 000 | 25 615 000 | 19 115 000   |

| N° AE     | LIBELLES                             | MONTANT INITIAL | MODIFICATION |
|-----------|--------------------------------------|-----------------|--------------|
| 2006.0925 | Rémunérations des bénéficiaires 2007 | 11 070 000      | +1 200 000   |
| TOTAL     |                                      | 11 070 000      | +1 200 000   |

## **DETAIL PAR DOMAINE D'INTERVENTION ET PAR PROGRAMME D'ACTION**

### **DOMAINE D'INTERVENTION : ACTIONS DE FORMATION**

#### **Programme d'action : Actions de formation et rémunérations des bénéficiaires**

- **Description**

#### **Les actions de formation**

En matière de formation professionnelle, le financement des actions de formation par la Région s'inscrit dans les priorités affichées dans le Plan Régional de Développement des Formations (PRDF) et dans les ambitions du Schéma Régional de Développement Economique et Social dans son volet valorisation des ressources humaines.

**Trois axes majeurs** sont pris en compte.

- 1) l'élévation du niveau de qualification dans un souci de sécuriser le parcours professionnel et en utilisant au maximum le levier de la validation des acquis de l'expérience.
- 2) La prise en compte des publics les plus fragilisés en leur proposant des dispositifs d'insertion favorisant au maximum les situations d'alternance dans le milieu du travail.
- 3) La maîtrise des savoirs de base fondamentaux permettant à tout citoyen de la Région Centre de consolider un socle minimal de connaissances sans lequel il risque d'être fragilisé dans sa vie sociale et professionnelle.

Les deux premiers axes concernent la formation des demandeurs d'emploi, le troisième axe concerne tous les publics, avec une priorité aux personnes non qualifiées.

La structuration de cette offre savoirs de base en "visas", modules courts, doit permettre une appropriation par les branches et les entreprises de ce dispositif notamment dans le cadre du droit individuel à la formation et permettre ainsi d'amener une réponse adaptée aux salariés les plus fragilisés.

#### **La mise en œuvre des axes précités se fait à l'aide des dispositifs suivants :**

- **Le programme régional de formation** décliné à travers quatre appels à projets (qualification annuelle et pluriannuelle, insertion et savoirs de base) gérés dans le champ de la commande publique conformément au code des marchés publics. Certains cofinancements à ce titre peuvent être mobilisés (Assédic, Conseil Généraux, AGEFIPH). En 2006, ce sont près de 6 000 bénéficiaires en qualification, plus de 2 500 en insertion et 58 000 personnes concernées par les visas savoirs de base.
- **Le dispositif de formation de l'AFPA** qui vient augmenter significativement le nombre de places de formation essentiellement sur le champ de la qualification (environ 5 000 places annuelles). Rappel : l'AFPA pour la période 2006, 2007, 2008 est financée à ce titre par une subvention globale.

- **Le dispositif d'aides individuelles à la formation dit "chèque formation"** (géré par l'ANPE) qui permet de financer des actions quand elles ne figurent pas dans le programme régional de formation.
- **Les subventions à certains organismes.** On peut citer par exemple l'ARCNAM (Conservatoire National des Arts et Métiers de la Région Centre).

**Pour 2007**, sont réaffirmés :

- **La priorité à la qualification** et notamment le premier niveau de qualification reconnue qui est demandé par les branches professionnelles.
- Le renforcement significatif des **dispositifs d'insertion** pour les publics les plus fragilisés. Les crédits relatifs à ces actions d'insertion sont doublés par rapport à 2006.
- La structuration de l'offre "**savoirs de base**" et l'enjeu de son utilisation par les entreprises et les salariés.

### **La rémunération**

Les bénéficiaires des actions de qualification et d'insertion sont rémunérés pendant le déroulement de la formation.

S'ils bénéficient de l'assurance chômage en tant que demandeur d'emploi à leur entrée en formation, ils continuent à être indemnisés par l'ASSEDIC.

S'ils ne sont pas indemnisés, leur rémunération est prise en charge par la Région au titre du livre IX du code du travail et gérée par le CNASEA.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- *Les autorisations d'engagement*

| N° AE     | LIBELLES                             | MONTANT<br>CREATION (RAPPEL<br>BP+DM 2006) | MODIFICATIONS /<br>CREATIONS<br>BP 2007 |
|-----------|--------------------------------------|--|---|
| 2007.0573 | Actions de qualification 2008        | 0  | 21 300 000                              |
| 2007.0574 | Actions de savoirs de base 2008      | 0  | 7 000 000                               |
| 2007.0575 | Actions d'insertion 2008             | 0  | 6 400 000                               |
| 2007.0925 | Rémunérations 2008                   | 0  | 12 270 000                              |
| 2006.0925 | Rémunérations des bénéficiaires 2007 | 11 070 000                                 | +1 200 000                              |
|           | <b>TOTAL</b>                         |  | <b>48 170 000</b>                       |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006    |           | BP 2007    |           | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|------------|-----------|------------|-----------|--|----------|
|                | DEPENSES   | RECETTES  | DEPENSES   | RECETTES  | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Fonctionnement |            |           |            |           |  |          |
| AE             | 40 220 000 | 6 859 000 | 41 640 000 | 7 475 000 | 63 050 000                                 |          |
| Autres crédits | 25 012 000 | 0         | 25 359 000 | 0         |  |          |
| Sous-total     | 65 232 000 | 6 859 000 | 66 999 000 | 7 475 000 | 63 050 000                                 |          |
| TOTAL          | 65 232 000 | 6 859 000 | 66 999 000 | 7 475 000 | 63 050 000                                 |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

**Les actions de formation**

Afin de permettre le lancement en 2007 des appels à projets annuels 2008 et de reconduire la deuxième année des achats de formation pluriannuels 2007-2008, il est proposé d'ouvrir les autorisations d'engagements correspondantes :

- Actions de qualification 2008 (Subventions annuelles + achats annuels et pluriannuels 2008),
- Actions savoirs de base 2008 (achats pluriannuels 2008),
- Actions d'insertion 2008 (achats annuels 2008),

Ces ouvertures sont sans impact en terme de CP sur 2007.

Il est à noter qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, la Région reprend en direct le paiement des organismes de formation, ainsi que le permettra le nouvel outil informatique mis en place à cette date pour la formation professionnelle continue. Cette internalisation permettra de rendre un meilleur service aux organismes de formation, notamment en terme de délais de traitement de leurs factures. Les avantages en terme de gestion budgétaire et financière sont également importants. Par ailleurs, l'économie en terme de frais de gestion est estimée à environ 290 000 €.

Cependant, les risques liés à l'accélération des paiements aux organismes de formation, sur la première année du nouveau dispositif de gestion, ont été estimés à environ 1,6 M€ sollicités au titre du Budget primitif 2007. Le volume global de l'achat de formation reste stable sur la durée totale de sa mise en œuvre.

**La rémunération**

Par rapport à 2006, il a été décidé de diminuer les enveloppes budgétaires de l'appel à projets savoirs de base et de renforcer l'appel à projets insertion, **de manière significative puisqu'il y a doublement** du budget insertion. Les actions savoirs de base n'ouvrent pas droit à rémunération. Par contre, les actions d'insertion y ouvrent droit et par conséquent l'augmentation du budget fonctionnement entraîne automatiquement des hausses dans le budget rémunérations.

• **Cadre régional d'intervention**

L'achat de formation se fait dans le cadre du lancement d'Appel à projets selon les dispositions de l'article 30 du Code des Marchés Publics.

**Programme d'action : Gestion administrative et financière des dispositifs de formation professionnelle continue**

- **Description**

La Région, depuis les premières lois de décentralisation, a souhaité mettre en place une gestion administrative et financière externalisée de certains de ses dispositifs en matière de formation professionnelle continue.

Il s'agit principalement de tâches courantes de gestion administrative, de saisie de données, de suivi financier et statistique. L'externalisation permet, en effet, aux services de la Région, de se consacrer à leurs missions essentielles d'animation, d'analyse des besoins, de programmation des actions et de vérification du service fait.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- *Les autorisations d'engagement*

| N° AE     | LIBELLES  | MONTANT<br>CREATION (RAPPEL<br>BP+DM 2006) | MODIFICATIONS /<br>CREATIONS<br>BP 2007 |
|-----------|---|--|---|
| 2007.0745 | Gestion des rémunérations des bénéficiaires 2007-2009 | 0  | 1 845 000                               |
|           | <b>TOTAL</b>  |  | <b>1 845 000</b>                        |

- *Les crédits de paiement*

|                | BP 2006   |          | BP 2007  |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Fonctionnement |           |          |          |          |  |          |
| AE             |           |          | 615 000  |          |  |          |
| Autres crédits | 1 050 200 | 0        | 296 000  | 0        |  |          |
| Sous-total     | 1 050 200 | 0        | 911 000  | 0        | 0  | 0        |
| TOTAL          | 1 050 200 | 0        | 911 000  | 0        | 0  | 0        |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

En 2007, la gestion administrative et financière des dispositifs de formation professionnelle sera profondément remaniée. En effet, la convention de mandat qui confiait au CNASEA le paiement des achats de formation ainsi que la gestion administrative et financière des rémunérations (et prestations connexes) arrive à son terme au 31 décembre 2006.

La réflexion sur les modalités de gestion à mettre en œuvre à l'horizon 2007 a été lancée dès 2005, notamment dans le cadre de la refonte du système d'information de la formation professionnelle continue. Les potentialités offertes par un nouvel outil de gestion informatique ont permis d'envisager d'internaliser le paiement des achats de formation dès 2007. L'économie générée en terme de frais de gestion est d'environ 290 000 €.

Pour la gestion administrative et financière des rémunérations, qui nécessite des moyens humains et une expertise technique et juridique pointue, il a été choisi de continuer à l'externaliser. Pour ce faire, une convention de gré à gré sera signée avec le CNASEA, conformément à l'article 220 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux. Le coût de cette externalisation est estimé à 1,845 M€ pour trois années compte tenu du volume financier important.

Par ailleurs, il est souhaitable de maintenir une enveloppe de 60 000 € pour le renouvellement du marché de suivi du devenir des bénéficiaires de formation, le marché actuel arrivant à échéance au 31 décembre 2006.

Il est à noter que ce programme d'action porte également sur l'intervention de l'ANPE pour la gestion des Chèques Formation, ainsi que la prescription des actions de formation du programme régional aux demandeurs d'emploi, pour un montant global de 236 000 € (dont 200 000 € ont été transférés du programme d'actions "Actions d'accueil, information, orientation).

- **Cadre régional d'intervention**

La gestion externalisée confiée à un tiers peut être mise œuvre dans le cadre du code des marchés publics ou de conventions de gré à gré, conformément aux possibilités offertes par la Loi.

**Programme d'action : Amélioration de la qualité de la formation**

- **Description**

Ce programme correspond à une démarche d'accompagnement des organismes de formation. L'une est spécifique à la stratégie des savoirs de base, l'autre concerne de manière plus large l'ensemble des organismes et du programme régional de formation.

- Pour les organismes intervenants pour les "savoirs de base"

- L'objectif est d'offrir aux habitants de la région une offre de formation de proximité leur permettant de maîtriser les connaissances essentielles en vue de sécuriser leur parcours professionnel et de faciliter leur insertion sociale. Afin d'atteindre cet objectif il est nécessaire de construire un réseau d'acteurs engagés dans le champ des savoirs de base capable de répondre à cet objectif de massification.
- L'utilisation d'une plateforme de gestion administrative et pédagogique doit permettre la modernisation et la transformation des pratiques pédagogiques. Son évolution et son adaptation sont donc indispensables avec un accompagnement fort de professionnalisation des acteurs.
- L'offre "savoirs de base" doit être accessible au public et nécessite donc lisibilité de l'action et proximité de service.
- L'expérimentation de la mise en place des "Espaces Libre Savoirs", à ce titre, sera généralisée en 2007, après un bilan réalisé en octobre 2006.

- Pour l'ensemble des organismes, trois axes de travail seront développés :

- faire évoluer l'offre de formation afin qu'elle soit modularisée et permettre la mise en place de parcours individualisés **prenant en compte systématiquement la validation des acquis du bénéficiaire**,
- contribuer à la formation des personnels des organismes de formation à l'évolution des compétences des bénéficiaires en centre et en entreprise, en travaillant en étroite collaboration, dispositifs apprentissage et dispositifs formation continue,
- évaluer l'offre de formation et les dispositifs mis en œuvre par la Région : vérification de l'efficacité et de l'efficacités des dispositifs mis en place.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          | 816 000   |          |  |          |
| Autres crédits | 1 717 300 | 59 000   | 871 000   | 0        |  |          |
| Sous-total     | 1 717 300 | 59 000   | 1 687 000 | 0        | 0  | 0        |
| TOTAL          | 1 717 300 | 59 000   | 1 687 000 | 0        | 0  | 0        |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

- Pour les savoirs de base

Ce projet de grande envergure nécessite la reconduction des différents marchés et les budgets afférents.

Il s'agit d'un programme sur trois ans (2006, 2007, 2008) issu d'un appel d'offres ouvert lancé en juin 2005 reconduit au titre de l'exercice 2007.

Par ailleurs, le développement des "Espaces Libres Savoirs" justifie également le budget proposé pour 2007.

Il est nécessaire de rappeler que, conformément aux décisions de la Commission permanente et aux expérimentations en cours, les "Espaces Libres Savoirs" sont des organismes de formation labellisés répondant à un cahier des charges, définissant des obligations d'information, d'accueil et de qualité ou suivi des bénéficiaires.

- Pour l'ensemble des organismes de formation

Le développement de la modularisation, la formation des organismes de formation à l'évaluation et la démarche d'évaluation de l'offre, nécessite un accompagnement avec l'appui d'un expert et le financement de journées d'appui aux acteurs.

- **Cadre régional d'intervention**

- \* Appels à projets conformément au code des marchés publics ;
- \* MAPA - marchés publics adaptés – selon une procédure de sélection par notation et étude technique ;
- \* attribution de subventions, par exception, pour certains dispositifs spécifiques (organismes mettant en place des actions d'intérêt général...).

## DOMAINE D'INTERVENTION: INFORMATION, ORIENTATION, ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI

### Programme d'action : Actions d'accueil, information, orientation

- **Description**

La formation, tout au long de la vie, nécessite des services d'information et de conseil. Il est donc nécessaire de prévoir l'accompagnement des publics en matière d'information et d'orientation professionnelle.

Pour ce faire, la Région intervient à différents titres :

- a) Elle participe au financement des structures d'information et d'orientation.
- b) Elle finance des dispositifs d'information et d'accompagnement vers l'emploi ainsi que des prestations.

a) En ce qui concerne les structures

L'intervention régionale vise à organiser un service public régional d'information et de conseil en orientation professionnelle afin de faciliter l'insertion professionnelle et sociale des publics et notamment les jeunes.

La Région contribue pour cela au financement du fonctionnement des principaux réseaux d'information et d'orientation des jeunes :

- le réseau régional des **Missions locales et des Permanences d'Accueil, d'Information et d'Orientation** (ML et PAIO) composé de 26 structures.
- le réseau régional des **Centres d'Aide à la Décision** (CAD) placés au sein des Chambres de métiers et de l'artisanat de chacun des 6 départements.
- le **Centre Régional d'Information Jeunesse** (CRIJ) qui assure principalement l'animation et la professionnalisation des personnels intervenant dans les Bureau Information Jeunesse (BIJ) et Point Information Jeunesse (PIJ), la coordination régionale des animateurs points CYB et la production documentaire.

De plus, la Région a confié à l'ANPE la responsabilité de la prescription des actions de formations qualifiantes.

b) Des dispositifs d'information et d'animation des réseaux sont mis en place

- Avec le réseau *ETOILE* :

La construction de ce service public régional repose sur une animation régionale et une mise en relation des différents réseaux intervenant dans ce domaine. Le programme Etoile en constitue le support principal afin de permettre à l'ensemble des publics de trouver des réponses adaptées à leur situation. Ce programme se décline autour de deux composantes :

- Un site portail d'information sur l'orientation, la formation, l'emploi, géré par le GIP ALFA CENTRE

- Une animation territoriale des acteurs autour de projets destinés à améliorer localement le service rendu à l'utilisateur.

- Avec l'intervention du GIP ALFA CENTRE :

Il s'agit de l'action partenariale de la Région, de l'État et des partenaires sociaux en faveur des professionnels et des particuliers par la création d'un lieu unique d'information, d'appui et d'expertise en vue d'enrichir la mise en œuvre de politiques régionales communes en matière de formation professionnelle, d'orientation et de valorisation des compétences.

Des prestations concourent à l'accompagnement des bénéficiaires :

- Les bilans de compétences dont la gestion est assurée par le réseau des missions locales.
- Des accompagnements spécifiques (ex URAPEDA pour les sourds...)
- Des aides ponctuelles (suivi médical, aide à la mobilité...)

Un projet important, résultat des travaux du PRDF (action prioritaire 5) consiste à mettre en place un appui au Conseil professionnel des salariés souvent démunis notamment dans les petites entreprises. Cet appui se traduit par la **mise en place d'un numéro vert unique** permettant la prise en compte des questions et le relais vers les opérateurs spécialistes selon les thèmes abordés.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 5 361 500 | 0        | 5 229 000 | 0        |  |          |
| Sous-total     | 5 361 500 | 0        | 5 229 000 | 0        | 0  | 0        |
| TOTAL          | 5 361 500 | 0        | 5 229 000 | 0        | 0  | 0        |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

La diminution des crédits s'explique notamment par le transfert de 200 000 € vers le programme d'actions "Gestion administrative et financière des dispositifs de FPC" au titre du regroupement des interventions de l'ANPE pour la prescription des actions de formation aux demandeurs d'emploi.

Par contre, les bilans de compétences seront en augmentation en 2007 du fait d'une forte demande des Missions Locales par rapport au profil des jeunes accueillis.

- **Cadre régional d'intervention**

Moyens, actions et outils mis en œuvre :

### **1 – Financement des structures d'AIO (dont Missions Locales et PAIO)**

- Missions Locales - PAIO :

- un protocole de coopération relatif à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes signé entre l'Etat, la Région et l'association des Présidents de Missions locales ;
- des conventions d'objectifs individualisées pour chacune des Missions Locales et PAIO, pluriannuelles.

- CAD : conventions d'objectifs pluriannuelles.

- CRIJ (réseau BIJ-PIJ) : convention pluriannuelle

En référence aux axes du projet régional (améliorer la qualité de l'information sur les métiers et les formations, lutter contre l'exclusion des jeunes) et du Plan Régional de Développement des Formations Professionnelles (PRDFP) adopté par l'Assemblée plénière régionale (DAP des 18 et 19 décembre 2003) et notamment son action prioritaire 3 déclinée en un Programme Régional de Professionnalisation des Jeunes (PRPJ).

### **2 – Etoile**

L'animation éditoriale du site Etoile fait l'objet d'un Marché à procédure adaptée (MAPA) relancé chaque année.

Le soutien aux projets territoriaux passe par la signature de conventions annuelles en fonction des projets identifiés.

### **3 – Actions d'information et accompagnement vers l'emploi**

- URAPEDA / AUTRES ACTIONS AIOA : attribution de subventions.

### **4 – Dispositif de prescription de l'ANPE**

Convention cadre Région Centre – ANPE approuvée par délibération de la Commission Permanente Régionale (CPR n° 04.10.54 du 10 décembre 2004).

Les modalités d'intervention de l'ANPE sont définies dans les cahiers des charges annexés à cette convention cadre, qui est en outre déclinée annuellement par convention d'application.

### **5 – Suivi médical**

La mise en œuvre de ce dispositif s'appuie sur :

- une convention cadre 2005-2007 qui organise les modalités d'intervention respectives de la Région et des CPAM en matière de suivi médical, approuvée par la Commission permanente du 25 février 2005 (CPR n°05.02.72) ;
- des conventions de prestations signées avec chacun des centres d'examen de santé relevant des CPAM ou de l'Institut Régional pour la Santé (IRSA), pour la réalisation d'actions de sensibilisation et d'information sur la santé, d'entretiens complémentaires suite à l'examen de santé et du suivi des démarches de soins.

## 6 – Interventions du GIP Alfa Centre

Mise en œuvre dans le cadre du Contrat de plan Etat-Région 2000-2006, adoption des orientations, des programmes d'intervention et des budgets annuels en conseil d'administration du GIP ALFA CENTRE ;  
Attribution de la subvention régionale annuelle de fonctionnement lors d'une réunion de la CPR de début d'année.

### Programme d'action : Validation des acquis de la Formation et de l'expérience

#### • Description

Ce programme regroupe les interventions régionales visant à favoriser la **Validation des Acquis de l'Expérience** :

Avec la loi de modernisation sociale en janvier 2002, la validation des acquis de l'expérience (VAE) constitue une voie d'accès à part entière à une certification professionnelle, à égale dignité de valeur avec les voies scolaires et universitaires, l'apprentissage ou la formation professionnelle continue.

La Région a réaffirmé sa volonté d'augmenter le niveau de compétences et de qualification des actifs en région Centre. La VAE participe à l'atteinte de cet objectif en complément des actions de formation professionnelle qualifiante. Pour cela, deux formes d'intervention ont été mises en place :

- un dispositif d'information conseil en VAE assuré par les Points relais conseil,
- le financement des démarches d'accompagnement VAE : appui méthodologique pour aider le candidat à identifier les compétences développées au cours de sa pratique professionnelle au regard des exigences du diplôme visé.

#### • Tableaux budgétaires 2007

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Fonctionnement |          |          |           |          |  |          |
| AE             |          |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 925 000  | 220 000  | 1 260 000 | 0        |  |          |
| Sous-total     | 925 000  | 220 000  | 1 260 000 | 0        | 0  | 0        |
| TOTAL          | 925 000  | 220 000  | 1 260 000 | 0        | 0  | 0        |

#### • Commentaires et explications de la proposition 2007

Il est proposé de ne plus intervenir sur le financement des sessions d'examens supplémentaires, cette organisation étant intégrée dans le financement des actions de formation ou relevant de la compétence de l'Etat.

En revanche, l'accent est mis sur l'information des bénéficiaires et leur accompagnement en veillant à élargir le partenariat entre les Points Relais Conseil, avec les CIO (Centre d'Information et d'Orientation) de l'Education Nationale et à sensibiliser l'ensemble des publics potentiels (notamment les salariés dans les très petites entreprises).

- **Cadre régional d'intervention**

Les modalités d'intervention de la Région sont présentées chaque année en Commission permanente.

**Programme d'action :  
Promotion et manifestations**

- **Description**

Un certain nombre de manifestations est organisé :

- soit directement à l'initiative de la Région quand elles correspondent à des orientations prioritaires et nécessitent un affichage, une valorisation des actions.
- soit dans des démarches partenariales où la présence de la Région représente une réelle valeur ajoutée.

Sont notamment prévus en 2007 :

- les trois Assises du PRDF,
- le Printemps de l'emploi,
- les journées événementielles...

- **Tableaux budgétaires 2007**

- *Les crédits de paiement*

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 794 000  | 0        | 405 000  | 0        |  |          |
| Sous-total     | 794 000  | 0        | 405 000  | 0        | 0  | 0        |
| TOTAL          | 794 000  | 0        | 405 000  | 0        | 0  | 0        |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

La diminution des prévisions de dépenses s'explique notamment par le transfert des crédits consacrés aux Olympiades des Métiers sur le budget de l'Apprentissage.

- **Cadre régional d'intervention**

Marchés publics à procédure adaptée (MAPA) ou convention.

**DOMAINE D'INTERVENTION : SOUTIEN A LA FORMATION  
DANS LES ENTREPRISES ET LES BRANCHES PROFESSIONNELLES**

**Programme d'action :  
Congés individuels de formation**

- **Description**

Le congé individuel de formation (CIF) permet à un salarié de bénéficier d'une formation à sa demande au sein de l'entreprise.

Ce dispositif est géré par l'OPACIF (organisme paritaire collecteur) agréé au titre du congé individuel de formation en l'occurrence le Fongécif en Région Centre.

Cet organisme gère les demandes au titre du CIF, analyse et instruit les demandes, attribue les aides financières liées aux dépenses de fonctionnement des actions ainsi qu'à la rémunération des bénéficiaires.

Dans la perspective de la formation tout au long de la vie et dans le souci d'élever le niveau de qualification des citoyens de la région Centre, le Conseil Régional apporte une contribution financière à ce dispositif, notamment en faveur des publics les moins qualifiés.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 100 000  | 0        | 100 000  | 0        |  |          |
| Sous total     | 100 000  | 0        | 100 000  | 0        | 0  | 0        |
| TOTAL          | 100 000  | 0        | 100 000  | 0        | 0  | 0        |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Il est proposé de poursuivre cette opération dans les mêmes conditions et à la même hauteur que pour l'année 2006.

- **Cadre régional d'intervention**

Ce dispositif donne lieu à la signature d'une convention annuelle.

**Programme d'action : Aide à la formation dans les entreprises et les associations**

- **Description**

La Région, en matière de formation a compétence sur le financement de la formation des demandeurs d'emploi. Elle souhaite néanmoins afficher sa préoccupation et sa volonté d'aider

à la professionnalisation et à la qualification des salariés.

Plusieurs types d'intervention sont réalisés :

- en faveur des salariés des TPE et des PME dont l'effectif est inférieur à 50 salariés.
- en faveur des secteurs cibles : l'agriculture, le secteur des métiers et de l'artisanat.
- dans la mise en œuvre d'orientations politiques transversales :
  - l'aide à domicile et les emplois familiaux (mesure phare).
  - le tourisme (schéma de développement touristique).

### **1 – Les accords interprofessionnels**

Ces accords pluriannuels s'inscrivent dans l'objectif régional d'aide à la formation des salariés des Très Petites Entreprises (TPE) et Petites et Moyennes Entreprises (PME) dont l'effectif est inférieur à 50 salariés : accord avec les Organismes Paritaires Agréés (OPCA) interprofessionnels que sont l'AGEFOS - PME Centre et l'OPCAREG Centre.

Ces accords triennaux 2005–2007 s'inscrivent dans l'objectif de généralisation et de renforcement des partenariats en vue de mieux répondre aux besoins de qualification, de définir et de coordonner des actions prioritaires à mener.

### **2 – Accord Unique Régional en Agriculture (AURA)**

L'Accord Unique Régional en Agriculture (AURA III) a été conclu pour la période 2003-2005 entre la Région Centre et l'ensemble des partenaires de la filière agricole : la Chambre Régionale d'Agriculture (CRA), le Fonds d'Assurance Formation des Entrepreneurs du Vivant (dénommé VIVEA), le Fonds d'Assurance Formation des Salariés des Exploitations et entreprises Agricoles (FAFSEA) et l'Organisme Paritaire Collecteur Agréé des Organismes Professionnels et des Coopératives Agricoles (OPCA 2).

Il vise la généralisation et le renforcement des partenariats en vue de mieux répondre aux besoins de qualification, de définir et de coordonner des actions prioritaires à mener.

Cet accord a été prorogé en 2006 afin de permettre les négociations en cours dans l'objectif de mettre en place un Contrat d'Etudes Prospectives (Etat/Branche).

### **3 – Accord du secteur des métiers**

Dans le cadre des conventions sectorielles pluriannuelles d'aide à la formation dans les petites entreprises, **un accord régional de développement de la formation professionnelle au bénéfice du secteur des Métiers est en cours de renégociation pour la période 2006-2008**, entre la Région Centre et la Chambre Régionale des Métiers.

Cet accord prend en compte l'étude en cours sur l'emploi et les qualifications dans l'artisanat de la région, le Schéma Régional de Développement Economique et Social ainsi que la réforme éventuelle du Fonds d'Assurance Formation Régional des artisans.

### **4 – Engagement de Développement des Emplois et Compétences 2006-2007 (EDEC) dans le secteur de l'aide à domicile et des emplois familiaux**

Face au constat de manque de personnel qualifié et/ou formé dans le secteur des intervenants à domicile, un effort quantitatif et qualitatif important est porté sur la formation des salariés. L'accord régional EDEC, qui fait suite à un premier accord mis en œuvre en 2003, conclu en 2006 entre l'Etat, la Région et les associations du secteur de l'aide à domicile et des particuliers employeurs affiche concrètement les objectifs

suivants :

- assurer une meilleure qualité de services auprès des usagers,
- permettre la pérennisation des emplois par la qualification,
- favoriser le développement des emplois dans des zones géographiques en grande difficulté ou en zones rurales,
- poursuivre l'élévation de la qualification des salariés dans ce secteur professionnel,
- sécuriser les trajectoires professionnelles,
- permettre aux bénéficiaires de développer leurs compétences et leur capacité à occuper effectivement un emploi.

Ces objectifs rejoignent les préconisations issues de l'évaluation du précédent accord (Engagement De Développement de la Formation 2003-2005) tout en mettant la priorité sur les publics les plus fragilisés.

## **5 – Actions ponctuelles**

Sont regroupés sous cette rubrique, l'accord passé dans le secteur du tourisme, l'appui aux dispositifs d'insertion par l'activité économique, l'aide apportée au CNFPT pour les dispositifs de lutte contre l'illettrisme.

### • **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 1 860 000 | 0        | 1 891 000 | 0        |  |          |
| Sous total     | 1 860 000 | 0        | 1 891 000 | 0        | 0  | 0        |
| TOTAL          | 1 860 000 | 0        | 1 891 000 | 0        | 0  | 0        |

### • **Commentaires et explications de la proposition 2007 :**

Les accords avec les organismes interprofessionnels, l'agriculture et le secteur des Métiers sont la poursuite d'une politique engagée.

L'EDEC dans le secteur de l'Aide à Domicile remplace l'ancien EDDF (Engagement de développement de formation).

L'accord avec le tourisme se concrétise par une contractualisation avec la FROTSI (Fédération Régionale Des Offices de Tourisme et des Syndicats d'Initiatives).

### • **Cadre régional d'intervention**

#### **1 – Les accords interprofessionnels**

Protocoles d'accord de développement de la formation professionnelle au bénéfice des petites entreprises (< 50 salariés) du secteur interprofessionnel 2005 - 2007 entre la Région et l'AGEFOS-PME et l'OPCAREG Centre (CPR n° 02.05.85 du 25 février 2005).

Mise en œuvre de ces protocoles dans le cadre de conventions annuelles d'application (CPR n° 06.03.59 du 10 mars 2006).

## **2 – Accord Unique Régional en Agriculture (AURA)**

Mise en œuvre annuelle dans le cadre de conventions d'application attribuant les financements régionaux pour chaque exercice (CPR n° 06.01.55 du 13 janvier 2006).

## **3 – Accord du secteur des métiers**

Mise en œuvre de l'accord régional du secteur des métiers dans le cadre de conventions annuelles d'applications déclinant les financements régionaux (CPR n°06.04.66).

## **4 – Engagement de Développement des Emplois et Compétences 2006-2007 (EDEC) dans le secteur de l'aide à domicile et des emplois familiaux**

L'accord régional EDEC (Aide à domicile et emplois familiaux) 2006-2007 a été approuvé par délibération de la Commission permanente régionale n° 06.05.23 en date du 5 mai 2006. Sa mise en œuvre donne lieu à l'approbation d'une convention annuelle de programmation par la commission permanente et à l'attribution de subventions.

## **5 – Actions ponctuelles**

Convention avec décision en commission permanente.

### **Programme d'action : Contrats d'objectifs avec les branches professionnelles**

#### **• Description**

Les contrats d'objectifs sont des contrats tripartites Etat/Région/branche professionnelles.

Ils fixent les objectifs du développement coordonné dans différentes voies de formation (initiale – voie scolaire et apprentissage – formation continue) en lien avec le programme Régional de Formation Professionnelle.

Cinq contrats ont été signés avec :

- l'automobile,
- le BTP,
- le transport logistique,
- la métallurgie,
- la propreté.

L'année 2006 a marqué la dernière année des contrats en cours pour ces cinq branches professionnelles.

Des négociations sont en cours en vue de négocier de nouveaux contrats en leur donnant une dimension plus stratégique. Il s'agit d'en faire des outils de prospective emploi-formation faisant ressortir pour chaque branche des objectifs prioritaires.

Dans ce sens, la Région a mis en avant trois préoccupations majeures :

- l'information des salariés,
- la maîtrise des connaissances fondamentales de la lutte contre l'illettrisme,
- le développement de la VAE.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 850 000  | 0        | 500 000  | 0        |  |          |
| Sous total     | 850 000  | 0        | 500 000  | 0        | 0  | 0        |
| TOTAL          | 850 000  | 0        | 500 000  | 0        | 0  | 0        |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

La diminution du budget 2007 est liée au recentrage que la Région entend donner à ces contrats.

Il s'agit de redonner à ces contrats une véritable dimension prospective et pouvoir analyser avec les branches :

- l'évolution des emplois et des qualifications
- l'impact en matière de besoin de formation
- l'enjeu pour les salariés déjà en place et le recrutement des demandeurs d'emploi
- les évolutions nécessaires des différents systèmes de formation (initiale, voie secondaire et apprentissage et formation continue)

La mise en œuvre opérationnelle à partir de ces analyses prospectives doit se faire dans les dispositifs gérés dans les directions opérationnelles de la Direction Générale Formation Education.

- **Cadre régional d'intervention**

Convention tripartite signée entre la Région, l'état et chaque branche professionnelle.

**Programme d'action : Fonds régional pour l'emploi et la formation**

- **Description**

L'objet de ce fonds est d'anticiper les mutations économiques en facilitant de manière préventive les mobilités géographiques et professionnelles. Il s'agit donc de « sécuriser » les évolutions professionnelles de salariés dont les droits à la formation relèvent toujours des dispositifs liés, totalement ou partiellement, à leur contrat de travail.

Il s'agit pour la Région, en partenariat avec les OPCA, de répondre à des demandes individuelles ou collectives de salariés, à des sollicitations de chefs d'entreprises ou à des initiatives d'organisations syndicales de salariés.

Les financements apportés par la Région aux OPCA devraient porter sur les trois axes prioritaires qu'elle a arrêtés :

- l'information et la formation des salariés sur leurs droits et obligations ;

- la remise à niveau des salariés les plus fragilisés ;
- la validation des acquis de l'expérience des salariés.

- **Cadre régional d'intervention**

Attribution de subventions par la commission permanente.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP + DM 2006 |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|--------------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES     | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |              |          |          |          |  |          |
| AP             |              |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |              |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |              |          |          |          |  |          |
| Fonctionnement |              |          |          |          |  |          |
| AE             |              |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |              |          | 400 000  |          |  |          |
| Sous-total     |              |          | 400 000  |          |  |          |
| TOTAL          |              |          | 400 000  |          |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Il est prévu en 2007 de consacrer 400 000 € de crédits de paiement à ce programme.

**DOMAINE D'INTERVENTION : INVESTISSEMENT**

**Programme d'action : Equipement des centres de formation et des réseaux d'information - orientation**

- **Description**

De manière exceptionnelle, la Région contribue au financement de certaines structures de formation (associations). Elle participe au financement des équipements des réseaux d'accueil, information, orientation.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                               | MONTANT 2006 VOTE | MONTANT CREATION OU MODIFICATION |
|-----------|--|-------------------|----------------------------------|
| 2007.0179 | Equipement des centres de FP et d'AIOA | 0                 | 150 000                          |
|           | TOTAL                                  | 0                 | 150 000                          |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 460 500  | 0        | 550 000  | 0        | 50 000                                     | 0        |
| Autres crédits | 0        | 0        | 0        | 0        |  |          |
| Sous total     | 460 500  | 0        | 550 000  | 0        | 50 000                                     | 0        |
| TOTAL          | 460 500  | 0        | 550 000  | 0        | 50 000                                     | 0        |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

L'application du Code des Marchés Publics, la procédure d'achat de formation, la logique de mise en concurrence modifie sensiblement les modalités de financement des équipements.

Les organismes intègrent le coût d'amortissement de leur matériel dans le coût prévisionnel de l'action proposée.

Pour 2007, l'ouverture d'une AP à hauteur de 150 000 € permettra de participer à des projets partenariaux représentant un véritable enjeu pour les territoires.

- **Cadre régional d'intervention**

Convention avec décision en commission permanente.

**Programme d'action :  
Équipement de l'AFPA**

- **Description**

Dans le cadre du Contrat de plan Etat-Région, la Région participait au financement des équipements de l'AFPA.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, la Région gère directement par subvention les dispositifs de formation de l'AFPA.

Afin d'assurer la mise en place des actions dans les meilleures conditions, il est nécessaire de poursuivre la participation financière à ce titre.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- *Les autorisations de programme*

| N° AP     | LIBELLES             | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|----------------------|----------------------|--|
| 2007.3011 | Equipement de l'AFPA | 0                    | 200 000                                |
|           | TOTAL                | 0                    | 200 000                                |

- *Les crédits de paiement*

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 0        | 0        | 100 000  | 0        | 100 000  | 0        |
| Autres crédits | 0        | 0        | 0        | 0        |  |          |
| Sous-total     | 0        | 0        | 100 000  | 0        | 100 000  | 0        |
| TOTAL          | 0        | 0        | 100 000  | 0        | 100 000  | 0        |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

La Région, ayant depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, la responsabilité directe de la mise en œuvre des actions de l'AFPA s'implique dans le financement des équipements afin que le service rendu aux bénéficiaires finaux soit de qualité.

- **Cadre régional d'intervention**

Convention tripartite : Etat / Région / AFPA => plénière octobre 2006.  
Convention bilatérale : Région / AFPA => plénière mars 2006.



# **APPRENTISSAGE**

## **LES ORIENTATIONS**

### **APPRENTISSAGE**

**La Région occupe une place essentielle en matière d'apprentissage ; la loi lui ayant confié la gestion générale du dispositif de formation. A ce titre, il lui appartient de créer les établissements de formation (CFA et sections d'apprentissage), d'ouvrir les formations au sein de ces établissements, d'accompagner financièrement le développement de l'apprentissage et de gérer les aides versées aux employeurs d'apprentis.**

Avec 18 000 apprentis recensés au 15 octobre 2006 (chiffre provisoire) contre un peu plus de 17 500 l'année précédente (effectifs stabilisés), l'apprentissage évolue avec une augmentation du niveau et un léger accroissement des effectifs. Cette tendance résulte de plusieurs facteurs : une demande très forte constatée dans le secteur du bâtiment ; l'intérêt des jeunes et des entreprises pour les formations de niveaux Bac et post bac et la mise en place du CFA académique qui permet de renforcer le maillage territorial de l'offre de formation par apprentissage au sein de l'Education nationale.

La politique de l'apprentissage 2005-2010 adoptée en mars 2005 s'inscrit dans le cadre structurant et participatif du Plan Régional de Développement des Formations (PRDF). Par ce Plan, elle se place dans la démarche du Développement Durable adoptée par la Région sur ces trois dimensions : économique, sociale et environnementale et pose la qualité de la formation au cœur de l'action régionale.

Quatre grands thèmes structurent l'intervention de la Région :

- l'élévation des niveaux de qualification,
- la diversification de l'offre de formation,
- l'accompagnement du jeune pendant son parcours de formation,
- le renforcement du lien pédagogique avec l'entreprise formatrice.

Pour accompagner la mise en œuvre de sa politique, ce sont 94,939 M€ que la Région va consacrer à l'apprentissage en 2007.

5,790 M€ seront affectés aux opérations d'investissement avec notamment l'achèvement des travaux de reconstruction du CFA de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Loiret (1,084 M€) et le lancement de la deuxième tranche des travaux du CFA interprofessionnel d'Eure-et-Loir (1,050 M€).

La Région va également accompagner les établissements pour l'accès au réseau haut débit régional, avec un programme de câblage des établissements qui s'échelonnera de 2007 à 2010 et pour lequel la Région consacrera 2,4 M€ (400 000 € en 2007).

54,149 M€ de crédits de fonctionnement seront affectés au développement de l'apprentissage. L'intervention de la Région s'inscrira dans une démarche générale de développement durable dont les principaux axes porteront sur :

- L'accompagnement vers la qualification des publics les plus fragiles avec une action renforcée contre les abandons en cours de formation.
- L'égalité des chances avec l'extension aux apprentis de l'aide régionale au premier équipement professionnel (rentrée 2007) et l'expérimentation de Trans'Europe Centre auprès d'une douzaine de CFA.

- L'élévation du niveau de qualification des jeunes, afin de leur permettre d'évoluer dans les meilleures conditions pendant leur futur parcours professionnel.
- Le financement d'initiatives dans le domaine du Développement Durable, de la protection de l'environnement et de la qualité de vie (alimentation collective biologique des apprentis et gestion des déchets des établissements par exemple).

Le nouveau dispositif de l'Indemnité Compensatrice Forfaitaire (ICF) aux entreprises mis en place depuis juin 2006, accompagnera également, avec un budget de 35 millions d'€, la politique régionale.

## LES DONNEES FINANCIERES GLOBALES DU BUDGET APPRENTISSAGE

### SYNTHESE DES AUTORISATIONS AUX CHAPITRES BUDGETAIRES M71 :

| En € par chapitres           | Investissement<br>901.12 | Fonctionnement<br>931.12 |
|------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Autorisations de programme   | 3 300 000                |                          |
| Autorisations d'engagement   |                          |                          |
| Crédits de paiement dépenses | 5 790 600                | 89 149 000               |
| Crédits de paiement recettes |                          | 18 562 000               |

### SYNTHESE DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES SELON L'ARCHITECTURE FONCTIONNELLE :

#### LES CREDITS DE PAIEMENT PAR DOMAINES D'INTERVENTION

|                                | BP 2006           |                   | BP 2007           |                   |
|--------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|                                | Dépenses          | Recettes          | Dépenses          | Recettes          |
| <b>Formation des apprentis</b> |                   |                   |                   |                   |
| Investissement                 | 5 300 000         | 350 000           | 5 790 600         |                   |
| Fonctionnement                 | 84 276 000        | 13 823 000        | 89 149 000        | 18 562 000        |
| <b>TOTAL</b>                   | <b>89 576 000</b> | <b>14 173 000</b> | <b>94 939 600</b> | <b>18 562 000</b> |

#### LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT CREEES OU MODIFIEES

- **INVESTISSEMENT**

| N° AP     | LIBELLES  | MONTANT   | CP 2007   | CP 2008   | CP 2009 et + |
|-----------|---|-----------|-----------|-----------|--------------|
| 2007.0180 | Plan annuel d'équipement des CFA                    | 2 000 000 | 1 300 000 | 700 000   |              |
| 2007.1550 | Equipement TIC                                      | 800 000   | 400 000   | 400 000   |              |
| 2007.1551 | Construction antenne AUBIGNY-SUR-NERE - CFAI Centre | 500 000   | 250 000   | 250 000   |              |
| TOTAL     |   | 3 300 000 | 1 950 000 | 1 350 000 |              |

## DETAIL PAR DOMAINE D'INTERVENTION ET PAR PROGRAMME D'ACTION

### DOMAINE D'INTERVENTION : FORMATION DES APPRENTIS

#### Programme d'action : Financements des Centres de Formation d'Apprentis

- **Description**

Assurer la formation des apprentis et élèves de Classes Préparatoire à l'apprentissage (CPA) inscrits dans les 37 Centres de Formation d'Apprentis (CFA) et les 4 sections d'apprentissage conventionnés avec la Région.

Equipement :

Doter les CFA des équipements nécessaires à la formation des apprentis : renouvellement des équipements, mises aux normes, adaptation à l'évolution des diplômes et des techniques.

Fonctionnement :

Le financement de l'apprentissage s'inscrit dans le cadre des compétences dévolues aux Régions par les lois de décentralisation de 1983 : compétence des Régions en matière de financement et de contrôle financier des CFA (livre I du code du travail).

Les **conventions quinquennales** portant création des CFA et des sections d'apprentissage, conclues en 2005 entre la Région et les organismes gestionnaires des établissements, déterminent le cadre de l'intervention régionale. Celle-ci concerne l'ensemble des dépenses de fonctionnement (dépenses pédagogiques et administratives) des établissements permettant ainsi à ces derniers d'assurer leur mission de formation.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                            | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|-------------------------------------|----------------------|--|
| 2007.0180 | Plan annuel d'équipement des<br>CFA |                      | 2 000 000                              |
|           | TOTAL                               |                      | <b>2 000 000</b>                       |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006    |           | BP 2007    |           | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|------------|-----------|------------|-----------|--|----------|
|                | DEPENSES   | RECETTES  | DEPENSES   | RECETTES  | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |            |           |            |           |  |          |
| AP             | 1 722 000  |           | 1 800 000  |           | 700 000                                    |          |
| Autres crédits |            |           |            |           |  |          |
| Sous-total     | 1 722 000  |           | 1 800 000  |           | 700 000                                    |          |
| Fonctionnement |            |           |            |           |  |          |
| AE             |            |           |            |           |  |          |
| Autres crédits | 41 400 000 | 8 423 000 | 42 590 000 | 9 323 000 |  |          |
| Sous-total     | 41 400 000 | 8 423 000 | 42 590 000 | 9 323 000 |  |          |
| TOTAL          | 43 122 000 | 8 423 000 | 44 390 000 | 9 323 000 | 700 000                                    |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Investissement :

Outre l'adaptation de l'outil de formation à l'évolution des métiers et des référentiels de formation, le plan d'investissement 2007 portera sur l'équipement des nouveaux locaux des CFA interprofessionnels du Loiret et d'Eure-et-Loir.

Fonctionnement :

Pour 2007, il est proposé de réévaluer le barème de financement des CFA et des sections d'apprentissage de 2 %, afin d'accompagner partiellement l'évolution des coûts dans les CFA : évolution de la masse salariale des établissements et des dépenses de fonctionnement et en particulier les dépenses liées à l'énergie. Cette augmentation permettra de maintenir le niveau d'intervention de la Région dans les établissements. Les crédits intègrent également la mise en place du CFA académique qui a ouvert ses portes en septembre 2006.

• **Cadre régional d'intervention**

Politique régionale de l'apprentissage 2005-2010 adoptée par l'Assemblée plénière du 4 février 2005 (DAP n° 05.01.05).

Conventions quinquennales conclues entre la Région et les organismes gestionnaires des CFA.

Fonds Social Européen (FSE) objectif 3 : programme 2007-2013.

|   |
|---|
| <b>BAREME DE LA REGION POUR LE FINANCEMENT DE L'APPRENTISSAGE EN 2007</b> |
|---|

**I - APPRENTISSAGE**

**A – Coût standard apprenti par niveau de formation :**

- ✓ formations de niveaux II et I ..... 7 460 €
- ✓ formations de niveau III ..... 5 490 €
- ✓ formations de niveau IV ..... 4 145 €
- ✓ formations de niveau V ..... 3 005 €

**B - Forfait logement (par nuitée) ..... 3,70 €**

### C - Forfait transport :

Les dépenses de transport concernent les déplacements des jeunes pour se rendre en formation dans les CFA. Le coût forfaitaire des dépenses de transport des apprentis est fixé conformément au tableau ci-après.

| Rayons de déplacement en km | Montants forfaitaires annuels    |                                   |
|-----------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|
|                             | Apprentis internes<br>21 voyages | Apprentis externes<br>102 voyages |
| De 0 à 5                    | -                                | -                                 |
| De plus de 5 à 25           | 73 €                             | 358 €                             |
| De plus de 25 à 50          | 187 €                            | 910 €                             |
| De plus de 50 à 75          | 282 €                            | 1 380 €                           |
| De plus de 75 à 100         | 381 €                            | 1 849 €                           |
| plus de 100                 | 518 €                            | 1 849 €                           |

D - Forfait par repas ..... 1,04 €

### II - CPA

- forfait standard élève .....3 938 €
- forfait logement et forfait repas : identiques à ceux des CFA.

## Programme d'action : Travaux du CFA de la Chambre de Métiers du Loiret

### • Description

L'opération de réhabilitation du CFA de la Chambre de Métiers du Loiret, lancée en 2000, se décompose en deux tranches :

- la construction d'un bâtiment neuf accueillant toutes les formations "alimentaire" et "cuisine" plus celle d'un gymnase. Cette première tranche votée en 2001 par la Région est achevée depuis septembre 2004. Elle a mobilisé 11,026 M€ de crédits régionaux.
- la réhabilitation des anciens locaux destinés à l'enseignement général et à l'administration du CFA. Cette tranche a été lancée par la Chambre de métiers en novembre 2005 pour une livraison prévue en novembre 2007. La Région s'est engagée à hauteur de 4,094 M€ pour le financement de cette tranche.

Le montant global de l'opération s'élève à 17 950 000 € TTC financés à hauteur de 15 120 000 € par la Région, 1 615 000 € par le Département du Loiret et 1 215 000 € par la Chambre de Métiers du Loiret.

Pour mémoire, le CFA de la Chambre de Métiers accueille chaque année 1 200 jeunes dans des formations de l'hôtellerie-restauration, la cuisine, l'alimentation, la coiffure-esthétique, la mécanique automobile et la prothèse dentaire.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006          |          | BP 2007          |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|------------------|----------|------------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES         | RECETTES | DEPENSES         | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |                  |          |                  |          |  |          |
| AP             | 1 000 000        |          | 1 084 600        |          | 409 400                                    |          |
| Autres crédits |                  |          |                  |          |  |          |
| Sous-total     | 1 000 000        |          | 1 084 600        |          | 409 400                                    |          |
| Fonctionnement |                  |          |                  |          |  |          |
| AE             |                  |          |                  |          |  |          |
| Autres crédits |                  |          |                  |          |  |          |
| Sous-total     |                  |          |                  |          |  |          |
| TOTAL          | <b>1 000 000</b> |          | <b>1 084 600</b> |          | <b>409 400</b>                             |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les 1 084 600 € correspondent aux prévisions de décaissement au titre de l'exercice 2007 pour la deuxième tranche de travaux (montant de la subvention régionale : 4 094 000 €). Le solde de la subvention sera versé en 2008 pour un montant prévisionnel de 409 400 €.

- **Cadre régional d'intervention**

Convention de partenariat Région, Département du Loiret et Chambre de Métiers pour le financement des travaux.

Politique régionale de l'apprentissage 2005-2010 adoptée par l'assemblée plénière du 4 février 2005 (DAP n° 05.01.05).

**Programme d'action : Restructuration du CFA  
interprofessionnel de CHARTRES**

- **Description**

Il s'agit de la restructuration des locaux du Centre de Formation d'Apprentis interprofessionnel de CHARTRES (CMCCI d'Eure-et-Loir).

Le CFA interprofessionnel de CHARTRES accueille près de 1 300 jeunes dans des formations de l'hôtellerie-restauration, la cuisine, l'alimentation, la coiffure-esthétique, la mécanique automobile et la vente (niveaux CAP, BEP, BP et Bac Pro).

La restructuration se décompose en deux tranches :

- La première tranche, lancée en 2004, porte notamment sur la reconstruction des laboratoires "alimentaires" et la création d'un pôle "accueil".

Son coût s'élève à 6 100 000 € TTC financée à hauteur de 4 913 460 € par la Région, le complément étant apporté par la Chambre de Métiers d'Eure-et-Loir. Elle a été livrée en octobre 2006.

- La deuxième tranche porte sur la rénovation des locaux dédiés à l'enseignement général, le changement de la chaudière et la réfection des bardages de l'atelier mécanique automobile. D'un montant évalué à 5,200 M€ TTC, les travaux devraient mobiliser une enveloppe globale de crédits régionaux de 4,2 M€.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- *Les crédits de paiement*

|                | BP 2006          |          | BP 2007          |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|------------------|----------|------------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES         | RECETTES | DEPENSES         | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |                  |          |                  |          |  |          |
| AP             | 2 228 000        |          | 1 050 000        |          | 2 100 000                                  |          |
| Autres crédits |                  |          |                  |          |  |          |
| Sous-total     | 2 228 000        |          | 1 050 000        |          | 2 100 000                                  |          |
| Fonctionnement |                  |          |                  |          |  |          |
| AE             |                  |          |                  |          |  |          |
| Autres crédits |                  |          |                  |          |  |          |
| Sous-total     |                  |          |                  |          |  |          |
| TOTAL          | <b>2 228 000</b> |          | <b>1 050 000</b> |          | <b>2 100 000</b>                           |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les crédits de paiement prévus en 2007 concernent le lancement de la deuxième tranche de travaux. Il est prévu un paiement de cette opération sur quatre années de 2007 à 2010.

- **Cadre régional d'intervention**

Politique régionale de l'apprentissage 2005-2010 adoptée par l'assemblée plénière du 4 février 2005 (DAP n° 05.01.05).

**Programme d'action : Accompagnement pédagogique et éducatif des apprentis**

- **Description**

La Région a fait de l'accompagnement pédagogique et éducatif des jeunes, lycéens et apprentis, une priorité.

L'objectif de cette démarche est de permettre au plus grand nombre de jeunes d'obtenir une qualification et de s'insérer dans la vie professionnelle et sociale.

Les principales actions financées par la Région portent sur l'adaptation des parcours de formation au niveau scolaire des jeunes (soutien, dédoublements, groupes de besoins, plateformes d'individualisation, etc.), le suivi des jeunes en entreprises, l'introduction des Technologies de l'Information et de la Communication et l'Education dans la formation, la mise en place d'actions de prévention des conduites à risques (SIDA, toxicomanie, etc.) et le développement d'actions culturelles et citoyennes.

10 000 jeunes bénéficient en moyenne chaque année des actions financées par la Région avec le concours du Fonds Social Européen.

La Région développe également un plan régional de formation en direction des formateurs des CFA, en partenariat avec l'ensemble des acteurs de l'apprentissage (Rectorat, CFA, branches professionnelles).

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006          |                  | BP 2007          |                  | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|--|----------|
|                | DEPENSES         | RECETTES         | DEPENSES         | RECETTES         | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |                  |                  |                  |                  |  |          |
| AP             |                  |                  |                  |                  |  |          |
| Autres crédits |                  |                  |                  |                  |  |          |
| Sous-total     |                  |                  |                  |                  |  |          |
| Fonctionnement |                  |                  |                  |                  |  |          |
| AE             |                  |                  |                  |                  |  |          |
| Autres crédits | 3 060 000        | 1 200 000        | 3 145 000        | 1 200 000        |  |          |
| Sous-total     | 3 060 000        | 1 200 000        | 3 145 000        | 1 200 000        |  |          |
| TOTAL          | <b>3 060 000</b> | <b>1 200 000</b> | <b>3 145 000</b> | <b>1 200 000</b> |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Au cours de l'année 2007, la Région mettra particulièrement l'accent sur :

- L'accompagnement des jeunes en difficulté dans le cadre d'une démarche générale de lutte contre les abandons en cours de formation. En effet, dans le cadre de la déclinaison du Plan Régional de Développement des Formations professionnelles (PRDF), la Région, le rectorat et les partenaires se sont fixés comme objectif de réduire de 50% le nombre de jeunes (lycéens et apprentis) sortant des dispositifs de formation initiale sans qualification. Actuellement 3 000 jeunes sont concernés chaque année.
- Le développement de l'utilisation des TICE dans les pratiques pédagogiques des CFA. Cette démarche s'appuiera notamment sur l'accès par les CFA au réseau haut débit régional. Les établissements seront invités à développer des projets avec le soutien de la Région.
- Le renforcement du lien entre les établissements et les entreprises pour un meilleur suivi du parcours de formation des apprentis. Cette action s'inscrit également dans le cadre de la lutte contre les abandons en cours de formation. Elle s'appuiera notamment sur la prime de 500 € octroyée aux employeurs acceptant de suivre une formation prévue dans le cadre du nouveau dispositif de l'Indemnité Compensatrice Forfaitaire (programme d'action n° 1017).

L'action de la Région en faveur de la qualité de la formation des apprentis sera soutenue par l'Europe (Fonds Social Européen) et le Contrat d'Objectifs et de Moyens.

- **Cadre régional d'intervention**

Politique régionale de l'apprentissage 2005-2010 adoptée par l'assemblée plénière du 4 février 2005 (DAP n° 05.01.05).

Conventions quinquennales conclues entre la Région et les organismes gestionnaires des CFA.

Fonds Social Européen (FSE) : programme 2007-2013.

## Programme d'action : Indemnité compensatrice forfaitaire

- **Description**

Accompagner l'effort de formation des entreprises par l'attribution de l'Indemnité Compensatrice Forfaitaire (ICF).

La gestion de l'ICF a été décentralisée aux Régions par la loi de "démocratie de proximité" de février 2002.

14 000 entreprises bénéficient chaque année de l'ICF.

Le dispositif a été refondu par la Région en 2006 : Commission permanente régional n° 06.04.56) du 07 avril 2006. Le nouveau dispositif impactera très largement l'année 2007 (cf. ci-après).

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006           |          | BP 2007           |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-------------------|----------|-------------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES          | RECETTES | DEPENSES          | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |                   |          |                   |          |  |          |
| AP             |                   |          |                   |          |  |          |
| Autres crédits |                   |          |                   |          |  |          |
| Sous-total     |                   |          |                   |          |  |          |
| Fonctionnement |                   |          |                   |          |  |          |
| AE             |                   |          |                   |          |  |          |
| Autres crédits | 35 381 000        |          | 35 000 000        |          |  |          |
| Sous-total     | 35 381 000        |          | 35 000 000        |          |  |          |
| TOTAL          | <b>35 381 000</b> |          | <b>35 000 000</b> |          |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

L'année 2007 constituera la première année d'application du nouveau dispositif de l'ICF.

Le Conseil régional du Centre a adopté le 7 avril 2006, le nouveau cadre d'intervention de l'Indemnité Compensatrice Forfaitaire versée aux employeurs d'apprentis. Cet outil d'accompagnement et de soutien à la politique régionale en matière de formation professionnelle est entré en vigueur pour tous les contrats d'apprentissage signés à compter du 1<sup>er</sup> juin 2006.

Le nouveau dispositif s'inscrit dans une démarche qualitative forte et vise à :

- encourager l'élévation des niveaux de qualification afin de permettre aux jeunes d'évoluer plus facilement tout au long de leur vie professionnelle,
- accompagner les publics en grandes difficultés afin de leur offrir un premier niveau de qualification et combattre ainsi la précarité,
- favoriser l'insertion professionnelle des jeunes filles dans des métiers traditionnellement masculins,
- soutenir le développement des compétences tutorales des entreprises dans l'accueil de l'apprenti et dans le suivi de son parcours de formation en lien avec le CFA.

Le dispositif se décompose en deux aides :

1. Une **aide à l'embauche** de **900 €** est ouverte aux employeurs de 20 salariés maximum, si l'apprenti n'a aucun diplôme ou s'il est titulaire d'un diplôme de niveau V (CAP ou BEP). Le contrat doit être d'une durée supérieure à 11 mois.

Le versement de cette première prime est conditionné par la poursuite du contrat à l'issue d'une période de 3 mois à compter de la date de début effectif du contrat d'apprentissage.

2. Une **prime de Soutien à l'Effort de Formation** de **1 200 €** est ouverte pour chaque année du cycle de formation de l'apprenti. Cette prime de base pourra être majorée en fonction des critères qualitatifs ci-après.

- Majoration 1 : **L'élévation des niveaux de qualification : 500 €**, pour chaque année du cycle de formation, seront attribués à l'employeur qui recrute un apprenti pour le former à un diplôme de niveau IV, III, II et I.
- Majoration 2 : **L'insertion des jeunes sans qualification** : L'employeur qui recrute un apprenti de 15 à 19 ans, sorti du système scolaire sans qualification, pour le former à un CAP, se verra attribuer **500 €** pour chaque année du cycle de formation.
- Majoration 3 : **L'apprentissage deuxième chance pour des publics plus âgés : 1 200 €**, pour chaque année du cycle de formation, seront attribués à l'employeur qui recrute un apprenti de 20 ans et plus, sorti du système scolaire sans qualification, pour le former à un diplôme de niveau V (CAP-BEP et autres).
- Majoration 4 : **L'insertion professionnelle des jeunes filles dans des métiers traditionnellement masculins** : L'employeur qui recrute une apprentie dans une formation pour laquelle l'effectif féminin représente moins de 15 % de l'effectif total, se verra attribuer **500 €** pour chaque année du cycle de formation.
- Majoration 5 : **La formation des maîtres d'apprentissage aux fonctions tutorales : 500 €** seront attribués à l'employeur de 11 salariés maximum qui suit, dans la première année du contrat, une formation sur le cadre réglementaire du contrat d'apprentissage et sur son rôle pédagogique et professionnel (accueil, formation, suivi et évaluation de l'apprenti).

- **Cadre régional d'intervention**

Commission Permanente du Conseil régional (CPR n°06.04.56) du 07 avril 2006.

**Programme d'action :  
Contrats d'objectifs et de moyens**

- **Description**

La loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale a mis en place un **Fonds National de Développement et de Modernisation de l'Apprentissage** (FNDMA). Ce fonds alimenté, par une fraction de la taxe d'apprentissage versée par les entreprises, vise à accompagner et soutenir les politiques régionales en matière d'apprentissage, dans une démarche générale d'amélioration de la qualification des jeunes.

Cette démarche d'accompagnement et de soutien de l'apprentissage s'appuie sur la conclusion de **Contrats d'Objectifs et de Moyens** (COM) entre l'Etat, les Régions et les partenaires institutionnels de l'apprentissage afin de fixer le cadre de l'intervention financière du FNDMA. Le Contrats d'Objectifs et de Moyens de la région Centre a été adopté par la Commission permanente lors de sa réunion du 8 juillet 2005 (CPR n° 05.07.80) et signé le 21 septembre de la même année.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006          |                  | BP 2007          |                  | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |                |
|----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|--|----------------|
|                | DEPENSES         | RECETTES         | DEPENSES         | RECETTES         | DEPENSES                                   | RECETTES       |
| Investissement |                  |                  |                  |                  |  |                |
| AP             | 350 000          | 350 000          | 206 000          |                  | 674 000                                    | 674 000        |
| Autres crédits |                  |                  |                  |                  |  |                |
| Sous-total     | 350 000          | 350 000          | 206 000          |                  | 674 000                                    | 674 000        |
| Fonctionnement |                  |                  |                  |                  |  |                |
| AE             |                  |                  |                  |                  |  |                |
| Autres crédits | 4 000 000        | 4 000 000        | 7 764 000        | 7 764 000        |  |                |
| Sous-total     | 4 000 000        | 4 000 000        | 7 764 000        | 7 764 000        |  |                |
| <b>TOTAL</b>   | <b>4 350 000</b> | <b>4 350 000</b> | <b>7 970 000</b> | <b>7 764 000</b> | <b>674 000</b>                             | <b>674 000</b> |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les crédits prévus en 2007 respectent la programmation financière inscrite dans le COM conclu en 2005 avec l'Etat et les partenaires de l'apprentissage.

Les actions prévues pour 2007 s'articuleront autour des axes suivants :

- l'adaptation de l'offre qualitative et quantitative de formation (élévation des niveaux de qualification, nouveaux secteurs professionnels, etc.),
- l'amélioration de la qualité du déroulement des formations dispensées aux apprentis et expérimentation pédagogique (accompagnement de jeunes en difficulté, lutte contre les abandons, renforcement du lien avec les entreprises, "apprentissage 2<sup>ème</sup> chance"),
- l'amélioration des conditions matérielles des apprentis (internat des CFA),
- la mobilité européenne,
- l'accès des personnes handicapées à l'apprentissage.

Le COM sera également mobilisé pour le financement des 39<sup>ème</sup> Olympiades des Métiers dont les sélections régionales se dérouleront en janvier 2007 à TOURS.

Dans le cadre de la politique volontariste d'égalité des chances conduite depuis 1998 par la Région en faveur de jeunes, l'aide régionale pour l'acquisition du premier équipement des lycéens entrant en sections professionnelles va être étendue aux apprentis à compter de la rentrée scolaire de septembre 2007. L'aide régionale au premier équipement concernera 5 000 apprentis entrant dans une formation de niveau V (CAP - BEP) à la rentrée scolaire de 2007.

Le règlement d'attribution sera identique à celui en vigueur pour les lycéens. L'enveloppe nécessaire à la mise en œuvre de l'aide au 1<sup>er</sup> équipement professionnel des apprentis est évaluée à 250 000 € par an.

- **Cadre régional d'intervention**

Articles 32 et 33 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 et circulaire n° 2005/04 du 17 février 2005 du Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion Sociale.

Politique régionale de l'apprentissage 2005-2010 adoptée par l'assemblée plénière du 4 février 2005 (DAP n° 05.01.05).

Contrat d'Objectifs et de Moyens adopté par la Commission permanente régionale lors de sa réunion du 8 juillet 2005 (CPR n° 05.07.80).

DAP N° 03.03.07 des 26 et 27 juin 2003 instituant l'aide régionale au premier équipement en sections professionnelles.

**Programme d'action : Politique de Mobilité européenne des apprentis**

- **Description**

La politique régionale de mobilité vise à favoriser une meilleure adaptation des jeunes à l'emploi de demain dans une démarche d'Eurocitoyenneté.

Jusqu'en 2006, l'intervention de la Région portait sur la mise en place d'actions de mobilité européenne courtes de une à trois semaines (sections d'apprentissage à mobilité européenne : SAME), ou longues de cinq à huit mois pour les échanges post apprentissage. Ces actions s'inscrivaient dans le cadre des grands programmes européens de mobilité tel Leonardo Da Vinci.

A compter de 2007, outre les actions précédemment citées, la Région va étendre progressivement aux apprentis le dispositif Trans' Europe Centre mis en place en 2005 pour les lycéens.

Cette politique qui s'inscrit dans le cadre général de la politique d'égalité des chances de la Région Centre, vise à offrir aux jeunes (lycéens et apprentis) la possibilité d'effectuer un séjour pédagogique en Europe ou dans un pays associé pendant leur formation.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006        |                | BP 2007        |                | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--|----------|
|                | DEPENSES       | RECETTES       | DEPENSES       | RECETTES       | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |                |                |                |                |  |          |
| AP             |                |                |                |                |  |          |
| Autres crédits |                |                |                |                |  |          |
| Sous-total     |                |                |                |                |  |          |
| Fonctionnement |                |                |                |                |  |          |
| AE             |                |                |                |                |  |          |
| Autres crédits | 435 000        | 200 000        | 650 000        | 275 000        |  |          |
| Sous-total     | 435 000        | 200 000        | 650 000        | 275 000        |  |          |
| <b>TOTAL</b>   | <b>435 000</b> | <b>200 000</b> | <b>650 000</b> | <b>275 000</b> |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les crédits pour 2007 intègrent l'extension aux apprentis du dispositif Trans' Europe Centre pour un montant de 200 000 €. Ces crédits devraient permettre d'expérimenter le dispositif auprès d'une vingtaine de classes (500 à 550 apprentis).

Les crédits régionaux seront complétés par le Contrat d'Objectifs et de Moyens pour un montant de 300 000 €. Au total, ce sont près d'un million d'euros qui seront consacrés en 2007 à la mobilité des apprentis.

**Programme d'action :  
Travaux du CFA de l'AFP de TOURS**

- **Description**

Le CFA de l'AFP TOURS est un pôle national dans le domaine des formations ascensoristes. Il accueille chaque année près de 150 jeunes préparant une formation de niveau IV de technicien en maintenance d'ascenseurs.

Cette formation est particulièrement exigeante au plan technique en raison des normes de sécurités très strictes à respecter. Les besoins en main d'œuvre qualifiée sont très importants en raison de la réglementation en vigueur et du parc très important d'ascenseurs.

Le projet immobilier adopté par la Commission Permanente le 10 novembre 2006, vise à doter le CFA d'ateliers conformes avec la formation préparée. Le projet d'un montant de 4,124 M€ HT sera financé par la Région à hauteur de 2,8 M€, le Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM) pour 880 000 € et la ville de TOURS pour 0,444 M€.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007        |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES       | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |                |          |  |          |
| AP             | -        |          | 700 000        |          | 2 100 000                                  |          |
| Autres crédits |          |          |                |          |  |          |
| Sous-total     | -        |          | 700 000        |          | 2 100 000                                  |          |
| Fonctionnement |          |          |                |          |  |          |
| AE             |          |          |                |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |                |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |                |          |  |          |
| TOTAL          | -        | -        | <b>700 000</b> | -        | <b>2 100 000</b>                           |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les crédits prévus en 2007 permettront d'accompagner le lancement de l'opération dont la réalisation devrait s'échelonner sur la période 2007 – 2009.

- **Cadre régional d'intervention**

La politique régionale de l'apprentissage 2005-2010 adoptée par l'assemblée plénière du 4 février 2005 (DAP n° 05.01.05).

Les conventions quinquennales conclues entre la Région et les organismes gestionnaires des CFA.

**Programme d'action : Travaux du CFA  
de la Chambre de Métiers d'Indre-et-Loire**

- **Description**

Le CFA de la Chambre de Métiers d'Indre-et-Loire accueille chaque année 1 400 jeunes. Il prépare à 37 diplômes allant du niveau V (CAP - BEP) au niveau III (BTS). Il couvre de nombreux secteurs professionnels : métiers de bouche, coiffure, tapisserie, horlogerie, cordonnerie, vente, transport, esthétique, mécanique automobile et motocycle (membre du réseau national des CFA pilotes dans ce secteur professionnel).

La Chambre de Métiers envisage un projet de restructuration des locaux de son CFA dont le secteur mécanique automobile constituerait la priorité (ce secteur accueille plus de 200 apprentis dans des formations allant du niveau V au niveau III).

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          | 300 000  |          | 300 000                                    |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          | 300 000  |          | 300 000                                    |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| TOTAL          | -        | -        | 300 000  | -        | 300 000                                    | -        |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les crédits prévus en 2007 concernent le financement des études préalables indispensables à la définition du projet immobilier pour le secteur de la mécanique automobile. Ces études permettront notamment de définir précisément le périmètre du projet, le plan de financement et le phasage des crédits à mobiliser chaque année.

- **Cadre régional d'intervention**

La politique régionale de l'apprentissage 2005-2010 adoptée par l'assemblée plénière du 4 février 2005 (DAP n° 05.01.05).

Les conventions quinquennales conclues entre la Région et les organismes gestionnaires des CFA.

**Programme d'action :  
Equipements TIC**

- **Description**

La Région mène une politique volontariste en faveur du développement de l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Cette politique s'est notamment traduite par la mise en place du réseau haut débit régional (géré par le GIP RECIA) dont bénéficient actuellement les universités, les lycées et les établissements de recherche.

L'objectif est de faire bénéficier les CFA de ce réseau en les dotant des moyens techniques nécessaires à son accès (câblage, serveurs, matériels informatiques).

La Région conditionnera son intervention financière à l'élaboration par les CFA de projets pédagogiques s'appuyant sur les TIC.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES        | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|-----------------|----------------------|--|
| 2007.1550 | Equipements TIC |                      | 800 000                                |
|           | TOTAL           |                      | <b>800 000</b>                         |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007        |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES       | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |          |          |                |          |  |          |
| AP             | -        |          | 400 000        |          | 400 000  |          |
| Autres crédits |          |          |                |          |  |          |
| Sous-total     |          |          | 400 000        |          | 400 000  |          |
| Fonctionnement |          |          |                |          |  |          |
| AE             |          |          |                |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |                |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |                |          |  |          |
| TOTAL          | -        | -        | <b>400 000</b> | -        | <b>400 000</b>                                   | -        |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

L'autorisation de programme de 800 000 € prévue au budget permettra d'accompagner un premier groupe d'établissements (7 à 9 établissements) au vu des projets qu'ils auront préalablement élaborés.

- **Cadre régional d'intervention**

La politique régionale de l'apprentissage 2005-2010 adoptée par l'assemblée plénière du 4 février 2005 (DAP n° 05.01.05).

**Programme d'action : antenne d'AUBIGNY-SUR-NERE  
du CFA de l'industrie du Centre**

• **Description**

Le CFA de l'Industrie de la région Centre (CFAI – Centre) accueille près de 700 jeunes dans des formations de niveau CAP – BEP, BAC PRO, BTS et ingénieur (en partenariat avec l'université d'Orléans).

Le CFA est actuellement implanté sur trois sites de formation (AMBOISE, CHATEAUDUN, ORLEANS). Il ne dispose pas d'implantation dans le sud de la région.

La branche professionnelle a pour projet de créer un nouveau site de formation à AUBIGNY-SUR-NERE dans le cadre d'un partenariat avec les entreprises locales et en particulier l'entreprise MECACHROME.

Ce site pourrait accueillir une quarantaine de jeunes par an en contrat d'apprentissage ou en contrat de professionnalisation (formation de BAC PRO technicien d'usinage).

Ce projet s'inscrit dans le cadre du contrat d'objectif conclu entre l'Etat, la Région et la branche professionnelle.

Le coût global de l'opération s'établirait à 1,140 M€ TTC se décomposant en 650 000 € pour le bâtiment de formation (650 m<sup>2</sup>) et 490 000 € pour les équipements. Le financement de l'opération serait assuré par la Région pour 500 000 €, la profession pour 570 000 € et la ville d'AUBIGNY-SUR-NERE pour 70 000 €. L'intervention de la Région porterait sur la construction du bâtiment.

• **Tableaux budgétaires 2007**

- *Les autorisations de programme*

| N° AP     | LIBELLES   | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|--|----------------------|--|
| 2007.1551 | Construction de l'antenne<br>d'AUBIGNY S/NERE du CFAI Centre |                      | 500 000                                |
|           | <b>TOTAL</b>   |                      | <b>500 000</b>                         |

- *Les crédits de paiement*

|                | BP 2006  |          | BP 2007        |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES       | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |          |          |                |          |  |          |
| AP             | -        |          | 250 000        |          | 250 000  |          |
| Autres crédits |          |          |                |          |  |          |
| Sous-total     |          |          | 250 000        |          | 250 000  |          |
| Fonctionnement |          |          |                |          |  |          |
| AE             |          |          |                |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |                |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |                |          |  |          |
| <b>TOTAL</b>   | -        | -        | <b>250 000</b> | -        | <b>250 000</b>                                   | -        |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

L'autorisation de programme de 500 000 € proposée au budget permettra de financer partiellement la construction du bâtiment de formation dont le montant est estimé à 650 000 €. Il est prévu de verser les crédits sur deux exercices à hauteur de 250 000 € par année.

- **Cadre régional d'intervention**

La politique régionale de l'apprentissage 2005-2010 adoptée par l'assemblée plénière du 4 février 2005 (DAP n° 05.01.05).



## **ENSEIGNEMENT - LYCEES**

## **LES ORIENTATIONS**

**Avec 120 000 lycéens, 2 millions de m<sup>2</sup>, 104 établissements publics et 157,4 millions d'euros de budget, l'éducation et la formation sont au cœur des compétences de la Région. Accueillir les jeunes dans des lycées rénovés et adaptés à l'évolution des technologies de communication afin d'améliorer leurs conditions d'études, leur cadre de vie et favoriser leur entrée dans le monde du travail, telle est la volonté de la Région. La politique des lycées ne concerne pas que les bâtiments, la Région Centre mène des politiques régionales innovantes en plaçant les jeunes au centre des préoccupations. L'année 2007 verra la généralisation, à l'ensemble des lycéens, de la mesure phare "Trans'Europe" Centre et un nouveau dispositif : "Lycéens Citoyens".**

### **Améliorer le cadre de vie**

A côté des actions d'envergure de constructions, de restructurations et d'équipement mobiliers des lycées, la Région a mis en place des **chargés de maintenance** dans chaque département pour être plus réactive et plus présente dans les lycées afin de mener des **actions de maintenance sur les bâtiments et d'amélioration du cadre de vie**.

Parallèlement le programme de construction ou de réhabilitation des infrastructures sportives se poursuit avec pour cette année trois opérations majeures : la reconstruction du gymnase au lycée Augustin Thierry à BLOIS, la construction d'une salle multisports au lycée Charles Peguy à ORLEANS et la construction d'une salle de sport pour le lycée Jean Giraudoux à Châteauroux. La volonté régionale est **d'ouvrir ces équipements pour tous en dehors du temps scolaire**.

L'ensemble des lycées étant câblé et connecté au réseau régional haut débit, l'année 2007 verra la fin du déploiement de la plate-forme de télégestion chargée de la mise en service, de l'exploitation et de la maintenance des équipements à distance des cœurs de réseaux informatiques des lycées. Cette plate-forme, pilote au plan national, permettra une réelle sécurité et une grande efficacité dans l'utilisation de l'informatique au service de la pédagogie.

Suite aux douze diagnostics énergétiques réalisés en 2006, des travaux d'amélioration seront menés cette année pour améliorer la gestion de l'énergie au quotidien. Dans le même sens, une chaudière bois sera installée au lycée agricole d'Amboise. La dotation de fonctionnement versée aux lycées augmentera de 4,8 % cette année pour faire face à la forte augmentation du coût de l'énergie.

### **S'épanouir et s'informer**

La Région ouvre les portes de la culture aux lycéens et aux apprentis en innovant avec de nombreux dispositifs comme le chéquier "Clarc", "Aux Arts Lycéens et Apprentis", "Lycéens au cinéma", "Lycéens et Théâtre contemporain" et l'accueil en résidence d'artistes dans les lycées d'enseignement général, technique et agricole.

Permettre à chaque jeune de trouver sa voie professionnelle parmi les nombreuses offres, tel est l'enjeu que s'est fixé la région Centre qui met en place plusieurs actions visant à améliorer la qualité de l'information et de l'orientation. Ainsi, en 2007, **la Région participe au financement de 13 forums et salons d'information et d'orientation** sur l'ensemble du territoire régional. Avec cette initiative, les métiers seront « mis en scène » ; une manière plus attractive et réaliste d'interpeller les jeunes sur leur avenir professionnel. Le Salon de Tours servira ainsi de vitrine en regroupant le forum d'information et les sélections régionales des "Olympiades des métiers".

### **Intensifier la politique d'égalité des chances.**

En 1998, le Centre est la première Région de France à mettre en place la gratuité des livres scolaires pour tous les élèves. Cette politique volontariste s'intensifie chaque année, ainsi la Région met à disposition des élèves de certaines sections professionnelles des manuels scolaires non transmissibles "les consommables" et offre une aide pour l'achat du premier équipement aux élèves entrant en sections professionnelles.

Pour développer la dimension citoyenne des lycéens et lycéennes et les ouvrir à d'autres mondes, la Région a mis en place trois dispositifs :

#### ***En 1994, les actions internationales :***

La Région soutient les projets pédagogiques de déplacement hors Europe présentés par les équipes éducatives des lycées.

#### ***En 2003, les stages professionnels :***

Cette politique intéresse les lycéens, les apprentis, les post-apprentis et les étudiants. Cette année la Région étendra cette mesure en finançant les stages professionnels hors Europe.

#### ***Et en 2006, le Trans'Europe Centre :***

Le Trans'Europe Centre permet à tous les lycéens et lycéennes de la région de bénéficier gratuitement une fois dans leur scolarité d'un séjour pédagogique en Europe ou dans un pays associé. Après le **succès de l'expérimentation** sur 14 établissements pilotes ayant permis à 1 380 élèves de partir dans 17 pays différents, la Région **généralise cette mesure unique en France** à l'ensemble des lycées et lance une **expérimentation auprès d'une douzaine de Centre de Formation d'Apprentis**. Avec ce dispositif la Région Centre fait figure de pionnière dans sa politique de mobilité et d'égalité des chances.

Une nouvelle mesure "**Lycéens Citoyens**" sera mise en place pour renforcer l'égalité des chances et développer la citoyenneté au sein des lycées. **La Région apportera un appui technique et financier aux jeunes** qui développeront dans leur lycée un projet s'articulant autour de l'éducation au développement durable, l'éducation artistique, culturelle et sportive, la prévention dans le domaine de la santé et dans le domaine social et enfin le soutien aux lycéens pour l'insertion professionnelle et la lutte contre le décrochage scolaire.

Enfin, aux termes de la loi du 13 août 2004, la Région s'est vue attribuer **une compétence supplémentaire** concernant les missions des Techniciens et Ouvriers de Service (TOS) dans les lycées. Le Conseil régional accueillera au 1<sup>er</sup> janvier 2007 les personnels qui auront fait le choix d'opter pour la Région. **La Région a mis en place toutes les conditions nécessaires pour assurer l'accueil de ces personnes dans les meilleures conditions possibles**, en nommant, par exemple, des **chargés de ressources humaines dans chaque département**.

**LES DONNEES FINANCIERES GLOBALES DU BUDGET**  
**ENSEIGNEMENT - LYCEES**

**SYNTHESE DES AUTORISATIONS AUX CHAPITRES BUDGETAIRES M71 :**

| En € par chapitres  | Investissement<br>902 | Fonctionnement<br>932 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| <b>Autorisations de programme</b>                         | <b>98 189 000</b>     |                       |
| <b>Autorisations d'engagement</b>                         |                       | <b>0</b>              |
| <b>Crédits de paiement dépenses</b>                       | <b>92 660 000</b>     | <b>64 725 300</b>     |
| <i>dont services communs (220)</i>                        | 0                     | 1 208 000             |
| <i>dont lycées publics (222)</i>                          | 77 049 471            | 48 158 500            |
| <i>dont lycées privés (223)</i>                           | 4 760 743             | 7 002 800             |
| <i>dont autres services périscolaires et annexes (28)</i> | 10 849 786            | 8 356 000             |
| <b>Crédits de paiement recettes</b>                       | <b>1 000 000</b>      | <b>127 000</b>        |
| <i>dont services communs (220)</i>                        |                       |                       |
| <i>dont lycées publics (222)</i>                          |                       | 52 000                |
| <i>dont lycées privés (223)</i>                           |                       | 75 000                |
| <i>dont autres services périscolaires et annexes (28)</i> | 1 000 000             |                       |

**SYNTHESE DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES SELON L'ARCHITECTURE FONCTIONNELLE :**

**LES CREDITS DE PAIEMENT PAR DOMAINES D'INTERVENTION**

|  | BP 2006            |                  | BP 2007            |                  |
|--|--------------------|------------------|--------------------|------------------|
|  | Dépenses           | Recettes         | Dépenses           | Recettes         |
| <b>Actions sur le patrimoine</b>         |                    |                  |                    |                  |
| Investissement                           | 99 200 000         | 5 135 000        | 92 660 000         | 1 000 000        |
| Fonctionnement                           | 4 385 000          | 0                | 6 236 000          |                  |
| Sous-total                               | 103 285 000        | 5 135 000        | 98 896 000         | 1 000 000        |
| <b>Fonctionnement des établissements</b> |                    |                  |                    |                  |
| Investissement                           |                    |                  |                    |                  |
| Fonctionnement                           | 36 023 000         | 35 000           | 50 018 300         | 75 000           |
| Sous-total                               | 36 023 000         | 35 000           | 50 018 300         | 75 000           |
| <b>Politiques régionales</b>             |                    |                  |                    |                  |
| Investissement                           |                    |                  |                    |                  |
| Fonctionnement                           | 7 021 000          | 35 000           | 8 471 000          | 52 000           |
| Sous-total                               | 7 021 000          | 35 000           | 8 471 000          | 52 000           |
| <b>TOTAL</b>                             | <b>146 629 000</b> | <b>5 205 000</b> | <b>157 385 300</b> | <b>1 127 000</b> |

**LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT CREEES OU MODIFIEES**

| N° AP     | LIBELLES   | MONTANT           | CP 2007           | CP 2008           | CP 2009<br>Et +   |
|-----------|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 2007.0729 | Câblage dans les lycées  | 2 900 000         | 2 610 000         | 290 000           |                   |
| 2007.0007 | Acquisition et renouvellement de biens meubles                   | 15 900 000        | 3 498 000         | 6 201 000         | 6 201 000         |
| 2007.0933 | Etudes préalables à la décision et accompagnement des opérations | 2 498 000         | 1 992 180         | 400 400           | 105 420           |
| 2004.0017 | Autres investissements<br>(abondement)                           | 820 000           | 420 000           | 400 000           |                   |
| 2007.0934 | Constructions et équipements neufs                               | 500 000           | 200 000           | 200 000           | 100 000           |
| 2000.0002 | Constructions neuves<br>(abondement)                             | 18 820 000        | -                 | 9 000 000         | 9 820 000         |
| 2007.0013 | Entretien, maintenance et mise en conformité                     | 16 136 000        | 1 532 920         | 6 405 992         | 8 197 088         |
| 2007.0725 | EPS dans les lycées  | 5 950 000         | 178 500           | 1 785 000         | 3 986 500         |
| 2006.0725 | EPS dans les lycées (abondement)                                 | 650 000           | -                 | 650 000           |                   |
| 2007.0014 | Extensions et restructurations                                   | 23 425 000        | 281 100           | 1 124 400         | 22 019 500        |
| 2001.0014 | Extensions et restructurations<br>(abondement)                   | 5 800 000         | 3 500 000         | 2 300 000         |                   |
| 2004.0014 | Extensions et restructurations<br>(abondement)                   | 920 000           | 600 000           | 300 000           | 20 000            |
| 2007.0012 | Enseignement privé sous contrat                                  | 3 870 000         | 1 354 500         | 2 322 000         | 193 500           |
|           | <b>TOTAL</b>   | <b>98 189 000</b> | <b>16 167 200</b> | <b>31 378 792</b> | <b>50 643 008</b> |

## DETAIL PAR DOMAINE D'INTERVENTION ET PAR PROGRAMME D'ACTION

### DOMAINE D'INTERVENTION : ACTIONS SUR LE PATRIMOINE

#### Programme d'action : Câblage des lycées

- **Description**

Ce programme d'action a été créé en 2003 pour permettre le câblage des lycées de la Région Centre. Le plan de câblage a été déployé auprès des lycées répartis dans cinq groupes différents.

Le câblage consiste en la mise en place d'un réseau informatique pour les Voix Données Image suivant une architecture commune, complété par l'installation de matériels actifs (switchs) qui permettent l'activation des réseaux. L'activation est alors réalisée par le GIP RECIA qui procède également dans le même temps au raccordement à la plateforme de télégestion pour la maintenance des cœurs de réseau.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- *Les autorisations de programme*

| N° AP     | LIBELLES           | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|--------------------|----------------------|--|
| 2007.0729 | Câblage des lycées | 4 600 000            | 2 900 000                              |
|           | TOTAL              | 4 600 000            | 2 900 000                              |

- *Les crédits de paiement*

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 3 206 000 |          | 4 194 978 |          | 863 000  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 3 206 000 |          | 4 194 978 |          | 863 000  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     |           |          |           |          |  |          |
| TOTAL          | 3 206 000 |          | 4 194 978 |          | 863 000  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

L'AP 729 concernée par ce programme se composera en 2007 de deux opérations :

- l'achat d'équipements actifs pour réseaux câblés pour 1 900 000 €
- le câblage (diagnostics et travaux pour des compléments de câblage) pour 1 000 000 €.

Les opérations de 2007 génèreront 62 % des CP du programme d'action.

Les principales opérations au sein des AP ouvertes qui auront un impact significatif sur les crédits de paiement 2007 sont les suivantes : (**Indicateurs chiffrés ou qualitatifs**) :

| Lycées publics ou privés reliés au réseau régional à haut débit | Sites ou établissements publics câblés      | Sites ou établissements publics dont le câblage est activé                                     | Gestion par la plate forme de télégestion       |
|---|---|--|---|
| 168 / 168   | 93 à la fin 2006<br>13 dans le courant 2007 | 85 en totalité<br>activations prévues sur 2007 : 15<br>fin de l'opération dans le courant 2008 | 65 à la fin 2006<br>fin du déploiement fin 2007 |

**Programme d'action : Acquisition et renouvellement de biens meubles**

- **Description**

Le programme répond aux besoins d'équipement des établissements (matériel informatique, pédagogique, scientifique, technologique, de restauration, d'hébergement ou de vie scolaire).

Il permet à la fois de pourvoir aux besoins en équipements formulés par les lycées au travers d'une enquête annuelle (renouvellement) et d'équiper à neuf les locaux restructurés.

Enfin, une partie des crédits de ce programme est consacré à la réparation de matériels pédagogiques d'ateliers et de laboratoires et de matériels des services d'hébergement.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES  | MONTANT 2006 VOTE | MONTANT CREATION OU MODIFICATION |
|-----------|---|-------------------|----------------------------------|
| 2007.0007 | Acquisitions et renouvellement de biens meubles | 15 315 000        | 15 900 000                       |
|           | TOTAL   | 15 315 000        | 15 900 000                       |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006    |          | BP 2007    |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|------------|----------|------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES   | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |            |          |            |          |  |          |
| AP             | 14 336 100 |          | 10 636 320 |          | 16 117 283                                 |          |
| Autres crédits |            |          |            |          |  |          |
| Sous-total     | 14 336 100 |          | 10 636 320 |          | 16 117 283                                 |          |
| Fonctionnement |            |          |            |          |  |          |
| AE             |            |          |            |          |  |          |
| Autres crédits | 160 000    |          | 180 000    |          |  |          |
| Sous-total     |            |          |            |          |  |          |
| TOTAL          | 14 496 100 |          | 10 816 320 |          | 16 117 283                                 |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

➤ **Investissement**

Pour 2007, les postes les plus importants référencés dans l'enveloppe concerneront le renouvellement des équipements liés à l'enseignement technologique pour 3 500 000 € (halles technologiques et laboratoires), le renouvellement des matériels informatiques pour 2 400 000 € et l'équipement en salles multimédia pour 500 000 €.

Dans le choix des équipements de cuisine, la Région est attentive aux caractéristiques des appareillages (pour une meilleure maîtrise de l'énergie) et au remplacement prioritaire des appareillages non conformes.

Une enveloppe de 4 800 000 € est prévue pour les équipements liés à la construction ou la restructuration.

Les opérations immobilières en cours qui seront suivies d'opérations d'équipement sont :

- l'externat du LP agricole BEAUNE-BELLEGARDE à BEAUNE-LA-ROLANDE,
- la demi-pension et l'internat du LP André AMPERE à VENDOME,
- le foyer des élèves et le CDI du lycée agricole à VENDOME,
- l'internat du lycée Jacques MONOD à SAINT-JEAN-DE-BRAYE,
- la salle des professeurs du LP Sonia DELAUNAY à BLOIS,
- la rénovation de l'externat du lycée Claude de FRANCE à ROMORANTIN-LANTHENAY,
- la poursuite de l'ouverture du bac pro traitement de surface du LP à SAINT-AIGNAN-SUR-CHER,
- la construction d'une demi-pension (400 rationnaires) au LP BEAUREGARD à CHATEAU-RENAULT,
- l'équipement suite à l'extension pour l'accueil de nouvelles filières au lycée Jean MONNET à JOUE-LES-TOURS,
- la réalisation de la tranche conditionnelle du lycée Blaise PASCAL à CHATEAUX-ROUX,
- l'équipement suite à restructuration du LP LALOIX à TOURS,
- l'équipement suite à la construction du gymnase Dabilly pour le LP BAYET à TOURS.

Les principales opérations au sein des AP ouvertes qui auront un impact significatif en crédits de paiement en 2007 sont les suivantes :

- le renouvellement annuel des équipements pour l'enseignement technologique destinés à l'ensemble des lycées (AP de 2005 et 2006),
- le renouvellement des équipements liés à la pédagogie destinés à l'ensemble des établissements,
- le renouvellement des équipements fonctionnels (mobilier et matériel) pour l'ensemble des établissements,
- les ouvertures et les poursuites de filières (traitement de surface du LP à SAINT-AIGNAN et agent d'assainissement nucléaire au nouveau lycée du GIENNOIS).

➤ **Fonctionnement**

Réparation des biens mobiliers des lycées publics (180 000 €)

Ce crédit est prévu pour les réparations des matériels pédagogiques d'ateliers et de laboratoires et les matériels des services d'hébergement (1/2 pension et internat) par commande directe aux fournisseurs, sur demande des établissements.

**Programme d'action : Etudes et accompagnement des opérations**

• **Description**

Ce programme regroupe toutes les actions nécessaires avant le vote d'une opération, pour préparer et aider à la décision (études générales, pré-programmations et programmations détaillées, diagnostics techniques, d'études de sols, relevés de plans) et celles accompagnant les opérations (reprographie, publicité, bâtiments démontables, acquisitions foncières, déménagements, frais divers générés par les opérations).

Il permet également de financer l'indemnisation des participants aux concours et aux jurys.

• **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES   | MONTANT<br>2006 VOTE<br>BP | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|--|----------------------------|--|
| 2007.0933 | Etudes préalables à la décision et accompagnement des opérations | 2 750 000                  | 2 498 000                              |
| 2004.0017 | Autres investissements (abondement)                              |                            | 820 000                                |
|           | TOTAL  |                            | 3 318 000                              |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 4 459 000 |          | 5 046 430 |          | 2 682 266                                  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 4 459 000 |          | 5 046 430 |          | 2 682 266                                  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 460 000   |          | 811 000   |          |  |          |
| Sous-total     |           |          |           |          |  |          |
| TOTAL          | 4 919 000 |          | 5 857 430 |          | 2 682 266                                  |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

➤ **Investissement**

Cette AP fusionne désormais les AP "accompagnement des opérations" et "études préalables à la décision".

Les affectations seront dédiées :

- aux études préalables à la décision pour permettre la réalisation des diagnostics techniques et d'études de programmation et sera notamment proposée une opération de diagnostics accessibilité (loi pour égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, du 11 février 2005, imposant la réalisation de diagnostics sur le parc immobilier des lycées).
- à la démolition de bâtiments préfabriqués devenus obsolètes et le plus souvent contenant des matériaux amiantifères,
- aux acquisitions foncières : l'achat de terrains en particulier pour la poursuite de la restructuration du LP Martin Nadaud à Saint Pierre des Corps, des frais notariés, notamment pour les premières mises en œuvre de maîtrise foncière en application de l'article 79 de la loi du 13 août 2004.
- Enfin, il est également prévu un abondement pour l'opération immobilière au lycée agricole de Châteauroux afin de construire une chaufferie suivant un process bois et de refaire les réseaux de raccordement aux bâtiments.

Les principales opérations au sein des AP ouvertes qui auront un impact significatif en crédits de paiement en 2007 sont les suivantes :

- L'aménagement du carrefour pour le nouveau lycée agricole de BOURGES,
- La réhabilitation énergétique du lycée agricole de CHATEAUROUX,
- Les futures acquisitions foncières.

➤ **Fonctionnement**

Indemnités concours et jurys : (800 000 €)

Il s'agit de l'indemnisation des participants aux concours et aux jurys. Les crédits en augmentation permettent de financer notamment le concours du lycée agricole du Subdray.

Charges annexes liées aux travaux dans les lycées publics : (11 000 €)

Les charges liées aux travaux correspondent pour l'essentiel à des locations extérieures pour reloger les personnels en concessions par nécessité absolue de service.

**Programme d'action : Construction et équipements neufs**

• **Description**

Ce programme d'action porte sur les opérations d'envergure menées pour certains lycées. Il s'agit de construire ou d'étendre (de façon significative) ou de reconstruire à neuf et d'équiper des lycées.

• **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                           | MONTANT 2006 VOTE | MONTANT CREATION OU MODIFICATION |
|-----------|------------------------------------|-------------------|----------------------------------|
| 2005.0934 | Constructions et équipements neufs | 11 000 000        | 500 000                          |
| 2000.0002 | Constructions neuves (abondement)  |                   | 18 820 000                       |
|           | TOTAL                              | 0                 | 19 320 000                       |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |           | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|-----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES  | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |           |           |          |  |          |
| AP             | 3 310 000 | 4 000 000 | 8 770 000 |          | 77 050 000                                 |          |
| Autres crédits |           |           |           |          |  |          |
| Sous-total     | 3 310 000 | 4 000 000 | 8 770 000 |          | 77 050 000                                 |          |
| Fonctionnement |           |           |           |          |  |          |
| AE             |           |           |           |          |  |          |
| Autres crédits |           |           |           |          |  |          |
| Sous-total     |           |           |           |          |  |          |
| TOTAL          | 3 310 000 | 4 000 000 | 8 770 000 |          | 77 050 000                                 |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

En 2007, deux opérations impacteront ce programme d'action :

- l'abondement de l'EPLFPA du Cher (Subdray), pour un montant de 18 820 000 €,
- le lancement d'un concours pour la reconstruction des ateliers du LP Martin NADAUD à SAINT-PIERRE-DES-CORPS pour 500 000 €.

Les principales opérations au sein des AP ouvertes qui auront un impact significatif en crédits de paiement en 2007 sont les suivantes :

- la reconstruction du LP Victor LALOUX à TOURS,
- la reconstruction des ateliers du LP Maréchal LECLERC à SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE.

**Programme d'action : Entretien, maintenance et conformité**

• **Description**

Ce programme cible les actions de maintenance à mener en préventif ou en curatif d'un état de dégradation ou de vieillissement du bâtiment. Il permet de mener des opérations repérées et dûment programmées et de faire face en cours d'année à des opérations de maintenance courante. Pour rappel, les 104 établissements publics gérés par la Région représentent 2 millions de m<sup>2</sup> et sont composés de 417 bâtiments distincts.

Il permet également de faire face à des prescriptions issues des rapports de vérifications obligatoires des domaines techniques, d'hygiène santé, de sécurité incendie, de conformité électrique et gaz.

Plus spécifiquement, à la suite des préconisations des diagnostics énergétiques réalisés dans 12 lycées en 2006, des crédits ont été inscrits pour réaliser des travaux d'amélioration de la performance énergétique. Il s'agit d'interventions qui permettront d'améliorer la gestion de l'énergie au quotidien et de diminuer les consommations d'énergie moyennant un temps de retour court.

• **Tableaux budgétaires 2007**

- *Les autorisations de programme*

| N° AP     | LIBELLES   | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|--|----------------------|--|
| 2007.0013 | Entretien, maintenance du patrimoine et mise en conformité |                      | 16 136 000                             |
|           | Entretien et maintenance du patrimoine                     | 12 610 000           |  |
|           | Mise en conformité   | 2 950 600            |  |
|           | TOTAL  | 15 560 600           | 16 136 000                             |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006    |          | BP 2007    |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|------------|----------|------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES   | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |            |          |            |          |  |          |
| AP             | 20 299 400 |          | 19 079 516 |          | 21 977 956                                 |          |
| Autres crédits |            |          | 100 000    |          |  |          |
| Sous-total     | 20 299 400 |          | 19 179 516 |          | 21 977 956                                 |          |
| Fonctionnement |            |          |            |          |  |          |
| AE             |            |          |            |          |  |          |
| Autres crédits | 3 265 000  |          | 5 245 000  |          |  |          |
| Sous-total     |            |          |            |          |  |          |
| TOTAL          | 24 064 400 |          | 24 424 516 |          | 21 977 956                                 |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

➤ **Investissement**

Cette AP regroupe désormais les AP "entretien et maintenance" et "mise en conformité".

Plusieurs opérations significatives seront proposées au titre de ce programme pour l'année 2007 :

- réfection des toitures terrasses au lycée Maurice VIOLLETTE à DREUX,
- réfection des blocs douches des internats au lycée Camille CLAUDEL à BLOIS,
- réfection de la chaufferie au lycée LES CHARMILLES à CHATEAUXROUX,
- réfection des sanitaires de l'internat au lycée Philibert DE L'ORME à LUCE.

Enfin, des opérations significatives de mise aux normes des installations électriques seront réalisées dans les lycées suivants :

- Paul Louis COURIER à TOURS,
- Lycée agricole LE CHESNOY à AMILLY,
- Lycée agricole TOUVENT à CHATEAUXROUX,
- GRANDMONT à TOURS,
- Jean GIRAUDOUX à CHATEAUXROUX.

Ce programme d'action comporte plus d'une centaine d'opérations actives qui participent toutes à la dépense.

Les principales opérations au sein des AP ouvertes qui auront un impact significatif en crédits de paiement en 2007 sont les suivantes :

- La restructuration du site du lycée VOLTAIRE à ORLEANS,
- Travaux de mise en sécurité incendie au lycée MARCEAU à CHARTRES,
- Travaux de réhabilitation énergétique au lycée GRANDMONT à TOURS,
- Réfection des sanitaires de l'internat du lycée agricole de CHATEAUXROUX,
- Travaux préparatoires à la construction du gymnase du lycée Edouard VAILLANT à VIERZON,
- Travaux de maintenance des bâtiments demi-pension, infirmerie et logements du lycée Jehan de BEAUCE à CHARTRES,
- Maintenance et mise en conformité des machines outils et systèmes pour l'ENSEMBLE DES ETABLISSEMENTS,

- Remplacement des menuiseries et travaux de maintenance au lycée ROLLINAT à ARGENTON-SUR-CREUSE,
- Maintenance et grosses réparations sur réseaux et bâtiments au lycée Jacques MONOD à SAINT-JEAN-DE-BRAYE,
- Travaux de maintenance des façades et menuiseries du bâtiment B du lycée CHOISEUL à TOURS,
- Travaux de reprise des façades des bâtiments A et D du lycée agricole de CHATEAUROUX,
- Travaux de maintenance des locaux du LP CHATEAUNEUF à ARGENTON-SUR-CREUSE,
- Travaux de clos et couvert au lycée Gaudier BRZESKA à SAINT-JEAN-DE-BRAYE.

Il convient de noter l'ouverture d'une ligne de CP hors AP à hauteur de 100 000 € pour faire face à des petits travaux d'investissement qui doivent être réalisés rapidement.

### ➤ **Fonctionnement**

L'évolution de cette section est liée essentiellement à la priorité donnée aux travaux de petite maintenance et de cadre de vie, qui représentent un montant de 4 900 000 € (en additionnant les montants confiés aux établissements et ceux qui feront l'objet d'interventions des services régionaux).

#### Travaux du propriétaire : (2 928 600 €)

Les crédits délégués aux lycées publics Education Nationale et agricoles pour effectuer directement les petits travaux du propriétaire représentent 10 % de la dotation de fonctionnement (15 % pour les établissements classés en ZEP ou en zone sensible et les EREA).

#### Petits travaux dans les lycées publics : (1 971 400 €)

Ces crédits permettent aux services de la Région de couvrir des dépenses de petits travaux en commande directe auprès des entreprises, sur demande des lycées. Leur augmentation accompagne la mise en place d'une structure chargée des travaux de maintenance au sein de la Direction des Lycées et de l'Action Educative. Il s'agit pour la Région d'être plus présente auprès des lycées et plus réactive face aux enjeux de maintenance et d'entretien quotidiens.

#### Réparation et location de bâtiments démontables : (345 000 €)

Ces crédits permettront d'assurer les dépenses de transfert des bâtiments démontables d'un lycée à un autre lycée en sus des réparations ou aménagements nécessaires.

### • **Cadre régional d'intervention**

- DAP N° 00.05.01 du 19 octobre 2000 reconduisant le principe d'une subvention complémentaire de 10 % à la dotation de fonctionnement des lycées publics et la redéfinissant comme une subvention "travaux locatifs" accompagnant la politique de maintenance immobilière préventive.
- DAP N° 02.02.03 du 27 juin 2002 et DAP N° 03.03.06 du 26 juin 2003 portant le taux à 15 % pour les lycées classés en zone sensible (2002) et les EREA (2003).
- CPR N°06.09.08 du 6 octobre 2006 adaptant les clés de répartition des lycées relevant des Ministères de l'Education Nationale et de l'Agriculture et répartissant les crédits pour 2007.

**Programme d'action :  
EPS dans les lycées**

• **Description**

Ce programme se compose d'opérations de construction ou de réhabilitation d'infrastructures sportives qui entrent dans le cadre de la politique régionale d'investissement pour le développement d'infrastructures destinées à l'enseignement physique et sportif.

Grâce à ce programme d'action, la Région agit en faveur de l'enseignement physique et sportif en accroissant considérablement le patrimoine régional en équipements couverts ou non pour cette discipline, reconnaissant ainsi qu'elle est une discipline à part entière.

Pour chacun de ces ouvrages, des dispositions techniques sont prises pour faciliter l'ouverture au public hors temps scolaire ; la Région est ainsi attentive à ce que les associations et la vie locale puissent bénéficier des lieux.

• **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES            | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|---------------------|----------------------|--|
| 2007.0725 | EPS dans les lycées | 3 500 000            | 5 950 000                              |
| 2006.0725 | EPS dans les lycées |                      | 650 000                                |
|           | TOTAL               | 3 500 000            | 6 600 000                              |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |           | BP 2007    |           | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|-----------|-----------|------------|-----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES  | DEPENSES   | RECETTES  | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |           |           |            |           |  |          |
| AP             | 5 323 700 | 1 000 000 | 12 349 786 | 1 000 000 | 15 194 824                                       |          |
| Autres crédits |           |           |            |           |  |          |
| Sous-total     | 5 323 700 | 1 000 000 | 12 349 786 | 1 000 000 | 15 194 824                                       |          |
| Fonctionnement |           |           |            |           |  |          |
| AE             |           |           |            |           |  |          |
| Autres crédits |           |           |            |           |  |          |
| Sous-total     |           |           |            |           |  |          |
| TOTAL          | 5 323 700 | 1 000 000 | 12 349 786 | 1 000 000 | 15 194 824                                       |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Trois opérations majeures seront proposées dans le cadre de ce programme :

- la reconstruction du complexe sportif pour la partie gymnase du lycée Augustin THIERRY à BLOIS.
- l'extension du gymnase par une salle multisports du lycée Charles PEGUY à ORLEANS,
- la construction d'une salle de sport pour le lycée Jean GIRAUDOUX à CHATEAUROUX.

Les principales opérations au sein des AP ouvertes qui auront un impact significatif en crédits de paiement en 2007 sont les suivantes :

- la construction du gymnase CAMEO pour le lycée BALZAC à TOURS,
- la construction du gymnase pour le lycée EN FORET de MONTARGIS,
- la construction du gymnase pour le lycée Jacques MONOD à SAINT-JEAN-DE-BRAYE,
- la construction du gymnase pour le LP Jeannette VERDIER à MONTARGIS.

**Programme d'action:  
Extensions et restructurations**

• **Description**

Il s'agit de travaux nécessaires pour étendre, restructurer ou reconstruire une partie dudit établissement. Ces opérations portent à la fois sur des améliorations significatives des conditions d'accueil et de confort des locaux en même temps que sur des adaptations aux évolutions pédagogiques du lycée (nouveaux référentiels d'enseignement, nouvelles disciplines enseignées).

• **Tableaux budgétaires 2007**

- *Les autorisations de programme*

| N° AP     | LIBELLES                                 | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|--|----------------------|--|
| 2007.0014 | Extensions restructurations              | 41 972 500           | 23 425 000                             |
| 2001.0014 | Extensions restructurations (abondement) |                      | 5 800 000                              |
| 2004.0014 | Extensions restructurations (abondement) |                      | 920 000                                |
|           | TOTAL                                    | 41 972 500           | 30 145 000                             |

- *Les crédits de paiement*

|                | BP 2006    |          | BP 2007    |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|------------|----------|------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES   | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |            |          |            |          |  |          |
| AP             | 44 184 400 |          | 27 722 227 |          | 73 324 067                                       |          |
| Autres crédits |            |          |            |          |  |          |
| Sous-total     | 44 184 400 |          | 27 722 227 |          | 73 324 067                                       |          |
| Fonctionnement |            |          |            |          |  |          |
| AE             |            |          |            |          |  |          |
| Autres crédits |            |          |            |          |  |          |
| Sous-total     |            |          |            |          |  |          |
| TOTAL          | 44 184 400 |          | 27 722 227 |          | 73 324 067                                       |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Ce programme rassemble des opérations d'envergure. Les opérations proposées durant l'année 2007 feront toutes suite à une programmation ou à un diagnostic technique avancé.

Parmi les plus significatives proposées dans ce programme on peut citer :

- la reconstruction de la demi-pension au lycée HOTELIER de BLOIS pour 5 M€.
- la reconstruction de 15 logements de fonction au lycée VOLTAIRE à ORLEANS pour 5,475 M€.
- la restructuration d'un bâtiment externat (2<sup>ème</sup> tranche du schéma directeur) au lycée Benjamin FRANKLIN à ORLEANS pour 12 M€.

Par ailleurs seront proposés :

- Un abondement de 5 800 000 € pour achever la restructuration du complexe "restauration/internat" du lycée Blaise PASCAL à CHATEAUROUX (2<sup>ème</sup> tranche de travaux après une 1<sup>ère</sup> livraison à la rentrée 2007) (AP de 2001),
- Un abondement de 550 000 € pour la restructuration du site du lycée AMPERE à VENDOME après concours qui a donné lieu à l'ouverture d'une première opération pour le gymnase (AP de 2004),
- Un abondement de 370 000 € pour la construction d'une chaufferie bois au lycée agricole d'AMBOISE. Cette proposition fait suite à une étude d'opportunité menée avec ARBOCENTRE et sera rattachée à l'opération de mise en œuvre du schéma directeur (AP de 2004).

Les principales opérations au sein des AP ouvertes qui auront un impact significatif en crédits de paiement en 2007 sont les suivantes :

- la restructuration et rénovation demi-pension et internat du lycée Blaise PASCAL à CHATEAUROUX,
- la restructuration du pôle scientifique (1<sup>ère</sup> phase) du lycée POTHIER à ORLEANS,
- la reconstruction du bâtiment C du lycée Claude de France à ROMORANTIN-LANTHENAY,
- la restructuration de la chapelle, du CDI et des locaux élèves et enseignant au lycée Jacques CŒUR à BOURGES,
- la réhabilitation et extension des ateliers du lycée Augustin THIERRY à BLOIS,
- les travaux d'extension et de restructuration au lycée Jean MONNET à JOUE-LES-TOURS,
- la mise en œuvre du schéma directeur du Agricole d'AMBOISE,
- la rénovation de l'internat du LP Rémi BELLEAU à NOGENT-LE-ROTROU,
- la restructuration du site du lycée agricole de BEAUNE-BELLEGARDE,
- la restructuration de l'externat, construction d'une salle de sport du lycée MARCEAU à CHARTRES.

### **Programme d'action : Aide à l'investissement dans l'enseignement privé sous contrat**

#### • **Description**

Ce programme concerne les opérations pour l'enseignement privé général, technologique et professionnel, agricole sous contrat avec l'Etat.

Il s'agit d'assurer la parité public/privé suivant les modalités choisies par l'Assemblée régionale. La mise en œuvre s'effectue sous forme de subventions encadrées légalement (Falloux, Astier, Rocard).

Le PPI 2001-2006 se termine en décembre 2006. En 2007, et de façon transitoire, seules les opérations inscrites à ce PPI et n'ayant pas vu leur réalisation dans cette période seront proposées. Le nouveau PPI devrait être présenté au vote de l'Assemblée plénière du mois d'octobre 2007.

• **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                        | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|---------------------------------|----------------------|--|
| 2007.0012 | Enseignement privé sous contrat | 5 301 900            | 3 870 000                              |
|           | TOTAL                           | 5 301 900            | 3 870 000                              |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 4 081 400 |          | 4 760 743 |          | 2 727 576  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 4 081 400 |          | 4 760 743 |          | 2 727 576  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     |           |          |           |          |  |          |
| TOTAL          | 4 081 400 |          | 4 760 743 |          | 2 727 576  |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

L'exercice 2007 verra tout d'abord se reconduire le programme en faveur de lycées d'enseignement général relevant de la loi Falloux (900 000 €) et celui à la rénovation du parc informatique des lycées technologiques, professionnels et agricoles (687 600€).

Parmi les opérations marquantes en faveur des mêmes établissements, il faut noter :

- la suppression des préfabriqués et la construction d'un nouveau bâtiment au lycée Notre-Dame à CHARTRES,
- le remplacement des bâtiments préfabriqués du lycée MARMOUTIER à TOURS,
- l'extension du CDI au lycée privé St Paul – Bourdon Blanc à ORLEANS,
- la mise en conformité hygiène de la cuisine de la MFR de SEPMEs,
- la 2<sup>nd</sup>e tranche de reconstruction partielle de la restauration pour des raisons d'hygiène et de sécurité de la MFR de BEAUMONT-LES-AUTELS.

Les opérations citées ci-dessus et proposées au cours de l'exercice 2007 auront un impact significatif en crédits de paiement dès 2007.

- **Cadre régional d'intervention**

Pour l'enseignement général, cette politique est régie par l'article 69 de la loi Falloux (15 mars 1850) et limitée au dixième des dépenses de fonctionnement, hors fonds publics,

Pour l'enseignement professionnel et technologique, cette politique est régie par la loi Astier (25 juillet 1919) qui instaure la liberté de financement. Cette aide est limitée par l'Assemblée régionale à 70 % de la dépense TTC hors prestations intellectuelles,

Pour l'enseignement agricole, cette politique est régie par les lois Astier et Rocard du 31 décembre 1994 qui instaurent la liberté de financement. Cette aide est également limitée par l'Assemblée régionale à 70 % de la dépense TTC hors prestations intellectuelles,

Pour le programme de renouvellement du matériel informatique qui concerne les sections d'enseignement agricole, professionnel et technologique, l'aide est limitée à 80% de la dépense subventionnable TTC.

**DOMAINE D'INTERVENTION : FONCTIONNEMENT DES ETABLISSEMENTS**

**Programme d'action : Dotations de fonctionnement aux établissements**

- **Description**

Les lois de décentralisation de 1983 et 1985 ont transféré aux Régions la charge du financement des lycées d'enseignement secondaire. A cet effet, la Région individualise chaque année une dotation de fonctionnement aux lycées publics à charge pour eux de la ventiler dans leur budget.

La loi Debré du 31 décembre 1959 établit que les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat des lycées privés sont prises en charge dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public.

La loi du 22 juillet 1983 modifiée précise que ces dépenses sont calculées par rapport au "coût moyen d'un élève externe dans les lycées de l'enseignement public de la région majoré d'un pourcentage pour couvrir les charges dont les établissements publics sont dégrevés".

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006    |          | BP 2007    |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|------------|----------|------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES   | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |            |          |            |          |  |          |
| AP             |            |          |            |          |  |          |
| Autres crédits |            |          |            |          |  |          |
| Sous-total     |            |          |            |          |  |          |
| Fonctionnement |            |          |            |          |  |          |
| AE             |            |          |            |          |  |          |
| Autres crédits | 34 322 000 |          | 37 255 000 |          |  |          |
| Sous-total     | 34 322 000 |          | 37 255 000 |          |  |          |
| TOTAL          | 34 322 000 |          | 37 255 000 |          |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

L'augmentation de ce programme est due à l'augmentation du prix de l'énergie sur le coût du chauffage et sur le coût des transports.

Dotations de fonctionnement des lycées publics : (28 500 000 €)

L'application des critères de calcul et de l'actualisation (inflation) entraîne une hausse de 1,7 % de la dotation de fonctionnement pour les lycées publics de l'Education Nationale et de l'Agriculture.

A ceci s'ajoute l'augmentation de surface liée à l'ouverture du nouveau lycée de GIEN qui conduit à une augmentation de la dotation de fonctionnement de 0,6 %.

Enfin, il est nécessaire de tenir compte de la forte augmentation du coût de l'énergie (47 % en deux ans) et, pour ce faire, il est proposé un ajustement de 4,8 % des dotations. Pour indication, les dépenses d'énergie représentent un quart des charges des lycées.

Forfait d'externat (partie matériel) et forfait EPS lycées privés : (4 972 120 € et 208 080 €)

Le forfait d'externat et la subvention pour l'EPS sont versés aux lycées privés sous contrat relevant du Ministère de l'Education Nationale.

Leur évolution (+5 %) suit celles de la dotation de fonctionnement et de la subvention EPS versées aux lycées publics au titre de la parité (coût de l'élève privé = coût de l'élève public).

Forfait d'externat lycées privés (part personnel) 1 800 000 €

Au 1<sup>er</sup> janvier 2007, en application des articles 82 et 104 de la loi du 13 août 2004, le financement des personnels TOS des lycées privés est transféré aux Régions. Ce forfait est payé trimestriellement à terme échu selon le principe de l'égalité avec les établissements publics.

La dépense est compensée par une recette équivalente incluse dans la dotation financière de l'Etat.

EPS lycées publics : (1 504 500 €)

Lorsqu'un lycée ne possède pas d'installations sportives propres ou suffisantes, la Région rembourse à l'établissement le coût de la location des installations sportives extérieures et du transport (convention tripartite).

Transport des élèves : (270 300 €)

Il s'agit essentiellement du transport des internes quand le lycée ne possède pas d'internat ou quand des travaux sont exécutés dans un lycée obligeant à l'externalisation des élèves. S'y ajoutent les transports des lycéens sur des structures extérieures en location (laboratoire - entrepôt de logistique...) quand le lycée n'en possède pas.

- **Cadre régional d'intervention**

DAP N° 01.03.03 du 14 juin 2001 adoptant les nouveaux critères d'attribution des participations de la Région au fonctionnement des lycées publics.

DAP N° 96.01.03 du 12 février 1996 adoptant le principe d'une subvention régionale versée aux établissements publics locaux d'enseignement pour qu'ils puissent assurer les heures d'éducation physique et sportive pour lesquelles il est nécessaire d'utiliser les installations sportives des communes ou groupement de communes.

DAP N° 96.05.06 des 19 et 20 décembre 1996 décidant que le principe de la parité entre élèves du public et du privé serait atteint par un rapprochement à posteriori entre le coût élève du public et le coût élève du privé sur la base du constat des notifications réalisées par le public (pour la dotation de fonctionnement et la subvention EPS).

CPR N° 05.10.13 du 18 novembre 2005 actualisant les participations de la Région aux dépenses de fonctionnement liées à l'utilisation par les lycées publics des équipements sportifs municipaux.

CPR N°06.09.08 du 6 octobre 2006 adaptant les clés de répartition des lycées relevant des Ministères de l'Education Nationale et de l'Agriculture et répartissant les crédits pour 2007.

**Programme d'action :  
Frais de personnel**

- **Description**
- **Tableaux budgétaires 2007**  
- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007    |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |            |          |  |          |
| AP             |          |          |            |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |            |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |            |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |            |          |  |          |
| AE             |          |          |            |          |  |          |
| Autres crédits |          |          | 11 586 300 |          |  |          |
| Sous-total     |          |          | 11 586 300 |          |  |          |
| TOTAL          |          |          | 11 586 300 |          |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Sont imputés sur ce programme d'action les frais de personnel (masse salariale) des agents concernés par la décentralisation au titre de la loi du 13 août 2004, relevant du ministère de l'éducation nationale ou du ministère de l'agriculture.

Masse salariale :

La masse salariale pour 2007, d'un montant de 11 586 300 € se compose des rémunérations et des charges salariales pour les personnels suivants :

- Secteur de l'éducation :
  - ministère de l'éducation nationale :
    - Titulaires : 92 agents titulaires ont exercé leur droit d'option dès 2007 sur 1947 agents,
    - Contractuels pouvant être intégrés ou sur postes vacants : 135 agents,
    - Personnel remplaçants (suppléance) : 100 agents
    - Contrats aidés : 234,

- ministère de l'agriculture :
  - o Contractuels sur postes vacants : 32 agents,
  - o Contrats aidés : 70

Les principales évolutions attendues pour 2007, concernent :

- les évolutions statutaires :
  - o le Glissement/Vieillesse/Technicité (GVT – avancement de grade, d'échelon et promotion interne) pour les agents titulaires,
  - o la revalorisation de la valeur du point (+ 0,5% au 1<sup>er</sup> février 2007),
- La poursuite des intégrations ou des détachements des agents concernés par la décentralisation auront un impact budgétaire en 2008.

**Programme d'action :  
Frais divers**

• **Description**

Un certain nombre de dépenses sont liées au fonctionnement des lycées (assurances – impôts – charte immobilière – contrats de chauffage et prestations de services diverses...)

• **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     |           |          |           |          |  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 1 701 000 |          | 1 177 000 | 75 000   |  |          |
| Sous-total     | 1 701 000 |          | 1 177 000 | 75 000   |  |          |
| TOTAL          | 1 701 000 |          | 1 177 000 | 75 000   |  |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Assurance des lycées publics : (672 000 €)

Il s'agit du paiement de l'assurance des immeubles et des biens meubles des lycées (hors matériel roulant) par la Région selon un appel d'offres global.

La hausse de 10% s'explique par :

- l'augmentation contractuelle annuelle,
- l'augmentation des surfaces déclarées (+ 5 000 m<sup>2</sup>),
- les violences urbaines (progression de la prime au m<sup>2</sup>).

Prestations de service diverses : (280 000 €)

Cette somme sera consacrée notamment à l'achat de prestation pour la restauration du lycée Maurice GENEVOIX d'Ingré ainsi que pour les honoraires d'experts dans le cadre de sinistres.

Impôts et taxes : (13 000 €)

Il s'agit essentiellement d'impôts fonciers dus pour des achats de locaux et de terrain qui ne sont pas immédiatement affectés à l'enseignement.

Baux locatifs privés : (12 000 €)

Cette dépense est compensée par une recette liée aux reversements des lycées privés sous contrat pour lesquels sont prévues des dépenses "baux locatifs privés", "assurance" et "impôts locaux".

Contrats de chauffage des lycées publics : (200 000 €)

Il s'agit de la prise en charge, par la Région, de contrats de chauffe pour 9 lycées publics :

- 6 au titre du volet énergétique de la charte immobilière (marché public de 1997),
- 3 au titre de la reprise des contrats antérieurs à la décentralisation.

- **Cadre régional d'intervention**

CPR N° 97.10.06 du 10 octobre 1997 relative à la mise en œuvre de la charte immobilière visant à parvenir à une meilleure maîtrise de la dépense globale d'entretien de la Région.

## DOMAINE D'INTERVENTION : POLITIQUES REGIONALES

### Programme d'action : Politique de mobilité des lycéens

- **Description**

Cette politique de la Région Centre a pour but de développer la dimension citoyenne et européenne des lycéens, de contribuer à leur orientation professionnelle et à leur intégration sociale et de favoriser leur ouverture à d'autres cultures.

Elle se développe en trois axes :

- "Actions Internationales" (depuis 1994),
- "Stages professionnels" (depuis 2003),
- "Trans' Europe Centre" (année expérimentale : 2005/2006 – généralisation : 2006/2007).

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     |           |          |           |          |  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 2 188 000 | 35 000   | 3 638 000 | 52 000   |  |          |
| Sous-total     | 2 188 000 | 35 000   | 3 638 000 | 52 000   |  |          |
| TOTAL          | 2 188 000 | 35 000   | 3 638 000 | 52 000   |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Stages professionnels : (258 000 €)

La politique d'aide aux stages professionnels en Europe a été mise en place en 2003 dans le cadre d'un projet Léonardo (lycéens, apprentis, post apprentis et étudiants).

En ce qui concerne les lycées, elle vise principalement les élèves en bac professionnel européen.

La première année, la Région a apporté uniquement une aide complémentaire de 19 €/semaine/lycéen. La deuxième année, la Région a apporté cette aide complémentaire pour 50 % des départs et une aide totale pour les 50 % autres (soit 114 € par semaine par lycéen et 230 € maximum pour un déplacement aller-retour sur le lieu de stage).

Depuis 2005, compte tenu de la forte demande des lycées, la majeure partie des lycéens part avec une aide de la Région sans cofinancement européen.

Cette politique de mobilité pourra être étendue en 2006/2007 par des stages professionnels hors Europe.

La hausse des crédits en 2007 correspond à la prise en compte des demandes des lycées reçues à ce jour.

Actions internationales : (180 000 €)

La politique d'actions internationales a été redéfinie en octobre 2000. La Région apporte son aide aux projets pédagogiques de déplacement à l'étranger présentés par les lycées dans les limites de financement de 35 % du budget et de 13,72 €/élève/jour.

Cette politique a été en hausse constante depuis 2001. Depuis septembre 2006, elle ne concerne plus que les séjours pédagogiques hors Europe des lycéens scolarisés dans le secondaire et dans les classes post-bac en lycées. Les crédits ont été diminués en conséquence.

Trans' Europe Centre : (3 200 000 €)

Cette "politique phare" a été mise en place de manière expérimentale en 2005. Elle vient compléter le dispositif de mobilité et s'inscrit dans le cadre général de la politique d'égalité des chances de la Région Centre.

Elle est étendue progressivement à tous les lycées de la région Centre ainsi qu'aux apprentis, sous forme expérimentale, afin que chaque jeune en formation puisse avoir la possibilité d'effectuer un séjour pédagogique en Europe ou dans un pays associé pendant sa scolarité.

La Région prend en charge un maximum de 95 % du coût du séjour (barème voté par pays) après déduction du forfait repas seul à la charge de la famille. Les 5 % restants sont recherchés par les lycées auprès de leurs différents partenaires.

Pour l'année scolaire 2005/2006, 1 380 élèves sont partis dans 17 pays différents, pour un montant total de 464 469 € (37 projets présentés par les 14 établissements "pilotes").

Pour l'année scolaire 2006/2007, la prévision est de 172 projets pour 7 560 lycéens. Pour l'année scolaire 2007/2008, elle est de 245 projets pour 10 500 lycéens.

- **Cadre régional d'intervention**

DAP N° 00.05.02 des 19 et 20 octobre 2000 recentrant le dispositif « Actions Internationales » et adoptant une grille de critères de recevabilité et d'évaluation des projets des établissements.

CPR N° 03.04.03 bis du 16 mai 2003, complétée par la CPR N° 03.07.07 du 15 novembre 2003, mettant en œuvre le projet Léonardo commun de la Région.

CPR N° 05.07.119 du 8 juillet 2005 relançant un nouveau projet Léonardo régional.

Communication du Président à la Plénière d'octobre 2004.

DAP N° 05.02.11 des 23 et 24 juin 2005 approuvant la mise en œuvre du dispositif et adoptant le principe d'une phase expérimentale durant l'année scolaire 2005/2006 avant généralisation à compter de la rentrée scolaire 2006/2007.

DAP N° 06.04.05 des 19 et 20 octobre 2006 présentant le bilan de l'année expérimentale et adoptant la généralisation à l'ensemble des lycées publics et privés sous contrat relevant des Ministères de l'Education Nationale et de l'Agriculture.

**Programme d'action : Politique d'égalité des chances**

- **Description**

Cette politique a été mise en place dès 1998 pour permettre à chaque lycéen de suivre sa scolarité dans les meilleures conditions possibles quel que soit les études suivies, les établissements de rattachement et les moyens financiers dont sa famille dispose.

Elle se compose de trois axes :

- fourniture gratuite des manuels scolaires transmissibles pour tous les élèves,
- mise à disposition de manuels scolaires non transmissibles pour les élèves de certaines sections professionnelles,
- aide régionale pour l'acquisition du premier équipement des élèves entrant en sections professionnelles.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     |           |          |           |          |  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 3 789 000 |          | 3 628 000 |          |  |          |
| Sous-total     | 3 789 000 |          | 3 628 000 |          |  |          |
| TOTAL          | 3 789 000 |          | 3 628 000 |          |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Manuels scolaires transmissibles : (2 527 000 €)

L'opération de pérennisation de la politique de gratuité des manuels scolaires s'est terminée à la rentrée scolaire 2005-2006.

Pour l'année scolaire 2006-2007, la subvention a été destinée au renouvellement des manuels de l'enseignement professionnel ; pour l'année scolaire 2007/2008, à celui des manuels de terminales de l'enseignement général et technologique pour 4 ans à raison de 135 € par élève.

Manuels scolaires non transmissibles et autres supports : (635 000 €)

L'opération est reconduite à l'identique en 2007.

Aide régionale au 1<sup>er</sup> équipement : (466 000 €)

Cette aide est destinée aux élèves entrant pour la première fois dans une section d'enseignement professionnel. Elle est faite sous forme de lettre chèque envoyée aux familles au cours du premier trimestre de l'année scolaire, et couvre de 40 à 60 % du coût du premier équipement.

Son montant est compris entre 25 et 160 € et bénéficie chaque année à environ 7 500 élèves.

Le montant sera revalorisé en 2007 afin de maintenir le taux de prise en charge fixé en 2003.

- **Cadre régional d'intervention**

Communication N° 98.04.18 bis du 15 mai 1998 instituant la politique de gratuité des manuels scolaires.

Communication N° 02.02.04 des 27 et 28 juin 2002 "Bilan et perspectives pour la politique de gratuité". Cette communication avait deux axes :

a) fixer les conditions de pérennisation de la politique de gratuité des manuels scolaires de 2002 à 2006 (montant – planning) ;

b) lancer une nouvelle étape de l'aide aux familles :

- à partir de septembre 2002 : participation au financement des supports pédagogiques autres que les manuels transmissibles pour certaines sections professionnelles (formations éligibles et montant),
- à partir de septembre 2003 : participation au financement du premier équipement en sections professionnelles selon des modalités à fixer.

DAP N° 03.03.07 des 26 et 27 juin 2003 instituant l'aide régionale au premier équipement en sections professionnelles (taux – sections éligibles – modalités).

CPR N° 06.07.05 du 7 juillet 2006 dressant le bilan de l'année scolaire 2005/2006 et prenant en compte les ajustements nécessaires pour l'année scolaire 2006/2007 pour l'aide régionale au premier équipement.

### Programme d'action : Politique d'information et d'orientation des lycéens

- **Description**

Dans le cadre du Plan Régional de Développement des Formations Professionnelles, la Région est à l'origine de deux types d'actions visant à améliorer la qualité de l'information et de l'orientation :

- par la mise en place d'une charte de partenariat des forums départementaux et l'animation d'un comité de pilotage, elle assure une cohésion régionale et un équilibre territorial,
- par sa politique de partenariat avec l'ONISEP, le CRIPTARC et le CRDP, elle assure la présentation et la diffusion de documents attractifs pour l'information et l'orientation et le conseil professionnel.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 402 000  |          | 420 000  |          |  |          |
| Sous-total     | 402 000  |          | 420 000  |          |  |          |
| TOTAL          | 402 000  |          | 420 000  |          |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

1) La Région poursuivra son soutien financier pour les forums d'information et d'orientation, les salons notamment les Artisanales de CHARTRES et les Métiers d'Arts d'ORLEANS.

Elle aidera les lycées pour leur participation à ces salons et aux sélections régionales des Olympiades des Métiers à TOURS en janvier 2007.

2) La Région poursuivra et intensifiera sa politique de partenariat avec l'ONISEP, le CRIPTARC et le CRDP pour la publication des brochures et autres documents d'information à l'usage des lycéens de l'Education Nationale et de l'Agriculture, des membres de la communauté éducative, des parents d'élèves.

3) Elle financera la politique d'implantation progressive des espaces d'information multimédia autour du kiosque ONISEP dans les centres de documentation et d'information des lycées en assurant l'équipement nécessaire, le suivi de la mise à jour des outils informatiques et la formation des membres de la communauté éducative en partenariat avec l'ONISEP.

- **Cadre régional d'intervention**

CPR annuelles pour la présentation de cette politique, le bilan et l'individualisation des crédits.

**Programme d'action : Politique  
d'accompagnement éducatif**

- **Description**

La Région Centre mène depuis plusieurs années une politique pour l'accompagnement éducatif des lycéens. A ce titre, elle a financé des actions de prévention et de soutien des lycéens et des projets d'établissement (Aides Négociées pour Projets Spécifiques - ANPS) autour de thèmes tels que la citoyenneté, le devoir de mémoire, l'ouverture sur l'Europe, la connaissance du patrimoine... à travers des actions ponctuelles ou des concours ouverts à plusieurs lycées français, européens ou francophones.

En octobre 2006, elle a mis en place une nouvelle politique "lycéens citoyens" et l'a articulée autour de quatre thèmes :

- l'éducation au développement durable,
- l'éducation artistique, culturelle et sportive,
- la prévention dans le domaine de la santé et dans le domaine social
- le soutien aux lycéens.

En 2007, cette politique d'accompagnement éducatif prend également en compte l'intégration scolaire.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 642 000  |          | 785 000  |          |  |          |
| Sous-total     | 642 000  |          | 785 000  |          |  |          |
| TOTAL          | 642 000  |          | 785 000  |          |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Ce programme d'action englobe en 2007 deux opérations comprises en 2006 dans le domaine d'intervention des compétences obligatoires : l'opération "lycées propres" et les ANPS considérées comme dépenses accessoires à la subvention de fonctionnement des lycées (transfert des enveloppes de 215 000 € correspondantes). Les crédits correspondants sont ventilés en 2007 dans les opérations selon leur thème.

Education au développement durable : (163 000 €)

- Opération "lycées propres" : ce programme permet de collecter et de traiter les déchets toxiques provenant des lycées (20 tonnes pour 115 lycées en 2006) et d'effectuer des déstockages ponctuels. L'appel d'offres se termine en 2007.
- Soutien aux projets innovants des lycées pour l'éducation au développement durable dans ses dimensions environnementale, sociale et économique dans le cadre du dispositif "jeunes éco citoyens en Région Centre".

Education artistique, culturelle et sportive : (300 000 €)

La Région accorde une subvention à l'Union Nationale du Sport Scolaire afin qu'elle prenne en charge les déplacements des lycéens sélectionnés pour les compétitions régionales ou nationales.

La Région finance des opérations pédagogiques ouvertes aux différents lycées : opérations Télémaques, Patrimoine et Terroirs, Radio Lycées, Lycéens dans la course, et des concours comme "Les Génies du Multimédia", "Jeunes Auteurs pour l'Europe", "Le Prix George Sand de la Nouvelle", "Des mots pour voir, raconter l'histoire d'une image, écrire son regard", "Rallye Latin" et "Rallye Mathématique".

Enfin, elle participe au financement de projets innovants à dimension sociale, culturelle, historique, sportive, scientifique et technique en complément des actions des dispositifs "aux arts lycéens" des lycées.

Politique de prévention et de soutien : (230 000 €)

Cette politique est orientée autour notamment du fonctionnement des Points Ecoute dans one lycées de l'agglomération Orléanaise et des services départementaux d'aide pédagogique à domicile pour les lycéens malades.

Elle intègre le co-financement des déplacements et les entrées des lycéens sur les lieux de mémoire (musées de la Résistance – ORADOUR-SUR-GLANE – Mémorial de CAEN...) et la participation de la Région à la manifestation de la journée mondiale du SIDA le 1<sup>er</sup> décembre dans tous les lycées.

Elle participe au financement de projets innovants émanant des lycées dans le domaine de la santé et dans le domaine social et permet l'achat d'outils pédagogiques tels que des expositions mises ensuite à la disposition des lycées et des associations.

Politique d'intégration scolaire : (92 000 €)

Cette politique nouvelle permettra d'aider, en collaboration avec la mission générale d'insertion (MGI), les lycées mettant en place des dispositifs d'accueil et d'intégration des "jeunes arrivants" de plus de 16 ans en FLE (Français Langue Etrangère).

Par le biais de dispositifs tels que "l'aide aux devoirs", elle devrait également permettre d'éviter les décrochages scolaires.

Enfin, elle participe au financement des projets innovants des EREA et des lycées présentant de forts décrochages scolaires pour l'insertion professionnelle et la lutte contre le décrochage scolaire.

- **Cadre régional d'intervention**

DAP N° 06.04.06 des 19 et 20 octobre 2006 présentant le bilan des ANPS depuis 1998 et lançant le nouveau dispositif "lycéens citoyens".

CPR pour la présentation de chacune des actions proposées, le bilan des actions précédentes et l'individualisation des crédits.

**FORMATIONS SANITAIRES  
ET SOCIALES**

## **LES ORIENTATIONS**

La Région Centre met en œuvre sa Mesure-phare qui permet de former 10 000 personnels soignants, médico-sociaux et de l'aide à domicile

**Les hôpitaux, les maisons de retraite et les établissements sociaux ont besoin de personnels qualifiés. Les personnes âgées et les personnes handicapées qui veulent rester à domicile ont besoin de personnels formés. Il faut tout à la fois qualifier des demandeurs d'emploi souhaitant entrer dans le secteur et faire progresser les personnes déjà en emploi, favoriser la promotion sociale des personnels du paramédical et professionnaliser les services aux personnes.**

**C'est pour répondre à cette double dimension quantitative et qualitative que la Région poursuit son plan de formation de 10 000 personnels sociaux, soignants ou aides à domicile en octroyant des bourses pour lever les obstacles financiers à une formation de qualité et la reconnaissance des acquis professionnels.**

**De plus, la Région a fait preuve d'initiatives en se dotant de son propre dispositif d'attribution des bourses en simplifiant la procédure de demande avec la mise en place d'un Extranet afin de la rendre plus homogène et plus transparente, en harmonisant les critères d'attribution des bourses, et en les versant mensuellement. La Région a innové en créant un sixième échelon pour favoriser la formation des personnes les plus en difficultés.**

**La Région finance trois établissements de formations sociales initiales et fixe les quotas de formation dans ce secteur, soit 450 personnes sur le territoire régional.**

**Par ailleurs, la Région a la charge de 17 établissements agréés pour dispenser des formations dans le secteur sanitaire et paramédical regroupant 22 écoles de formation sur le territoire régional.**

**Un état des lieux patrimonial a été lancé sur les bâtiments et les équipements mobiliers de l'ensemble des organismes de formation dans le secteur sanitaire et social. Cette étude permettra de donner l'état de l'existant et repérer les usages, réaliser une analyse comparative entre les établissements et avancer des préconisations justifiées.**

C'est un secteur primordial tant du point de vue de la formation que de l'emploi pour la Région Centre. En effet, les trois secteurs confondus (sanitaire, social et aide à domicile) sont le premier employeur dans le Centre. C'est pourquoi la Région veut être une force de propositions pour accompagner son développement et améliorer son fonctionnement.

**LES DONNEES FINANCIERES GLOBALES DU BUDGET**  
**FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES**

**SYNTHESE DES AUTORISATIONS AUX CHAPITRES BUDGETAIRES M71 :**

| <b>En € par chapitres</b>    | <b>Investissement<br/>901-13</b> | <b>Fonctionnement<br/>931-13</b> |
|------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| Autorisations de programme   | 350 000                          |                                  |
| Autorisations d'engagement   |                                  | 8 167 000                        |
| Crédits de paiement dépenses | 350 000                          | 36 919 000                       |
| Crédits de paiement recettes | 0                                | 0                                |

**SYNTHESE DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES SELON L'ARCHITECTURE FONCTIONNELLE :**

**LES CREDITS DE PAIEMENT PAR DOMAINES D'INTERVENTION**

|   | <b>BP 2006</b>    |                 | <b>BP 2007</b>    |                 |
|---|-------------------|-----------------|-------------------|-----------------|
|   | <b>Dépenses</b>   | <b>Recettes</b> | <b>Dépenses</b>   | <b>Recettes</b> |
| <b>Financement des écoles et instituts de formation</b>     |                   |                 |                   |                 |
| Investissement  |                   |                 | 350 000           |                 |
| Fonctionnement  | 28 800 000        | 0               | 28 679 000        | 0               |
| Sous-total  | 28 800 000        | 0               | 29 029 000        | 0               |
| <b>Aides financières attribuées aux élèves et étudiants</b> |                   |                 |                   |                 |
| Investissement  |                   |                 |                   |                 |
| Fonctionnement  | 7 337 000         | 0               | 8 090 000         | 0               |
| Sous-total  | 7 337 000         | 0               | 8 090 000         | 0               |
| <b>Information, orientation</b>                             |                   |                 |                   |                 |
| Investissement  |                   |                 |                   |                 |
| Fonctionnement  | 0                 | 0               | 150 000           | 0               |
| Sous-total  | 0                 | 0               | 150 000           | 0               |
| <b>TOTAL</b>  | <b>36 537 000</b> | <b>0</b>        | <b>37 269 000</b> | <b>0</b>        |

**LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT CREEES OU MODIFIEES****• INVESTISSEMENT**

| N° AP     | LIBELLES                                 | MONTANT | CP 2007 | CP 2008 | CP 2009 et + |
|-----------|--|---------|---------|---------|--------------|
| 2007.3000 | Investissement dans le secteur sanitaire | 350 000 | 350 000 | 0       | 0            |
| TOTAL     |  | 350 000 | 350 000 | 0       | 0            |

**• FONCTIONNEMENT**

| N° AE     | LIBELLES                               | MONTANT   | CP 2007   | CP 2008   | CP 2009 et + |
|-----------|--|-----------|-----------|-----------|--------------|
| 2007.3008 | Bourses 2007-2008 du secteur sanitaire | 7 000 000 | 1 100 000 | 5 546 000 | 354 000      |
| 2007.3009 | Bourses 2007-2008 du secteur social    | 1 167 000 | 444 000   | 723 000   | 0            |
| TOTAL     |  | 8 167 000 | 1 544 000 | 6 269 000 | 354 000      |

## DETAIL PAR DOMAINE D'INTERVENTION ET PAR PROGRAMME D'ACTION

### DOMAINE D'INTERVENTION : FINANCEMENT DES ECOLES ET INSTITUTS

#### Programme d'action : Financement des écoles et instituts de formation sanitaire

- **Description**

Selon les termes de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, la Région doit verser des subventions de fonctionnement aux établissements agréés en région Centre pour dispenser des formations sanitaires, en souscrivant avec chacun d'eux une convention. Ces établissements sont :

- 15 centres hospitaliers dont dépendent une ou plusieurs écoles de formation,
- 2 écoles dépendant de la Croix Rouge Française

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, sont inclus à la subvention, le financement des formations menant aux diplômes d'aides-soignantes, d'auxiliaires de puériculture et d'ambulanciers. Ces trois formations étaient en 2005 financées par la formation professionnelle continue.

En termes d'effectifs, les formations les plus importantes sont les suivantes :

|                                   | <b>Effectifs réels<br/>2006</b> |
|-----------------------------------|---------------------------------|
| <b>Formations d'aide-soignant</b> | 803                             |
| <b>Formations d'infirmier</b>     | 3 228                           |
| <b>Total</b>                      | <b>4 031</b>                    |

De plus, dans ce programme d'action, est financée la mise en œuvre d'une politique d'investissement dans les établissements de formation sanitaire.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- *Les autorisations de programme*

| N° AP     | LIBELLES                                    | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|---|----------------------|--|
| 2007-3000 | Investissement dans le secteur<br>sanitaire |                      | 350 000                                |
|           | TOTAL                                       |                      | <b>350 000</b>                         |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006    |          | BP 2007    |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|------------|----------|------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES   | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |            |          |            |          |  |          |
| AP             |            |          | 350 000    |          |  |          |
| Autres crédits |            |          |            |          |  |          |
| Sous-total     |            |          | 350 000    |          |  |          |
| Fonctionnement |            |          |            |          |  |          |
| AE             |            |          |            |          |  |          |
| Autres crédits | 23 445 000 | 0        | 23 000 000 | 0        |  |          |
| Sous-total     | 23 445 000 | 0        | 23 000 000 | 0        | 0  | 0        |
| TOTAL          | 23 445 000 | 0        | 23 350 000 | 0        | 0  | 0        |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

En fonctionnement :

La proposition est basée sur les besoins exprimés dans les budgets prévisionnels 2006 des établissements après procédure contradictoire, sans augmentation. Cependant, 2006 ayant été une période transitoire en matière de financement, des incertitudes existent toujours sur la dotation finale de l'Etat en 2007 qui sera la première année de financement total des établissements de formations sanitaires par la Région.

Toutefois, comme dans le secteur social, des mesures nouvelles règlementaires telles que des réformes de diplômes non intégrées aux budgets 2006, induisant un allongement des formations, sont susceptibles d'impacter les budgets 2007. Cela ne sera chiffrable qu'à la date de réception de ces budgets, soit à partir du 30 octobre 2006. Une note de cadrage en ce sens a été adressée aux établissements gestionnaires.

En investissement :

Des besoins d'investissements ont été exprimés par certaines écoles et instituts de formation, dès la préparation du budget 2006.

Afin d'appréhender les moyens mobiliers et immobiliers de manière plus précise, un état des lieux patrimonial a été réalisé courant 2006. Ses conclusions font effectivement apparaître les difficultés de certains établissements, dont certains ont reçu un avis défavorable par les Commissions de sécurité.

Il apparaît nécessaire d'ouvrir au Budget primitif 2007 la possibilité d'intervenir sur les moyens mobiliers et immobiliers des établissements les plus en difficulté, notamment les établissements du secteur sanitaire ayant un avis négatif des Commissions de sécurité.

• **Cadre régional d'intervention**

Fonctionnement : mise en œuvre de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, au moyen de conventions de subvention approuvées par la Commission permanente.

Investissement : attribution de subventions par décision de la Commission permanente régionale.

**Programme d'action : Financement des écoles et institut de formation sociale**

• **Description**

Selon les termes de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, la Région doit verser des subventions de fonctionnement aux trois établissements agréés en région Centre pour dispenser des formations sociales initiales en souscrivant avec chacun d'eux une convention. Ces établissements sont :

- l'Institut du Travail Social (ITS) à TOURS (37),
- l'École Régionale du Travail Social (ERTS) à OLIVET (45),
- l'Institut pour le Développement des Formations Sanitaires et Sociales (IDFORSS) à TOURS (37).

La subvention annuelle versée par la Région couvre les dépenses administratives, celles liées à leur activité pédagogique ainsi qu'une partie des dépenses d'entretien et de fonctionnement des locaux.

En termes d'effectifs, les formations les plus importantes sont les suivantes :

|   | <b>Quotas<br/>2005-2006</b> |
|---|-----------------------------|
| <b>Formations d'éducateur spécialisé</b>        | 525                         |
| <b>Formations de moniteur-éducateur</b>         | 194                         |
| <b>Formations d'assistant de service social</b> | 240                         |
| <b>Total</b>                                    | <b>959</b>                  |

• **Tableaux budgétaires 2007**

- *Les crédits de paiement*

|                | <b>BP 2006</b>  |                 | <b>BP 2007</b>  |                 | <b>Programmation<br/>indicative 2008/2009<br/>(cumul)</b> |                 |
|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|---|-----------------|
|                | <b>DEPENSES</b> | <b>RECETTES</b> | <b>DEPENSES</b> | <b>RECETTES</b> | <b>DEPENSES</b>   | <b>RECETTES</b> |
| Investissement |                 |                 |                 |                 |   |                 |
| AP             |                 |                 |                 |                 |   |                 |
| Autres crédits |                 |                 |                 |                 |   |                 |
| Sous-total     |                 |                 |                 |                 |   |                 |
| Fonctionnement |                 |                 |                 |                 |   |                 |
| AE             |                 |                 |                 |                 |   |                 |
| Autres crédits | 5 355 000       | 0               | 5 679 000       | 0               |   |                 |
| Sous-total     | 5 355 000       | 0               | 5 679 000       | 0               | 0   | 0               |
| TOTAL          | 5 355 000       | 0               | 5 679 000       | 0               | 0   | 0               |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les crédits 2007 pour les subventions aux établissements du secteur social sont calculés sur la base des subventions définitives 2006, majorés de 1,7 % correspondant à l'évaluation des mesures nouvelles règlementaires telles que des réformes de diplômes. Ces réformes, induisant un allongement des durées de formations, représentent en effet une charge supplémentaire sur les budgets 2007 qu'il convient d'anticiper. Ce pourcentage d'augmentation pourra être réévalué à la date de réception des budgets 2007 des établissements, soit à compter du 30 octobre 2006.

- **Cadre régional d'intervention**

Mise en œuvre de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, au moyen de conventions de subvention approuvées par la Commission permanente.

**DOMAINE D'INTERVENTION : AIDES FINANCIERES AUX ELEVES ET ETUDIANTS**

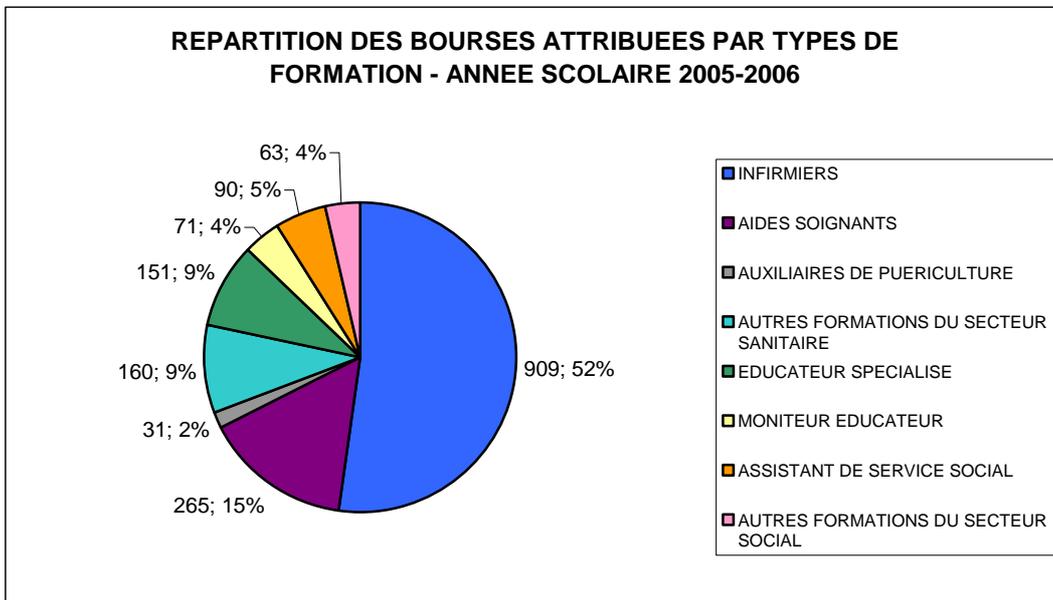
**Programme d'action : Aides financières attribuées aux élèves et étudiants**

• **Description**

Attribuer des aides aux étudiants inscrits dans les établissements de formation initiale du secteur social ainsi que dans les instituts et écoles de formation du secteur sanitaire, selon les termes de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

Pour l'année scolaire 2005-2006, la Région Centre a financés des **bourses pour 1 740 personnes en formation**, dont 1 365 pour le secteur sanitaire et 375 pour le secteur social.

Les personnes en formation d'infirmier et d'aide soignant représentent un peu plus des deux tiers des bénéficiaires de bourses.



• **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations d'engagement

| N° AE     | LIBELLES                               | MONTANT CREATION | MODIFICATIONS / CREATIONS BP 2007 |
|-----------|--|------------------|-----------------------------------|
| 2007.3008 | Bourses 2007-2008 du secteur sanitaire | 0                | 7 000 000                         |
| 2007.3009 | Bourses 2007-2008 du secteur social    | 0                | 1 167 000                         |
|           | <b>TOTAL</b>                           | <b>0</b>         | <b>8 167 000</b>                  |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             | 7 737 000 | 0        | 8 030 000 | 0        | 6 923 000                                  | 0        |
| Autres crédits | 0         | 0        | 60 000    | 0        |  |          |
| Sous-total     | 7 737 000 | 0        | 8 090 000 | 0        | 6 923 000                                  | 0        |
| TOTAL          | 7 737 000 | 0        | 8 090 000 | 0        | 6 923 000                                  | 0        |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les bourses attribuées aux personnes entrées en formation en septembre-octobre 2006, dans le secteur sanitaire et social, ont connu une très forte augmentation (en nombre de bénéficiaires, comme en volume financier). Cette hausse a nécessité d'abonder les crédits de paiement et les autorisations d'engagement (AE) correspondantes, dès la décision modificative n° 2 sur 2006.

Il est proposé d'ouvrir, dès à présent, les AE pour les bourses 2007 sur des volumes équivalents. Ces AE porteront sur les rentrées de janvier-février et de septembre-octobre 2007.

Par ailleurs, le dispositif de gestion des bourses est confié au CNASEA dans le cadre de la convention de mandat signée avec cet établissement public en 2004. Cette convention arrive à son terme au 31 décembre 2006, nécessitant le renouvellement d'un dispositif de gestion externalisée. Une consultation a été lancée courant 2006, dans le cadre du code des marchés publics. Le prestataire sélectionné est (*sélection en CAO en octobre*). Le coût annuel de cette gestion s'élève à environ 60 000 €.

• **Cadre régional d'intervention**

Cadre d'intervention d'attribution des bourses dans le secteur sanitaire et social approuvé par délibération CPR n°06.03.24 du 10 mars 2006.

**DOMAINE D'INTERVENTION : INFORMATION, ORIENTATION, PARTENARIATS**

**Programme d'action : Colloque national des formations  
du secteur sanitaire et social**

• **Description**

Ce Colloque national ont pour objet de faire un premier bilan et de tracer les perspectives de la décentralisation des formations sanitaires et sociales aux Régions, avec trois objectifs :

- échanges sur les pratiques,
- travaux autour de l'harmonisation des politiques régionales,
- identification de la valeur ajoutée des Régions à ces compétences.

• **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             | 0        | 0        | 0        | 0        | 0  | 0        |
| Autres crédits | 0        | 0        | 150 000  | 0        |  |          |
| Sous-total     | 0        | 0        | 150 000  | 0        | 0  | 0        |
| TOTAL          | 0        | 0        | 150 000  | 0        | 0  | 0        |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Le colloque pourrait se tenir, sur une journée, en novembre 2007.

• **Cadre régional d'intervention**

Des marchés de prestation de service seront passés pour l'organisation de ce colloque.

# **ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

## **LES ORIENTATIONS**

**Démocratiser l'accès à l'enseignement supérieur et améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants sont des priorités pour la Région Centre. C'est aussi la clé de l'autonomie des jeunes.**

Pour les 38 000 étudiants et 13 000 diplômés par an dans le Pôle Universitaire Centre Val de Loire, la Région s'engage dans d'importants programmes d'aménagement, de modernisation, de construction et d'équipements des universités.

Parallèlement, notre collectivité s'attache à promouvoir l'attractivité du système universitaire du Centre. Ainsi, la Région souhaite attirer et fidéliser, tout particulièrement, les étudiants de second cycle universitaire. En effet, un enseignement supérieur adossé à une recherche dynamique constitue un enjeu majeur du rayonnement régional et un facteur de développement économique.

Cette ambition en matière universitaire passe par le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication au sein des différentes structures d'enseignement supérieur.

Pour rendre accessible, à tous les étudiants, l'outil informatique, la Région pérennise son opération "Ordi Centre". Cette mesure favorise l'égalité des chances dans l'accès aux savoirs et à la formation et permet de compenser le très faible taux d'équipement en ordinateur des étudiants de la région.

A la rentrée universitaire 2006-2007, ce sont 1451 ordinateurs de bureau en libre accès qui auront été installés dans les universités de la région et plus de 8 000 ordinateurs portables mis à disposition des étudiants s'engageant dans un second cycle d'études supérieures en Région Centre.

La Région poursuit son effort de développement du réseau Wi-Fi (connexion sans fil) sur les campus universitaires et soutient fortement l'Université Numérique Régionale (UNR) qui a pour objectif de proposer aux étudiants un véritable environnement numérique de travail grâce auquel ils pourront accéder à toutes les informations et services universitaires les concernant. De plus, en 2007 la Région soutient le projet d'attribution aux étudiants et agents des universités de cartes numériques multi-services permettant l'accès à différents services (bibliothèque, CROUS...).

Pour développer la mobilité internationale des étudiants, la Région accompagne financièrement ceux qui veulent suivre une partie de leur formation ou effectuer un stage dans un pays étranger. L'année 2007 verra la mise en place d'une « aide unique pour la mobilité » des étudiants afin de simplifier les dispositifs existants et de mieux répondre à l'attente des étudiants.

**C'est avec cette politique audacieuse et incitative que la Région améliorera encore le rayonnement du Pôle Universitaire Centre Val de Loire.**

## **LES DONNEES FINANCIERES GLOBALES DU BUDGET** **ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

### **SYNTHESE DES AUTORISATIONS AUX CHAPITRES BUDGETAIRES M71 :**

| <b>En € par chapitres</b>    | <b>Investissement<br/>902-23</b> | <b>Fonctionnement<br/>932-23</b> |
|------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| Autorisations de programme   | 250 000                          |                                  |
| Autorisations d'engagement   |                                  |                                  |
| Crédits de paiement dépenses | 4 872 300                        | 8 248 000                        |
| Crédits de paiement recettes |                                  | 118 000                          |

### **SYNTHESE DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES SELON L'ARCHITECTURE FONCTIONNELLE :**

#### **LES CREDITS DE PAIEMENT PAR DOMAINES D'INTERVENTION**

|                                   | <b>BP 2006</b>    |                 | <b>BP 2007</b>    |                 |
|-----------------------------------|-------------------|-----------------|-------------------|-----------------|
|                                   | <b>Dépenses</b>   | <b>Recettes</b> | <b>Dépenses</b>   | <b>Recettes</b> |
| <b>Enseignement<br/>supérieur</b> |                   |                 |                   |                 |
| Investissement                    | 6 779 000         |                 | 4 872 300         |                 |
| Fonctionnement                    | 7 070 000         | 110 000         | 8 248 000         | 118 000         |
| Sous-total                        | 13 849 000        | 110 000         | 13 120 300        | 118 000         |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>13 849 000</b> | <b>110 000</b>  | <b>13 120 300</b> | <b>118 000</b>  |

#### **LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT CREEES OU MODIFIEES**

- **INVESTISSEMENT**

| N° AP     | LIBELLES             | MONTANT | CP 2007 | CP 2008 | CP 2009et + |
|-----------|----------------------|---------|---------|---------|-------------|
| 2007.0460 | Université numérique | 250 000 | 125 000 | 125 000 |             |

## DETAIL PAR DOMAINE D'INTERVENTION ET PAR PROGRAMME D'ACTION

### DOMAINE D'INTERVENTION : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

#### Programme d'action : Aménagement, construction, équipement

- **Description**

Ce programme d'action a pour objectif de favoriser le développement du potentiel d'enseignement et de recherche en région Centre. Il concerne la modernisation et le redéploiement des sites universitaires. Dans un contexte de forte concurrence nationale et internationale, les universités doivent être attractives. Offrir aux étudiants un hébergement et une restauration de qualité, des bibliothèques et des services utilisant les nouveaux outils de communication, des locaux d'enseignement adaptés contribue à cette attractivité.

En développant un programme ambitieux d'aménagement des différents sites universitaires, la Région facilite les relations entre l'enseignement et la recherche et contribue à mieux les intégrer dans le tissu économique régional et national. En se donnant les moyens d'une meilleure coordination des sites et d'une meilleure lisibilité, elle travaille à leur insertion dans l'environnement européen.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 6 529 000 |          | 4 582 300 |          | 4 874 856                                  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 6 529 000 |          | 4 582 300 |          | 4 874 856                                  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          | 275 000   |          | 535 000                                    |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     |           |          | 275 000   |          | 535 000                                    |          |
| TOTAL          | 6 529 000 |          | 4 857 300 |          | 5 409 856                                  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

L'année 2007 verra la finalisation d'opérations déjà engagées dans le cadre du CPER 2000-2006 et du contrat de site de BOURGES.

**Dans le cadre du CPER 2000-2006**, les financements consacrés au programme d'action "aménagement, construction, équipement" seront répartis notamment entre les opérations suivantes :

- Construction de Polytech ORLEANS (Article 16.1.1).  
La construction de ces locaux permettra de regrouper l'Ecole supérieure de l'Energie et des Matériaux (ESEM) et l'Ecole Supérieure des procédés électroniques et Optiques (ESPEO) pour former l'Institut Polytechnique de l'Université d'ORLEANS. La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Communauté d'agglomération d'ORLEANS.
- Restructuration du site des Tanneurs – TOURS (Article 16.4.1) :  
La restructuration du site des Tanneurs implique le réaménagement complet et l'extension des locaux scientifiques et pédagogiques. L'université de TOURS est en effet confrontée depuis longtemps à un problème d'exiguïté des locaux tant des UFR que de la bibliothèque, ainsi qu'à des problèmes de sécurité liés à la croissance des effectifs, la taille des locaux et leur morphologie. L'année 2007 verra le versement du dernier acompte de cette importante opération.
- IUT de BLOIS (Article 16.5) :  
Les opérations d'extension et de redéploiement du site de la chocolaterie Poulain à BLOIS seront poursuivies en 2007. Deux départements de l'IUT (sciences et génie des matériaux et mesure physique) y seront aménagés.
- Bibliothèque universitaire d'ORLEANS : section Droit (Article 17.1.1) :  
L'année 2007 verra l'achèvement de l'extension de la bibliothèque de Droit dans le cadre de l'amélioration de cet équipement prévu par le CPER.
- Maison de l'étudiant à ISSOUDUN (Article 17.6.1) :  
Après une étude de maîtrise d'œuvre en 2006, les travaux de construction de la maison de l'étudiant à ISSOUDUN débuteront en 2007. Cette opération permettra de créer un lieu d'échange et d'animation sur le site d'Issoudun.
- Maison de l'étudiant d'ORLEANS (Article 17.6.2) :  
L'année 2007 verra la réalisation d'une maison de l'étudiant sur le campus universitaire d'ORLEANS. Elle est destinée à compléter les espaces déjà consacrés à la vie étudiante, permettant ainsi aux associations étudiantes de disposer d'une logistique efficace, aux étudiants, de lieux conviviaux et de structures adaptées à différents types de spectacles ou de manifestations culturelles.

**Dans le cadre du contrat de site de BOURGES**, afin de favoriser la dynamisation du centre universitaire, la Région participera au financement de l'emménagement de l'UFR de droit qui s'installera dans la salle d'armes de Bourges.

**Hors CPER et hors convention avec les Départements**, la Région poursuivra le financement de plusieurs projets :

- Construction du pôle chimie d'ORLEANS :  
Cette opération sur le campus universitaire à côté de l'Institut de Chimie Organique et Analytique (ICOA) est destinée à regrouper l'ensemble des services d'enseignement de chimie organique et analytique (UFR Sciences et IUT d'ORLEANS) et de Chimie minérale (IUT ORLEANS). En 2007, la Région versera le 2<sup>ème</sup> acompte de cette opération.
- Travaux d'extension de l'Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs de BOURGES :  
Ces travaux se feront dans le cadre de la réhabilitation de la Salle d'Armes, dont la maîtrise d'ouvrage a été confiée au Département du Cher.

- **Cadre régional d'intervention**

Contrat de Plan Etat/Région 2000-2006 articles 16 et 17.  
Contrat de Plan Etat/Région 1994-1999.  
Conventions Région/Départements 2000-2006.

**Programme d'action : Mobilité internationale  
des étudiants**

- **Description**

Il s'agit des dispositifs permettant d'accompagner financièrement les étudiants devant suivre une partie de leur formation ou effectuer un stage dans un pays étranger.

Dans ce cadre, des aides spécifiques ont été mises en place en fonction de la nature du projet des étudiants (stage ou formation), de la durée de leur formation (filière courte ou longue), de la destination (Europe ou hors Europe) et en appui de la mise en place du système de reconnaissance des diplômes européens tendant à une future harmonisation (ECTS).

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             |           |          | 40 000    |          | 60 000                                     |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     |           |          | 40 000    |          | 60 000                                     |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 1 715 000 | 110 000  | 1 865 000 | 118 000  |  |          |
| Sous-total     | 1 715 000 | 110 000  | 1 865 000 | 118 000  |  |          |
| TOTAL          | 1 715 000 | 110 000  | 1 905 000 | 118 000  | 60 000                                     |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les crédits figurant ci-dessus intègrent l'impact budgétaire de l'application d'un nouveau dispositif régional en faveur de la mobilité internationale des étudiants, dont les modalités sont en cours de finalisation, et qui devrait pouvoir s'appliquer à la rentrée universitaire 2007-2008.

L'objectif est de parvenir à mettre en place une aide unique, quelle que soit la finalité du déplacement (stage ou formation) et quelle que soit la destination (Europe ou hors Europe) répondant ainsi à l'attente des étudiants et permettant une meilleure lisibilité de l'action régionale.

Au titre du dispositif LEONARDO, une recette de 118 000 € est attendue.

- **Cadre régional d'intervention**

Délibération DAP n° 99.04.10 du 29 octobre 1999.

## Programme d'action : TIC et enseignement supérieur

- **Description**

Développer les usages des technologies de l'information et de la communication constitue un des objectifs de la région Centre. Consciente des mutations que rencontre le monde de l'enseignement supérieur en matière de transmission du savoir, elle s'est donc associée aux universités de TOURS et d'ORLEANS, du CROUS et de l'IUFM afin de créer une Université Numérique Régionale (UNR).

L'UNR permet notamment aux membres de la communauté universitaire d'accéder aux réseaux de communication haut débit grâce à la couverture par le système WIFI (Wireless Fidelity, Fidélité sans fil) des campus universitaires et de l'IUFM. Le projet UNR se poursuivra en 2007 par la distribution de cartes numériques multi-services aux étudiants ainsi que la création d'un véritable environnement numérique de travail grâce auquel les étudiants pourront accéder à toutes les informations et services universitaires les concernant.

La Région s'est également engagée, dans le cadre de sa mesure phare "mise à disposition d'ordinateurs fixes et portables aux Universités et étudiants de la Région", à favoriser l'égalité des chances dans l'accès au savoir et à la formation. Cette mesure s'inscrit dans la droite ligne de la gratuité des manuels scolaires et du premier équipement des lycéens des filières professionnelles.

Parallèlement, le réseau régional haut débit va laisser la place en 2007 à une nouvelle organisation des services de communications électroniques, financièrement optimisée et cadrée par un groupement de commandes. Les crédits liés à ce projet étaient jusqu'à présent centralisés sur le budget de la Région. Avec la constitution de ce marché, les universités paieront directement le fournisseur. La Région poursuivra son soutien à l'accès au réseau des universités. Afin d'améliorer la lisibilité de l'intervention régionale, les crédits afférents sont inscrits dans la section "enseignement supérieur" du budget régional.

Enfin, la Région accompagne l'ESCEM (Ecole Supérieure de Commerce et de Management) dans sa démarche d'accréditations, l'une européenne (EQUIS), et l'autre américaine (AACSB). La Région s'est engagée sur cinq ans avec l'ensemble des collectivités concernées à soutenir l'ESCEM dans son plan de développement qui lui permettra de renforcer ses moyens pédagogiques et la recherche.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES             | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|----------------------|----------------------|--|
| 2007.0460 | Université numérique | 250 000              | 250 000                                |
|           | TOTAL                |                      | 250 000                                |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 250 000   |          | 250 000   |          | 125 000                                    |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 250 000   |          | 250 000   |          | 125 000                                    |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             | 5 355 000 |          | 5 208 000 |          |  |          |
| Autres crédits |           |          | 900 000   |          |  |          |
| Sous-total     | 5 355 000 |          | 6 108 000 |          |  |          |
| TOTAL          | 5 605 000 |          | 6 358 000 |          | 125 000                                    |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

La mesure phare "mise à disposition d'ordinateurs aux Universités et étudiants de la région Centre", mise en oeuvre à la rentrée universitaire 2005, sera poursuivie en 2007. A la rentrée universitaire de 2007, ce seront au total plus de 12 000 étudiants de second cycle universitaire (MASTER des Universités de TOURS et ORLEANS, cycle ingénieur des écoles d'ingénieurs et de commerce de la région Centre) qui auront ainsi bénéficié du prêt d'un ordinateur portable depuis le début de la mesure.

L'effort de développement de l'utilisation des nouvelles technologies dans les établissements d'enseignement supérieur se poursuivra notamment par la distribution de cartes numériques à l'ensemble des étudiants et agents des universités ainsi que par l'accroissement des services et informations disponibles sur l'environnement numérique de travail des étudiants.

**CULTURE**

## **LES ORIENTATIONS**

**Avec une progression globale de 12 % en 2007, le budget régional consacré à la culture poursuit sa progression (+ 13 % en 2006), marquant ainsi l'importance qu'attache la Collectivité régionale au développement culturel, comme facteur essentiel d'épanouissement personnel et de cohésion sociale.**

La Région, décidée à devenir un acteur majeur de la vie culturelle, intervient de façon ciblée dans chacun des grands domaines d'intervention de toute action publique culturelle : œuvres, publics et pratiques artistiques.

Dans le premier de ces domaines, la Région porte un ensemble d'actions et de projets visant à favoriser un dialogue fécond entre création et patrimoine. Tel est le sens du projet régional pour le Domaine de CHAUMONT-SUR-LOIRE (dont l'impact budgétaire sera déterminé dans le courant de l'année 2007) et du projet de *Centre des musiques anciennes et de la création* de TOURS. Par ailleurs, l'effort en faveur de la création cinématographique et audiovisuelle est l'objet d'une remise à niveau, à la suite de la réforme des dispositifs d'intervention régionaux intervenue en 2006.

En ce qui concerne sa politique des publics, destinée à favoriser le développement de l'offre culturelle artistique régionale et le meilleur accès de tous à la culture, et en faveur de laquelle la Région consacre près des deux tiers de son budget culturel, les éléments les plus notables du budget pour 2007 sont :

- la poursuite de l'effort, engagé en 2006, en vue de permettre au Fonds régional d'art contemporain, de disposer des moyens de fonctionnement à la hauteur des potentialités offertes par les nouveaux locaux, réalisés par la Région, qu'il occupera à partir de 2010 ;
- le renforcement des moyens alloués aux dispositifs, réformés ou créés en 2006, de développement territorial de la culture (saisons culturelles, contrat régional de théâtre de ville, opération des « Mille Lectures d'Hiver » ;
- le financement du chéquier *CLARC*, qui connaît, depuis l'année scolaire 2005-2006, un succès grandissant auprès des lycéens et apprentis de la région, à la suite des efforts entrepris pour en encourager l'utilisation.

Enfin, la Région poursuivra ses efforts en vue de développer les pratiques artistiques, tant amateurs que professionnelles. Elle s'efforcera notamment de favoriser le développement de cellules d'insertion professionnelle des jeunes artistes au sein des institutions artistiques professionnelles de la région.

**En 2006, puis en 2007 la Région Centre a fait le choix d'un effort budgétaire sans précédent pour mener à bien une ambitieuse politique culturelle. L'enjeu est d'importance : faire de la Région Centre un acteur public majeur de la vie culturelle au service de tous les habitants.**

## LES DONNEES FINANCIERES GLOBALES DU BUDGET CULTURE

### SYNTHESE DES AUTORISATIONS AUX CHAPITRES BUDGETAIRES M71 :

| En € par chapitres                                     | Investissement<br>903 | Fonctionnement<br>933 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| <b>Autorisations de programme</b>                      | <b>4 009 000</b>      | <b>0</b>              |
| <b>Autorisations d'engagement</b>                      |                       | <b>0</b>              |
| <b>Crédits de paiement dépenses</b>                    | <b>6 553 600</b>      | <b>22 594 300</b>     |
| <i>dont activités culturelles et artistiques (312)</i> | <i>2 739 500</i>      | <i>17 684 800</i>     |
| <i>dont patrimoine (313)</i>                           | <i>3 814 100</i>      | <i>4 909 500</i>      |
| <b>Crédits de paiement recettes</b>                    | <b>1 671 000</b>      | <b>560 000</b>        |
| <i>dont activités culturelles et artistiques (312)</i> | <i>557 000</i>        | <i>0</i>              |
| <i>dont patrimoine (313)</i>                           | <i>1 114 000</i>      | <i>560 000</i>        |

### SYNTHESE DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES SELON L'ARCHITECTURE FONCTIONNELLE :

#### LES CREDITS DE PAIEMENT PAR DOMAINES D'INTERVENTION

|  | BP 2006           |                | BP 2007           |                  |
|--|-------------------|----------------|-------------------|------------------|
|  | Dépenses          | Recettes       | Dépenses          | Recettes         |
| <b>Politique des œuvres :<br/>patrimoine et création</b>   |                   |                |                   |                  |
| Investissement   | 4 652 000         | 538 500        | 4 180 200         | 557 000          |
| Fonctionnement   | 2 654 600         |                | 4 010 700         | 560 000          |
| Sous-total   | 7 306 600         | 538 500        | 8 190 900         | 1 117 000        |
| <b>Politique des publics :<br/>diffusion et maillage culturel</b>  |                   |                |                   |                  |
| Investissement   | 946 000           | 130 000        | 2 233 700         | 1 114 000        |
| Fonctionnement   | 15 716 700        |                | 16 752 900        |                  |
| Sous-total   | 16 662 700        | 130 000        | 18 986 600        | 1 114 000        |
| <b>Politique des pratiques<br/>artistiques : filières<br/>professionnelles et pratiques<br/>amateurs</b> |                   |                |                   |                  |
| Investissement   | 151 000           |                | 139 700           |                  |
| Fonctionnement   | 1 905 700         |                | 1 830 700         |                  |
| Sous-total   | 2 056 700         |                | 1 970 400         |                  |
| <b>Total Investissement</b>  | <b>5 749 000</b>  | <b>668 500</b> | <b>6 553 600</b>  | <b>1 671 000</b> |
| <b>Total fonctionnement</b>  | <b>20 277 000</b> |                | <b>22 594 300</b> | <b>560 000</b>   |
| <b>TOTAL</b>   | <b>26 026 000</b> | <b>668 500</b> | <b>29 147 900</b> | <b>2 231 000</b> |

## LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME CREEES OU MODIFIEES

### • POLITIQUE DES ŒUVRES : PATRIMOINE ET CREATION

| N° AP        | LIBELLES  | MONTANT          | CP 2007          | CP 2008        | CP 2009 et +   |
|--------------|---|------------------|------------------|----------------|----------------|
| 2007.1899    | Fonds de soutien à la création cinéma audiovisuel   | 2 000 000        | 1 400 000        | 600 000        |                |
| 2007.0395    | Fonds de concours au maître d'ouvrage du CIMAC  | 119 000          | 119 000          |                |                |
| 2007.1888    | Fond Régional pour le Patrimoine Culturel de Proximité (FRPCP)                            | 350 000          | 315 000          | 35 000         |                |
| 2007.0880    | Mises en valeur des parcs et jardins  | 380 000          | 109 250          | 155 750        | 115 000        |
| 2007.3004    | Equipement technique inventaire   | 10 000           | 10 000           |                |                |
| 2007.3104    | Plan de numérisation inventaire   | 330 000          | 110 000          | 110 000        | 110 000        |
| 2007.0293    | Fonds Régional d'aide à la Restauration et à l'Acquisition des Bibliothèques (F.R.R.A.B.) | 30 000           | 15 000           | 15 000         |                |
| 2007.0368    | Fonds Régional d'aide à l'Acquisition Musées (FRAM)                                       | 100 000          | 75 000           | 25 000         |                |
| 2007.0057    | Fonds Régional d'Aide à la Restauration (FRAR)  | 30 000           | 15 000           | 15 000         |                |
| 2007.0717    | Fonds Régional d'Art Contemporain (FRAC) - acquisition                                    | 110 000          | 82 500           | 27 500         |                |
| 2007.2899    | Agence Centre Image : patrimoine  | 100 000          | 100 000          |                |                |
| <b>TOTAL</b> |   | <b>3 559 000</b> | <b>2 350 750</b> | <b>983 250</b> | <b>225 000</b> |

### • POLITIQUE DES PUBLICS : DIFFUSION ET MAILLAGE DU TERRITOIRE

| N° AP        | LIBELLES   | MONTANT        | CP 2007        | CP 2008       | CP 2009 et + |
|--------------|--|----------------|----------------|---------------|--------------|
| 2007.1446    | Agence Centre Image : acquisition                          | 60 000         | 60 000         |               |              |
| 2007.0005    | Institutions arts plastiques                               | 20 000         | 16 000         | 4 000         |              |
| 2007.0285    | Fonds d'intervention en faveur des musées et centres d'art | 30 000         | 21 000         | 9 000         |              |
| 2007.0010    | Création et rénovation technique des salles de cinéma      | 100 000        | 50 000         | 50 000        |              |
| 2007.0315    | Aide à l'itinérance régionale                              | 113 000        | 101 700        | 11 300        |              |
| 2007.0006    | Opérations de développement local                          | 17 000         | 17 000         |               |              |
| <b>TOTAL</b> |  | <b>340 000</b> | <b>265 700</b> | <b>74 300</b> |              |

- **POLITIQUE DES PRATIQUES ARTISTIQUES : FILIERES PROFESSIONNELLES ET PRATIQUES AMATEURS**

| <b>N° AP</b> | <b>LIBELLES</b>                                     | <b>MONTANT</b> | <b>CP 2007</b> | <b>CP 2008</b> | <b>CP 2009<br/>et +</b> |
|--------------|---|----------------|----------------|----------------|-------------------------|
| 2007.0386    | Aide à l'acquisition<br>d'instruments de<br>musique | 110 000        | 48 700         | 61 300         |                         |
| <b>TOTAL</b> |   | <b>110 000</b> | <b>48 700</b>  | <b>61 300</b>  |                         |

## DETAIL PAR DOMAINE D'INTERVENTION ET PAR PROGRAMME D'ACTION

### DOMAINE D'INTERVENTION: POLITIQUE DES ŒUVRES : PATRIMOINE ET CREATION

#### Programme d'action : Soutien à la création

- **Description**

Ce programme regroupe l'ensemble des crédits de soutien à la création dans les secteurs du spectacle vivant, des arts plastiques, de la littérature, du cinéma et de l'audiovisuel et de la musique.

- **Tableaux budgétaires**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES   | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|--|----------------------|--|
| 2007.1899 | Fonds de soutien à la création<br>cinéma audiovisuel | 1 615 000            | 2 000 000                              |
|           | TOTAL  | 1 615 000            | 2 000 000                              |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 1 529 000 | 290 000  | 2 084 500 | 557 000  | 600 000  | 300 000  |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 1 529 000 | 290 000  | 2 084 500 | 557 000  | 600 000  | 300 000  |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 1 625 600 | 25 000   | 1 600 000 | 0        |  |          |
| Sous-total     | 1 625 600 | 25 000   | 1 600 000 | 0        |  |          |
| TOTAL          | 3 154 600 | 315 000  | 3 684 500 | 557 000  | 600 000  | 300 000  |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

Priorité de la politique des œuvres menée par la Région, le soutien à la création connaît à nouveau une progression significative en 2007. Il s'agit

- d'une part, de permettre une remise à niveau de la capacité d'intervention de Centre Images en ce domaine afin que cette agence régionale maintienne son rang parmi les structures comparables des autres régions,
- d'autre part, de mieux contribuer au développement de programmes de qualité en matière de télévision régionale au travers d'un fonds de soutien à la télédiffusion régionale.

Dans le secteur du spectacle vivant, le soutien à la création est maintenu au niveau élevé consenti en 2006, soit 560 000 €. Cette enveloppe sera répartie dans les conditions fixées par le cadre d'intervention adopté par la commission permanente le 9 juin 2006.

Elle permettra, en premier lieu, de soutenir de grands projets et notamment la nouvelle production de Médéa, de Pascal DUSAPIN, présentée par la scène nationale d'ORLEANS et diffusée également par la Maison de la culture de BOURGES.

Elle permettra en second lieu d'attribuer aux structures dont les demandes d'aide seront désormais instruites par l'Agence de la Région Centre pour le développement culturel (Culture O centre) une enveloppe globale de 220 000 €, en augmentation de plus de 20 % par rapport à 2006, marquant ainsi l'importance que la Région attache au travail de création mené par les compagnies et autres formations artistiques installées sur son territoire.

- **Cadre régional d'intervention**

Cadre d'intervention pour le soutien à la création et à la production cinématographique et audiovisuelle (CPR n° 06.04.68 du 7 avril 2006 modifié par le cadre d'intervention CPR du 8 décembre 2006)

Soutien à la création et à la production artistique (CPR n° 06.06.57 du 9 juin 2006)

**Programme d'action : Développement du Domaine de  
Chaumont-sur-Loire**

- **Description**

Il s'agit de l'un des projets structurants de la politique culturelle régionale qui s'inscrit dans une démarche territoriale –ce programme prend place dans la stratégie de développement culturel du Val de Loire, Patrimoine mondial– et sectorielle : le site de CHAUMONT-SUR-LOIRE est appelé à devenir, avec le Fonds régional d'art contemporain et Centre de création contemporaine de TOURS, un pôle majeur de la création contemporaine en région Centre.

- **Tableaux budgétaires**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |           |          |  |          |
| AP             | 150 000  |          | 0         |          | 0  |          |
| Autres crédits |          |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 150 000  |          | 0         |          | 0  |          |
| Fonctionnement |          |          |           |          |  |          |
| AE             |          |          |           |          |  |          |
| Autres crédits |          |          | 1 291 600 | 560 000  |  |          |
| Sous-total     |          |          | 1 291 600 | 560 000  |  |          |
| TOTAL          | 150 000  | 0        | 1 291 600 | 560 000  | 0  |          |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

Sont inscrits dans ce programme les crédits permettant d'assurer la continuité de la gestion du Domaine de CHAUMONT-SUR-LOIRE faisant suite à la cession par l'Etat de la propriété de ce domaine dans les conditions prévus par l'article 97 de la loi du 13 août 2004 relative au développement des libertés et responsabilités locales.

S'agissant du programme de restauration et de restructuration du domaine qui sera mis en œuvre à la suite de cette cession, ses conséquences budgétaires seront proposées au Conseil régional dès que seront connus les cofinancements publics sollicités auprès de l'Etat et de l'Union Européenne.

S'agissant plus particulièrement de la subvention régionale au Conservatoire international de parcs et jardins (CIPJP) en matière de formation, elle sera redéployée, dès sa création, sur la structure juridique qui assurera la gestion du Domaine de CHAUMONT-SUR-LOIRE dès le transfert de propriété de ce domaine de l'Etat à la Région, dans le courant de l'année 2007. La formation en matière de création de jardins et de paysage constituera en effet l'un des principaux axes de développement du Domaine de CHAUMONT.

**Programme d'action : Centre international des musiques anciennes et de la création**

- **Description**

La Région Centre soutient des ensembles de musique ancienne reconnus nationalement et internationalement mais dont l'ancrage régional pêche à deux égards au moins : absence de lieux de travail fonctionnels et insuffisante activité de production et de diffusion au plan régional.

De son côté, la musique contemporaine, dont les formes instrumentales et vocales, les conditions de travail et de diffusion sont comparables, connaît des difficultés de même nature et peine davantage encore à s'ancrer dans le territoire régional.

- **Tableaux budgétaires**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                                       | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|--|----------------------|--|
| 2007.0395 | Fonds de concours au maître d'ouvrage du CIMAC | 0                    | 119 000                                |
|           | TOTAL  | 0                    | 119 000                                |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 20 000   |          | 140 500  |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 20 000   |          | 140 500  |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 62 000   |          | 170 100  |          |  |          |
| Sous-total     | 62 000   |          | 170 100  |          |  |          |
| TOTAL          | 82 000   | 0        | 310 600  |          |  |          |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

L'année 2007 marquera l'entrée dans sa phase de programmation du projet de création d'un Centre international des musiques anciennes et de la création.

Cette nouvelle institution accueillera en résidence permanente les principaux ensembles de musique ancienne de la région et leur offrira un cadre de travail, de recherche et de diffusion adapté à leurs spécificités. Elle favorisera les coopérations et échanges artistiques internationaux, ainsi que les interférences entre musiques anciennes et contemporaines et entre ces esthétiques musicales et d'autres formes d'expression artistique, notamment le théâtre et la danse.

A l'origine de ce projet, la Région Centre assurera en 2007 la mise en place de l'association de préfiguration de cette institution et la programmation des travaux de conception et de construction de l'équipement correspondant. La communauté d'agglomération "TOURS +" assurera quant à elle la maîtrise des travaux de construction et d'équipement, avec le soutien financier de la Région et de la Ville de TOURS qui prendra la forme de fonds de concours. En 2007, ces fonds de concours concerneront notamment le concours pour la maîtrise d'œuvre et les études techniques.

Pour les phases ultérieures de réalisation de cette opération, les trois collectivités publiques concernées envisagent d'assurer les financements correspondants dans le cadre du futur contrat régional d'agglomération.

- **Cadre régional d'intervention**

Néant

**Programme d'action : Mise en valeur des richesses archéologiques**

- **Description**

L'ensemble des crédits régionaux en matière d'archéologie fait l'objet d'un programme d'action spécifique qui regroupe les actions soutenues dans le cadre d'ARCHEA et du Contrat de plan Etat-Région 2000-2006.

- **Tableaux budgétaires**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 176 000  |          | 188 000  |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 176 000  |          | 188 000  |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 300 000  |          | 300 000  |          |  |          |
| Sous-total     | 300 000  |          | 300 000  |          |  |          |
| TOTAL          | 476 000  |          | 488 000  |          |  |          |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

La Région poursuivra son partenariat avec ARCHEA, opérateur régional pour la recherche, la valorisation et la formation en ce qui concerne les sites de Beauce-Perche-Val de Loire, Touraine, Berry et val d'ORLEANS.

Le programme d'action comporte par ailleurs la poursuite des paiements afférents aux opérations du Contrat de plan Etat-Région 2000-2006 qui portaient notamment sur les sites suivants : Argentomagus à SAINT-MARCEL, DREVANT, LE GRAND-PRESSIGNY.

- **Cadre régional d'intervention**

- Contrat de plan Etat-Région 2000-2006 ;

**Programme d'action : Mise en valeur du patrimoine historique**

- **Description**

Ce programme regroupe l'ensemble des aides en matière de patrimoine bâti. Il s'agit principalement des aides désormais gérées dans le cadre d'un Fonds régional pour le patrimoine culturel de proximité géré en partenariat avec la Fondation du Patrimoine et des opérations soutenues dans le cadre de contrats territoriaux (convention avec le Département d'Indre-et-Loire et Contrat de plan Etat-Région 2000-2006).

- **Tableaux budgétaires**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES  | MONTANT 2006 VOTE | MONTANT CREATION OU MODIFICATION |
|-----------|---|-------------------|----------------------------------|
| 2007.1888 | Fonds Régional pour le Patrimoine Culturel de Proximité (FRPCP) | 200 000           | 350 000                          |
|           | TOTAL   | 200 000           | 350 000                          |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 1 646 000 |          | 1 045 700 |          | 463 458                                    |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 1 646 000 |          | 1 045 700 |          | 463 458                                    |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 30 000    |          | 30 000    |          |  |          |
| Sous-total     | 30 000    |          | 30 000    |          |  |          |
| TOTAL          | 1 676 000 |          | 1 075 700 |          | 463 458                                    |          |

• **Commentaires et explication de la proposition 2007**

En 2007, le fonds régional pour le patrimoine culturel de proximité (FRPCP), géré en partenariat avec la Fondation du Patrimoine atteint son régime de croisière avec une capacité annuelle d'engagement de 350 000 €.

Quant aux opérations inscrites dans les contrats territoriaux (CPER 2000-2006 pour l'aménagement du nouveau musée de la préhistoire du GRAND-PRESSIGNY, contrat Région \_ Département d'Indre-et-Loire pour la restructuration de la forteresse de Chinon), elles donneront lieu aux paiements afférents aux crédits qui auront été affectés avant la fin de l'année 2006, terme du Contrat du plan.

• **Cadre régional d'intervention**

Contrat de plan Etat-Région 2000 – 2006,  
Convention avec le Conseil général d'Indre et Loire (2000 – 2006),  
Convention-cadre 2006-2008 avec la Fondation du Patrimoine : Fonds régional pour le patrimoine culturel de proximité (CPR n° 05 10 104 du 18 novembre 2005),  
Convention avec la Fondation du Patrimoine : Fonds d'intervention en faveur de la restauration et la mise en valeur du patrimoine privé bâti non protégé (CPR n° 05 07 101 du 8 juillet 2005).

**Programme d'action : Mise en valeur des parcs et jardins**

• **Description**

Ce programme regroupe l'ensemble des aides en matière de parcs et jardins : aides directes de la Région aux propriétaires publics et privés, soutien à l'Association des Parcs et Jardins en Région Centre (APJRC) et concours apporté au Département d'Indre-et-Loire (réaménagement du Parc de Richelieu).

• **Tableaux budgétaires**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                            | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|-------------------------------------|----------------------|--|
| 2007.0880 | Mise en valeur des parcs et jardins | 380 000              | 380 000                                |
|           | TOTAL                               | 380 000              | 380 000                                |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 281 000  |          | 200 000  |          | 270 750  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 281 000  |          | 200 000  |          | 270 750  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 195 000  |          | 195 000  |          |  |          |
| Sous-total     | 195 000  |          | 195 000  |          | 270 750  |          |
| TOTAL          | 476 000  |          | 395 000  |          |  | 0        |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

La Région met en œuvre sa politique de soutien à la création, à la restauration et à la mise en valeur des parcs et jardins d'une part, sous la forme d'aides directes aux propriétaires publics et privés, d'autre part, par l'intermédiaire de l'Association des Parcs et Jardins de la région Centre (APJRC). Ces deux modes d'intervention donneront lieu à un financement régional équivalent à celui de 2006

- **Cadre régional d'intervention**

Convention avec le Conseil général d'Indre et Loire.

Cadre d'intervention en faveur de la création et de la restauration de parcs et jardins (CPR n° 05 10 105 du 18 novembre 2005).

**Programme d'action : Développement de l'inventaire  
général du patrimoine**

- **Description**

L'année 2007 sera la deuxième année pleine de prise en charge par la Région des activités du Service Régional de l'Inventaire général du patrimoine culturel.

- **Tableaux budgétaires**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                             | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|--------------------------------------|----------------------|--|
| 2007.3004 | Equipement technique inventaire      | 277 000              | 10 000                                 |
| 2007.3104 | Plan de numérisation de l'inventaire | 0                    | 330 000                                |
|           | TOTAL                                | 277 000              | 340 000                                |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 277 000  |          | 120 000  |          | 220 000  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 277 000  |          | 120 000  |          | 220 000  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 262 000  |          | 204 000  |          |  |          |
| Sous-total     | 262 000  |          | 204 000  |          |  |          |
| TOTAL          | 539 000  |          | 324 000  | 0        | 220 000  | 0        |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

Le Service Régional de l'Inventaire général du patrimoine culturel, transféré à la Région depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, devrait donner lieu, courant 2007, à un décret fixant les modalités définitives du transfert : dépenses et ressources de l'Etat correspondant aux charges de fonctionnement courant du service hors personnel.

La Région assure d'ores et déjà les dépenses spécifiques de fonctionnement du service, ainsi que le financement de ses interventions (partenariats, publications et études) et de ses besoins en investissement, notamment en matière de numérisation de ses collections de clichés photographiques.

Les recettes transférées par l'Etat à ce double titre s'élèvent à 212 943 €.

- **Cadre régional d'intervention**

Loi du 13/08/2004 relative aux libertés et responsabilités locales,  
Cadre d'intervention pour le soutien aux opérations d'inventaire général du patrimoine culturel conduites par les collectivités territoriales et associations partenaires (CPR 06.10.91 du 10 novembre 2006).

**Programme d'action : Acquisition et restauration  
d'œuvres d'art**

- **Description**

Ce programme regroupe l'ensemble des soutiens apportés par la Région en matière d'acquisition et de restauration d'œuvres d'art.

- **Tableaux budgétaires**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES   | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|--|----------------------|--|
| 2007.0293 | Fonds Régional d'aide à la Restauration et à l'Acquisition des Bibliothèques (FRRAB) | 30 000               | 30 000                                 |
| 2007.0368 | Fonds Régional d'Acquisition des Musées (FRAM)                                       | 100 000              | 100 000                                |
| 2007.0057 | Fonds Régional d'Aide à la Restauration (FRAR)                                       | 30 000               | 30 000                                 |
| 2007.0717 | FRAC acquisition   | 92 000               | 110 000                                |
|           | TOTAL  | 252 000              | 270 000                                |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 323 000  |          | 301 500  |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 323 000  |          | 301 500  |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 0        |          | 0        |          |  |          |
| Sous-total     | 0        |          | 0        |          |  |          |
| TOTAL          | 323 000  |          | 301 500  |          |  | 0        |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

La Région poursuivra en premier lieu ses interventions en matière d'acquisition et de restauration dans le cadre de fonds cofinancés et co-administrés par l'Etat et la Région (Fonds régional de restauration et d'acquisition pour les bibliothèques, Fonds régional d'acquisition pour les musées, Fonds régional d'aide à la restauration (musées)).

Par ailleurs, elle amorcera en 2007 un renforcement de son soutien au Fonds régional d'art contemporain (FRAC) en vue d'enrichir ses collections, dans la perspective d'une extension de ses capacités d'exposition et de diffusion, liée à son installation, fin 2009 ou début 2010, dans de nouveaux locaux.

- **Cadre régional d'intervention**

Fonds régional de restauration et d'acquisition par les bibliothèques (FRRAB) : convention avec l'Etat du 23 septembre 1996,

Fonds régional de restauration des œuvres d'art des musées : règlement régional (CPR n° 01 09 085 du 9 novembre 2001).

**Programme d'action : Mise en valeur du patrimoine  
cinématographique et audiovisuel régional**

- **Description**

Ce programme d'action est l'une des concrétisations financières majeures de la réorganisation des structures culturelles régionales.

En effet, l'Agence régionale du Centre pour le cinéma et l'audiovisuel, établissement public de coopération culturelle qui s'est substitué le 1<sup>er</sup> janvier 2006, à l'Atelier de production du Centre Val de Loire (APCVL), assure, parmi ses missions nouvelles, celle de mettre en œuvre, pour le compte de la Région Centre, la politique régionale de collecte, de protection et de mise en valeur de l'ensemble des éléments d'origine privée ou publique du patrimoine cinématographique et audiovisuel régional.

- **Tableaux budgétaires**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                         | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|----------------------------------|----------------------|--|
| 2007.2899 | Agence Centre Image : patrimoine | 250 000              | 100 000                                |
|           | TOTAL                            | 250 000              | 100 000                                |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 250 000  |          | 100 000  |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 250 000  |          | 100 000  |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 180 000  |          | 220 000  |          |  |          |
| Sous-total     | 180 000  |          | 220 000  |          |  |          |
| TOTAL          | 430 000  |          | 320 000  | 0        | 0  | 0        |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

L'année 2007 marquera l'entrée en phase opérationnelle du service "patrimoine" de l'Agence régionale du Centre pour le cinéma et l'audiovisuel (Centre Images) installé à ISSOUDUN.

La subvention allouée à ce titre à l'Agence régionale couvre, d'une part, le fonctionnement du service, constitué d'une équipe de cinq personnes, d'autre part, les dépenses d'investissement prévues en 2007. Celles-ci, moins importantes que celles intervenues en 2006 avec l'acquisition d'un "télécinéma", porteront sur l'acquisition de matériels légers, notamment de montage.

- **Cadre régional d'intervention** (néant)

**DOMAINE D'INTERVENTION: POLITIQUE DES PUBLICS : DIFFUSION ET MAILLAGE DU TERRITOIRE**

**Programme d'action : Moyens généraux des agences culturelles régionales**

• **Description**

Ce programme comprend les lignes budgétaires relatives aux moyens de fonctionnement de l'Agence de la Région Centre pour le développement culturel et de l'Agence régionale du Centre pour le cinéma et l'audiovisuel qui ont été instituées le 1<sup>er</sup> janvier 2006, conformément aux délibérations DAP N°05.02.13 et DAP N°05.02.13 BIS du 23 juin 2005.

• **Tableaux budgétaires**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                         | MONTANT 2006 VOTE | MONTANT CREATION OU MODIFICATION |
|-----------|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|
| 2007.1446 | Agence Centre Image : équipement | 0                 | 60 000                           |
|           | TOTAL                            | 0                 | 60 000                           |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 55 000    |          | 60 000    |          |  |          |
| Sous-total     | 55 000    |          | 60 000    |          |  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 1 384 600 |          | 2 140 000 |          |  |          |
| Sous-total     | 1 384 600 |          | 2 140 000 |          |  |          |
| TOTAL          | 1 439 600 |          | 2 200 000 | 0        | 0  | 0        |

• **Commentaires et explication de la proposition 2007**

Créées le 1<sup>er</sup> janvier 2006, l'Agence de la Région Centre pour le développement culturel (Culture O Centre) et l'Agence régionale du Centre pour le cinéma et l'audiovisuel (Centre Images) ont pris en charge le 1<sup>er</sup> mars 2006 les personnels des associations auxquelles elles ont succédé. L'année 2007 est leur première "année pleine". La contribution de la Région à leurs charges générales de fonctionnement a été ajustée en conséquence. Elle s'élèvera en 2007 à 1 420 000 € pour l'agence Culture O Centre et 510 000 € pour l'agence Centre Images.

Le présent programme d'action inclut en outre, en 2007, la contribution régionale à l'Agence régionale du Centre pour le livre et la lecture, établissement public de coopération culturelle entre la Région et l'Etat, dont le Conseil régional a approuvé les statuts (CPR n° 06.07.83 du 7 juillet 2006). Cette agence reprendra, en 2007, le patrimoine, les missions et les personnels de l'actuelle association "Centre régional du livre et de la lecture" (CRLL). Sa mise en place permettra à la Région et à l'Etat de confier à cet établissement public l'attribution de fonds publics dans le cadre de ses missions de service public et dans les conditions fixées par ces collectivités publiques.

- **Cadre régional d'intervention**

Statuts de l'Agence de la Région Centre pour le développement culturel (DAP n° 05 02 13 des 23 et 24 juin 2005),

Statuts de l'Agence régionale du Centre pour le cinéma et l'audiovisuel (DAP n° 05 02 13 bis des 23 et 24 juin 2005),

Statuts de l'Agence régionale du Centre pour le Livre et la Lecture (CPR n° 06 07 83 du 7 juillet 2006).

**Programme d'action : Diffusion cinématographique et éducation à l'image**

- **Description**

Ce programme d'action vise à financer les missions de la nouvelle Agence en direction des publics : développement de la diffusion et éducation à l'image.

- **Tableaux budgétaires**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 0        |          | 0        |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 900 000  |          | 900 000  |          |  |          |
| Sous-total     | 900 000  |          | 900 000  |          |  |          |
| TOTAL          | 900 000  |          | 900 000  | 0        | 0  | 0        |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

L'effort accompli par la Région, dans le cadre de sa politique des publics, en vue de favoriser la diffusion d'œuvres cinématographiques de qualité et l'éducation à l'image, sera poursuivi en 2007 dans le cadre des subventions spécialement attribuées à cet effet à l'agence régionale Centre Images.

- **Cadre régional d'intervention**

Néant

**Programme d'action : Soutien aux institutions et formations de rayonnement national et régional**

- **Description**

Ce programme d'action regroupe, pour un montant total de 6 153 970 €, l'ensemble des opérations de soutien aux plus importantes des institutions et formations culturelles et artistiques de la région, au regard du rayonnement réellement national ou régional de leurs activités.

- **Tableaux budgétaires**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES   | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|--|----------------------|--|
| 2007.0285 | Fonds d'intervention des musées et des centres d'art | 30 000               | 30 000                                 |
| 2007.0005 | Institutions arts plastiques                         | 63 700               | 20 000                                 |
|           | TOTAL  | 93 700               | 50 000                                 |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 116 000   |          | 73 600    |          | 13 000   |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 116 000   |          | 73 600    |          | 13 000   |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 6 575 600 |          | 5 920 400 |          |  |          |
| Sous-total     | 6 575 600 |          | 5 920 400 |          |  |          |
| TOTAL          | 6 691 600 |          | 5 994 000 | 0        | 13 000   | 0        |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

En 2007, un effort particulier sera consenti en faveur du FRAC Centre. Il s'agit de poursuivre en 2007 l'effort engagé en 2006 en vue de doter progressivement cette institution, dont la Région est désormais le premier financeur public, des moyens de fonctionnement à la hauteur des capacités d'action nouvelles que lui offrira son installation, fin 2009 ou début 2010, dans les locaux restructurés des Subsistances militaires à Orléans.

- **Cadre régional d'intervention**

Cadre d'intervention pour le soutien aux institutions de production et de diffusion artistique et aux manifestations culturelles et artistiques (CPR 06.10.79 du 10 novembre 2006),

Convention AFAA-Région Centre (CPR 03 04 85 du 16 mai 2003)

**Programme d'action : Soutien aux festivals et manifestations de rayonnement national et régional**

- **Description**

Sont regroupés dans ce programme d'action, pour un montant total de 3 155 500 €, l'ensemble des festivals et manifestations à l'exception de ceux qui ont un rayonnement simplement local et qui sont eux-mêmes regroupés dans le programme d'action "Développement territorial de la culture" au sein de l'opération "animation culturelle locale".

- **Tableaux budgétaires**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 0         |          |           |          |  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 3 047 500 |          | 3 155 500 |          |  |          |
| Sous-total     | 3 047 500 |          | 3 155 500 |          |  |          |
| TOTAL          | 3 047 500 | 0        | 3 155 500 | 0        | 0  | 0        |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

La Région poursuivra son effort en faveur des manifestations artistiques d'ampleur nationale ou régionale qui contribuent à son rayonnement culturel et notamment le festival régional "Excentrique" lancé à l'été 2006.

L'effort de la Région prendra en compte certaines manifestations, de périodicité biennale et qui auront lieu en 2007, comme Bandits-Mages (Bourges) ou la Remontée du sel (en val de Loire).

Les manifestations artistiques de moindre ampleur ou rayonnement seront soutenues par la Région dans le cadre de son programme d'action "Développement territorial de la culture".

- **Cadre régional d'intervention**

Cadre d'intervention pour le soutien aux institutions de production et de diffusion artistique et aux manifestations culturelles et artistiques (CPR 06.10.79 du 10 novembre 2006).

**Programme d'action : Développement territorial de la Culture**

- **Description**

Ce programme regroupe, pour un montant total de 3 142 800 € de crédits de paiement, l'ensemble des opérations relevant de l'objectif de maillage et d'animation culturelle du territoire régional qui visent à favoriser l'accès de tous à la culture et tout particulièrement des populations résidant dans des zones rurales et périurbaines du territoire, dépourvues d'une offre culturelle et artistique permanente.

- **Tableaux budgétaires**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                                | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|---|----------------------|--|
| 2007.0010 | Création rénovation de salles de cinéma | 120 000              | 100 000                                |
| 2007.0315 | Aide à l'itinérance régionale           | 30 000               | 113 000                                |
| 2007.0006 | Opérations de développement local       | 114 560              | 17 000                                 |
|           | TOTAL                                   | 264 560              | 230 000                                |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 268 000   |          | 247 800   |          | 61 300   |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 268 000   |          | 247 800   |          | 61 300   |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 2 590 000 |          | 2 945 000 |          |  |          |
| Sous-total     | 2 590 000 |          | 2 945 000 |          |  |          |
| TOTAL          | 2 858 000 |          | 3 192 800 | 0        | 61 300   | 0        |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

Ce programme regroupe l'ensemble des interventions de la Région destinées à favoriser un meilleur maillage culturel et artistique du territoire régional.

Deux de ces modes d'intervention méritent une attention particulière en 2007 :

- le dispositif des saisons culturelles profondément réformé par le cadre d'intervention pour le développement territorial de la culture, adopté le 9 juin 2006 (CPR n°06.06.58), pour favoriser davantage encore le développement d'une offre culturelle et artistique hors des principales agglomérations, voit ses moyens financiers substantiellement accrus,
- le dispositif des "contrats régionaux de théâtre de ville" créé par le même cadre d'intervention entre en application en 2007. Il permettra, dans le cadre d'une enveloppe globale fixée à 450 000 €, d'accompagner davantage l'action des théâtres qui, sans appartenir à un réseau national, n'en développent pas moins une programmation artistique de qualité.

L'opération "Animation culturelle locale" permettra à la Région de conserver une capacité d'intervention en faveur des manifestations artistiques de toute nature qui ne relèvent pas du programme d'action en faveur des manifestations d'ampleur ou de rayonnement national ou régional, et qui ne peuvent par ailleurs s'inscrire dans le cadre d'une saison culturelle soutenue par la Région.

- **Cadre régional d'intervention**

Aides à la rénovation technique des salles de cinéma (CPR n° 03.07.104 du 14 novembre 2003)

Cadre d'intervention pour le développement territorial de la culture (CPR n° 06.06.58 du 9 juin 2006).

**Programme d'action : Diffusion culturelle en faveur des jeunes**

- **Description**

L'accès des jeunes et tout particulièrement des lycéens et apprentis à l'offre culturelle et artistique régionale est un des objectifs essentiels de la politique culturelle régionale.

- **Tableaux budgétaires**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     |           |          |           |          |  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 1 059 000 |          | 1 709 000 |          |  |          |
| Sous-total     | 1 059 000 |          | 1 709 000 |          |  |          |
| TOTAL          | 1 059 000 |          | 1 709 000 | 0        | 0  | 0        |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

Ce programme comprend essentiellement le dispositif du chéquier "CLARC" institué par la Région en 2003.

L'effort budgétaire consacré à ce dispositif doit être notablement accru en 2007 pour tenir compte des résultats positifs des mesures prises en 2005 pour en favoriser le développement : information et communication renforcées, simplification et liberté d'emploi accrue du chéquier lui-même.

L'enveloppe affectée en 2007 à ce dispositif (1 600 000 €, contre 950 000 € en 2006) a été déterminée en intégrant la très forte progression constatée au cours de l'année scolaire 2005-2006 des commandes de chèques et du taux d'utilisation des chèques CLARC par les lycéens et apprentis.

Conformément au cadre d'intervention adopté le 9 juin 2006 (CPR 06.06.77), cette somme sera allouée à l'Agence de la Région Centre pour le développement culturel (Culture O Centre), à laquelle le conseil régional a confié la gestion et l'animation du dispositif CLARC à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2006.

- **Cadre régional d'intervention**

Cadre d'intervention relatif à la gestion et l'animation du Chéquier CLARC (CPR n° 06.06.77 du 9 juin 2006)

**Programme d'action : Transfert  
du FRAC**

- **Description**

Ce programme d'action, qui porte sur l'une des opérations les plus importantes de la politique culturelle régionale, vise à donner au FRAC, grâce à son transfert sur le site des Subsistances militaires d'ORLEANS, une nouvelle configuration immobilière, en vue de permettre un déploiement plus fonctionnel et un développement de ses activités, notamment la conservation et la diffusion (présentation de ses collections et expositions).

- **Tableaux budgétaires**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007   |           | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |           |
|----------------|----------|----------|-----------|-----------|--|-----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES  | DEPENSES                                   | RECETTES  |
| Investissement |          |          |           |           |  |           |
| AP             | 507 000  | 130 000  | 1 835 300 | 1 113 500 | 6 041 181                                  | 2 744 000 |
| Autres crédits |          |          |           |           |  |           |
| Sous-total     | 507 000  | 130 000  | 1 835 300 | 1 113 500 | 6 041 181                                  | 2 744 000 |
| Fonctionnement |          |          |           |           |  |           |
| AE             |          |          |           |           |  |           |
| Autres crédits | 160 000  |          |           |           |  |           |
| Sous-total     | 160 000  |          |           |           |  |           |
| TOTAL          | 667 000  | 130 000  | 1 835 300 | 1 113 500 | 6 041 181                                  | 2 744 000 |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

Dans la mise en œuvre du programme visant à installer le FRAC Centre dans des locaux lui permettant de développer ses capacités de conservation, de diffusion et d'action culturelle dans des conditions compatibles avec le rayonnement international de ses collections et expositions, l'année 2006 aura été marquée par le choix de l'équipe d'architectes chargée de la maîtrise d'œuvre du projet, par l'engagement des études techniques préalables au démarrage des travaux et par le choix du mandataire de la Région, maître d'ouvrage.

Les crédits inscrits en 2007 visent à assurer l'acquisition du site des Subsistances militaires, le financement des études de conception réalisées par le maître d'œuvre et une part de la rémunération du mandataire de la Région, pour un montant total de 1 835 300 €.

- **Cadre régional d'intervention**

CPER : opération inscrite à l'avenant à mi parcours du contrat de plan et faisant l'objet d'une convention d'application tripartite : Etat - Ville d'ORLEANS et Région Centre en date du 15 mars 2004.

**DOMAINE D'INTERVENTION: POLITIQUE DES PRATIQUES ARTISTIQUES : FILIERES PROFESSIONNELLES ET PRATIQUES AMATEURS**

**Programme d'action : Enseignement professionnel initial de la musique, de la danse et du théâtre**

- **Description**

Ce programme d'action est créé par l'architecture fonctionnelle culture mise en place pour 2006 mais n'est pas doté de crédits.

- **Tableaux budgétaires**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| TOTAL          | 0        |          | 0        |          |  |          |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

Créé en 2006 dans la perspective du financement par la Région de sa nouvelle compétence légale en matière d'enseignement professionnel initial de la musique, de la danse et de l'art dramatique telle qu'elle a été définie par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, ce programme d'action sera doté de crédits dès que la Région disposera des éléments d'information lui permettant d'organiser et de financer ces cycles d'enseignement.

Dans cette perspective, la Région a mis en place en 2006 un comité régional de l'enseignement professionnel initial (CREPI) dans ces trois disciplines. Réunissant des représentants de la Région, des départements, des villes et des établissements concernés, ce comité sera chargé d'élaborer en 2007 un projet de schéma régional de l'enseignement professionnel initial (SREPI) pour ces trois disciplines, qui s'intégrera au Plan régional de développement des formations professionnelles (PRDFP).

C'est sur la base de ce schéma régional que sera proposée à la Région, dans le courant de l'année 2007 ou dans le cadre du budget primitif régional pour 2008, la création des lignes d'opérations budgétaires permettant le financement des nouveaux cycles d'enseignement professionnel initial et du diplôme national qui sanctionnera ces cycles : le diplôme national d'orientation professionnelle (DNOP).

- **Cadre régional d'intervention**

Néant

## Programme d'action : Professionnalisation

- **Description**

Ce programme d'action restructure l'intervention financière de la Région autour de deux axes que sont le soutien à l'insertion des jeunes artistes dans des formations et compagnies professionnelles et le soutien aux institutions artistiques spécialisées dans la professionnalisation.

- **Tableaux budgétaires**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 0        |          | 0        |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 471 000  |          | 471 000  |          |  |          |
| Sous-total     | 471 000  |          | 471 000  |          |  |          |
| TOTAL          | 471 000  |          | 471 000  |          |  |          |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

Favoriser la professionnalisation des artistes et notamment des plus jeunes d'entre eux est la voie qu'a choisie la Région Centre pour contribuer directement au développement de l'emploi culturel et artistique dans un secteur, celui de la culture, caractérisé au plan national, par un sous-emploi chronique et une précarité de plus en plus grande.

Dans ce contexte, la Région intervient :

- d'une part, pour accompagner les institutions artistiques qui mettent en place, en leur sein, des cellules d'insertion professionnelle des jeunes artistes ;
- d'autre part, pour soutenir l'action des institutions spécialisées dans la professionnalisation des jeunes artistes.

En 2007, la Région poursuivra son effort en ce domaine. Elle aura tout particulièrement le souci de développer les cellules d'insertion professionnelle dans un esprit comparable à celui qui a conduit à la création du Jeune Théâtre en région Centre par le Centre régional d'art dramatique de TOURS.

- **Cadre régional d'intervention**

Néant

**Programme d'action : Sensibilisation et formation aux métiers du patrimoine**

- **Description**

Ce programme a vocation à accueillir l'ensemble des actions de soutien à la sensibilisation et à la formation aux activités professionnelles et bénévoles dans le domaine de la protection et de la mise en valeur du patrimoine culturel.

- **Tableaux budgétaires**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 145 000  |          | 70 000   |          |  |          |
| Sous-total     | 145 000  |          | 70 000   |          |  |          |
| TOTAL          | 145 000  |          | 70 000   |          |  |          |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

La Région poursuivra ses actions de soutien à la sensibilisation et à la formation aux activités professionnelles et bénévoles en ce domaine.

- **Cadre régional d'intervention**

Chantiers de bénévoles : règlement d'attribution des aides régionales (CPR n° 00 04 51 du 12 mai 2000)

**Programme d'action : Développement des pratiques artistiques amateurs**

- **Description**

Ce programme a vocation à porter l'ensemble des actions visant à promouvoir et soutenir les pratiques artistiques amateurs sous toutes leurs formes en tant qu'élément essentiel à l'épanouissement personnel et à la formation de la citoyenneté.

- **Tableaux budgétaires**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                             | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|--------------------------------------|----------------------|--|
| 2007.0386 | Acquisition d'instruments de musique | 110 000              | 110 000                                |
|           | TOTAL                                | 110 000              | 110 000                                |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 151 000   |          | 139 700   |          | 7 600  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 151 000   |          | 139 700   |          | 7 600  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 1 289 700 |          | 1 289 700 |          |  |          |
| Sous-total     | 1 289 700 |          | 1 289 700 |          |  |          |
| TOTAL          | 1 440 700 |          | 1 429 400 |          | 7 600  | 0        |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

La Région poursuivra en 2007, sans changements notables, l'ensemble des actions destinées à favoriser le développement des pratiques artistiques amateurs.

S'agissant plus particulièrement de son dispositif "Aux arts lycéens et apprentis", la Région s'efforcera, comme elle a pu le faire en 2006, d'accroître le nombre des projets soutenus à ce titre. Elle organisera la deuxième édition de la fête annuelle d'"Aux arts lycéens et apprentis", qui s'est déroulée à VENDOME (Loir-et-Cher) en 2006 et qui se tiendra à VERNOUILLET (Eure-et-Loir) en 2007.

- **Cadre régional d'intervention**

Règlement des aides à l'achat d'instruments de musique (CPR n° 98.07.82 du 11 septembre 1998 modifié par la CPR n° 02 05 98 du 5 juillet 2002 et la CPR n° 04.07.63 du 10 septembre 2004).

Règlement d'intervention culture-publics jeunes (Aux arts Lycéens !) (CPR n° 01.09.76 du 9 novembre 2001).

# **SPORTS et JEUNESSE**

## **LES ORIENTATIONS**

### **Poursuivre les efforts pour le développement du sport pour tous.**

La prise en compte du sport dans toutes ses dimensions pour contribuer au développement de sa pratique par le plus grand nombre des habitants de la région et contribuer à l'épanouissement de la jeunesse, conduit la Région à renforcer ses actions de concertation pour travailler avec chacun des acteurs concernés, dans le respect de ses prérogatives.

En 2007, l'effort portera sur la mise en œuvre des politiques sportives, en partenariat avec l'ensemble des acteurs concernés.

La conférence régionale du sport, instance de concertation permanente avec le mouvement sportif, les collectivités territoriales et la direction régionale jeunesse et sports, permet d'avancer vers plus de cohérence et d'efforts pour un maillage utile en installations sportives adaptées sur le territoire régional.

Malgré un désengagement de l'Etat qui fragilise le contexte national, le budget prévisionnel sport 2007 permet de poursuivre les avancées en direction du sport pour tous, de conserver un lien intelligent avec le sport de haut niveau et d'amplifier les contrats d'objectifs avec les ligues sportives régionales.

Installé à Bourges, le CREPS de la Région Centre est l'outil au service des citoyens et du sport. Avec les CRJS rénovés et les autres équipements cet ensemble permettra de mieux répondre aux attentes, de développer la formation et de prendre en compte les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire.

Avec Cap'Asso Centre, la Région apporte au mouvement sportif des moyens nouveaux pour répondre aux besoins d'emplois associatifs. Les 9 000 associations sportives du territoire et les 100 000 bénévoles qui les font vivre disposent d'un outil pertinent qui contribue à renforcer le nécessaire professionnalisme d'un secteur toujours plus exigeant.

Les efforts sont maintenus pour la pratique de l'Education Physique et le développement du sport scolaire et universitaire. Dans les lycées, la construction et la rénovation des gymnases continue, avec une ouverture aux clubs et aux associations très appréciée.

La Région s'engage pour favoriser la pratique du sport par le plus grand nombre avec l'accent mis sur la jeunesse. Enfin, un schéma régional pour les piscines va voir le jour en 2007.

## LES DONNEES FINANCIERES GLOBALES DU BUDGET SPORTS ET JEUNESSE

### SYNTHESE DES AUTORISATIONS AUX CHAPITRES BUDGETAIRES M71 :

| En € par chapitres           | Investissement<br>903-32 | Fonctionnement<br>933-32 |
|------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Autorisations de programme   | 1 695 000                |                          |
| Autorisations d'engagement   | 0                        | 0                        |
| Crédits de paiement dépenses | 2 861 700                | 3 307 000                |
| Crédits de paiement recettes |                          |                          |

### SYNTHESE DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES SELON L'ARCHITECTURE FONCTIONNELLE :

#### LES CREDITS DE PAIEMENT PAR DOMAINES D'INTERVENTION

|                           | BP 2006          |                | BP 2007          |          |
|---------------------------|------------------|----------------|------------------|----------|
|                           | Dépenses         | Recettes       | Dépenses         | Recettes |
| <b>SPORTS ET JEUNESSE</b> |                  |                |                  |          |
| Investissement            | 5 048 000        | 620 000        | 2 861 700        |          |
| Fonctionnement            | 3 100 000        |                | 3 307 000        |          |
| <b>TOTAL</b>              | <b>8 148 000</b> | <b>620 000</b> | <b>6 168 700</b> | <b>0</b> |

#### LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT CREEES OU MODIFIEES

- **INVESTISSEMENT**

| N° AP     | LIBELLES                                     | MONTANT   | CP 2007   | CP 2008 | CP 2009<br>et + |
|-----------|--|-----------|-----------|---------|-----------------|
| 2007.0458 | Aide à l'équipement<br>des clubs             | 900 000   | 450 000   | 450 000 |                 |
| 2007.0459 | Construction<br>d'installations<br>sportives | 795 000   | 600 000   | 195 000 |                 |
| TOTAL     |  | 1 695 000 | 1 050 000 | 645 000 |                 |

## DETAIL PAR DOMAINE D'INTERVENTION ET PAR PROGRAMME D'ACTION

### DOMAINE D'INTERVENTION: SPORTS ET JEUNESSE

#### Programme d'action : CREPS

- **Description**

Dans l'article 33 du Contrat de plan Etat-Région 2000-2006 est mentionnée la création du Centre d'Education Populaire et de Sports de la Région Centre (CREPS) à BOURGES (Cher) ; le CREPS a été créé par décret n°2001-467 du 30 mai 2001.

L'autorisation de programme votée en 2000 à hauteur de 28 830 856,90 € a permis de réaliser la première tranche de cette opération dont la livraison est intervenue en septembre 2004.

Un abondement de 12 800 000 € de cette autorisation de programme, la portant ainsi à 41 630 856,90 €, a permis d'engager la seconde tranche de travaux.

2005 a été la première année complète de fonctionnement du CREPS dans ses locaux. En 2006, la dernière partie des bâtiments a été livrée, dotant le CREPS d'un outil complet et parfaitement opérationnel pour un fonctionnement de qualité. La piste de BMX est maintenant tout à fait terminée, tout comme la salle de boxe et de danse et la piste d'athlétisme.

- **Tableaux budgétaires**

*- Les crédits de paiement*

|                | BP 2006   |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |           |
|----------------|-----------|----------|----------|----------|--|-----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES  |
| Investissement |           |          |          |          |  |           |
| AP             | 1 610 000 | 620 000  | 250 415  |          | 0  | 1 795 000 |
| Autres crédits |           |          |          |          |  |           |
| Sous-total     | 1 610 000 | 620 000  | 250 415  |          | 0  | 1 795 000 |
| Fonctionnement |           |          |          |          |  |           |
| AE             |           |          |          |          |  |           |
| Autres crédits |           |          |          |          |  |           |
| Sous-total     |           |          |          |          |  |           |
| TOTAL          | 1 610 000 | 620 000  | 250 415  |          | 0  | 1 795 000 |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

Le CREPS est un établissement public national du Ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative. Il occupe un ensemble de bâtiments et d'installations de grande qualité réalisé par le conseil régional du Centre, selon un partenariat unique en France.

Le CREPS inscrit son action dans le cadre des directives nationales d'orientations de son ministère de tutelle :

- accueil des pôles relevant des filières d'accès au sport de haut niveau ;
- formation initiale et continue aux métiers du sport et de l'animation ;
- animation d'un pôle ressources national « sport et handicaps » ;

Au-delà de ces trois missions de service public à fort caractère éducatif et qui constituent son "coeur de métier", le CREPS soutient également le développement de la vie associative.

En effet, les fédérations nationales, les comités régionaux et départementaux ou les associations locales, relevant du champ sportif ou de l'éducation populaire y trouvent les meilleures conditions pour organiser des stages de détection, de préparation ou de formation de leurs dirigeants bénévoles et de leur encadrement technique.

**Programme d'action : Action  
en faveur de la jeunesse**

- **Description**

Ce programme d'action regroupe des opérations de construction, de réhabilitation ou d'aménagement d'équipements destinés à la jeunesse.

- **Tableaux budgétaires**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 200 000  |          | 157 100  |          | 0  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 200 000  |          | 157 100  |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| TOTAL          | 200 000  |          | 157 100  |          | 0  |          |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

Dans le cadre du Contrat de plan Etat-Région, était prévu la réhabilitation de centres de vacances. Ce dispositif avait pour vocation de permettre la mise à niveau des centres avec hébergement recevant les enfants de la région dans un souci de mise en conformité aux règles d'hygiène et de sécurité. La durée du CPER étant arrivée à son terme en 2006, tous les dossiers ont été engagés. Il est cependant nécessaire de prévoir des crédits de paiement à hauteur de 157 100 € afin d'être en mesure de tenir les engagements pris.

**Programme d'action : Soutien au sport de haut niveau**

- **Description**

Ce programme d'action regroupe tous les dispositifs qui contribuent au développement du sport de haut niveau. Ces logiques d'intervention s'articulent autour de deux types de bénéficiaires, d'une part les structures d'accueil des athlètes de haut niveau (grands clubs, pôles espoirs, structures régionales) et d'autre part les sportifs eux-mêmes.

- **Tableaux budgétaires**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     |           |          |           |          |  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 1 585 000 |          | 1 695 000 |          |  |          |
| Sous-total     | 1 585 000 |          | 1 695 000 |          |  |          |
| TOTAL          | 1 585 000 |          | 1 695 000 |          |  |          |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

Partenariat avec les grands clubs

En 2006, après une évolution du dispositif afin de prendre en compte les contraintes législatives liées au soutien des collectivités territoriales aux sociétés sportives créées pour prendre en compte le sport professionnel, la Région a attribué son aide sur la base d'un double conventionnement, au titre des missions d'intérêt général et à l'achat de prestations de service. Ce dispositif, rendu obligatoire pour les sociétés a été étendu à la plupart des clubs "élite" de la région, y compris ceux qui ne sont pas forcément structurés de cette manière et qui conservent une organisation associative.

En 2007 ces mesures seront reconduites. Les travaux menés dans le cadre de la Conférence Régionale du Sport devraient permettre de rationaliser l'aide apportée par la Région à ces structures au regard des actions menées par d'autres niveaux de collectivités. Quoiqu'il en soit, un certain nombre de clubs ayant gagné leur place dans une division éligible au dispositif (TFC, ASGT,...) ou ayant progressé dans la hiérarchie (Entente Orléanaise Basket, SAINT CYR Touraine Handball,...), l'effort régional en direction de ces structures devra s'intensifier en 2007.

Un montant de CP égal à 1 100 000 € devra être prévu afin de poursuivre cette politique d'aide aux grands clubs.

### Aides personnalisées et formation hors région

En 2005, la Région a souhaité recentrer ses interventions en matière de sport de haut niveau. Cette volonté s'est traduite par une réorientation de sa politique en direction du public concerné par ses compétences obligatoires (jeunes en âge lycéen). L'aménagement du règlement a donc porté sur un resserrement du nombre de catégories de sportifs aidés. Ne sont plus bénéficiaires que les sportifs des catégories "jeunes" et "espoirs". 175 000 € seront nécessaires à la poursuite de cet objectif.

Ce "recentrage" de la politique régionale a eu pour conséquence une suppression de l'aide régionale systématique et forfaitaire en direction des athlètes inscrits sur les listes de haut niveau dans les catégories "élite", "senior", et "reconversion".

En effet la Région a considéré qu'il était plus pertinent pour elle, au regard de ses compétences, de se concentrer plutôt sur la formation de ces athlètes dans la perspective de leur après carrière et d'une reconversion réussie. Ce soutien prendra la forme d'un accompagnement individuel de l'athlète au regard de son projet et fera l'objet d'une instruction partagée entre les services de l'Etat (DRDJS) et ceux de la Région.

Dans ce contexte, afin de réunir les moyens nécessaires pour favoriser l'accès des sportifs à leur plus haut niveau de performance et à la meilleure expression de leurs capacités sociales et professionnelles en leur garantissant une activité salariée et un projet de carrière compatible avec les exigences de la pratique sportive de haut niveau il peut être proposé une compensation équitable à l'employeur de ces athlètes pour les absences du sportif salarié. Cette compensation pourra prendre la forme d'une convention d'insertion professionnelle.

Dans cette même logique, la Région apporte également une aide directe aux sportifs licenciés en région mais inscrits dans une structure d'entraînement située hors région. 30 000 € sont prévus au budget à cet effet.

### Réseau médico-sportif (aide médicale et paramédicale)

2006 a vu la mise en place d'un réseau médico-sportif régional. Labellisées par la Commission Régionale du Sport de Haut Niveau pilotée par les services déconcentrés du ministère de la Jeunesse des Sports et de la Vie Associative, un certain nombre de structures composent aujourd'hui ce réseau.

Actuellement au nombre de huit, ces plateaux techniques sont garants d'une qualité cadrée par un cahier des charges qui prend en compte l'accompagnement et le conseil apportés aux sportifs. La Région, membre de ce réseau, s'engage à le promouvoir et à inciter autant que faire ce peut les sportifs qu'elle soutient à le fréquenter.

Dans ce contexte, la Région prendra en charge le suivi médical préventif des sportifs de haut niveau (inscrits sur les listes) à hauteur de 225 €. Les sportifs seront directement bénéficiaires de cette aide qui nécessitera 30 000 €.

### Soutien à l'accès au sport de haut niveau

Comme en 2006, la Région continuera à soutenir la filière régionale d'accès au sport de haut niveau. Les structures qui la composent, véritables leviers de l'organisation régionale du sport et outil de développement de l'activité sur le territoire régional dans une logique d'excellence, font l'objet d'une labellisation par la CRSHN (Commission Régionale du Sport de Haut Niveau).

Les pôles "Espoir", étage immédiatement supérieur à la filière régionale et outil également de structuration du sport de haut niveau sur notre territoire bénéficieront d'une aide régionale.

Ce soutien permettra de continuer à assurer le suivi médical des jeunes intégrant ces structures par une prise en charge pleine et entière de la Région. Ce dispositif, place le jeune

et son intégrité physique et mentale au centre des préoccupations, considérant la lourde charge d'entraînement inhérente à ce niveau de pratique et l'importance à accompagner un double projet, sportif et scolaire.

Pour mener à bien cet objectif, en 2007, il convient de prévoir 360 000 € pour le soutien à l'accès au sport de haut niveau.

- **Cadre régional d'intervention**

Règlement d'attribution des aides personnalisées aux sportifs de haut niveau et à fort potentiel :

- voté le 7 mai 1999 - CPR n° 1999.05.71
- modifié le 17 mai 2002 par CPR n° 2002.04.97)
- modifié le 17 juin 2005 par CPR n° 2005.06.02)
- modifié le 8 décembre 2006 (prévision)

**Programme d'action : Soutien au développement et à la structuration des pratiques sportives fédérales**

- **Description**

La Région contribue au développement et à la structuration du mouvement sportif régional en soutenant certaines manifestations, en participant financièrement aux plans de développement du Comité Régional Olympique et Sportif, et de certaines ligues ou comités régionaux. Ce programme d'action permet également une participation à l'équipement des clubs et plus particulièrement de leurs écoles de sport grâce à la contribution régionale à l'achat de matériels et de véhicules.

- **Tableaux budgétaires**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                      | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|-------------------------------|----------------------|--|
| 2007.0458 | Aide à l'équipement des clubs | 900 000              | 900 000                                |
|           | TOTAL                         | 900 000              | 900 000                                |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 1 108 000 |          | 888 250   |          | 576 020  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 1 108 000 |          | 888 250   |          | 576 020  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             | 170 000   |          | 257 000   |          |  |          |
| Autres crédits | 1 345 000 |          | 1 355 000 |          |  |          |
| Sous-total     | 1 515 000 |          | 1 612 000 |          |  |          |
| TOTAL          | 2 623 000 |          | 2 500 250 |          | 576 020  |          |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

#### Plan de développement des ligues

Il était prévu de signer au cours de l'Olympiade 2005-2009 une vingtaine de plan de développement avec des ligues pour un montant total de subvention de 888 000 €. Six ligues, à hauteur de 110 000 € ont été bénéficiaires de ce dispositif en 2005. Six autres ligues, pour un montant de 75 000 € annuels ont contracté avec la Région en 2006 et six autres devront le faire en 2007.

Ces contrats d'objectifs permettent aux ligues de conforter leurs actions autour des missions suivantes :

- le développement de sa filière d'accès au haut niveau
- une augmentation ou une stabilisation du nombre de ses licenciés et la diversité de ses modes de pratiques
- la formation de ses cadres et de ses dirigeants.

La finalité de ces contrats repose sur les objectifs suivants :

- prendre en compte la dimension sociale et culturelle du sport et favoriser la cohésion sociale à travers la pratique sportive.
- favoriser le développement de la pratique sportive en associant tous les partenaires concernés.
- soutenir et accompagner le mouvement sportif dans son engagement quotidien.
- dynamiser et diversifier les activités proposées.

Afin de contractualiser avec les nouvelles ligues prévues et tenir les engagements liés aux contrats en cours, 257 000 € seront nécessaires.

#### Aide au fonctionnement du CROS (Comité Régional Olympique et Sportif)

Les Etats Généraux du Sport, qui se sont tenus en 2002 sur l'ensemble du territoire national et en région Centre en particulier, ont permis de faire émerger, parmi les propositions, la création d'une structure de régulation ou de médiation. Il avait alors été retenu la perspective de la mise en œuvre "d'une nouvelle autorité composée de représentants de l'Etat, du mouvement sportif et des collectivités qui pourrait examiner la faisabilité des projets sportifs émergents".

Dans ce contexte, la Région Centre a fait le choix de mettre en œuvre la "Conférence Régionale du Sport" (CRS), afin de permettre de définir une stratégie pour accompagner et dynamiser le développement sportif en impliquant tous les acteurs régionaux. Cela entraînera un nouveau mode de fonctionnement du CROS et notamment des effectifs supplémentaires.

Dans le cadre de cette concertation souhaitée avec l'ensemble du mouvement sportif et les partenaires, acteurs du sport en région, le rôle et les missions du Comité Régional Olympique et Sportif sont renforcés. Ainsi, l'aide apportée par la Région au CROS est liée aux missions qu'elle lui confie dans le cadre d'une convention.

Par ailleurs, la Région souhaite prendre en charge le loyer des nouveaux locaux occupés par cet organisme, ses besoins en locaux étant étroitement liés à son développement, lui-même inhérent aux missions qu'il doit remplir.

97 000 €, 65 000 € dans le cadre de la convention de missions et 32 000 € en contrepartie du loyer sont inscrits au budget.

## Manifestations

Ces dernières années cette ligne fait l'objet d'une évolution des crédits, ce qui correspond à l'augmentation du nombre de manifestations soutenues, la Région ayant fait le choix d'intensifier cette action notamment en direction de certains territoires ou certaines structures peu ou pas soutenues par la Région au titre de sa politique sportive par ailleurs.

Le règlement adopté par la CPR de décembre permet de repréciser le cadre d'intervention de la Région dans ce domaine et notamment de clarifier les montants en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs liés à l'importance de la manifestation, à son positionnement dans le développement de la discipline concernée et à ses retombées économiques potentielles sur le territoire régional.

En 2007, la Région souhaite repositionner également son intervention en direction du sport éducatif en relation étroite avec l'Union Nationale du Sport Scolaire régionale en lien avec le mouvement sportif fédéral "classique". Dans ce contexte le soutien aux opérations telles que "Festifoot", "Les Ovalides", "Festibasket", "Gygagym", "Les trophées des Lycées", "La quinzaine du mini handball",... sera poursuivi, mais une nouvelle manifestation en direction des lycéens devrait également voir le jour.

1 253 000 €, dont 1 053 000 € au titre des manifestations fédérales et 200 000 € au titre des manifestations à caractère éducatif renforcé, seront nécessaires au budget 2007.

## Equipements des clubs

### ➤ Véhicules et matériels:

La Région contribue à la structuration du mouvement sportif et à son organisation en attribuant une aide à l'achat des véhicules servant essentiellement aux déplacements des équipes, mais également au transport organisé par les clubs pour rendre leur pratique accessible, notamment dans le cadre de leurs écoles de sport.

Dans la même logique, la Région contribue à l'achat de matériels indispensables au développement des pratiques.

Une AP à hauteur de 900 000 € est nécessaire à la poursuite de cette politique et 888 250 € permettront de prendre en compte les nouveaux dossiers et solder une partie des dossiers antérieurs.

## NTIC

En 2002 et jusqu'en 2004, la Région a initié, en partenariat avec l'Etat une action visant à favoriser l'informatisation des clubs et l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication par le mouvement sportif régional.

Cette action a été, dès son lancement, limitée à trois ans. Les engagements de crédits ne sont donc plus possibles depuis 2004, néanmoins, 12 825 € de crédits de paiement seront nécessaires pour solder certains dossiers.

## Aide au fonctionnement des Ligues

L'aide au fonctionnement des ligues passe par la signature de contrats d'objectifs qui doit permettre d'atteindre les objectifs suivants :

- favoriser le développement de la pratique sportive en associant tous les partenaires concernés.
- soutenir et accompagner le mouvement sportif dans son engagement quotidien.
- dynamiser et diversifier les activités proposées.
- prendre en compte la dimension sociale et culturelle du sport et favoriser la cohésion sociale à travers la pratique sportive

- **Cadre régional d'intervention**

Règlement d'attribution des subventions régionales pour l'organisation de manifestations sportives (voté le 7 mai 1999 - CPR n° 1999.05.71 ) et qui sera proposé pour modification le 8 décembre 2006.

Cadre d'intervention en faveur de l'équipement des clubs qui sera proposé le 8 décembre 2006.

**Programme d'action : Installations sportives**

- **Description**

Ce programme d'action regroupe des opérations de construction et de réhabilitation d'équipements sportifs homologables pour une compétition régionale, nationale ou internationale ou concernées par des mises aux normes de sécurité ou d'hygiène.

- **Tableaux budgétaires**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                               | MONTANT 2006 VOTE | MONTANT CREATION OU MODIFICATION |
|-----------|--|-------------------|----------------------------------|
| 2007.0459 | Construction d'installations sportives | 995 000           | 795 000                          |
|           | TOTAL                                  | 995 000           | 795 000                          |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 2 130 000 |          | 1 565 935 |          | 696 400                                    |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 2 130 000 |          | 1 565 935 |          | 696 400                                    |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     |           |          |           |          |  |          |
| TOTAL          | 2 130 000 |          | 1 565 935 |          | 696 400                                    |          |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

Installations sportives

Les données nouvelles du recensement des équipements sportifs mis en œuvre par le ministère de la Jeunesse des Sports et de la Vie Associative, permettent de mesurer l'importance du nombre d'équipements sportifs présents sur le territoire régional.

Ces données, la plupart de ces équipements étant vieillissants, donnent la mesure de l'importance d'une politique volontariste d'aménagement du territoire sportif régional.

#### Répartition des équipements sportifs en région Centre

|                | Nombre total d'équipements | % total d'équipements | Population       |
|----------------|----------------------------|-----------------------|------------------|
| Cher           | 1 943                      | 12,11%                | 314 428          |
| Eure-et-Loir   | 2 844                      | 17,73%                | 407 665          |
| Indre          | 2 045                      | 12,75%                | 231 139          |
| Indre-et-Loire | 3 503                      | 21,84%                | 554 003          |
| Loiret         | 3 611                      | 22,51%                | 618 126          |
| Loir-et-Cher   | 2 093                      | 13,05%                | 314 968          |
| <b>TOTAL</b>   | <b>16 039</b>              | <b>100,00%</b>        | <b>2 440 329</b> |

Source : MJSVA - RES (11 juillet 2006)

Depuis 2005, la politique de soutien aux opérations sur les installations sportives relève prioritairement des politiques territoriales. Néanmoins, quelques opérations liées à des contraintes normatives consécutives à des augmentations de niveau de pratique des associations résidentes dans ces installations sont financées au titre de la politique sportive.

De plus, certains équipements structurants ne peuvent trouver leur place dans les politiques territoriales, leurs zones d'attractivité dépassant la zone dudit territoire. Ces opérations pourraient également faire l'objet de financement au titre de la politique sportive.

A cet effet, une AP à hauteur de 795 000 € est prévue et des crédits de paiement à hauteur de 1 238 351 € seront nécessaires pour mandater une partie de ces nouveaux dossiers mais également des dossiers liés à des engagements sur les années précédentes.

#### Convention avec le Département de Loir-et-Cher

La Région s'est engagée à participer à la réalisation du stade de la maison des sports à BLOIS pour un montant de 186 000 €. Il est proposé de prévoir 93 000 € de crédits de paiement en 2007 afin de mandater 50% de ce dossier, le solde devant être mandaté en 2008.

#### Centres Régionaux Jeunesse et Sport (article 33 du CPER)

L'amélioration des conditions d'accueil des Centre Régionaux Jeunesse et Sports était prévue dans le cadre du contrat de plan afin de conforter l'offre de service de la région autour de la tête de réseau que constitue le CREPS. Afin d'honorer les derniers dossiers qui ont été engagés en 2006, il convient de prévoir des CP à hauteur de 234 559 €.

- **Cadre régional d'intervention**

Modalités d'intervention de la Région Centre en faveur des équipements sportifs" voté le 11 juin 1999 - CPR n° 1999.06.66

# **TERRITOIRES SOLIDAIRES**

## **LES ORIENTATIONS**

### **Egalité des chances et territoires solidaires**

La Région Centre, accompagne, depuis longtemps, une dynamique de territoires solidaires. Elle a, dans ce domaine, précédé dans l'esprit, les lois d'aménagement du territoire.

Fort de cette antériorité, la région Centre est l'une des premières régions françaises à s'être, très tôt, organisée en 32 pays et 8 agglomérations, réalisant ainsi une structuration quasi-complète de son territoire. Ces deux politiques sont complétées par le dispositif Villes moyennes, Cœurs de village, Franges franciliennes et Fonds Sud qui participent à l'action de maillage de notre territoire.

### **La Région et les Pays, une volonté d'innovation**

La Région soutient les développements économiques et sociaux des collectivités organisées au sein d'un Pays. Approche originale, c'est à la lumière des initiatives locales, des propositions remontant du terrain, que la Région attribue les aides dans les domaines de l'économie, du tourisme, des services à la population...

### **Parallèlement, la Région a imaginé 3 outils :**

#### **Les contrats de villes moyennes :**

Situées au cœur des campagnes, les villes moyennes organisent et animent les espaces ruraux parfois menacés de désertification. En privilégiant 3 axes d'intervention, la Région accompagne la valorisation de l'espace urbain (rénovation de places en centre ville), l'amélioration de l'accueil des populations, et de la qualité de vie (créations de bibliothèques, centres de loisirs ou modernisation des équipements sportifs).

#### **La politique des "cœurs de village" ou quand la Région défend ses campagnes :**

Elle vise à redynamiser les centre-bourgs, cœurs de communes de moins de 7 000 habitants, en créant des logements sociaux et en embellissant les rues et places des villages.

#### **Le Fond de développement du Sud :**

Souhaitant réduire les inégalités sur le territoire, la Région apporte un soutien accru aux initiatives propices à développer le sud de la région.

La Région Centre soutient ainsi les programmes de développement durable qui favorisent l'intercommunalité, la création d'emploi et les services à la population dans le respect de l'environnement.

Soucieuse d'apporter à chaque habitant, année après année, **une meilleure qualité de vie** et de bien-être, la Région accompagne concrètement les développements économique et social afin de ne pas créer de déséquilibres entre zones urbaines et zones rurales.

En 2007, la politique d'aménagement du territoire va confirmer ses actions en matière de développement solidaire, de soutien au monde rural, de renforcement de la requalification urbaine, de protection du patrimoine naturel et architectural.

### **Des priorités régionales réaffirmées :**

- Le développement économique et la création d'emplois en relation avec le Schéma régional de développement économique et social (SRDES);
- L'intercommunalité à travers le financement prioritaire des communautés de communes et des communautés d'agglomération ;
- L'habitat et le logement, notamment, en faveur des jeunes et des personnes âgées ;
- Le renouvellement et la valorisation de l'espace urbain dans les villes moyennes et les agglomérations ;

- Les services à la population en milieu urbain et rural ;
- Le développement durable qui intègre, notamment, la filière "Bois" et la "Haute qualité environnementale" (HQE).

**Ainsi en 2007, la politique d'aménagement du territoire de la région Centre intensifiera l'ensemble de ses interventions territoriales et sectorielles :**

- Le dispositif pour les huit contrats régionaux d'agglomération en région Centre qui concentrent près d'un million d'habitants et auxquels la Région consacrera à terme plus de 135 M€ dans le cadre de la deuxième génération de contrats ;
- L'affirmation de la politique régionale des 32 Pays, pour lesquels la Région contractualisera à hauteur de plus de 180 M€, dans le cadre de la deuxième génération de contrats ;
- L'engagement et le soutien aux villes moyennes de la région, via les Contrats de ville moyenne (CVM) pour lesquels le principe de la mise en place d'une deuxième génération a été acté en séance plénière de juin 2006, produisant déjà des effets en 2007 en terme crédits de paiement ;
- La confirmation de notre engagement pour l'habitat, le logement et le cadre de vie à travers le financement des opérations "Cœurs de village » et la poursuite des paiements relatifs aux crédits contractualisés : logements des jeunes et maisons de retraite dans le cadre du CPER et des conventions Région – Département ;
- Le paiement des opérations dans le cadre du CPER : Franges franciliennes, grands projets d'aménagement et Fonds régional d'aide aux conseils « Territoires » ;
- La poursuite des financements au titre Fonds de développement du Sud ;
- Un doublement des crédits réservés au titre de la politique de la Ville afin d'honorer les engagements de la Région

La poursuite de nos interventions dans le respect de nos engagements politiques correspond à un effort financier incontestable pour la région Centre, avec des crédits de paiement concentrés, principalement, sur les Contrats d'Agglomération pour 28,2 M€, sur les Contrats de Pays pour 26,2 M€ et la politique des « Cœurs de Village » pour 17,4 M€.

**Les pays, les agglomérations et les 1 794 communes, sont autant d'interlocuteurs que la Région accompagne, avec l'objectif d'un aménagement concerté et harmonieux du territoire. En 2007, la Région Centre réaffirme sa position de premier partenaire des collectivités locales.**

La poursuite de nos interventions dans le respect de nos engagements politiques correspond à un effort financier incontestable pour la région Centre, avec des crédits de paiement concentrés, principalement, sur les Contrats d'Agglomération pour 28,2 M€, sur les Contrats de Pays pour 26,2 M€ et la politique des « Cœurs de Village » pour 17,4 M€.

**Les pays, les agglomérations et les 1 794 communes, sont autant d'interlocuteurs que la Région accompagne, avec l'objectif d'un aménagement concerté et harmonieux du territoire. En 2007, la Région Centre réaffirme sa position de premier partenaire des collectivités locales.**

## LES DONNEES FINANCIERES GLOBALES DU BUDGET TERRITOIRES SOLIDAIRES

### SYNTHESE DES AUTORISATIONS AUX CHAPITRES BUDGETAIRES M71 :

| En € par chapitres                                 | Investissement<br>905 | Fonctionnement<br>935 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| <b>Autorisations de programme</b>                  | <b>43 361 700</b>     | <b>0</b>              |
| <b>Autorisations d'engagement</b>                  |                       |                       |
| <b>Crédits de paiement dépenses</b>                | <b>87 475 000</b>     | <b>1 874 500</b>      |
| <i>dont politique de la ville (51)</i>             | <i>2 175 000</i>      | <i>15 000</i>         |
| <i>dont agglomérations (52.1)</i>                  | <i>28 200 000</i>     |                       |
| <i>dont villes moyennes (52.2)</i>                 | <i>2 300 000</i>      |                       |
| <i>dont pays (53.1)</i>                            | <i>26 200 000</i>     | <i>1 859 500</i>      |
| <i>dont autres espaces de développement (53.2)</i> | <i>2 400 000</i>      |                       |
| <i>dont habitat (54)</i>                           | <i>23 150 000</i>     |                       |
| <i>dont autres actions (58)</i>                    | <i>3 050 000</i>      |                       |
| <b>Crédits de paiement recettes</b>                | <b>0</b>              | <b>0</b>              |

### SYNTHESE DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES SELON L'ARCHITECTURE FONCTIONNELLE :

#### LES CREDITS DE PAIEMENT PAR DOMAINES D'INTERVENTION

|   | BP 2006           |          | BP 2007           |          |
|---|-------------------|----------|-------------------|----------|
|   | Dépenses          | Recettes | Dépenses          | Recettes |
| <b>CONTRATS REGIONAUX</b>                     |                   |          |                   |          |
| Investissement                                | 53 198 800        |          | 56 700 000        |          |
| Fonctionnement                                | 1 842 100         |          | 1 859 500         |          |
| <b>Sous-total</b>                             | <b>55 040 900</b> |          | <b>58 559 500</b> |          |
| <b>CŒURS DE VILLAGE</b>                       |                   |          |                   |          |
| Investissement                                | 17 400 000        |          | 17 400 000        |          |
| Fonctionnement                                | 0                 |          | 0                 |          |
| <b>Sous-total</b>                             | <b>17 400 000</b> |          | <b>17 400 000</b> |          |
| <b>LOGEMENT ET POLITIQUE DE LA VILLE</b>      |                   |          |                   |          |
| Investissement                                | 7 039 000         |          | 7 925 000         |          |
| Fonctionnement                                | 255 000           |          | 15 000            |          |
| <b>Sous-total</b>                             | <b>7 294 000</b>  |          | <b>7 940 000</b>  |          |
| <b>OPERATIONS D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b> |                   |          |                   |          |
| Investissement                                | 4 632 200         |          | 5 450 000         |          |
| Fonctionnement                                | 533 400           |          | 0                 |          |
| <b>Sous-total</b>                             | <b>5 165 600</b>  |          | <b>5 450 000</b>  |          |
| <b>TOTAL</b>                                  | <b>84 900 500</b> |          | <b>89 349 500</b> |          |

**LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT CREEES OU MODIFIEES**

**• CONTRATS REGIONAUX**

| N° AP        | LIBELLES                                       | MONTANT INITIAL   | MODIFICATION        |
|--------------|--|-------------------|---------------------|
| 2006.0859    | CONTRAT REGIONAL D'AGGLOMERATION DE DREUX      | 8 050 000         | - 8 050 000         |
| 2006.0861    | CONTRAT REGIONAL D'AGGLOMERATION DE BLOIS      | 9 400 000         | - 9 400 000         |
| 2006.1813    | CONTRAT REGIONAL DU PAYS DES CHATEAUX          | 3 995 000         | - 3 995 000         |
| 2006.1810    | CONTRAT REGIONAL DU PAYS GRANDE SOLOGNE        | 5 215 000         | - 5 215 000         |
| 2006.1812    | CONTRAT REGIONAL DU PAYS DE VIERZON            | 8 005 000         | - 8 005 000         |
| 2006.1814    | CONTRAT REGIONAL DU PAYS DE LA FORET D'ORLEANS | 5 150 000         | - 5 150 000         |
| 2006.1816    | CONTRAT REGIONAL DU PAYS DE BOURGES            | 7 081 000         | - 7 081 000         |
| <b>TOTAL</b> |  | <b>46 896 000</b> | <b>- 46 896 000</b> |

| N° AP        | LIBELLES  | MONTANT           | CP 2007          | CP 2008           | CP 2009 et +      |
|--------------|---|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| 2007.0859    | CONTRAT REGIONAL D'AGGLOMERATION DE DREUX             | 8 050 000         | 615 825          | 957 950           | 4 276 563         |
| 2007.0861    | CONTRAT REGIONAL AGGLOMERATION PAYS BLOIS ET CHATEAUX | 12 000 000        | 1 109 978        | 2 929 447         | 7 369 750         |
| 2007.0860    | CONTRAT REGIONAL D'AGGLOMERATION DE MONTARGIS         | 8 182 700         | 625 976          | 1 112 847         | 4 347 057         |
| 2007.1902    | CONTRAT VILLE MOYENNE DE LAMOTTE-BEUVRON              | 268 000           | 0                | 67 000            | 201 000           |
| 2007.1903    | CONTRAT VILLE MOYENNE DE GIEN                         | 966 000           | 0                | 241 500           | 724 500           |
| 2007.1904    | CONTRAT VILLE MOYENNE 2 D'ARGENTON / CREUSE           | 324 000           | 0                | 81 000            | 243 000           |
| 2007.1810    | CONTRAT REGIONAL DE PAYS DE GRANDE SOLOGNE            | 5 575 000         | 234 675          | 599 725           | 2 294 600         |
| 2007.1812    | CONTRAT REGIONAL DE PAYS DE VIERZON                   | 8 005 000         | 216 135          | 904 565           | 3 522 200         |
| 2007.1816    | CONTRAT REGIONAL DE PAYS DE BOURGES                   | 7 081 000         | 173 205          | 798 155           | 3 115 640         |
| 2007.1822    | CONTRAT REGIONAL DE PAYS DU CHINONNAIS                | 9 546 000         | 395 855          | 1 097 790         | 4 200 240         |
| 2007.1814    | CONTRAT REGIONAL DE PAYS DE LA FORET D'ORLEANS        | 5 262 000         | 139 050          | 581 950           | 2 266 000 €       |
| 2007.1820    | CONTRAT REGIONAL DE PAYS TOURAINE COTE SUD            | 7 498 000         | 337 140          | 861 580           | 3 326 480         |
| <b>TOTAL</b> |   | <b>72 757 700</b> | <b>3 847 839</b> | <b>10 233 509</b> | <b>35 887 030</b> |

• **CŒURS DE VILLAGE**

| <b>N° AP</b> | <b>LIBELLES</b>  | <b>MONTANT</b> | <b>CP 2007</b> | <b>CP 2008</b> | <b>CP 2009 et +</b> |
|--------------|------------------|----------------|----------------|----------------|---------------------|
| 2007.0154    | CŒURS DE VILLAGE | 15 000 000     | 6 000 000      | 4 500 000      | 4 500 000           |

• **FONDS SUD – EQUIPEMENTS STRUCTURANTS**

| <b>N° AP</b> | <b>LIBELLES</b>                          | <b>MONTANT</b> | <b>CP 2007</b> | <b>CP 2008</b> | <b>CP 2009 et +</b> |
|--------------|--|----------------|----------------|----------------|---------------------|
| 2007.0702    | FONDS SUD<br>EQUIPEMENTS<br>STRUCTURANTS | 2 500 000      | 600 000        | 600 000        | 1 300 000           |

## DETAIL PAR DOMAINE D'INTERVENTION ET PAR PROGRAMME D'ACTION

### DOMAINE D'INTERVENTION: CONTRATS REGIONAUX

#### Programme d'action : contrats d'agglomération

- **Description**

La première génération des Contrats d'Agglomération intéresse les agglomérations des six chefs-lieux de département ainsi que celles de DREUX et MONTARGIS.

Les Contrats d'Agglomération sont la traduction opérationnelle de la volonté des communes de faire face ensemble aux enjeux de développement et d'organisation urbaine notamment dans les domaines de l'habitat, des grandes infrastructures, du développement économique, des équipements publics d'agglomération, de l'environnement, du tourisme et du cadre de vie.

- **Tableaux budgétaires**

- *Les crédits de paiement*

|                | BP 2006    |          | BP 2007    |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|------------|----------|------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES   | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |            |          |            |          |  |          |
| AP             | 16 962 600 |          | 10 000 000 |          | 1 633 000  |          |
| Autres crédits |            |          |            |          |  |          |
| Sous-total     | 16 962 600 |          | 10 000 000 |          | 1 633 900  |          |
| Fonctionnement |            |          |            |          |  |          |
| AE             |            |          |            |          |  |          |
| Autres crédits |            |          |            |          |  |          |
| Sous-total     |            |          |            |          |  |          |
| TOTAL          | 16 962 600 |          | 10 000 000 |          | 1 633 900  |          |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

L'ensemble des Contrats d'Agglomération de première génération est terminé. Un montant total de 111,687 M € a ainsi été engagé de 1999 à 2006 au bénéfice des 8 agglomérations de la région.

Les crédits de paiement pour 2007 permettront de solder le financement d'un certain nombre d'opérations, comme la station d'épuration de TOURS, l'aménagement du pôle d'activités 45 et de la Gare à ORLEANS, l'aménagement du cœur de ville de CHARTRES, l'étude du complexe sportif de BLOIS, le réaménagement du site Seita de CHATEAUROUX, la maison des associations à CHALETTE-SUR-LOING et la construction d'un pôle culturel à DREUX.

- **Cadre régional d'intervention**

Délibérations du Conseil régional DAP n° 97.06.04 du 16 octobre 1997 et DAP n° 98.06.03 du 2 octobre 1998 relatives à la mise en œuvre de la politiques des Contrats d'Agglomération

Délibérations du Conseil régional DAP 93.03.04 du 22 octobre 1993, DAP 97.97.03 du 11 décembre 1997, DAP 00.05.08 du 19 octobre 2000, DAP 03.05.06 du 19 décembre 2003 relatives au Fonds de développement du Sud

**Programme d'action :  
contrats régionaux d'agglomération**

- **Description**

Il s'agit de la deuxième génération des Contrats d'Agglomération qui intéresse les agglomérations des six chefs-lieux de département ainsi que celles de DREUX et MONTARGIS.

La stratégie de l'agglomération s'exprime au travers d'une charte de développement actualisée qui intègre les principes du développement durable notamment en matière :

- d'étalement urbain
- d'organisation de l'offre économique
- de rationalisation des déplacements
- de lutte contre les exclusions

Les Contrats Régionaux d'Agglomération s'inscrivent dans la stratégie régionale d'aménagement du territoire. A cet égard, les programmes d'actions s'attachent à mettre en évidence la cohérence et la pertinence de ses interventions avec les priorités régionales, en particulier :

- le développement durable, dans la perspective de l'élaboration d'un agenda 21 local,
- l'habitat, en cohérence avec les objectifs du PLH,
- le renouvellement urbain,
- le foncier,
- le développement de modes de transport alternatifs à la voiture individuelle (TCSP, intermodalité, pistes cyclables)
- le patrimoine naturel, par la mise en œuvre d'un plan vert à l'échelle de l'agglomération,
- le développement économique et l'emploi.

- **Tableaux budgétaires**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES   | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|--|----------------------|--|
| 2006.0859 | CONTRAT REGIONAL<br>D'AGGLOMERATION DE DREUX             | 8 050 000            | - 8 050 000                            |
| 2007.0859 | CONTRAT REGIONAL<br>D'AGGLOMERATION DE DREUX             |                      | + 8 050 000                            |
| 2006.0861 | CONTRAT REGIONAL<br>D'AGGLOMERATION DE BLOIS             | 9 400 000            | - 9 400 000                            |
| 2007.0861 | CONTRAT REGIONAL AGGLOMERATION<br>PAYS BLOIS ET CHATEAUX |                      | 12 000 000                             |
| 2007.0860 | CONTRAT REGIONAL AGGLOMERATION<br>DE MONTARGIS           |                      | 8 182 700                              |
|           | <b>TOTAL</b>   |                      | <b>10 782 700</b>                      |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006           |          | BP 2007           |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|-------------------|----------|-------------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES          | RECETTES | DEPENSES          | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |                   |          |                   |          |  |          |
| AP             | 10 602 000        |          | 18 200 000        |          | 47 563 931                                       |          |
| Autres crédits |                   |          |                   |          |  |          |
| Sous-total     | 10 602 000        |          | 18 200 000        |          | 47 563 931                                       |          |
| Fonctionnement |                   |          |                   |          |  |          |
| AE             |                   |          |                   |          |  |          |
| Autres crédits |                   |          |                   |          |  |          |
| Sous-total     |                   |          |                   |          |  |          |
| <b>TOTAL</b>   | <b>10 602 000</b> |          | <b>18 200 000</b> |          | <b>47 563 931</b>                                |          |

- **Commentaires et explications**

L'année 2006 a vu la signature de deux Contrats Régionaux d'Agglomération, celui de BOURGES et celui de CHARTRES, qui viennent tous les trois s'ajouter aux Contrats Régionaux de TOURS (signé en 2004) et d'ORLEANS (signé en 2005).

Tous les autres Contrats devraient être signés en 2007. Ce sera notamment le cas de Dreux, de MONTARGIS et du Castelroussin (dans un Contrat unique avec le Pays). Enfin, la Communauté d'Agglomération de BLOIS et le Pays des Châteaux ayant fait le choix de s'engager dans la signature d'un Contrat commun Agglomération / Pays, il importe d'abonder l'AP initialement prévue pour le Contrat d'Agglomération seul. Cette AP sera abondée le moment venu si le territoire remplit les conditions requises pour bénéficier de la réserve de performance.

Les crédits de paiement prévus en 2007 permettront de poursuivre le financement des opérations engagées sur les agglomérations de TOURS et d'ORLEANS (comme par exemple, le gymnase Minouflet ou la réhabilitation des espaces publics de la rue de Bourgogne à ORLEANS et l'aménagement du quartier de la Rabière à JOUE-LES-TOURS) et de répondre aux demandes de versement des premiers engagements des Contrats Régionaux signés sur le second semestre 2006 ou sur 2007.

- **Cadre régional d'intervention**

Délibérations de la Commission permanente régionale CPR n° 03.06.79 du 19 septembre 2003 et CPR n° 04.06.32bis du 9 juillet 2004 adoptant le principe d'un renouvellement des Contrats d'Agglomération et le règlement d'application des Contrats Régionaux d'Agglomération.

**Programme d'action :  
Contrats de pays**

- **Description**

La politique des Contrats de Pays, définie en 1994 et mise en application à compter de 1998, fait figure de référence nationale. Plus de dix années plus tard, 31 Pays ont bénéficié d'un premier Contrat de Pays avec la Région.

Cette politique s'appuie sur les idées forces suivantes :

- la définition de Pays de dimension suffisante, comptant un ou plusieurs pôles urbains, et présentant une cohérence géographique, économique et sociale,
- une organisation locale basée sur une structure de droit public,
- l'élaboration par le Pays dans un cadre partenarial, d'une charte de développement puis d'un programme d'actions précis,
- le recrutement par le Pays d'un agent de développement permanent.

Les territoires du Sud de la région bénéficient également d'une part de Fonds Sud contractualisé au sein de leur contrat. Ce dispositif de solidarité régionale concerne les projets économiques, culturels et touristiques, qui contribuent de manière significative au développement et à l'aménagement du Sud de la région.

- **Tableaux budgétaires**

- *Les crédits de paiement*

|                | BP 2006    |          | BP 2007    |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|------------|----------|------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES   | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |            |          |            |          |  |          |
| AP             | 18 084 100 |          | 13 600 000 |          | 11 633 488                                 |          |
| Autres crédits |            |          |            |          |  |          |
| Sous-total     | 18 084 100 |          | 13 600 000 |          | 11 633 488                                 |          |
| Fonctionnement |            |          |            |          |  |          |
| AE             |            |          |            |          |  |          |
| Autres crédits | 59 500     |          | 59 500     |          |  |          |
| Sous-total     |            |          |            |          |  |          |
| TOTAL          | 18 143 600 |          | 13 659 500 |          | 11 633 488                                 |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Après un pic dans les paiements en 2006, les crédits de paiement nécessaires pour honorer nos engagements au titre de la première génération de contrats commencent à décroître. Les crédits 2007 permettront notamment le paiement des opérations suivantes : le solde de la piscine ludique intercommunale de CLOYES-SUR-LE-LOIR en Pays Dunois, l'aménagement de la zone d'activités du Val Drouette en Pays Chartrain, le solde du projet d'aménagement de l'esplanade de la gare de LOCHES, la deuxième tranche du projet d'aménagement du site Pasteur à LA CHATRE, l'aménagement d'un complexe associatif à Marron en Pays Castelroussin, la création d'une médiathèque à CHATEAURENARD en Pays Gâtinais.

- **Cadre régional d'intervention**

Politique des Contrats de Pays : DAP n° 1994.07.04

Règlement d'application des Contrats de Pays :

- CPR n° 1995.02.28 du 12 mai 1995
- CPR n° 1996.05.40 du 10 mai 1996
- CPR n° 2000.01.38 du 11 février 2000
- DAP n° 01.04.10 du 19 octobre 2001
- CPR n° 2001.04.10 du 19 octobre 2001
- CPR n° 2002.08.81bis du 15 novembre 2002

Fonds de Développement du Sud :

- DAP 93.03.04 du 22 octobre 1993
- DAP 97.97.03 du 11 décembre 1997
- DAP 00.05.08 du 19 octobre 2000
- DAP 03.05.06 du 19 décembre 2003

**Programme d'action :  
Contrats régionaux de pays**

- **Description**

La nouvelle politique régionale définissant les Contrats Régionaux de Pays a été votée en décembre 2001. Ce dispositif repose sur deux idées forces :

- le respect de l'initiative locale, pour que la mobilisation volontaire d'acteurs sur un territoire conserve tout son sens et produise toute la plus value qui en est attendue.
- la prise en compte des priorités définies par la Région dans son projet de développement régional.

Ainsi, le Contrat Régional de Pays formalise la rencontre entre le projet régional d'aménagement du territoire et le projet de développement local du Pays. Le Pays, indépendant de la Région, est au cœur du projet de développement pour lequel la Région est co-contractant principal mais pas exclusif.

Le règlement modifié en juin et juillet 2004 renforce la nécessaire prise en compte des priorités régionales, notamment l'intercommunalité, le développement durable, les services à la population et le développement économique.

Cette politique permet également à la Région d'exprimer sa solidarité envers les territoires les plus fragiles par l'intermédiaire d'une dotation de solidarité au bénéfice des territoires du Sud affectée à des projets structurant répondant aux modalités du règlement du Fonds de Développement du Sud.

- **Tableaux budgétaires**

- *Les autorisations de programme*

| N° AP        | LIBELLES  | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|--------------|---|----------------------|--|
| 2006.1813    | CONTRAT REGIONAL DU PAYS DES<br>CHATEAUX          | 3 995 000            | - 3 995 000                            |
| 2006.1810    | CONTRAT REGIONAL DU PAYS GRANDE<br>SOLOGNE        | 5 215 000            | - 5 215 000                            |
| 2007.1810    | CONTRAT REGIONAL DU PAYS GRANDE<br>SOLOGNE        |                      | 5 575 000                              |
| 2006.1812    | CONTRAT REGIONAL DU PAYS DE<br>VIERZON            | 8 005 000            | - 8 005 000                            |
| 2007.1812    | CONTRAT REGIONAL DU PAYS DE<br>VIERZON            |                      | 8 005 000                              |
| 2006.1816    | CONTRAT REGIONAL DU PAYS DE<br>BOURGES            | 7 081 000            | - 7 081 000                            |
| 2007.1816    | CONTRAT REGIONAL DU PAYS DE<br>BOURGES            |                      | 7 081 000                              |
| 2007.1822    | CONTRAT REGIONAL DU PAYS DU<br>CHINONNAIS         |                      | 9 546 000                              |
| 2006.1814    | CONTRAT REGIONAL DE PAYS DE LA<br>FORET D'ORLEANS | 5 150 000            | - 5 150 000                            |
| 2007.1814    | CONTRAT REGIONAL DE PAYS DE LA<br>FORET D'ORLEANS |                      | 5 262 000                              |
| 2007.1820    | CONTRAT REGIONAL DE PAYS<br>TOURAINNE COTE SUD    |                      | 7 498 000                              |
| <b>TOTAL</b> |   |                      | <b>13 521 000</b>                      |

- *Les crédits de paiement*

|                | BP 2006          |          | BP 2007           |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|------------------|----------|-------------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES         | RECETTES | DEPENSES          | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |                  |          |                   |          |  |          |
| AP             | 5 550 100        |          | 12 600 000        |          | 46 328 733                                       |          |
| Autres crédits |                  |          |                   |          |  |          |
| Sous-total     | 5 550 100        |          | 12 600 000        |          | 46 328 733                                       |          |
| Fonctionnement |                  |          |                   |          |  |          |
| AE             |                  |          |                   |          |  |          |
| Autres crédits | 1 782 600        |          | 1 800 000         |          |  |          |
| Sous-total     |                  |          |                   |          |  |          |
| <b>TOTAL</b>   | <b>7 332 700</b> |          | <b>14 400 000</b> |          | <b>46 328 733</b>                                |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

L'année 2006 a vu la réalisation des premiers projets présentés dans le cadre des 11 Contrats Régionaux de Pays signés en 2004, 2005.

En 2004 :

- Beauce Gâtinais en Pithiverais
- Brenne
- Vendômois
- Issoudun
- Sancerre-Sologne

En 2005 :

- Perche
- Val de Creuse Val d'Anglin
- Loire Val d'Aubois
- Sologne Val Sud
- Berry Saint-Amandois
- Boischaut Nord

Après un démarrage très lent en 2005 et 2006, les besoins en crédits de paiement montent en puissance et un montant de crédits de 12 600 000 € sera nécessaire pour l'année 2007. Ils vont permettre notamment la mise en œuvre d'un certain nombre de projets, notamment ceux des Contrats Régionaux de Pays signés en 2006 :

- La Châtre en Berry
- Beauce Val de Loire
- Loire Touraine
- Giennois
- Vallée du Cher
- Loire Beauce
- Loire Nature
- Dunois

A titre d'exemple, on peut citer : la création de jardins par l'association d'Entr'Aide du Bassin d'Emploi AUBIGNY BELLEVILLE en Pays Sancerre Sologne, l'extension de la maison du Parc en Brenne, le centre d'activités des formations tertiaires à Issoudun en Pays d'Issoudun et de la Champagne berrichonne, la création d'un hôtel des services sociaux à Argenton en Pays Val de Creuse Val d'Anglin, l'aménagement du bar "au bon coin" en Pays Perche, la création d'un ensemble associatif à ANJOUIN dans le Pays du Boischaut Nord, la construction d'un gymnase à SANCOINS dans le Pays Loire Val d'Aubois, et la construction de cinq gîtes de groupe pour la Fondation Sologne en Pays Sologne Val Sud.

Les Contrats Régionaux de Pays de Grande Sologne, Vierzon et Bourges, Forêt d'Orléans dont les APG ont été créées en 2006, devraient être finalement signés en 2007. Il importe donc de changer leur millésime. Quant aux Pays du Chinonais et de Touraine Côté Sud, il est nécessaire de créer leurs APG puisque ces territoires ont dépassé le stade des 70% de mandatement au titre du premier contrat à la date du 1<sup>er</sup> octobre 2006.

Concernant le fonctionnement, il est nécessaire de prévoir un crédit de 1 800 000 € pour le financement des postes d'animation dans les syndicats de pays, ainsi que pour des actions de formation et de mise en réseau.

- **Cadre régional d'intervention**

Politique des Contrats Régionaux de Pays : DAP n° 2001.05.09

Règlement d'application des Contrats Régionaux de Pays :

- CPR n° 2002.07.08bis du 15 novembre 2002
- CPR n° 2004.05.28 du 18 juin 2004
- CPR n° 2004.06.33bis du 9 juillet 2004
- CPR n° 2005.03.35 du 25 mars 2005
- CPR n° 2005.04.49 du 29 avril 2005
- CPR n° 2005.06.39 du 17 juin 2005

**Programme d'action :  
Contrats villes moyenne**

• **Description**

Les villes moyennes, qui assument des fonctions de centralité au bénéfice d'un territoire plus vaste que les limites communales, sont appréciées notamment par la présence significative d'emplois sur leur territoire.

Cette politique vise le renforcement des fonctions d'animation et d'organisation urbaines des villes moyennes, autour de trois grands axes d'intervention (la valorisation de l'espace urbain, l'amélioration de l'accueil des populations, l'amélioration de la qualité de la vie).

• **Tableaux budgétaires**

- Les autorisations de programme

| N° AP        | LIBELLES  | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|--------------|---|----------------------|--|
| 2007.1902    | CONTRAT VILLE MOYENNE DE<br>LAMOTTE-BEUVRON               |                      | 268 000                                |
| 2007.1903    | CONTRAT VILLE MOYENNE DE GIEN                             |                      | 966 000                                |
| 2007.1904    | CONTRAT VILLE MOYENNE D'ARGENTON<br>- Deuxième génération |                      | 324 000                                |
| <b>TOTAL</b> |   |                      | <b>1 558 000</b>                       |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006          |          | BP 2007          |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|------------------|----------|------------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES         | RECETTES | DEPENSES         | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |                  |          |                  |          |  |          |
| AP 2001 0442   | 2 000 000        |          | 2 300 000        |          | 4 027 300  |          |
| Autres crédits |                  |          |                  |          |  |          |
| Sous-total     | 2 000 000        |          | 2 300 000        |          | 4 027 300  |          |
| Fonctionnement |                  |          |                  |          |  |          |
| AE             |                  |          |                  |          |  |          |
| Autres crédits |                  |          |                  |          |  |          |
| Sous-total     |                  |          |                  |          |  |          |
| <b>TOTAL</b>   | <b>2 000 000</b> |          | <b>2 300 000</b> |          | <b>4 027 300</b>                                 |          |

• **Commentaires et explication de la proposition 2007**

18 Contrats Ville Moyenne de première génération ont été signés au 31 décembre 2006 : ISSOUDUN, ARGENTON, CHINON, LOCHES, PITHIVIERS, AUNEAU, BEAUGENCY, MEHUN SUR YEVRE, MONTLOUIS, ROMORANTIN, VIERZON, NOGENT LE ROTROU, VENDOME, AMBOISE, CHATEAU-RENAULT, LE BLANC, CHATEAUDUN et SAINT-AMAND-MONTROND, soit au total 12,160 M€.

Par ailleurs, les villes de GIEN et de LAMOTTE-BEUVRON, engagées dans l'élaboration de leur projet de développement urbain, devraient aboutir à la signature de leur premier Contrat Ville

Moyenne en 2007. Cette contractualisation envisagée nécessite également de créer deux APG correspondant aux dotations auxquelles ces villes peuvent prétendre.

Enfin, le Conseil régional, en session plénière de juin 2006, a ouvert la possibilité aux villes moyennes ayant achevé leur premier Contrat de 4 ans et sous réserve d'avoir atteint un taux de mandatement de 80%, la possibilité de conclure avec la Région un deuxième Contrat Ville Moyenne. Ce fût le cas pour Issoudun en 2006 et une des AP créées en 2007 devrait permettre à ARGENTON-SUR-CREUSE de bénéficier également d'un deuxième Contrat Ville Moyenne.

Les crédits de paiement pour 2007 permettront de poursuivre le financement d'opérations structurantes pour les villes moyennes dont notamment : la restructuration du stade Mérillac à ISSOUDUN, la construction d'une maison des arts à ARGENTON SUR CREUSE, l'aménagement de la place de l'Hôtel de ville à CHINON, l'aménagement du quartier du Bourgeau à ROMORANTIN, l'aménagement des espaces extérieurs de l'îlot B3 du site Société Française à VIERZON, les aménagements urbains projetés sur NOGENT-LE-ROTRON.

- **Cadre régional d'intervention**

Délibération du Conseil régional DAP n° 01.03.08 du 14 juin 2001 adoptant le règlement d'application de la politique des Contrats Villes Moyennes.

Délibération du Conseil régional DAP n° 06.02.11 du 29 juin 2006 adoptant les principes d'une deuxième génération des Contrats Villes Moyennes.

## DOMAINE D'INTERVENTION : CŒURS DE VILLAGE

### Programme d'action : Cœurs de village

- **Description**

Création de logements locatifs d'intérêt social, et en accompagnement, l'amélioration du cadre de vie environnant.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° APG   | LIBELLES         | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|----------|------------------|----------------------|--|
| 20070154 | Cœurs de Village | 15 379 400           | 15 000 000                             |
|          | <b>TOTAL</b>     | <b>15 379 400</b>    | <b>15 000 000</b>                      |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006    |          | BP 2007    |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|------------|----------|------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES   | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |            |          |            |          |  |          |
| AP             | 17 400 000 |          | 17 400 000 |          | 31 800 000                                       |          |
| Autres crédits |            |          |            |          |  |          |
| Sous-total     | 17 400 000 |          | 17 400 000 |          | 31 800 000                                       |          |
| Fonctionnement |            |          |            |          |  |          |
| AE             |            |          |            |          |  |          |
| Autres crédits |            |          |            |          |  |          |
| Sous-total     |            |          |            |          |  |          |
| TOTAL          | 17 400 000 |          | 17 400 000 |          | 31 800 000                                       |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Depuis 1998, **926** communes ont bénéficié de subventions au titre des Cœurs de Village. Durant cette même période, la Région a permis la réhabilitation et la construction de **2 816** logements locatifs sociaux grâce à la politique Cœurs de Village. Les crédits consacrés à cette politique atteignent leur vitesse de croisière. Le taux annuel de réalisation pour les mandatements avoisine et dépasse même les 100%.

Les crédits de paiement proposés pour 2007 permettront d'honorer les engagements liés à l'AP 2007 (à hauteur de 6 000 000 €), à l'AP 2006 (à hauteur de 4 614 000 €), et aux AP antérieures (à hauteur de 6 786 000 €).

- **Cadre régional d'intervention**

Délibérations :

- n° 95.04.09 des 19 et 20 octobre 1995
- n° 97.06.72 du 19 mai 1997
- n° 00.65.76 du 15 septembre 2000
- n° 04.10.47 du 10 décembre 2004
- n° 05.07.74 du 8 juillet 2005

**Programme d'action :  
Politique de la ville**

• **Description**

Est concerné dans ce programme d'action, l'ensemble des politiques mises en place par la Région afin de participer aux actions de requalification des quartiers dits sensibles faisant l'objet de procédures particulières dans le cadre de la politique de la ville.

Les Contrats de Ville (article 27-1 du Contrat de Plan Etat-Région 2000-2006)

Pour les 10 Contrats de Ville (Bourges, Blois, Chartres, Châteauroux, Dreux, Montargis, Orléans, Pithiviers, Tours, Vierzon), la Région Centre a réservé une enveloppe de 15 244 902 € dont 11 433 676 € pour les programmes d'investissement.

Les financements de la Région concernent principalement les axes suivants :

- les aménagements urbains
- les restructurations urbaines
- l'habitat
- la réalisation d'équipements sportifs et culturels dans les quartiers sociaux
- l'implantation de services publics dans les quartiers sociaux
- l'insertion par l'activité économique
- les activités économiques dans les quartiers sociaux

La Région Centre a également réparti une enveloppe de 3 811 226 € destinées aux opérations de fonctionnement principalement liées à la gestion urbaine de proximité.

Les Grands Projets de Ville

Le Comité Interministériel des Villes du 14 décembre 1999 a décidé la création de cinquante Grands Projets de Ville (GPV) dont trois en région Centre :

- le G.P.V. d'ORLEANS sur le quartier de La Source,
- le G.P.V. de BLOIS sur le quartier Croix Chevalier,
- le G.P.V. de l'agglomération tourangelle qui concerne les quartiers sociaux des villes de TOURS, JOUE-LES-TOURS, SAINT-PIERRE-DES-CORPS et LA RICHE.

Le GPV constitue un projet global social et urbain qui vise à réinsérer un ou plusieurs quartiers dans la logique de développement de l'agglomération par la mise en œuvre d'un programme conséquent de renouvellement urbain.

Seul le GPV de l'agglomération tourangelle (609 796 €) a fait l'objet d'engagements.

- **Tableaux budgétaires**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 1 230 000 |          | 2 175 000 |          | 3 684 793                                  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 1 230 000 |          | 2 175 000 |          | 3 684 793                                  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 255 000   |          | 15 000    |          |  |          |
| Sous-total     | 255 000   |          |           |          |  |          |
| TOTAL          | 1 485 000 |          | 2 190 000 |          | 3 684 793                                  |          |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

Les crédits de paiement d'investissement proposés pour 2007 seront entièrement consacrés aux engagements antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2007, essentiellement au titre des 10 contrats de ville.

Il est nécessaire de prévoir un crédit de 15 000 € pour le fonctionnement du Réseau des Villes.

- **Cadre régional d'intervention**

Délibération DAP n° 94.03.03 en date du 5 mai 1994

Délibération DAP n° 94.07.09 en date du 19 décembre 1994

Délibération DAP n° 97.01.01 en date du 6 février 1997

Délibération CPR n° 97.08.51 en date du 11 juillet 1997

Convention d'application relative à la mise en œuvre de l'article 27 du CPER 2000-2006 (CPR n° 00.08.1 en date du 13 octobre 2000).

### Programme d'action : Logements

- **Description**

L'article 27-2 du Contrat de plan Etat-Région 2000-2006 définit les objectifs, les programmes et les financements conjoints dans le domaine du logement. La Région a ainsi réservé une enveloppe de 6 097 961 € pour les opérations de construction-démolition de logements conduits dans le cadre de programmes de renouvellement urbain. Elle a également prévu de consacrer un effort supplémentaire propre de 6 097 961 €, en faveur de l'adaptation du logement des personnes âgées et en faveur de l'amélioration des logements des jeunes.

Par ailleurs, l'article 28 du Contrat de plan Etat-Région 2000-2006, relatif à l'accueil des personnes âgées, complète le dispositif précédent et vise à améliorer les conditions d'accueil des personnes âgées dans les structures spécialisées.

Dans le cadre des conventions Région – Département de l'Indre, du Loir-et-Cher, du Cher et du Loiret 2000-2006, la Région et les Départements ont convenu d'un programme particulier

d'adaptation de l'équipement départemental d'hébergement à la prise en charge de la dépendance des personnes âgées et des personnes handicapées, hors contrat de plan.

Enfin, la Région intervient par l'intermédiaire de conventions avec le Département de l'Eure-et-Loir en matière de logement conventionné en vue d'accroître l'offre en logements locatifs en milieu rural.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 5 809 000 |          | 5 750 000 |          | 10 416 525                                 |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 5 809 000 |          | 5 750 000 |          | 10 416 525                                 |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     |           |          |           |          |  |          |
| TOTAL          | 5 809 000 |          | 5 750 000 |          | 10 416 525                                 |          |

- **Commentaires et explication de la proposition 2007**

Les crédits de paiement prévus permettent de répondre aux engagements pris par la Région au titre de l'article **27-2 du CPER** (690 000 € pour le logement des jeunes, 522 000 € pour le maintien à domicile des personnes âgées et 236 000 € pour les démolitions. Ils permettront notamment de payer des opérations concernant le logement des jeunes (réhabilitation de Foyers de Jeunes Travailleurs et création de résidences sociales) engagés en 2005 et 2006 (TOURS, SAINT-AMAND-MONTROND ET BOURGES par exemple).

Le dispositif de soutien aux projets de modernisation et de restructuration des **maisons de retraite**, prévu à l'article 28 du Contrat de Plan, mais aussi à travers les conventions Région / Département de l'Indre, du Cher, de Loir-et-Cher et du Loiret est entré activement en vigueur en 2006. Les crédits de paiement prévus pour 2007 (2 496 299 € au titre du Contrat de plan Etat-Région et 1 035 701 € au titre des conventions) permettront de solder différents projets engagés antérieurement (maison de retraite de GRAÇAY, pavillons Debré et Montaigne du Centre Départemental des Grands Chênes dans l'Indre) ou de verser les premiers acomptes d'opérations engagées en 2006 (maison de retraite de Villecante à DRY, maisons de retraite d'ARGENTON-SUR-CREUSE, de MEZIERE EN BRENNÉ et de CHABRIS).

Les crédits prévus en 2007 (770 000 €) au titre de la **convention avec le Département d'Eure-et-Loir** permettront notamment de payer la viabilisation préalable à la construction de 17 logements à SAINT-REMY-SUR AVRE, 6 logements à FONTENAY-SUR-EURE, 17 logements à CLOYES-SUR-LE-LOIR et 11 logements à CHERISY.

- **Cadre régional d'intervention**

Convention d'application relative à la mise en œuvre de l'article 27 du CPER 2000-2006 (CPR n° 00.08.61 du 13 octobre 2000)

Délibération DAP n° 02.01.07 en date du 14 mars 2002 définissant les modalités d'intervention de la Région en faveur du logement des personnes âgées (article 27-2 du CPER)

Délibération DAP n° 03.01.09 en date du 20 mars 2003 définissant les modalités d'intervention de la Région en faveur du logement des jeunes (article 27-2 du CPER)

Convention d'application relative à la mise en œuvre de l'article 28 du CPER 2000-2006 en faveur de l'accueil des personnes âgées (CPR n° 00.08.64 du 13 octobre 2000)

Convention Région - Département de l'Indre et Région - Département du Loir-et-Cher (DAP n° 00.01.02 en date du 20 et 21 janvier 2000)

Avenant n° 1 à la convention de l'Indre (CPR n° 04.09.02 en date du 19 novembre 2004), avenant n° 1 à la convention du Loiret (CPR n° 04.10.09 en date du 10 décembre 2004) et avenants n° 2 aux conventions du Loir-et-Cher et du Cher (CPR n° 05.07.78 et 05.07.79 du 8 juillet 2005),

Convention Région-Département d'Eure-et-Loir 2000-2006 (DAP 01.01.01 en date du 20 janvier 2000)

## DOMAINE D'INTERVENTION: OPERATIONS D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

### Programme d'action : Opérations particulières d'aménagement du territoire

- **Description**

L'Etat et la Région ont souhaité disposer, au titre du volet territorial du Contrat de Plan 2000 - 2006, d'outils leur permettant d'agir pour accompagner l'aménagement du territoire régional et en particulier les projets de développement propres aux deux grandes unités infrarégionales que constituent, d'une part le secteur soumis à l'influence de la région Ile-de-France, nommé "Franges franciliennes", d'autre part le sud en voie de dévitalisation, principalement l'Indre, le Cher et une partie du Loir-et-Cher et d'Indre-et-Loire.

C'est ainsi que :

- l'article 26-1 "Franges franciliennes" vise à soutenir des projets permettant d'apporter des réponses adaptées aux difficultés que rencontrent les acteurs locaux pour accompagner le développement de ces territoires urbains du nord-est de la région (Eure-et-Loir, Loiret), notamment en matière de transport, de services ou encore de maîtrise foncière.
- L'article 26-2 "Grands projets d'aménagement du territoire" permet de mobiliser des moyens au bénéfice de quelques grands projets d'aménagement du territoire à caractère environnemental et à finalité économique, prioritairement localisés dans le sud de la région.
- Le FRAC "territoires" (article 26-3) est destiné à soutenir le développement de l'ingénierie dans les territoires, et permet à ce titre d'accompagner des études stratégiques à caractère transversal ou thématique (développement économique et social, tourisme, loisirs, culture, foncier ...), ainsi que l'animation de programmes LEADER +.

Par ailleurs, la Région a contractualisé avec les Départements d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher des opérations structurantes d'aménagement de zones d'activités économiques. Il s'agit des zones d'activité de SORIGNY (37) et de MER (41).

- **Tableaux budgétaires 2007**

- *Les crédits de paiement*

|                | BP 2006          |          | BP 2007          |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|------------------|----------|------------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES         | RECETTES | DEPENSES         | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |                  |          |                  |          |  |          |
| AP             | 2 232 200        |          | 3 050 000        |          | 4 280 000                                  |          |
| Autres crédits |                  |          |                  |          |  |          |
| Sous-total     | 2 232 200        |          | 3 050 000        |          | 4 280 000                                  |          |
| Fonctionnement |                  |          |                  |          |  |          |
| AE             |                  |          |                  |          |  |          |
| Autres crédits | 533 400          |          |                  |          |  |          |
| Sous-total     | 533 400          |          |                  |          |  |          |
| <b>TOTAL</b>   | <b>2 765 600</b> |          | <b>3 050 000</b> |          | <b>4 280 000</b>                           |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Toutes les AP de ce programme d'actions correspondent à des politiques contractualisées (contrat de plan, conventions Région/Département).

Les crédits de paiement relatifs aux franges franciliennes (400 000 €) correspondent essentiellement à des acomptes pour la crèche de SENONCHES, le projet d'aménagement de la gare d'EPERNON, et pour le projet de Centre de Loisirs sans hébergement de PITHIVIERS.

Les crédits de paiement relatifs à l'article 26-2 "grands projets" du CPER (2 500 000 €) permettront d'honorer également des engagements de 2005 et 2006 : espace gare du BLANC, opération de La Brèche à CHINON, renforcement de l'offre touristique au Château de VALENÇAY, friche entre-peaux à BOURGES, reconversion d'une friche militaire à SALBRIS, Zones d'activités de DREUX ...

Les crédits de paiement prévus au titre du FRAC Territoires (150 000 €) permettront de solder des études en cours, notamment projets de développement urbain (préalables à un contrat ville moyenne) de LA FERTE SAINT AUBIN, de SAINT-AMAND-MONTROND, de GIEN et de LA CHATRE, les chartes actualisées des agglomérations de MONTARGIS, de DREUX et de BOURGES, et des pays LOIRE NATURE, GRANDE SOLOGNE, Pays des CHATEAUX, ainsi que différentes études de faisabilité.

- **Cadre régional d'intervention**

Convention d'application de l'article 26 du contrat de plan 2000-2006 (CPR 00.08.63 du 13 octobre 2000) et son avenant n°1 (CPR 04.02.113 du 20 février 2004)

Conventions Région – Départements de l'Indre et Loire et du Loir et Cher (DAP 00.01.02 du 20-21/01/2000) et leurs avenants (DAP 03.05.02 du 18-19/12/2003)

**Programme d'action : Projets structurants  
du Fonds de développement du Sud**

- **Description**

Créé en 1993, ce dispositif de solidarité régionale se décompose en :

- d'une part, un volet "aides économiques" qui permet d'adapter les règlements des outils d'aides économiques,
- d'autre part, un volet "projets structurants" qui permet de soutenir des projets publics à finalité économique, culturelle ou touristique, contribuant de manière significative au développement et à l'aménagement du sud de la région.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES   | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|--|----------------------|--|
| 2007 0702 | Equipements structurants Fonds de développement du Sud | 2 900 000            | 2 500 000                              |
|           | TOTAL  |                      | 2 500 000                              |

- Les crédits de paiement

|                   | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|-------------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                   | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement    |           |          |           |          |  |          |
| AP 0702 Fonds Sud | 2 400 000 |          | 2 400 000 |          | 4 800 000                                  |          |
| Autres crédits    |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total        | 2 400 000 |          | 2 400 000 |          | 4 800 000                                  |          |
| Fonctionnement    |           |          |           |          |  |          |
| AE                |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits    |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total        |           |          |           |          |  |          |
| TOTAL             | 2 400 000 |          | 2 400 000 |          | 4 800 000                                  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

La création d'une enveloppe de 2,5 M€, correspondant aux besoins annuels moyens constatés, est proposée. Elle devrait permettre de soutenir par exemple la création d'un laboratoire multimedia à TAUXIGNY (Indre-et-Loire) et des aménagements du site Lahitolle à BOURGES (Cher).

Les crédits de paiement prévus au titre du Fonds de développement du Sud (2,4 M€) permettront essentiellement de solder l'aménagement du quartier du Bourgeau à ROMORANTIN-LANTHENAY, et de verser des acomptes pour des opérations engagées en 2006 ou 2007, notamment le pôle du cheval et de l'âne (2<sup>ème</sup> tranche), l'IUFM de BOURGES, le centre d'hébergement de la MAJO à ROMORANTIN-LANTHENAY et le centre de formation pour pompiers d'aéroport de Châteauroux.

- **Cadre régional d'intervention**

Création du Fonds de développement du Sud (DAP 93.03.04 du 22/10/1993) et adoption des modifications du règlement (DAP 97.97.03 du 11/12/1997, DAP 00.05.08 du 19/10/2000 et DAP 03.05.06 du 19/12/2003)



**TECHNOLOGIES D'INFORMATION  
ET DE COMMUNICATION**

## **LES ORIENTATIONS**

### **Investir pour mettre les technologies de l'information et de la communication à la portée du plus grand nombre d'habitants de la Région Centre.**

La région Centre poursuit et élargit en 2007 son action dans le champ des technologies de l'information et de la communication dans les domaines de l'aménagement du territoire, de la formation, du développement économique et ce le recul important des financements de l'Etat.

- **Les espaces publics numériques**

Malgré le désengagement de l'Etat intervenu en début d'année 2006, l'aide régionale pour le déploiement des EPN s'est poursuivie en 2006, le nombre de structures opérationnelles sur le territoire de la région s'élève à 88. En 2005, 138 000 personnes ont fréquenté ces espaces contre 100 000 en 2004. Pour pérenniser l'animation de ces structures la région a intégré dans leur mise en place la politique « Cap'Asso » de développement de l'emploi associatif.

- **Le réseau haut débit régional**

A compter de mi 2007, une nouvelle consultation, mise en œuvre par un groupement de commande permettra d'élargir le réseau régional haut débit à de nouvelles communautés publiques de la région.

Avec le plan de déploiement informatique dans les lycées, le soutien apporté au développement du projet Université Numérique en région Centre et la dotation de micro-ordinateurs portables aux étudiants, la Région intervient sur l'ensemble de la chaîne des savoirs.

- **La prise en compte des établissements de formation professionnelle**

La mise en place d'une architecture commune et cohérente pour l'ensemble des Centres de Formation d'Apprentis (CFPA), Instituts de formation aux soins infirmiers (IFSI), et Ecoles du travail social (ETS). Ces établissements bénéficieront, à terme, des services de télégestion et de maintenance de proximité déjà existants dans les lycées.

- **Les environnements numériques de travail**

Le développement des ENT, véritable "bureau virtuel" au profit de l'ensemble de la communauté éducative (apprenants, enseignants, familles, personnels techniques et administratifs) dans le supérieur dans un premier temps, puis progressivement dans le secondaire (lycées), puis dans les établissements de formation professionnelle.

## LES DONNEES FINANCIERES GLOBALES DU BUDGET TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

### SYNTHESE DES AUTORISATIONS AUX CHAPITRES BUDGETAIRES M71 :

| En € par chapitres           | Investissement<br>905-56 | Fonctionnement<br>935-56 |
|------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Autorisations de programme   | 300 000                  |                          |
| Autorisations d'engagement   |                          | 4 000 000                |
| Crédits de paiement dépenses | 1 192 000                | 5 160 000                |
| Crédits de paiement recettes |                          |                          |

### SYNTHESE DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES SELON L'ARCHITECTURE FONCTIONNELLE :

#### LES CREDITS DE PAIEMENT PAR DOMAINES D'INTERVENTION

|                | BP 2006   |           | BP 2007   |          |
|----------------|-----------|-----------|-----------|----------|
|                | Dépenses  | Recettes  | Dépenses  | Recettes |
| <b>TIC</b>     |           |           |           |          |
| Investissement | 962 000   |           | 1 192 000 |          |
| Fonctionnement | 6 043 000 | 4 000 000 | 5 160 000 |          |
| Sous-total     | 7 005 000 | 4 000 000 | 6 352 000 |          |
| <b>TOTAL</b>   | 7 005 000 | 4 000 000 | 6 352 000 |          |

#### LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT CREEES OU MODIFIEES

##### • FONCTIONNEMENT

| N° AE     | LIBELLES                   | MONTANT<br>INITIAL | MODIFICATION | CP 2007   | CP 2008 | CP 2009<br>et + |
|-----------|----------------------------|--------------------|--------------|-----------|---------|-----------------|
| 2005.2136 | Réseau haut débit régional | 9 500 000          | 2 000 000    | 2 000 000 |         |                 |

| N° AE     | LIBELLES                                      | MONTANT   | CP 2007 | CP 2008 | CP 2009<br>et + |
|-----------|---|-----------|---------|---------|-----------------|
| 2007.1025 | Infrastructures TIC pour les CFA, IFSI et ETS | 2 000 000 | 320 000 | 320 000 | 1 360 000       |

##### • INVESTISSEMENT

| N° AP     | LIBELLES                         | MONTANT | CP 2007 | CP 2008 | CP 2009<br>et + |
|-----------|----------------------------------|---------|---------|---------|-----------------|
| 2007.7135 | Espaces Publics Numériques (EPN) | 300 000 | 150 000 | 150 000 |                 |

## **DETAIL PAR DOMAINE D'INTERVENTION ET PAR PROGRAMME D'ACTION**

### **DOMAINE D'INTERVENTION: TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION**

#### **Programme d'action : Espaces publics numériques et usages**

- **Description**

La concertation régionale préparatoire à l'élaboration, fin 2005, du SRDES (Schéma régional de développement économique et social) a montré l'utilité de la politique menée depuis 2001 pour soutenir le développement d'espaces publics numériques (EPN) dans la Région.

La poursuite et l'élargissement de ce programme dans les prochaines années ont donc été proposés dans le cadre du Contrat de projet Etat-Région 2007-2013.

A mi 2006, 47 projets ont été mis en oeuvre, représentant 88 structures opérationnelles.

Dans ce cadre, le GIP RECIA assure l'analyse technique des candidatures et le soutien au montage des projets. Il assure la formation et le suivi des animateurs et des structures subventionnées.

Le développement de ce dispositif a toutefois connu un net ralentissement fin 2003 avec la fin des contrats "Emploi-Jeune".

La Région a donc intégré ce type de projet de la politique régionale "Cap'Asso" de développement de l'emploi associatif.

Au-delà de l'actuel soutien au premier équipement assuré depuis 5 ans aux maîtres d'ouvrage, la Région pourra développer son action à partir de 2007 en élargissant son intervention au renouvellement d'équipement au profit de structures existantes, non encore « labellisées » par la Région, mais dont l'action est très semblable à celle des EPN régionaux.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                   | MONTANT<br>VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|----------------------------|-----------------|--|
| 2007-7135 | Espaces publics numériques |                 | 300 000                                |
|           | TOTAL                      |                 | 300 000                                |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 150 000  |          | 336 000  |          | 600 000                                    |          |
| Autres crédits |          |          | 0        |          |  |          |
| Sous-total     | 300 000  |          | 336 000  |          | 600 000                                    |          |
| Fonctionnement | 72 000   |          | 0        |          |  |          |
| TOTAL          | 372 000  |          | 336 000  |          | 600 000                                    |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les crédits de paiement prévus vont permettre :

- d'assurer le financement de nouveaux espaces publics numériques en nombre plus important que les années précédentes grâce aux effets du dispositif régional Cap'Asso Centre de soutien à l'emploi associatif.
- de développer une politique de labellisation des EPN et d'autres structures facilitant l'usage des TIC, incluant la préparation d'une charte de qualité des structures labellisées et la réalisation d'une même signalétique.

La Région pourra ainsi participer à l'équipement ou au renouvellement des matériels des structures ainsi labellisées.

**Programme d'action :  
Plate-forme de télégestion des lycées**

• **Description**

L'architecture informatique des lycées mise en œuvre conformément aux recommandations de l'Éducation Nationale impose un fonctionnement continu du cœur de réseau ; la défaillance matérielle d'un de ses composants entraîne le gel des échanges internes et externes et l'accès aux contenus et applications de SIIEE (Services Intranet/Internet des Établissements et Ecoles). Par ailleurs, la mise en œuvre de nouvelles générations d'équipement permet et impose une évolution de l'organisation et des compétences techniques nécessaires au déploiement et à la maintenance.

La maintenance des équipements informatiques (réseaux locaux et serveurs) dans les lycées doit inclure deux niveaux indissociables : la télémaintenance, sous forme d'une plate-forme de supervision et traitement à distance des incidents et un service de maintenance de proximité permettant l'intervention sur site de techniciens quand la télémaintenance est inopérante.

La plate-forme de télégestion

Le cahier des charges de la plate-forme a été validé par l'État et la Région.

Le GIP RECIA assure la maîtrise d'ouvrage de la plate-forme et a procédé pour ce faire au lancement de l'appel d'offre nécessaire fin 2004.

Le démarrage a été effectif au début d'année 2005, après mise à disposition des crédits d'État,

avec une phase d'initialisation de 3 mois pour la mise en service de deux lycées, une phase de pré-généralisation de 3 mois avec la mise en service de 6 autres lycées, enfin la phase de généralisation pour un déploiement progressif jusqu'à un objectif de 30 lycées pour l'année 2005. Cette montée en charge intégrera simultanément les établissements publics de l'Education Nationale et les lycées publics agricoles.

L'installation progressive des lycées s'étale durant l'année 2006 parallèlement au plan de câblage pour un fonctionnement à pleine charge au cours du premier semestre 2007.

La plate-forme de télégestion doit permettre l'usage optimum des équipements et matériels informatiques des lycées.

Les principales fonctions sont :

- La supervision des équipements actifs des réseaux et des services réseau,
- L'inventaire automatique des serveurs, éléments actifs et logiciels pour une gestion fiable des cœurs de réseau,
- La télédistribution destinée à transmettre et installer à distance des logiciels vers les serveurs, utilisation pour des déploiements généralisés de nouvelles versions de logiciel ou d'application,
- La prise de contrôle à distance pour des interventions d'exploitation et de maintenance sur les machines,
- La supervision de détection des détériorations progressives de la qualité de fonctionnement pour intervenir préventivement,
- La gestion des évènements avec la production d'indicateurs de qualité de fonctionnement,
- La prise en charge des incidents et le déclenchement, si nécessaire, des interventions sur site,
- L'assistance : la plate forme de télégestion est en continuité avec les services du Centre d'Appel existant, ce qui lui permet de prendre en charge et de contribuer à la résolution des incidents affectant les équipements relevant de son domaine de compétence.

#### La maintenance de proximité

La totalité des incidents ne pouvant être résolus à distance, il est nécessaire de disposer d'une organisation et de moyens pouvant intervenir sur site après diagnostic et sur demande de la plate-forme de télégestion. Le taux d'incidents pouvant être résolus à distance varie est de l'ordre de 98 %.

L'acquisition d'un lot de matériels de maintenance est prévue pour effectuer le remplacement immédiat des éléments défectueux : serveurs et équipements actifs de secours du cœur de réseau mis à disposition des équipes de proximité pour une plus grande réactivité des interventions.

#### La maintenance des postes de travail

Le périmètre initial de la prestation de maintenance fournie par le GIP se composait des équipements de cœur de réseau (pare-feux, serveurs, routeurs, ...). Au cours de l'année 2006, à la demande des établissements et de la Région, cette prestation de maintenance s'est développée en prenant en charge d'autres équipements notamment les postes de travail.

A cette fin, des serveurs de sauvegarde vont être installés dans les lycées pour héberger les configurations logiciels des postes de travail et ainsi permettre la remise en service de ces postes dans la dernière configuration sauvegardée précédant l'incident. Les premiers lycées devraient être équipés de ces serveurs à la rentrée 2007 et seront déployés ensuite sur l'ensemble

des établissements au cours du premier semestre 2007.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          | 620 000  |          | 2 480 000                                  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          | 620 000  |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          | 3 720 000                                  |          |
| Autres crédits | 112 000  |          |          |          | 3 720 000                                  |          |
| TOTAL          | 112 000  |          | 620 000  |          |  |          |

- **Commentaires et explications de la participation 2007**

La Région participait avec l'Etat, dans le cadre du Contrat de plan Etat-Région 2000-2006, au financement de la plate-forme de télégestion, de la maintenance de proximité, et du matériel de maintenance pour un budget total sur 3 ans de 6,45 millions d'euros.

Pour garantir le financement par l'Etat de ces actions, il a été convenu que celui-ci prendrait en charge intégralement les deux premières années, incluses dans la durée du Contrat de plan Etat-Région, soit 932 200 € pour 2005 et 2 292 800 € pour 2006, la Région n'intervenant financièrement qu'à partir de 2007.

Ainsi, la Région commence, en 2007, à liquider sa participation au projet à hauteur de 620 000 €. Le solde, soit 2 480 000 € sera versé sur l'exercice 2008.

- **Cadre régional d'intervention**

Article 25 du Contrat de plan Etat-Région 2000-2006

**Programme d'action :  
Réseau régional haut débit**

- **Description**

La Région assure la maîtrise d'ouvrage du Réseau régional à haut débit jusqu'à la mi année 2007.

Le Réseau régional, tel qu'il avait été prévu initialement, devait assurer de nombreuses autres liaisons dans une perspective d'aménagement équilibré du territoire.

Des contraintes juridiques n'ont pas permis de répondre pleinement à l'ensemble des demandes de raccordement.

A compter de mi-2007, une nouvelle consultation, mise en œuvre par un groupement de commande, permettra d'élargir le réseau régional haut débit à d'autres bénéficiaires publics de la Région.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations d'engagement

| N° AE     | LIBELLES                   | MONTANT VOTE | MONTANT CREATION OU MODIFICATION |
|-----------|----------------------------|--------------|----------------------------------|
| 2005-2136 | Réseau haut débit régional | 9 500 000    | + 2 000 000                      |
|           | TOTAL                      |              | 2 000 000                        |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |           | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|-----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES  | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |           |           |          |  |          |
| AP             |           |           | 66 000    |          |  |          |
| Autres crédits |           |           |           |          |  |          |
| Sous-total     |           |           | 66 000    |          |  |          |
| Fonctionnement |           |           |           |          |  |          |
| AE             | 5 509 000 |           | 4 300 000 |          | 1 600 000                                  |          |
| Sous-total     | 5 509 000 |           | 4 300 000 |          | 1 600 000                                  |          |
| TOTAL          | 5 509 000 | 4 000 000 | 4 366 000 |          | 1 600 000                                  |          |

- **Commentaires et explications de la participation 2007**

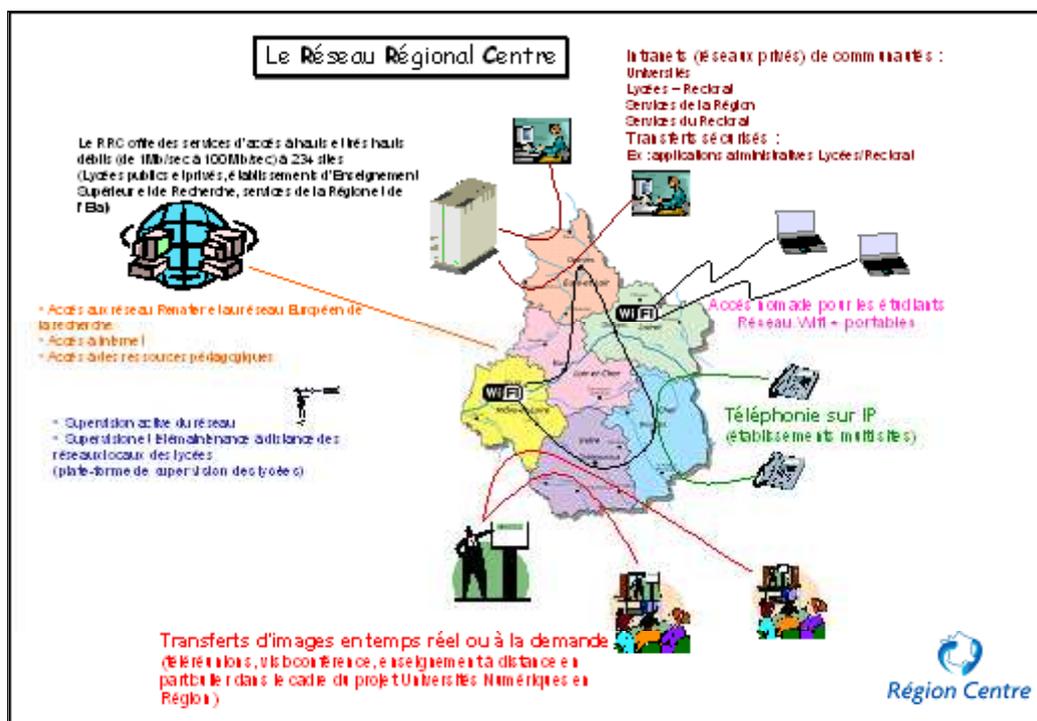
Les crédits de paiement permettent de financer :

- L'actuel réseau régional haut débit dans le cadre du marché passé avec France Telecom en mars 2003.

Le marché initial prévoyait, outre une tranche ferme de 2 ans, 4 tranches conditionnelles annuelles. Une première tranche conditionnelle annuelle a été affermie début 2005, une deuxième début 2006 pour garantir la continuité de l'actuel réseau régional.

Le calendrier du lancement de la nouvelle consultation, sous forme de groupement de commande, ouvert à de nouveaux partenaires publics de la région ne sera opérationnel qu'à l'été 2007. Une 3<sup>ème</sup> tranche conditionnelle sera donc affermie pour assurer le service de réseau jusqu'en août 2007.

- La consultation du nouveau réseau régional haut débit ouvert à d'autres utilisateurs, dans le cadre d'une convention de groupement de commande où les sites relevant du Conseil régional seront représentés par le GIP RECIA.



- **Cadre régional d'intervention**

Assemblée régionale des 20 et 21 mars 2003

**Programme d'action :  
Participation au GIP REGIA**

- **Description**

Le GIP REGIA (groupement d'intérêt public enseignement recherche) a été constitué en fin 2003 entre la Région, l'Etat (Préfet, Recteur et DRAF), les deux universités et l'association DPTIC (association pour le Développement et la Promotion des Technologies de l'information et de la communication en région Centre).

Il assure la coordination et l'animation régionale dans le domaine des TIC en lien avec les autres centres de ressource existants.

En 2005, l'Etat et la Région lui ont confié la maîtrise d'ouvrage de la plate-forme de télégestion et la maintenance de proximité des lycées de la région

Il a en charge la maîtrise d'ouvrage du futur réseau régional à Haut Débit.

Il développe, pour le compte de la Région et de l'Etat, les Espaces Publics Numériques (EPN) portés par des collectivités ou des associations régionales.

Depuis la mi-année 2005, il participe au développement et à la mise en œuvre du projet Université Numérique en région Centre. Outre un apport d'expertise technique au sein de ce projet, cette activité va permettre de capitaliser expérience et compétences sur les environnements numériques de travail (développer sur la base de logiciels libres de droit : open source) dans la perspective de leur déploiement prochain dans les établissements d'enseignement secondaire.

Il intervient en conseil pour les collectivités et les établissements de la région : le Conseil régional en premier lieu mais aussi des villes, des Etablissements Publics locaux, des départements, des services de l'Etat en région pour leurs projets dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication.

Il a contribué à la réflexion du Conseil régional, lancée au printemps 2005 dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique et Social (SRDES), d'élaboration de nouvelles propositions dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication. Il poursuit sa mission de conseil auprès de la Région dans le cadre du Contrat de projet Etat-Région et des programmes opérationnels FEDER, FSE et FEADER 2007-2013.

Enfin, il est le correspondant technique de la région Centre au sein de différentes instances nationales : ARF, ARCEP (ART), DATAR, Ecoter, ...

Il mène, pour le compte de la Région des études techniques, par exemple sur l'utilisation de la téléphonie sur IP pour les lycées et les services de la Région, les télévisions locales et la généralisation des ENT libre de droit à l'enseignement secondaire.

En 2007, après un diagnostic effectué dans les CFA, le GIP va déployer un plan de câblage et une architecture informatique sécurisée et techniquement stabilisée, supervisée et télé-maintenue.

La Région et l'Etat ont contribué au fonctionnement du GIP dans le respect de la parité prévue au Contrat de Plan Etat-Région 2000-2006.

A partir de 2007, les financements régionaux prendront la forme de contributions associées à des missions spécifiques (plate-forme de télémaintenance, réseau Haut Débit, Espaces Publics Numériques, Environnement Numérique de Travail, développement des TIC dans les Organismes régionaux de formation-CFA-IFSI-ETS, Expertise - études) et d'une participation pour le fonctionnement général du groupement.

Les participations pourront prendre la forme de mise à disposition de personnel du Conseil régional.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- *Les crédits de paiement*

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 350 000  |          | 540 000  |          |  |          |
| Sous-total     | 350 000  |          | 540 000  |          |  |          |
| TOTAL          | 350 000  |          | 540 000  |          |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

La participation **globale** de la Région au fonctionnement du GIP RECIA est proposée à hauteur de 540 000 €.

Cette participation correspond aux crédits ouverts sur cet objet au projet de Budget du GIP pour 2007.

Elle pourra être modifiée en fonction des besoins du budget de fonctionnement de cet établissement qui sera voté en novembre 2006, en souhaitant maintenir le principe de parité de financement avec l'Etat.

- **Cadre régional d'intervention**

Assemblée régionale des 20 et 21 mars 2003

**Programme d'action :  
Couverture en téléphonie mobile**

- **Description**

La Région a décidé de participer au programme de l'Etat pour améliorer la couverture du territoire en téléphonie mobile ("zones blanches" du Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire - CIADT du 13 décembre 2002).

Dans ce cadre, une première phase de construction de 35 pylônes, pour un total de 5.6 M€ a été lancée sous maîtrise d'ouvrage des départements concernés.

En 2005, la Région a déjà participé à deux programmes complémentaires proposés par les départements du Cher et de l'Indre pour 10 pylônes situés hors des zones prévues par le CIADT.

La participation régionale représentera 20 % du montant des travaux réalisés et sera versée aux départements. Les travaux devraient être en phase d'achèvement en fin 2006. Les inscriptions budgétaires pour l'exercice 2007 correspondent aux liquidations des soldes de subventions.

Le financement de la phase 2 devrait être assuré par les opérateurs dans le cadre de l'accord national sur le partage des infrastructures et l'itinérance.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 662 000  |          | 170 000  |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 662 000  |          | 170 000  |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| TOTAL          | 662 000  |          | 170 000  |          |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Le solde des crédits ouverts par l'Autorisation de Programme 2003 0811, créée à hauteur de 1 120 000 € seront consommés au fur et à mesure de l'envoi, par les départements, des demandes de liquidation de solde de subvention en début 2007.

- **Cadre régional d'intervention**

Article 25 du Contrat de plan Etat-Région 2000-2006.  
Assemblée régionale des 20 et 21 mars 2003

**Programme d'action :  
Environnements Numériques de Travail**

- **Description**

La Région a associé au projet Université Numérique en Région Centre par différentes formes d'intervention notamment le déploiement d'équipements WIFI dans les campus et le développement des Environnements Numériques de Travail (ENT) au profit des étudiants de la région.

L'ENT, ou "bureau virtuel" est un dispositif global fournissant à l'utilisateur un point d'accès à l'ensemble des ressources et des services numériques qui lui sont utiles dans le cadre de ses activités. Si l'espace numérique de travail n'offre, en lui-même, qu'un nombre restreint de services de base, son rôle principal est d'intégrer les services et de les présenter aux utilisateurs de manière cohérente, unifiée, personnalisée, et personnalisable. Le projet prend en compte l'ensemble de ces services.

Le comité de pilotage UNRC a retenu, début 2006, le choix d'un socle de base de l'ENT basé sur des logiciels libres et gratuits, développés par le consortium ESUP-Portail et adopté par une très grande majorité des universités françaises. Les travaux de développement, d'intégration, de test et la mise en œuvre d'une maquette ont été confiés au GIP RECIA qui a procédé au cours de l'année 2006 d'un ingénieur à plein temps.

En prolongement du choix d'ENT mis en œuvre dans l'enseignement supérieur, la Région a missionné le GIP pour étudier la pertinence d'une adaptation de cette solution aux besoins de l'enseignement secondaire. L'enjeu est d'évaluer l'intérêt économique et technique d'une mutualisation des développements et des compétences entre l'enseignement supérieur et l'enseignement secondaire.

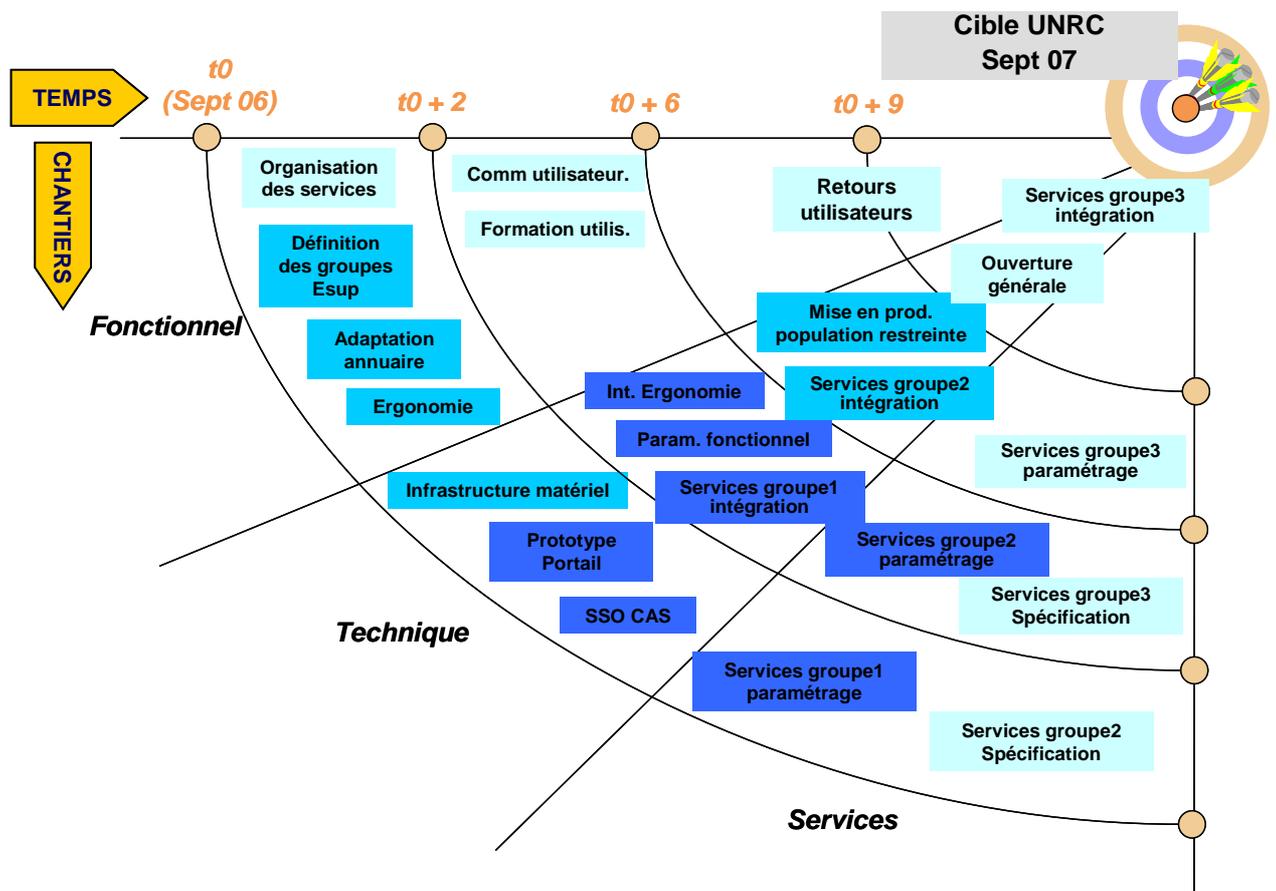
Le développement des ENT dans les établissements d'enseignement supérieur et secondaire en 2007 utilisera particulièrement les compétences techniques du GIP RECIA en ce domaine. Deux postes supplémentaires pourraient ainsi être créés au sein du GIP pour soutenir techniquement la démarche des ENT dans les établissements de la région.

- **Actions réalisées en 2006**

Le GIP apporte aide et expertise au consortium de l'UNRC dans plusieurs domaines du projet : ressources pédagogiques et documentaires, cahier des charges et évaluations pour la carte multiservices, référentiel d'identification et d'authentification (préalable indispensable à la mise en place d'un ENT), accessibilité et, bien sûr, environnements numériques de travail.

Une maquette de l'ENT, basée sur les outils ESUP-Portail a été réalisée afin de vérifier l'intégration des outils dans les contextes des différents partenaires et les possibilités d'adaptations graphiques. Cette maquette sert également à présenter les possibilités offertes par un ENT aussi bien pour l'enseignement supérieur que pour l'enseignement secondaire.

Un état des lieux des ressources techniques et humaines disponibles dans les établissements a été effectuée et une feuille de route pour la mise en production des ENT a été établie. En voici un schéma récapitulatif :



**Programme d'action :  
Infrastructures TIC pour les CFA, IFSI et ETS**

• ***Description***

La Région a décidé de participer au déploiement, dans les Centres de Formation d'Apprentis (CFA), d'une architecture informatique homogène d'établissement.

Ce programme a débuté en 2006 par une démarche d'audit dans les CFA de la Région, portant sur les moyens informatiques existants dans les établissements et leur niveau d'adaptation aux besoins actuels et à venir.

Pour la plupart des établissements, la nécessité d'une mise à niveau de ces moyens techniques a été mise en évidence.

La décision de lancement de ces mises à niveau sera liée à l'existence d'un projet d'établissement validé par le DGFE portant notamment sur le développement des TIC.

Les déploiements techniques incluant le câblage des locaux et une architecture de cœur de réseau, seront réalisés après un appel d'offres mutualisé conduit sous forme d'un groupement de commande coordonné par le GIP Recia.

Des prestations de supervision et de télémaintenance pourront être proposées aux établissements ne disposant pas des compétences techniques.

La démarche suivie pour ces CFA pilotes s'élargira progressivement aux autres CFA, au fur et mesure de la validation des projets d'établissement.

Une démarche similaire pourrait être menée dans les autres établissements de formation dépendant de la Région (IFSI et ETS).

• ***Actions prévues en 2007***

Groupement de commande CFA

La création de ce groupement répond à deux objectifs :

- obtenir des prix compétitifs en lançant un appel d'offres correspondant à un volume important de travaux et de fourniture de matériels
- réaliser des installations homogènes pour faciliter leur télégestion et télémaintenance

Chaque établissement exécutera son propre marché, mais, pour chaque lot, un prestataire unique sera retenu.

Déploiement du cœur de réseau pour le premier groupe de CFA

Le groupement de commande permettra la réalisation du câblage et le déploiement du cœur de réseau pour un premier groupe constitué de 6 à 9 CFA pilotes.

Second groupe de CFA pilotes

Pour ces établissements, une étude technique aboutissant à un avant projet détaillé sera lancée en 2007.

CFA non-pilotes

Pour ces CFA, une première action sera de les équiper d'un pare-feu et de les raccorder au réseau Régional.

#### Télégestion et télémaintenance, maintenance de proximité

Ces services présentent un intérêt particulier pour les CFA qui ne disposent pas toujours de personnels sur place pouvant assurer la maintenance des serveurs et des équipements réseau. La mise en place de ces services est prévue pour les CFA du premier groupe pilote qui le souhaitent.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations d'engagement

| N° AE     | LIBELLES                                      | MONTANT VOTE | MONTANT CREATION OU MODIFICATION |
|-----------|---|--------------|----------------------------------|
| 2007.1025 | Infrastructures TIC pour les CFA, IFSI et ETS |              | 2 000 000                        |
|           | TOTAL   |              | 2 000 000                        |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          | 320 000  |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          | 320 000  |          |  |          |
| TOTAL          |          |          | 320 000  |          |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les crédits ouverts en autorisation d'engagement visent à contribuer au déploiement, dans les CFA de la Région, puis à terme dans les IFSI et ETS, une architecture de réseau informatique cohérente.

Les crédits en investissement sont prévus pour mener les études techniques à réaliser en amont du lancement des consultations.

# **ENVIRONNEMENT**

## LES ORIENTATIONS

**La Région Centre souhaite mettre l'accent sur la protection de l'environnement et le développement durable.**

Pour preuve de son engagement la Région Centre a déjà augmenté de 62 %, entre 2005 et 2006, les crédits de l'Environnement consacrés à la mesure phare « **Faire de la région Centre un pôle d'excellence européen en matière d'efficacité énergétique** ».

Le budget 2007 de l'Environnement reste articulé autour des 4 grands domaines d'intervention suivants :

- **Le Pôle d'excellence européen en matière d'efficacité énergétique ;**
- **La Valorisation des ressources régionales que sont l'eau, l'air et les patrimoines mais aussi la gestion de déchets industriels spéciaux ;**
- **La sensibilisation à l'Environnement ;**
- **La Loire.**

Il est, au total, constant à **12.090.000 Euros**.

- ❖ Parmi les points forts du budget 2007 de l'Environnement, du Développement durable et de la Loire, on remarquera le presque **doublément du montant total consacré à la mesure phare** qui s'établit à 3.563.000 Euros.  
L'action dans ce domaine, inscrite jusqu'à fin 2006 dans le cadre d'une convention de partenariat avec l'Etat et l'ADEME, sera reconduite en 2007 et pour la période 2007-2013.

La politique régionale en matière d'Energie se décline en deux programmes d'action qui sont :

- **Le développement des énergies renouvelables** essentiellement tourné vers les ressources les plus importantes de notre région : le **bois-énergie** (structuration de l'offre comprenant la création d'emplois et aide à la réalisation de chaufferies bois), **la géothermie** (notamment par pompes à chaleur sur nappes aquifères) et **le solaire thermique et photovoltaïque** (soutien d'opérations en direction des collectivités, des bailleurs sociaux).
- **La maîtrise des consommations énergétiques** dont les actions s'articulent autour de quatre thématiques majeures : Audits et études de faisabilité, Espaces Info-Energie, des appels à projet pour la réhabilitation de l'habitat ancien géré par les bailleurs sociaux et les acteurs publics et pour la réalisation de bâtiments à « énergie positive » en partenariat avec le CSTB.

Enfin, parmi les nouveautés dans la mise en œuvre de la mesure phare, signalons la création d'un **Observatoire de l'Energie** et la mise en place de **nouveaux outils financiers** destinés aux investissements des particuliers en matière d'efficacité énergétique.

En ce qui concerne les **autres domaines d'intervention de la politique de l'Environnement en région**, il est important de relever :

- ❖ En matière de **sensibilisation à l'environnement**, au-delà du maintien du dispositif des Conventions vertes, un **nouveau programme d'action** est mis en place avec un budget global de 296.000 Euros, pour accompagner la réalisation de l'Agenda 21 régional initié en 2006. Dans ce cadre, outre les actions de communication et d'information des habitants, la Région aidera les collectivités locales à se lancer dans l'élaboration d'un agenda 21 et mettra en place des appels à projets pour les encourager à proposer des techniques alternatives destinées à réduire les impacts des activités humaines sur l'environnement. Enfin, une action de préfiguration de l'Ecopôle sera menée en 2007.

- ❖ En ce qui concerne la **Loire**, avec **3.877.000 €**, les Crédits de paiement représentent 32% du budget de l'Environnement.  
Les programmes d'action de la Région dans ce champ d'intervention, restent consacrés à la **sécurité des populations** (58 % du domaine d'intervention) et à la **restauration et la mise en valeur de la Loire** (42 %).

Enfin et comme initié en 2006, l'effort consenti par la Région en direction de la mesure phare, en transversalité dans les politiques régionales de l'Enseignement (Lycées, Enseignement supérieur, Recherche), de l'Economie et de l'Innovation, de la Formation professionnelle et, dans une moindre mesure, de la Coopération décentralisée et des Moyens généraux représentera en 2007, **8 millions d'Euros** contre 5,5 millions d'Euros en 2006, soit une progression de plus de 45 %.

**Le budget 2007 consacre donc la mise en œuvre concrète de la mesure phare dédiée à l'énergie, au moment même où les tensions environnementales et économiques de ce secteur d'activité se font de plus en plus pressantes auprès des populations.**

## LES DONNEES FINANCIERES GLOBALES DU BUDGET ENVIRONNEMENT

### SYNTHESE DES AUTORISATIONS AUX CHAPITRES BUDGETAIRES M71 :

| En € par chapitres                              | Investissement<br>907 | Fonctionnement<br>937 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| <b>Autorisations de programme</b>               | <b>980 000</b>        |                       |
| <b>Autorisations d'engagement</b>               |                       | <b>0</b>              |
| <b>Crédits de paiement dépenses</b>             | <b>6 883 400</b>      | <b>5 206 600</b>      |
| <i>Dont actions transversales (71)</i>          | <i>1 749 400</i>      | <i>1 371 000</i>      |
| <i>Dont actions en matière des déchets (72)</i> | <i>25 000</i>         |                       |
| <i>Dont politique de l'air (73)</i>             | <i>130 000</i>        | <i>70 000</i>         |
| <i>Dont politique de l'eau (74)</i>             | <i>515 000</i>        | <i>395 000</i>        |
| <i>Dont politique de l'énergie (75)</i>         | <i>2 700 000</i>      | <i>863 000</i>        |
| <i>Dont patrimoine naturel (76)</i>             | <i>1 284 000</i>      | <i>2 507 600</i>      |
| <i>Dont autres actions (78)</i>                 | <i>480 000</i>        |                       |
| <b>Crédits de paiement recettes</b>             |                       |                       |

### SYNTHESE DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES SELON L'ARCHITECTURE FONCTIONNELLE :

#### LES CREDITS DE PAIEMENT PAR DOMAINES D'INTERVENTION

|   | BP 2006           |          | BP 2007           |          |
|---|-------------------|----------|-------------------|----------|
|   | Dépenses          | Recettes | Dépenses          | Recettes |
| <b>Pôle d'excellence européen en matière d'efficacité énergétique</b> |                   |          |                   |          |
| Investissement  | 1 506 000         |          | 2 700 000         |          |
| Fonctionnement  | 358 000           |          | 863 000           |          |
| Sous-total  | 1 864 000         |          | 3 563 000         |          |
| <b>Valorisation et protection des ressources naturelles</b>           |                   |          |                   |          |
| Investissement  | 2 306 000         |          | 1 600 000         |          |
| Fonctionnement  | 1 805 000         |          | 2 000 800         |          |
| Sous-total  | 4 111 000         |          | 3 600 800         |          |
| <b>Sensibilisation, éducation à l'environnement</b>                   |                   |          |                   |          |
| Investissement  | 345 000           |          | 150 000           |          |
| Fonctionnement  | 665 000           |          | 986 000           |          |
| Sous-total  | 1 010 000         |          | 1 136 000         |          |
| <b>Loire</b>  |                   |          |                   |          |
| Investissement  | 3 815 000         |          | 2 433 400         |          |
| Fonctionnement  | 1 290 000         |          | 1 356 800         |          |
| Sous-total  | 5 105 000         |          | 3 790 200         |          |
| <b>TOTAL</b>  | <b>12 090 000</b> |          | <b>12 090 000</b> |          |

**LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT CREEES OU MODIFIEES**

| <b>N° AP</b> | <b>LIBELLES</b>   | <b>MONTANT</b> | <b>CP 2007</b> | <b>2008</b>    | <b>2009 et +</b> |
|--------------|---|----------------|----------------|----------------|------------------|
| 2007.0656    | Soutien au développement durable : éco-projets          | 100 000        | 50 000         | 50 000         |                  |
| 2007.4053    | Conservatoire du Patrimoine Naturel de la Région Centre | 150 000        | 60 000         | 50 000         | 40 000           |
| 2007.4056    | Gestion du patrimoine naturel                           | 30 000         | 0              | 30 000         |                  |
| 2007.4055    | Parcs Naturels Régionaux                                | 150 000        | 55 000         | 75 000         | 20 000           |
| 2007.0773    | Surveillance de la qualité de l'air                     | 130 000        | 32 000         | 98 000         |                  |
| 2007.0677    | Conventions vertes                                      | 70 000         | 35 000         | 35 000         |                  |
| 2007.4054    | Mise en valeur du patrimoine ligérien                   | 350 000        | 155 000        | 165 000        | 30 000           |
|              | <b>TOTAL</b>  | <b>980 000</b> | <b>387 000</b> | <b>503 000</b> | <b>90 000</b>    |

## DETAIL PAR DOMAINE D'INTERVENTION ET PAR PROGRAMME D'ACTION

### DOMAINE D'INTERVENTION : POLE D'EXCELLENCE EUROPEEN EN MATIERE D'EFFICACITE ENERGETIQUE

#### Programme d'action : Développement des énergies renouvelables

- **Description**

Ce programme s'inscrit dans le cadre du domaine d'intervention "Pôle d'excellence européen en matière d'efficacité énergétique" pour lequel la stratégie a été présentée lors de la séance plénière des 20 et 21 octobre 2005.

L'action conduite dans ce domaine s'inscrivait jusqu'à fin 2006 dans le cadre d'une convention de partenariat avec l'Etat et l'ADEME. Ce partenariat sera reconduit cette année pour la période 2007-2013. Il portera notamment sur les trois domaines suivants :

↳ Bois-Energie

C'est l'action principale qui mobilise une part importante du budget prévu avec deux actions particulières : structuration de l'offre et aide à l'investissement (chaufferie bois) et aux études.

↳ Géothermie

La région Centre dispose d'un potentiel de développement des pompes à chaleur géothermales pour la production de chaleur mais également pour le rafraîchissement. Les opérations de promotion de la filière feront l'objet d'un soutien : animation, soutien aux investissements.

↳ Solaire

Des opérations d'équipement seront soutenues en direction des collectivités, et des organismes publics et privés. Sont principalement concernés le solaire thermique et photovoltaïque.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 1 056 000 |          | 2 229 000 |          | 3 773 000                                  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 1 056 000 |          | 2 229 000 |          | 3 773 000                                  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 40 000    |          | 60 000    |          |  |          |
| Sous-total     | 40 000    |          | 60 000    |          | 90 000                                     |          |
| TOTAL          | 1 096 000 |          | 2 289 000 |          | 3 863 000                                  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les crédits de paiement mobilisés en 2007 correspondent pour l'essentiel à des opérations déjà engagées (2 289 000 €) dans l'attente d'une nouvelle convention de partenariat avec l'ADEME.

En fonctionnement 60 000 € seront mobilisés pour mettre en place et poursuivre des actions d'animation concernant notamment deux filières en particulier, les huiles végétales brutes et la géothermie.

- **Cadre régional d'intervention**

Convention cadre entre l'Etat, la Région et l'ADEME, DAP n° 00.01.03 en date du 21 janvier 2000 et CPR n° 00.03.45 en date du 14 avril 2000.

Une nouvelle convention cadre entre l'Etat, la Région et l'ADEME sera proposée au cours du premier semestre 2007.

**Programme d'action :  
Maîtrise des consommations énergétiques**

- **Description**

Ce programme constitue le second volet de la mesure phare "pôle d'excellence européen en matière d'efficacité énergétique". Il sera également inscrit dans le cadre de la nouvelle convention de partenariat avec l'Etat et l'ADEME. Il permettra notamment de développer :

↳ Audit et étude de faisabilité

Cette démarche a pour objectif de permettre aux gestionnaires et maîtres d'ouvrage d'identifier les gisements d'économie d'énergie sur leur patrimoine, mais également de disposer d'éléments d'aide à la décision pour la réalisation d'investissements en matière d'énergie renouvelable.

Des campagnes de diagnostics centrées sur des secteurs d'activité (santé, établissements sociaux...) seront prévues afin de dynamiser la prise en compte de l'énergie dans l'existant.

↳ Espaces Info-Energie

Chaque département dispose d'un Espace Info-Energie. Ce sont ainsi 12 conseillers qui sont à la disposition des particuliers afin de leur apporter conseils et recommandations dans leur démarche de maîtrise des consommations.

De nouvelles actions visant à promouvoir la performance énergétique du bâti seront également proposées à travers les actions suivantes :

↳ Appel à projets pour la rénovation thermique des logements

Ces appels à projets visent à inciter prioritairement les bailleurs sociaux et les acteurs publics à entreprendre des actions de rénovation thermique sur le parc ancien afin d'en diminuer la consommation correspondante. Des objectifs de consommations au m<sup>2</sup> seront fixés dans ce cadre.

↳ Appel à projets pour la construction des bâtiments « énergie positive »

Ces appels à projets visent à promouvoir et à démontrer les capacités techniques et technologiques à construire de façon plus performante qu'à ce jour. Il s'agit là d'opérations nouvelles qui afficheront des performances de consommation "exemplaires".

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |           |          |  |          |
| AP             | 450 000  |          | 471 000   |          | 1 477 000                                  |          |
| Autres crédits |          |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 450 000  |          | 471 000   |          | 1 477 000                                  |          |
| Fonctionnement |          |          |           |          |  |          |
| AE             |          |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 318 000  |          | 803 000   |          |  |          |
| Sous-total     | 318 000  |          | 803 000   |          | 1 476 000                                  |          |
| TOTAL          | 768 000  |          | 1 274 000 |          | 2 953 000                                  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les crédits de paiement correspondent au financement des audits et études engagés précédemment dans l'attente d'une nouvelle convention de partenariat avec l'ADEME, ainsi qu'au financement des aménagements de l'Espace Info Energie (EIE) mobile (360 000 €).

En ce qui concerne le fonctionnement, le soutien aux Espaces Info Energie sera poursuivi (183 000 €).

Il est également prévu de proposer la création d'un observatoire énergie (15 000 €) qui aura une double mission :

- recensement, analyse et exploitation des données énergie de la région
- accompagnement de la politique régionale par un exercice de prospective

Les actions d'animation de réseau entamée en 2006 seront poursuivies (15 000 €).

Les conclusions de l'étude conduite au cours de l'année 2006 permettent notamment la mise en place d'un dispositif de bonification des taux d'intérêts pour les crédits contractés par les particuliers en partenariat avec le réseau bancaire (500 000 €). Les réflexions se poursuivront sur l'année 2007 pour la création d'un "fonds d'investissement" à destination des collectivités et des entreprises.

Il est enfin proposé d'engager une réflexion relative à un nouveau dispositif de type "tiers financeurs" à travers une étude spécifique (60 000 €) et de financer le fonctionnement de l'EIE mobile (30 000 €).

- **Cadre régional d'intervention**

Convention cadre entre l'Etat, la Région et l'ADEME, DAP n° 00.01.03 en date du 21 janvier 2000 et CPR n° 00.03.45 en date du 14 avril 2000.

Une nouvelle convention cadre entre l'Etat, la Région et l'ADEME sera proposée au cours du premier semestre 2007.

**DOMAINE D'INTERVENTION :**  
**VALORISATION ET PROTECTION DES RESSOURCES NATURELLES**

**Programme d'action :**  
**Gestion collective de l'eau**

- **Description**

L'amélioration de la gestion et de la protection de la ressource en eau est un des objectifs prioritaires du projet régional.

La Région a initié au cours de la période qui s'achève la mise en place de contrats de bassin. Ainsi, les contrats de bassins du Beuvron et de la Cisse ont été créés. Le soutien régional prévu sur cinq ans sera poursuivi.

Au cours du premier semestre 2007 la politique régionale dans ce domaine sera redéfinie. Elle s'appuiera sur la mise en place d'une convention cadre avec les Agences de l'Eau.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- *Les crédits de paiement*

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 542 000  |          | 515 000  |          | 1 410 000                                  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 542 000  |          | 515 000  |          | 1 410 000                                  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 406 000  |          | 335 000  |          | 662 000                                    |          |
| Sous-total     | 406 000  |          | 335 000  |          | 662 000                                    |          |
| TOTAL          | 948 000  |          | 850 000  |          | 2 072 000                                  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Des crédits à hauteur de 310 000 €, dont 160 000 € en fonctionnement, sont inscrits pour la mise en œuvre des programmes d'actions du Beuvron et de la Cisse qui ont été signés les 11 et 12 juillet dernier.

Les travaux de remise en état du canal d'ORLEANS seront soldés cette année (280 000 €).

50 000 € sont également inscrits pour le paiement des études de zonage.

Le soutien à l'élaboration des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) se poursuit avec notamment le paiement d'opérations pilotes engagées sur le bassin du Loiret (35 000 €)

Par ailleurs, des crédits de fonctionnement sont réservés sur la nappe de Beauce (45 000 €), le Loir (40 000 €), la Sauldre (40 000 €) et les autres bassins (Cher, Yèvre-Auron, ...) à hauteur de 50 000 €.

- **Cadre régional d'intervention**

Règlement "Contrat de Bassin" : CPR n° 01.04.50 en date du 18 mai 2001  
 Contrat de plan Etat-Région 2000-2006 : article 30 du 13 octobre 2000

**Programme d'action :  
Gestion des déchets**

- **Description**

Les actions inscrites correspondent aux engagements antérieurs. De nouvelles actions pourront être proposés en 2008 au regard des travaux qui seront conduits pour la révision du Plan Régional des Déchets Industriels Spéciaux relevant de la compétence du Conseil régional.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 170 000  |          | 25 000   |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 170 000  |          | 25 000   |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 60 000   |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 60 000   |          |          |          |  |          |
| TOTAL          | 230 000  |          | 25 000   |          |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les crédits de paiement mobilisés cette année sont liés à des opérations engagées les années antérieures.

- **Cadre régional d'intervention**

Convention cadre entre l'Etat, la Région et l'ADEME : DAP n° 00.01.03 en date du 21 janvier 2000 et CPR n° 00.03.45 en date du 14 avril 2000.

**Programme d'action :  
Gestion du patrimoine naturel**

- **Description**

La gestion des espaces naturels occupe une place de première importance au titre du budget de l'environnement.

Les opérations tests menées sur le Boischaut sud et le Perche sont achevées. Celle conduite par Indre Nature sur le Boischaut sud a permis d'identifier un certain nombre d'opérations à mettre en œuvre afin de mieux connaître, de préserver ou de valoriser le patrimoine naturel. Celle conduite par le Parc du Perche sera reprise dans le cadre des travaux en cours de révision de la charte du Parc.

Ces travaux ont été d'un grand intérêt pour les réflexions conduites par la Région et ont notamment nourri la communication sur le patrimoine naturel présentée en séance plénière de juin 2006. Sont ainsi proposés trois grands axes pour la nouvelle stratégie régionale :

- un dispositif d'observation du patrimoine naturel (mission confiée à l'Ecopole),
- les réserves naturelles régionales,
- les "contrats nature" avec les acteurs institutionnels et les opérateurs, qui sont des conventions de partenariat afin de partager la stratégie régionale.

Des contrats nature seront présentés en Commission permanente afin de mettre en œuvre la stratégie proposée par la Région en matière de patrimoine naturel conformément aux orientations présentées en séance plénière.

Les actions engagées par le passé relatives à l'accompagnement du Conservatoire du patrimoine naturel de la région Centre, dont l'action est consacrée à la protection de sites d'intérêt régional pour leurs composantes naturelles, sont maintenues. Le Conservatoire gère actuellement près de 1 900 hectares. Une convention cadre sera proposée afin de définir notamment les attentes de la Région dans la mise en œuvre de sa stratégie.

La Région participe également au financement des trois Parcs Naturels Régionaux (PNR) présents en partie ou en totalité sur son territoire. Les "Contrats de Parcs", conventions cadre 2003-2006 signées avec chaque Parc, sont arrivés à échéance. Le premier semestre permettra de préciser la prochaine contractualisation pour la période 2007-2010 tant pour les dotations de fonctionnement que pour les programmes d'action.

L'adhésion à la Fédération Nationale des Parcs sera reconduite.

Enfin, la Région participe au financement des opérations d'enfouissement des réseaux électriques et téléphoniques. Ces opérations sont désormais inscrites dans le cadre des politiques territoriales de la Région (contrats régionaux de pays et d'agglomération). Les crédits proposés correspondent donc aux engagements pris jusqu'en 2004 qu'il s'agit ici d'honorer.

• **Tableaux budgétaires 2007**

- *Les autorisations de programme*

| N° AP     | LIBELLES  | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|---|----------------------|--|
| 2007.4053 | Conservatoire du Patrimoine Naturel de la Région Centre |                      | 150 000                                |
| 2007.4055 | Parcs Naturels Régionaux                                |                      | 150 000                                |
| 2007.4056 | Gestion du patrimoine naturel                           |                      | 30 000                                 |
|           | TOTAL   |                      | 330 000                                |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 1 419 000 |          | 930 000   |          |  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 1 419 000 |          | 930 000   |          |  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 1 239 000 |          | 1 595 800 |          |  |          |
| Sous-total     | 1 239 000 |          | 1 595 800 |          |  |          |
| TOTAL          | 2 658 000 |          | 2 525 800 |          |  |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les AP proposées permettront d'accompagner :

- les actions d'acquisitions et les travaux engagés par le Conservatoire du Patrimoine Naturel de la Région Centre (150 000 €),
- les interventions des Parcs Naturels Régionaux (150 000 €),
- des opérations d'investissements liées à des aménagements conduits sur le secteur du Boischaud Sud. En complément une réflexion sera conduite avec les acteurs locaux afin d'inclure ce type d'opérations dans les dispositifs existants (conventions vertes, Pays, Conservatoire, ...),
- la réalisation, le cas échéant, d'études préalables à la définition des plans de gestion de nouvelles Réserves Naturelles Régionales (RNR).

Les crédits de paiement inscrits permettront de financer les opérations de gestion et de valorisation de sites conduites par le Conservatoire du patrimoine naturel de la région Centre (242 820 € dont 92 820 € en fonctionnement).

Le soutien aux PNR sera poursuivi (1 696 000 € dont 1 396 000 € en fonctionnement). Il convient de noter cette année la fin des travaux de construction de la Maison d'accueil du public du PNR Loire Anjou Touraine, avec une ouverture prévue début 2008. Les Journées nationales des Parcs se tiendront en 2007 au PNR Loire-Anjou-Touraine. Elles revêtiront un caractère particulier puisqu'il s'agira du 40<sup>ème</sup> anniversaire de la création des PNR. Elles seront soutenues par la Région.

La contribution de la région Centre s'élèvera pour 2007 à 363 918 € pour le Syndicat mixte du parc Naturel régional de la Brenne, à 181 959 € pour le Syndicat mixte du parc Naturel régional Loire Anjou Touraine, à 181 959 € pour le Syndicat mixte du parc Naturel régional du Perche.

L'édition d'un guide spécifique sur les Réserves Naturelles Régionales est prévue (15 000 € en fonctionnement).

Les crédits inscrits concernant les enfouissements de réseaux permettront de financer les opérations engagées les années antérieures (480 000 € en investissement).

Enfin, la Région publiera cette année la 5<sup>ème</sup> édition du guide des animations nature (50 000 € en fonctionnement).

• **Cadre régional d'intervention**

Règlement "Enfouissement des réseaux" - CPR 01.04.49 en date du 18 mai 2001

**Programme d'action :  
 Contrôler la qualité de l'air**

• **Description**

Ce thème recouvre le développement du réseau de surveillance de la qualité de l'air, LIG'AIR, avec une participation à l'équipement de ce réseau ainsi que le renforcement des moyens liés à l'information et à la sensibilisation du grand public, et notamment les jeunes.

La Région présentera cette année une actualisation du Plan Régional de la Qualité de l'Air pour lequel elle est compétente.

• **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                            | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|-------------------------------------|----------------------|--|
| 2007.0773 | Surveillance de la qualité de l'air |                      | 130 000                                |
|           | TOTAL                               |                      | 130 000                                |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 175 000  |          | 130 000  |          | 98 000   |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 175 000  |          | 130 000  |          | 98 000   |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 100 000  |          | 70 000   |          |  |          |
| Sous-total     | 100 000  |          | 70 000   |          |  |          |
| TOTAL          | 275 000  |          | 200 000  |          | 98 000   |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Une AP de 130 000 € est proposée pour la mise en place du programme 2007. Ce programme proposé par LIG'AIR au titre de l'année 2007 permettra de renouveler le matériel de mesures de la qualité de l'air qui couvre aujourd'hui l'ensemble de la région. Les crédits de paiement (130 000 €) permettront d'honorer d'une part les engagements antérieurs (98 000 €) et d'accompagner le programme 2007 (32 000 €).

70 000 € en fonctionnement sont également proposés pour la poursuite des actions de communication (site internet, plaquettes, expositions, ...).

• **Cadre régional d'intervention**

Convention cadre entre l'Etat, la Région et l'ADEME, DAP n° 00.01.03 en date du 21 janvier 2000 et CPR n° 00.03.45 en date du 14 avril 2000.

**DOMAINE D'INTERVENTION:  
SENSIBILISATION, EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT**

**Programme d'action :  
Conventions vertes**

• **Description**

Les conventions vertes permettent d'apporter un soutien à des associations présentant un intérêt régional ou départemental.

Elles visent à soutenir l'activité de ces associations, notamment l'emploi sur la base d'objectifs partagés s'inscrivant dans les priorités régionales à savoir :

- énergie,
- Loire et milieu aquatique,
- éducation à l'environnement et à l'éco citoyenneté,
- patrimoine naturel,
- développement durable,

et permettent de financer des études, des animations et des investissements matériels.

• **Tableaux budgétaires 2007**

- *Les autorisations de programme*

| N° AP     | LIBELLES           | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|--------------------|----------------------|--|
| 2007.0677 | Conventions vertes | 150 000              | 70 000                                 |
|           | TOTAL              | 150 000              | 70 000                                 |

- *Les crédits de paiement*

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 195 000  |          | 100 000  |          | 140 000  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 195 000  |          | 100 000  |          | 140 000  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 550 000  |          | 600 000  |          |  |          |
| Sous-total     | 550 000  |          | 600 000  |          |  |          |
| TOTAL          | 745 000  |          | 700 000  |          | 140 000  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

11 associations sont à ce jour concernées par ce dispositif d'accompagnement. Elles disposent toutes d'une convention cadre sur trois ans qui précise les grands principes du partenariat avec la Région.

En 2007, la troisième année des programmes d'actions des onze associations bénéficiant d'une convention verte sera engagée. Pour chacune d'entre elle une convention annuelle d'application sera proposée afin de préciser le programme des opérations et les engagements financiers de la Région.

Deux nouvelles structures bénéficieront d'une convention : la LPO Touraine et l'Union Régionale des Fédérations de Pêche.

- **Cadre régional d'intervention**

Règlement "Convention verte" : CPR n° 05.05.36 en date du 27 mai 2005.

**Programme d'action :  
Sensibilisation au Développement Durable**

- **Description**

En 2006, la Région a adopté le principe de lancement d'un Agenda 21 Régional qui doit structurer le programme d'actions en matière de développement durable construit jusqu'alors de manière empirique. Les principes et valeurs de la charte de développement durable adoptée en décembre 2003 doivent se traduire progressivement dans nos politiques.

A ce titre, certaines techniques alternatives permettent de réduire les impacts des activités humaines sur l'environnement. Pour favoriser leur développement, la Région souhaite inciter les collectivités locales à les utiliser dans le cadre d'une démarche d'exemplarité. Elle va lancer un appel à projets auprès des collectivités locales pour les encourager à proposer des projets intégrant ces techniques : toitures végétalisées, récupérateurs d'eau de pluie, désherbeurs thermiques...

Par ailleurs, la Région a un rôle important à jouer auprès de nos partenaires et de la population pour les sensibiliser au développement durable et à l'environnement.

La Région a également créé une instance de démocratie participative en matière d'environnement : la Conférence Régionale de l'Environnement pour un Développement Durable (CREDD). Il s'agit d'une structure d'échanges entre acteurs de l'Environnement et élus régionaux dont la mission est de proposer des évolutions et participer à l'évaluation environnementale des politiques régionales. En 2006, elle a conduit à la demande de la Région, une réflexion sur la recherche de solutions pour favoriser l'émergence de la demande des particuliers en matière d'efficacité énergétique.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES  | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|---|----------------------|--|
| 2007.0656 | Soutien au développement durable :<br>éco-projets |                      | 100 000                                |
|           | TOTAL   |                      | 100 000                                |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 150 000  |          | 50 000   |          | 100 000  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 150 000  |          | 50 000   |          | 100 000  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 50 000   |          | 246 000  |          | 100 000  |          |
| Sous-total     | 50 000   |          | 246 000  |          | 100 000  |          |
| TOTAL          | 200 000  |          | 296 000  |          | 200 000  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Au titre des techniques alternatives, les 10 à 20 projets les plus intéressants recevront une aide de la Région dans la limite de 10 000 € par projet. Le thème de l'eau (préservation de la qualité, gestion de la ressource) sera privilégié en 2007. Pour accompagner ces projets une AP de 100 000 € est proposée ainsi que 50 000 € en crédits de paiement.

L'élaboration de l'Agenda 21 Régional nécessitera de mobiliser les habitants dans le cadre d'une démarche participative. Des actions de communication (15 000 €) seront mises en œuvre pour les informer de la démarche régionale et les mobiliser pour qu'ils fassent des propositions via un forum sur internet notamment (30 000 €).

La Région incitera les collectivités locales à se lancer dans une démarche de développement durable en finançant l'ingénierie nécessaire à l'élaboration d'un agenda 21 local (150 000 €). Elle fera de même auprès des lycées en concevant des supports pédagogiques spécifiques (15 000 €) pour la mise en œuvre de démarche interne de développement durable dans les établissements. Un support de communication pour les éco-délégués sera proposé "la clé du développement durable" sur lequel seront regroupées des informations générales sur le développement durable (20 000 €).

Suite aux travaux de la CREDD, la Région proposera la mise en place d'un outil d'information du public sur l'émergence de la demande des particuliers en matière d'efficacité énergétique (10 000 €). 6 000 € sont enfin réservés pour la mobilisation d'experts.

- **Cadre régional d'intervention**

Charte régionale de développement durable

Convention régionale pour l'éducation à l'environnement en région Centre du 29 mai 2006 entre l'état, l'Académie d'ORLEANS-TOURS, la DRAF, l'Agence de l'eau Loire-Bretagne et l'Ademe. Règlement de l'appel à projet adopté par la commission permanente régionale (en cours d'élaboration).

**Programme d'action :  
ECOPOLE**

- **Description**

L'ECOPOLE regroupera dans un même lieu six associations de niveau national (France Nature Environnement et Espaces Naturels de France) et régional (Nature Centre, Graine Centre, Conservatoire du Patrimoine Naturel de la Région Centre, Arbocentre).

L'ECOPOLE sera une structure disposant de trois missions :

- la professionnalisation des salariés et bénévoles associatifs du territoire régional,
- le développement et diffusion d'outils pédagogiques,
- la mise en place d'un observatoire régional des milieux naturels.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 65 000   |          | 140 000  |          | 150 000                                    |          |
| Sous-total     | 65 000   |          | 140 000  |          | 150 000                                    |          |
| TOTAL          | 65 000   |          | 140 000  |          | 150 000                                    |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

L'année 2007 sera consacrée à la mise en œuvre d'opérations de préfiguration de l'Ecopole

A l'issue des études engagées en 2006 pour la création d'un observatoire un site internet sera créé pour valoriser les données naturalistes disponibles (15 000 €). Des actions thématiques de connaissance du patrimoine naturel seront également proposées (70 000 €)

L'ECOPOLE organisera également un programme de conférences délocalisées sur le territoire régional en mobilisant les associations du territoire et en assurant une large communication auprès du grand public. Il assurera également la promotion du programme de formation élaboré en partenariat avec les associations concernées (15 000 €).

Le recensement des outils pédagogiques disponibles sera conduit et mis en ligne sous forme d'une bibliothèque virtuelle. La faisabilité de nouveaux outils pédagogiques sera étudiée au cours de cette année (40 000 €).

- **Cadre régional d'intervention**

Néant

## DOMAINE D'INTERVENTION: LOIRE

### Programme d'action : Loire sécurité

- **Description**

La Région poursuit quatre objectifs opérationnels qui correspondent à ceux qui ont été définis dans le cadre de la stratégie globale de réduction du risque d'inondation en Loire moyenne, à savoir :

- restaurer la culture du risque,
- prévoir le risque,
- prévenir le risque,
- se protéger contre le risque.

Face aux enjeux identifiés et à ses prérogatives, la Région doit concentrer son intervention auprès des acteurs suivants :

- acteurs économiques (compétence directe exercée pleinement dans le cadre du futur SRDES)
- agglomérations (secteurs qui concentrent l'essentiel des enjeux et notamment les enjeux économiques),
- agents immobiliers, professionnels du bâtiment, architectes (ce type de public joue un rôle important auprès des collectivités et du secteur économique en tant que conseil et peut servir de relais. Le niveau régional est sans doute le plus pertinent pour les mobiliser).

Les missions que la Région est la plus à même de remplir sont :

- la sensibilisation l'information et la formation de ces acteurs,
- l'appui technique aux agglomérations pour la mise en œuvre d'une démarche globale de réduction du risque d'inondation. L'appui financier nécessaire se fait dans les contrats régionaux d'agglomérations.
- l'appui technique et financier à l'élaboration des diagnostics de réduction de la vulnérabilité (y compris les plans de secours) pour les acteurs économiques et le soutien aux travaux afférents,

L'intervention régionale en matière de risque d'inondation doit également être relayée à travers ses domaines de compétences et ses interventions traditionnelles (éco-conditionnalité des aides).

Son action s'inscrit dans le cadre du prochain Plan Loire 2007-2013 qui fera l'objet d'un contrat de projet interrégional.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 2 780 000 |          | 1 599 400 |          | 5 000 000                                  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 2 780 000 |          | 1 599 400 |          | 5 000 000                                  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 406 000   |          | 445 000   |          |  |          |
| Sous-total     | 406 000   |          | 445 000   |          |  |          |
| TOTAL          | 3 186 000 |          | 2 044 400 |          | 5 000 000                                  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les actions de réduction de la vulnérabilité au risque d'inondation des acteurs économiques seront poursuivies pour élaborer avec la CCI 45 un programme de diagnostics et de réduction de la vulnérabilité des entreprises (60 000 €).

Les opérations de protection sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat (renforcement des levées et restauration du lit) connaissent un certain retard de mise en œuvre lié, d'une part à un manque de moyens humains, et d'autre part à la difficulté technique de certaines opérations. Une enveloppe de 1 586 360 € sera consacrée cette année à ces travaux.

Par ailleurs, les acquisitions conduites par l'agglomération Blésoise dans le chenal du déversoir de la Bouillie seront poursuivies. Les acquisitions et les démolitions du foncier bâti seront prises en charge par le "fonds Barnier", ainsi seules les acquisitions du foncier non bâti feront l'objet d'une subvention régionale (13 000 €).

Enfin, la Région participera au financement des dépenses de l'EPLOire (335 000 €) et du CEPRI (50 000 €).

- **Cadre régional d'intervention**

Contrat de plan Etat-Région 2000-2006

Convention d'application adoptée par la CPR n° 00.08.38 du 13 octobre 2000 article 31.

**Programme d'action :  
Loire patrimoine**

- **Description**

La Loire abrite un important patrimoine naturel, culturel et paysager reconnu aux plans national et européen et ayant justifié l'inscription d'une partie de la Loire moyenne au patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO.

Le programme interrégional "Loire Grandeur Nature" couvrant les années 2000 à 2006 et comportant un volet de mise en valeur des espaces naturels sensibles remarquables s'est achevé. La Région souhaite accompagner les opérateurs, au 1<sup>er</sup> rang desquels le Conservatoire du patrimoine naturel de la région Centre, dans la poursuite de l'opération Loire Nature II. Une convention pluriannuelle sera négociée au cours du 1<sup>er</sup> semestre.

Pour donner suite à l'étude conduite en 2003 sur le développement des actions menées par la Fédération des Maisons de Loire et ses structures adhérentes, une convention pluriannuelle a été signée en 2004. Elle s'est achevée fin 2006. Ce partenariat sera reconduit. Il s'agit de donner à ces structures d'information, d'initiation, de promotion et de sensibilisation sur le milieu ligérien, les moyens de mener à bien les missions ambitieuses que sont les leurs. L'expérience des Maisons de Loire doit être mise à profit alors que l'inscription du Val de Loire au patrimoine de l'humanité suscite de nombreuses initiatives.

Le contrat "Patrimoine Loire" signé avec TOUR(s) Plus en 2003 est arrivé à échéance. Les crédits de paiement réservés concernent donc les opérations votées préalablement.

La Région a installé en 2002, en partenariat avec la Région Pays de la Loire, une "Mission Loire Patrimoine Mondial" à travers la création d'un Syndicat Mixte Interrégional. Cette mission joue un rôle fédérateur des acteurs de la Loire dans ce domaine. Elle a pour objectifs d'assister les maîtres d'ouvrages dans la mise en œuvre de leurs projets en qualité d'expert, de développer des actions de formation, d'information et d'assurer la gestion du label "Loire-Patrimoine Mondial".

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                              | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|---------------------------------------|----------------------|--|
| 2007.4054 | Mise en valeur du patrimoine ligérien |                      | 350 000                                |
|           | TOTAL                                 |                      | 350 000                                |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation<br>indicative 2007/2008<br>(cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 1 035 000 |          | 834 000   |          |  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 1 035 000 |          | 834 000   |          |  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 884 000   |          | 911 800   |          |  |          |
| Sous-total     | 884 000   |          | 911 800   |          |  |          |
| TOTAL          | 1 919 000 |          | 1 745 800 |          |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Une AP de 350 000 €, pour laquelle de l'ordre de 150 000 € de crédit de paiement seront mobilisés au titre de l'année 2007, est proposée pour accompagner :

- les nouvelles actions du CPNRC (150 000 €)
- la réhabilitation des Maisons de Loire (100 000 €)
- la réfection et l'aménagement de bateaux traditionnels de Loire (100 000 €)

Les crédits de paiement en investissement complémentaires permettront le financement des opérations antérieures soit :

- 110 000 € pour les actions du Conservatoire,
- 500 000 € pour le contrat "Patrimoine Loire" avec Tours Plus,
- 44 000 € pour les programmes d'actions des Maisons de Loire,
- 16 000 € pour l'aménagement de bateaux traditionnels de Loire,
- 14 000 € pour l'opération de réfection de cales et de perés à CANDES-SAINT-MARTIN.

Les crédits de paiement en fonctionnement permettront d'accompagner pour :

- 92 820 € le fonctionnement du Conservatoire,
- 196 000 € le fonctionnement et la mise en réseau des 5 Maisons de Loire,
- 623 000 € le fonctionnement et le programme de communication de la Mission Val de Loire Patrimoine Mondial.

- **Cadre régional d'intervention**

Restauration et mise en valeur du patrimoine ligérien

Contrat de plan Etat-Région 2000-2006 : article 31 du 13 octobre 2000



## **TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS**

## **LES ORIENTATIONS**

### **Penser l'avenir pour répondre aux besoins de déplacement des habitants de notre région**

Dans un contexte national de désengagement de l'Etat caractérisé par de nouveaux projets de réduction de dessertes ferroviaires nationales (diminution sensibles des dessertes des gares d'ORLEANS, VIERZON, CHATEAUROUX, ISSOUDUN, ARGENTON SUR CREUSE) sur l'axe PARIS-TOULOUSE au changement de service 2007-2008, par un sous investissement chronique dans la modernisation et la régénération des infrastructures ferroviaires, le budget 2007 des transports et des déplacements de la Région Centre, dans la cohérence de sa stratégie régionale du transport collectif multimodal et des circulations douces, se fixe trois objectifs :

- renforcer l'utilisation des transports collectifs de façon à réduire l'émission des gaz à effet de serre conformément aux engagements de KYOTO,
- rechercher un développement équilibré du territoire régional, en favorisant l'homogénéisation des temps d'accès et des niveaux de service,
- renforcer l'ouverture et le rayonnement de la Région Centre au sein de la dynamique nationale et européenne,
- coopérer pour développer de nouvelles dynamiques en région et à l'extérieur.

- **Des travaux et des études pour un réseau ferroviaire plus performant et pour le développement du TER Centre**

-Grand projet TOURS SAINCAIZE : l'électrification TOURS-VIERZON se déroule selon le calendrier initial avec un achèvement des travaux à la fin de l'année 2007. L'étude de projet pour l'électrification BOURGES-SAINCAIZE est en cours et se terminera au premier semestre 2008.

-POLT : La Région Centre cofinance une étude avec les régions Limousin et Midi Pyrénées pour réévaluer le potentiel de l'axe Paris -Toulouse et réaffirmer sa volonté de faire aboutir ce projet.

-Desserte périurbaine de l'agglomération tourangelle : les travaux pour la réalisation du terminus technique en gare de Bléré se feront en 2007.

-Réouverture au trafic voyageurs de CHARTRES-ORLEANS : l'étude de projet est en cours et sera achevée en 2007.

- **Accroître l'efficacité du TER pour amplifier son attractivité**

**Plus de 95 000 voyageurs utilisent quotidiennement le TER, soit un triplement de la fréquentation en 8 ans.**

Un développement du service public de transport régional, qui à l'examen de l'évolution des recettes et des dépenses, fait la preuve de son efficacité socio économique.

L'action pour accroître son efficacité et son attractivité va se poursuivre et se renforcer en 2007 en poursuivant les programmes de mise en accessibilité des gares, de rehaussement des quais et en participant aux investissements du pôle d'échange de la gare d'Orléans et du pôle d'échange multimodal d'Épernon. Par ailleurs une étude de diagnostic d'accessibilité du réseau TER sera réalisée.

- **Routes : La région confirme son engagement pour l'entretien et la modernisation du réseau routier dans un souci d'amélioration de la sécurité**

La Région n'a pas de compétence dans le domaine routier. En 2007, elle accompagnera ses partenaires dans la réalisation des programmes du Contrat de plan Etat-Région 2000-2006, des conventions Régions-Départements et des conventions particulières concernant notamment les contournements d'agglomération.

**Le budget 2007 des transports et déplacements, confirme l'ambition de moderniser les infrastructures régionales, de développer le TER pour soutenir l'activité économique et l'emploi, pour favoriser le droit au transport pour tous et répondre aux attentes des habitants de la Région Centre.**

**LES DONNEES FINANCIERES GLOBALES DU BUDGET**  
**TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS**

**SYNTHESE DES AUTORISATIONS AUX CHAPITRES BUDGETAIRES M71 :**

| En € par chapitres   | Investissement<br>908 | Fonctionnement<br>938 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| <b>Autorisations de programme</b>                              | <b>2 920 000</b>      |                       |
| <b>Autorisations d'engagement</b>                              |                       | <b>330 000</b>        |
| <b>Crédits de paiement dépenses</b>                            | <b>62 407 900</b>     | <b>111 576 000</b>    |
| <i>dont transport ferroviaire régional de voyageurs (811)</i>  | <i>20 000</i>         | <i>111 576 000</i>    |
| <i>dont gares et autres infrastructures ferroviaires (812)</i> | <i>32 198 500</i>     |                       |
| <i>dont voirie nationale (821)</i>                             | <i>9 500 000</i>      |                       |
| <i>dont voirie départementale (823)</i>                        | <i>20 450 000</i>     |                       |
| <i>dont sécurité routière (825)</i>                            | <i>100 000</i>        |                       |
| <i>dont autres liaisons (828)</i>                              | <i>139 400</i>        |                       |
| <b>Crédits de paiement recettes</b>                            | <b>2 773 000</b>      | <b>60 000</b>         |
| <i>dont voirie nationale (821)</i>                             | <i>2 773 000</i>      |                       |
| <i>dont transport ferroviaire régional de voyageurs (811)</i>  |                       | <i>60 000</i>         |

**LES CREDITS DE PAIEMENT PAR DOMAINES D'INTERVENTION**

|  | BP 2006            |                  | BP 2007            |                  |
|--|--------------------|------------------|--------------------|------------------|
|  | Dépenses           | Recettes         | Dépenses           | Recettes         |
| <b>Infrastructures routières</b>                     |                    |                  |                    |                  |
| Investissement                                       | 25 525 000         | 1 273 000        | 30 189 400         | 2 773 000        |
| Fonctionnement                                       |                    |                  |                    |                  |
| Sous-total   | 25 525 000         | 1 273 000        | 30 189 400         | 2 773 000        |
| <b>Infrastructures ferroviaires</b>                  |                    |                  |                    |                  |
| Investissement                                       | 31 982 000         |                  | 32 198 500         |                  |
| Fonctionnement                                       |                    |                  |                    |                  |
| Sous-total   | 31 982 000         |                  | 32 198 500         |                  |
| <b>Gestion des transports régionaux de voyageurs</b> |                    |                  |                    |                  |
| Investissement                                       | 1 081 000          |                  | 20 000             |                  |
| Fonctionnement                                       | 106 695 000        | 1 047 500        | 111 576 000        | 60 000           |
| Sous-total   | 107 776 000        | 1 047 500        | 111 596 000        | 60 000           |
| <b>TOTAL</b>   | <b>165 283 000</b> | <b>2 320 500</b> | <b>173 983 900</b> | <b>2 833 000</b> |

**LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT CREEES OU MODIFIEES****• INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES**

| N° AP     | LIBELLES                           | MONTANT   | CP 2007 | CP 2008 | CP 2009<br>et + |
|-----------|------------------------------------|-----------|---------|---------|-----------------|
| 2007.1087 | Suppression de PN TOURS – LE MANS  | 900 000   | 0       | 70 000  | 830 000         |
| 2007.0819 | Aménagement des quais et des gares | 2 020 000 | 40 000  | 650 000 | 1 330 000       |

**• GESTION DES TRANSPORTS REGIONAUX DE VOYAGEURS**

| N° AE      | LIBELLES                    | MONTANT | CP 2007 | CP 2008 | CP 2009<br>et + |
|------------|-----------------------------|---------|---------|---------|-----------------|
| 2007 .6000 | Contrôle qualité TER Centre | 330 000 | 110 000 | 110 000 | 110 000         |

## DETAIL PAR DOMAINE D'INTERVENTION ET PAR PROGRAMME D'ACTION

### DOMAINE D'INTERVENTION : INFRASTRUCTURES ROUTIERES

#### Programme d'action : Etudes et aménagement sur les routes nationales

- **Description**

La Région verse des subventions à l'Etat, sous la forme de fonds de concours, pour la réalisation des études préalables et des opérations d'aménagement inscrites au volet routier du Contrat de plan Etat-Région 2000-2006, article 21, destinées à :

- améliorer les grandes liaisons pour leur permettre de supporter un trafic de transit important et d'assumer leur rôle d'échange avec le reste du territoire national,
- renforcer les relations à l'intérieur de la Région et avec les Régions voisines,
- améliorer l'accès aux agglomérations,
- rendre la route plus sûre.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |           | BP 2007   |           | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |           |
|----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|--|-----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES  | DEPENSES  | RECETTES  | DEPENSES                                   | RECETTES  |
| Investissement |           |           |           |           |  |           |
| AP             | 8 520 000 | 1 273 000 | 9 150 000 | 2 773 000 | 21 305 259                                 | 2 546 000 |
| Autres crédits |           |           |           |           |  |           |
| Sous-total     | 8 520 000 | 1 273 000 | 9 150 000 | 2 773 000 | 21 305 259                                 | 2 546 000 |
| Fonctionnement |           |           |           |           |  |           |
| AE             |           |           |           |           |  |           |
| Autres crédits |           |           |           |           |  |           |
| Sous-total     |           |           |           |           |  |           |
| TOTAL          | 8 520 000 | 1 273 000 | 9 150 000 | 2 773 000 | 21 305 259                                 | 2 546 000 |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Le transfert de certaines routes nationales aux Départements a eu lieu au 1<sup>er</sup> janvier 2006. La plupart des opérations programmées sur ces axes et inscrites au CPER 2000 - 2006 ont été transférées au 1<sup>er</sup> avril 2006. Certaines opérations ne seront transférées qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Conformément à l'article 24 de la loi du 13 août 2004, la Région reste engagée financièrement vis-à-vis des Départements et de l'Etat jusqu'à l'achèvement des opérations inscrites, dans la limite de l'enveloppe financière globale qu'elle apporte au volet routier du CPER

La proposition 2007 intègre donc :

- 1- Les crédits de paiement à verser à l'Etat au titre des opérations sur routes nationales non transférées et des opérations dont la maîtrise d'ouvrage est conservée par l'Etat jusqu'à leur achèvement, selon l'échéancier 10 %, 40 %, 40 %, 10 % (impact des programmations 2002 à 2006).

A ce titre, la Région sera amenée à financer notamment :

- sur la RN 154 la déviation du Boullay-Mivoye et l'aménagement entre CHARTRES et ORLEANS,
- la déviation de la RN 12 à CHERISY,
- la déviation de la RN 10 à CHATEAUDUN et à LISLE et PEZOU,
- l'achèvement de l'A 85.

2- Pour ce qui concerne les opérations inscrites au CPER 2000-2006 transférées aux Départements, la Région est en attente de la clôture des comptes de l'Etat. Une fois les soldes vérifiés, la Région étudiera avec les départements concernés les modalités de versement des montants hors taxes inscrits au CPER.

Le montant inscrit en recettes correspond :

- pour 1,273 M€ à la troisième échéance de remboursement de l'avance consentie à COFIROUTE pour la réalisation de la section VIERZON – BOURGES de l'autoroute A 71,
- pour 1,500 M€ au remboursement de l'Etat de l'avance de la Région au titre des opérations sur routes nationales transférées aux Départements.

- **Cadre régional d'intervention**

Contrat de plan Etat-Région 2000-2006 signé le 11 février 2000 et avenant n° 4 signé le 13 janvier 2004 : article 21

**Programme d'action : Mise en sécurité des routes nationales**

- **Description**

Il s'agit de subventions versées à l'Etat, sous la forme de fonds de concours, pour la réalisation d'opérations issues du Plan Régional d'Aménagements de Sécurité 2000-2006 (PRAS) et individualisées au volet routier du Contrat de plan Etat-Région 2000-2006 ou d'opérations financées par l'Etat au titre du programme général, destinées à améliorer la sécurité sur certaines routes nationales.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 130 000  |          | 100 000  |          | 279 741                                    |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 130 000  |          | 100 000  |          | 279 741                                    |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| TOTAL          | 130 000  |          | 100 000  |          | 279 741                                    |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les crédits de paiement sollicités intègrent :

- Les montants à verser en 2007 à l'Etat au titre des opérations de sécurité sur routes nationales non transférées (carrefour de Trouy dans le Cher) et au titre des opérations de sécurité dont il a assumé la maîtrise d'ouvrage avant le transfert de certaines routes nationales aux Départements (carrefour de la RN 152 à SAINT-CYR-SUR-LOIRE),

- **Cadre régional d'intervention**

Contrat de Plan Etat – Région 2000 – 2006 signé le 11 février 2000 et avenant n° 4 signé le 13 janvier 2004 : article 21

**Programme d'action : Programme interrégional d'aménagement**

- **Description**

Il s'agit des subventions à versée à l'Etat, sous la forme de fonds de concours, au titre de l'article 22 du Contrat de plan 2000–2006 pour :

- la réalisation des études d'aménagement du tronc commun RN 12 – RN 154 (DREUX – NONENCOURT), qui participe à un itinéraire de contournement de l'Ile-de-France par l'Ouest et à la desserte interrégionale entre le Centre et la Haute-Normandie,
- les opérations d'aménagement de sécurité sur la RN 12 entre HOUDAN et DREUX.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |

|                |         |  |         |  |           |  |
|----------------|---------|--|---------|--|-----------|--|
| AP             | 150 000 |  | 350 000 |  | 1 105 000 |  |
| Autres crédits |         |  |         |  |           |  |
| Sous-total     | 150 000 |  | 350 000 |  | 1 105 000 |  |
| Fonctionnement |         |  |         |  |           |  |
| AE             |         |  |         |  |           |  |
| Autres crédits |         |  |         |  |           |  |
| Sous-total     |         |  |         |  |           |  |
| TOTAL          | 150 000 |  | 350 000 |  | 1 105 000 |  |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les crédits de paiement sollicités permettront de financer la poursuite des études sur le tronçon commun RN 12 – RN 154 ainsi que la réalisation des aménagements prévus sur la RN 12 entre HOUDAN et DREUX, en particulier de l'échangeur de GERMAINVILLE – RAVILLE.

- **Cadre régional d'intervention**

Contrat de plan Etat-Région 2000-2006 signé le 11 février 2000 et avenant n° 4 signé le 13 janvier 2004 : article 22.

**Programme d'action : Conventions Régions / Départements**

- **Description**

Il s'agit des subventions à verser aux Départements, au titre des conventions Régions – Départements 2000-2006 ou de conventions particulières, pour la réalisation d'études et d'opérations d'aménagement sur :

- les routes départementales inscrites comme routes d'intérêt régional au Projet régional,
- les axes considérés comme prioritaires par les Départements,
- les contournements d'agglomérations.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006    |          | BP 2007    |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|------------|----------|------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES   | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |            |          |            |          |  |          |
| AP             | 16 725 000 |          | 20 589 400 |          | 47 035 844                                 |          |
| Autres crédits |            |          |            |          |  |          |
| Sous-total     | 16 725 000 |          | 20 589 400 |          | 47 035 844                                 |          |
| Fonctionnement |            |          |            |          |  |          |
| AE             |            |          |            |          |  |          |
| Autres crédits |            |          |            |          |  |          |
| Sous-total     |            |          |            |          |  |          |
| TOTAL          | 16 725 000 |          | 20 589 400 |          | 47 035 844                                 |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les crédits de paiement sollicités correspondent à l'échéance 2007 à mandater aux Départements au titre des échéanciers de versement arrêtés dans les avenants conclus en 2005 concernant les montants restant dus par la Région aux Départements au titre des conventions 2000-2006 et des conventions particulières concernant notamment les contournements d'agglomérations.

- **Cadre régional d'intervention**

Volets routiers des conventions Région – Départements 2000-2006 et leurs avenants validés par l'Assemblée régionale les 18 et 19 décembre 2003 et en CPR du 19 novembre 2004 et du 8 juillet, 18 novembre et 9 décembre 2005.

Réalisation de la section Nord-Ouest du boulevard périphérique de l'agglomération tourangelle, dit boulevard de la Choisille : convention tripartite Région - Département d'Indre-et-Loire - communauté d'agglomération TOUR(s) Plus, validée par la CPR du 14 novembre 2003 et signée le 20 février 2004,

Etude de la section Nord du boulevard périphérique de l'agglomération tourangelle : convention Région - Département d'Indre-et-Loire - communauté d'agglomération TOUR(s) Plus – communautés de communes, validée par la CPR le 25 mars 2005 et signée le 22 avril 2005.

Réalisation de la rocade Nord-Est de BOURGES : convention Région – Département du Cher 2000-2006 : subvention de 41 923,48 € au Département du Cher pour la réalisation des études préalables à la réalisation de la rocade - Rapport CPR du 18 mai 2001.

## DOMAINE D'INTERVENTION : INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES

### Programme d'action : Etudes et aménagements des infrastructures ferroviaires

- **Description**

Il s'agit des études et réalisation d'amélioration des infrastructures ferroviaires dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région réactualisé le 13 janvier 2004.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |          |          |  |          |
| AP             | 1 743 000 |          | 786 700  |          | 89 424                                     |          |
| Autres crédits |           |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 1 743 000 |          | 786 700  |          | 89 424                                     |          |
| Fonctionnement |           |          |          |          |  |          |
| AE             |           |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |           |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |           |          |          |          |  |          |
| TOTAL          | 1 743 000 |          | 786 700  |          | 89 424                                     |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

En 2007, dans ce programme relatif aux infrastructures ferroviaires, sont intégrés des dossiers d'études d'avant-projet tels que :

- la liaison ORLEANS – MONTARGIS (19 879 €),
- études préliminaires de la commande centralisée CHARTRES – COURTALAIN (30 000€),
- études préliminaires de la commande centralisée JOUE-LES-TOURS – CORMERY (19 050 €).

L'exercice 2007 permettra également de solder, à la production du décompte définitif, deux opérations du Contrat de plan dont la mise en service est intervenue au premier semestre 2006 :

- SAINT-PIERRE-DES-CORPS – poste 1 (117 747 €),
- TOURS – poste O (300 021 €).

Il sera également procédé au solde de l'opération de modernisation de la ligne du BLANC-ARGENT (228 942 €) pour laquelle il est à signaler que le programme initialement défini a été dépassé : 22 km ont été traités au lieu de 18.

L'exercice 2007 sera marqué par l'acquittement de la contribution régionale au schéma directeur du complexe ORLEANS - LES AUBRAIS.

Le budget 2007 prévoit 61050 euros, pour l'étude de la voie supplémentaire en gare de CHARTRES en fonction de l'avancement du dossier de la réouverture de la ligne CHARTRES - ORLEANS.

Il est à noter que certaines opérations sont pour le moment abandonnées :

- le transfert du chantier combiné sur SARAN, en raison de l'absence d'opérateur intéressé par le site
- la création d'une quatrième voie entre TOURY et CERCOTTES en raison des moindres besoins du fret.

- **Cadre régional d'intervention**

Contrat de plan Etat-Région conclu le 11/02/2000 et actualité par avenant n°4 du 13/01/2004

**Programme d'action : Grand projet TOURS  
SAINCAIZE**

- **Description**

Il s'agit du projet de modernisation de la ligne ferroviaire TOURS - SAINCAIZE, comprenant l'aménagement de 3 voies de relais fret à VIERZON, les études et l'aménagement d'une plateforme multimodale à VIERZON, la réalisation en première tranche de la section SAINT-PIERRE DES CORPS - VIERZON et les études de projet de la section BOURGES - SAINCAIZE.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006    |          | BP 2007    |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|------------|----------|------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES   | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |            |          |            |          |  |          |
| AP             | 21 628 000 |          | 26 213 000 |          | 8 365 513                                  |          |
| Autres crédits |            |          |            |          |  |          |
| Sous-total     | 21 628 000 |          | 26 213 000 |          | 8 365 513                                  |          |
| Fonctionnement |            |          |            |          |  |          |
| AE             |            |          |            |          |  |          |
| Autres crédits |            |          |            |          |  |          |
| Sous-total     |            |          |            |          |  |          |
| TOTAL          | 21 628 000 |          | 26 213 000 |          | 8 365 513                                  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Le projet d'électrification TOURS-VIERZON se déroule conformément à la programmation initiale avec 22 222 844 € au titre du Contrat de plan et 2 422 393 € en dehors du Contrat de plan pour le seul volet inhérent aux opérations d'électrification.

L'exercice 2007 est également caractérisé par le financement des études de projet de la seconde étape BOURGES - SAINCAIZE dont la convention a été approuvée en juillet 2006. Sur l'année 2007, 1 109 407 € sont inscrits au titre du financement de cette opération. L'objectif est d'achever cette étude avant la fin de l'année 2008. Ainsi, est-il possible d'envisager la réalisation de la dernière étape du grand projet Tours - Saincaize dans le prochain Contrat de Projet.

En juillet 2006 a également été approuvée la convention de financement permettant la réalisation du terminus en gare de Bléré la Croix dans le but de développer une offre à vocation périurbaine dans le bassin de vie tourangeau, conformément à la stratégie régionale des déplacements. Au cours de l'exercice 2007, 444 585 € seront mandatés au titre de cette opération.

- **Cadre régional d'intervention**

CPER conclu le 11/02/2000 et avenant n°4 du 13/01/2004

**Programme d'action : Liaison CHARTRES -  
ORLEANS**

- **Description**

Il s'agit du projet d'études et de modernisation de la voie ferrée CHARTRES-ORLEANS en vue de sa réouverture au trafic voyageurs en deux phases (Chartres-VOVES puis VOVES-ORLEANS).

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 1 194 000 |          | 2 007 000 |          | 1 348 000                                  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 1 194 000 |          | 2 007 000 |          | 1 348 000                                  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     |           |          |           |          |  |          |
| TOTAL          | 1 194 000 |          | 2 007 000 |          | 1 348 000                                  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Le financement de l'étude de projet se déroule conformément au calendrier adopté lors de la signature de la convention en mai 2006 : 2 007 000 € seront versés en 2007 au titre de l'avancement de ces études.

Cette étude est destinée à identifier précisément les modalités techniques de réouverture de la ligne aux voyageurs (voie, signalisation, gares et points d'arrêts...) mais n'intègre pas les aménagements à réaliser en gare de CHARTRES et le nœud ferroviaire orléanais qui sont traités spécifiquement. La phase de réalisation est inconnue à ce jour compte tenu de la non prise en compte pour l'instant par l'Etat de ce projet dans le CPER 2007-2013.

- **Cadre régional d'intervention**

CPER du 11/02/2000 et avenant n°4 du 13/01/2004

**Programme d'action :  
POLT**

- **Description**

Il s'agit du financement des études d'avant-projet de la liaison par rames TGV modifiées avec installation d'un système de pendulation entre PARIS, ORLEANS, LIMOGES et TOULOUSE dit POLT, en partenariat avec les Régions Limousin et Midi-Pyrénées, la SNCF et RFF. Le projet vise à accélérer les liaisons vers LIMOGES et TOULOUSE et de connecter l'axe à l'aéroport international de ROISSY par l'utilisation de la ligne à grande vitesse de contournement de l'Île de France.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          | 25 000   |          | 0  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          | 25 000   |          | 0  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| TOTAL          |          |          | 25 000   |          | 0  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les Régions Centre, Limousin et Midi-Pyrénées ont initié une démarche d'étude indépendante pour évaluer le potentiel de l'axe ferroviaire PARIS, ORLEANS, LIMOGES, TOULOUSE et pour réaffirmer l'attachement des trois Régions à cette ligne nationale.

La Région Limousin a proposé un cahier des charges et une convention de cofinancement. L'étude, pilotée par Limousin, est chiffrée à 150 000 €, soit 50 000 € pour chaque Région. Lancée au dernier trimestre 2006, le solde de la contribution de la Région Centre sera versé à la Région Limousin au cours de l'année 2007, l'étude devant durer 10 mois.

- **Cadre régional d'intervention**

CPER du 11/02/2000 et avenant du 13/01/2004

## Programme d'action : Lignes à Grande Vitesse

- **Description**

Il s'agit de deux opérations :

- la participation au financement des études d'AVP Sommaire de la phase TOURS- Nord ANGOULEME de la ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique (SEA). La réalisation d'une telle ligne doit contribuer à l'accroissement des échanges et au développement économique des territoires du Grand Sud Ouest et au rééquilibrage Est Ouest.
- la participation au financement des travaux d'amélioration des réseaux à grande vitesse Atlantique, Sud Est, Nord et Est, de la liaison MASSY-VALENTON.

- **Tableaux budgétaires**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 800 000  |          | 650 000  |          | 1 710 000                                  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 800 000  |          | 650 000  |          | 1 710 000                                  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| TOTAL          | 800 000  |          | 650 000  |          | 1 710 000                                  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les crédits de paiement sollicités concernent :

- les études relatives au barreau MASSY-VALENTON qui est en suspens faute de signature de la Convention par l'Etat. En effet, aucun accord n'est signé entre l'Etat et la Région Ile-de-France du fait de tensions avec les riverains. Néanmoins, il est donc proposé de prévoir des crédits de paiement à hauteur de 0,5 M€ en 2007.
- le projet LGV SEA : la présentation du dossier d'avant projet sommaire de la section TOURS - ANGOULEME permet de poursuivre les dernières études complémentaires et programmer l'avant projet détaillé de la section nord de la ligne SEA (150 000 €). Il fait actuellement l'objet d'une enquête publique.

- **Cadre régional d'intervention**

Convention LGV Sud Europe Atlantique signée le 21/11/2003 (CPR du 14/11/20033)  
Convention barreau MASSY-VALENTON non encore signée par l'Etat.

**Programme d'action : Sécurité – suppression  
des passages à niveau**

• **Description**

Il s'agit de trois lots d'opérations de suppressions de passages à niveau pour sécurisation des traversées routières :

- 5 sur la section ORLEANS – BLOIS,
- 2 sur la section ORLEANS – VIERZON à THEILLAY et NOUAN LE FUZELIER,
- 1 sur la section TOURS – LE MANS à NEUILLE PONT PIERRE.

• **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                          | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|-----------------------------------|----------------------|--|
| 2007-1087 | Suppression de PN TOURS – LE MANS |                      | 900 000                                |
|           | TOTAL                             |                      | 900 000                                |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 738 000  |          | 0        |          | 520 000  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 738 000  |          | 0        |          | 520 000  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| TOTAL          | 738 000  |          | 0        |          | 520 000  |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

La suppression du passage à niveau de NEUILLE PONT-PIERRE sur la ligne LE MANS – TOURS devait faire l'objet d'une signature de convention en 2006. Or l'avis des services de l'Etat sur certaines parties du dossier de prise en considération s'est avéré négatif, impliquant une reprise partielle des études et donc le report de la signature de la convention sur l'exercice 2007. A ce titre, il est demandé l'ouverture d'une autorisation de programme en 2007 à hauteur de 900 000 € dont l'impact en crédits de paiement s'étale de 2008 à 2010.

Par ailleurs, l'opération initiée en 1994 de suppression de passages à niveau entre ORLEANS et TOURS dans le cadre de la création d'Interloire n'est toujours pas soldée en raison d'un différend entre RFF et un propriétaire riverain. Une procédure judiciaire est en cours et ne permet pas de solder l'opération.

De ce fait, il n'est pas nécessaire de prévoir de crédits de paiement pour ce programme d'action.

- **Cadre régional d'intervention**

Conventions particulières avec RFF

**Programme d'action : Aménagement,  
rénovation des quais**

- **Description**

Ce programme d'action regroupe toutes les opérations que mène la Région Centre en faveur des gares et des points d'arrêt, qu'il s'agisse des programmes pluriannuels de rénovation des gares, de leur mise en accessibilité à destination des personnes à mobilité réduite, de la mise en valeur architecturale des bâtiments, mais aussi du projet de pôle d'échange multimodal de la gare d'ORLEANS et du réhaussement des quais.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                            | MONTANT<br>2005 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|-------------------------------------|----------------------|--|
| 2007.0819 | Aménagements des quais et des gares |                      | 2 020 000                              |
|           | TOTAL                               |                      | 2 020 000                              |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 5 879 000 |          | 2 516 800 |          | 2 872 800  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 5 879 000 |          | 2 516 800 |          | 2 872 800  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     |           |          |           |          |  |          |
| TOTAL          | 5 879 000 |          | 2 516 800 |          | 2 872 800  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Il est proposé la création d'une AP 2007 de 2,020 M€ pour permettre :

- la poursuite des travaux de mise en accessibilité du réseau ter Centre avec la convention cadre signée avec l'Etat, la SNCF et RFF en 2004 : convention avec RFF sur le traitement des traversées de voies des 33 gares accessibles (le mandatement du premier tiers de ce programme n'intervenant qu'en 2008)
- la suite au réhaussement des quais des gares de Sologne, la mise en place de la charte lumière sur ces gares,

- la réalisation de l'étude de diagnostic d'accessibilité du réseau TER en complément du projet PREDIT initié en 2006. Ce schéma régional d'accessibilité s'inscrit dans le cadre de la loi du 11 février 2005 relative à la mise en accessibilité de la chaîne des déplacements dans les transports collectifs.

Au titre de ce programme d'action, il est nécessaire d'inscrire 2 516 732 euros de crédits de paiement au titre des opérations concernant les gares régionales et la gare d'Orléans.

### 1- Gares régionales

En 2007, interviendront d'une part au titre des gares régionales, le solde du programme 2000 de rénovation des gares régionales (503 082 €), le solde de la subvention régionale pour le rehaussement des quais de Sologne (199 050€), et, dans le cadre de la convention signée en 2004 avec l'Etat, la SNCF et RFF:

- le solde du financement régional de mise en accessibilité des gares régionales (pour 135 000€),
- le premier acompte du financement régional de la réalisation du passage souterrain de Courville, affectée en 2006 (111 500 €),
- le premier acompte du financement régional (pour 60 000 €) pour l'aménagement de parkings supplémentaires.

Enfin, les travaux d'aménagement du pôle d'échanges multimodal d'EPERNON étant démarrés, il conviendra de verser dès 2007 le premier acompte de la participation régionale au titre de la politique transport soit 158 500 €.

Dans le cadre de ce programme d'action, est prévue une enveloppe de 32 000 € en vue du remplacement complet des poteaux d'arrêt de la ligne routière régionale Romorantin – Vierzon. A ce titre, est inscrit un crédit de paiement de 9 600 € pour l'année 2007.

### 2- Gares d'ORLEANS

Par ailleurs, sera mandaté l'avant dernier versement du projet gare d'ORLEANS d'un montant de 1 300 000 € au profit de la SNCF.

### 3- Etude de diagnostic d'accessibilité du réseau TER

En 2007, une enveloppe de 120 000 € est prévue pour le premier acompte. Le solde sera réglé en 2008.

#### • **Cadre régional d'intervention**

Convention de MEUNG et Convention TER Centre du 18 mars 2002 et leurs programmes de rénovation de gares,  
 Protocole d'accord de l'aménagement du pôle d'échange de la gare d'ORLEANS,  
 Convention cadre relative aux investissements pluriannuels pour la modernisation des gares voyageurs Etat/SNCF/RFF/Région Centre et les conventions d'application annuelles,  
 Convention pour l'aménagement du pôle multimodal d'Epernon.

**DOMAINE D'INTERVENTION : GESTION DES TRANSPORTS REGIONAUX DE VOYAGEURS**

**Programme d'action :  
Convention services TER et Aqualys**

- **Description**

La Région est compétente pour organiser et financer les services régionaux de transports collectifs de voyageurs sur le réseau TER Centre.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006     |          | BP 2007     |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-------------|----------|-------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES    | RECETTES | DEPENSES    | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |             |          |             |          |  |          |
| AP             |             |          |             |          |  |          |
| Autres crédits |             |          |             |          |  |          |
| Sous-total     |             |          |             |          |  |          |
| Fonctionnement |             |          |             |          |  |          |
| AE             |             |          |             |          |  |          |
| Autres crédits | 103 360 000 |          | 108 114 000 |          | 224 720 000                                |          |
| Sous-total     | 103 360 000 |          | 108 114 000 |          |  |          |
| TOTAL          | 103 360 000 |          | 108 114 000 |          | 224 720 000                                |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Depuis 2002, les Régions sont autorités organisatrices des transports régionaux de voyageurs. Les modalités de financement ainsi que les conditions d'exploitation du service (droits et obligations des parties, les dessertes, les tarifications etc) sont définies par la convention du 18 mars 2002 qui doit être renouvelée en 2007.

Le service offert aux voyageurs s'est considérablement développé depuis 2002. Actuellement, le service est composé de 31 liaisons. 300 trains régionaux et 150 cars régionaux circulent quotidiennement. 90 000 voyageurs par jour empruntent le service TER. L'offre de service s'élève à 13,7 millions de trains-kilomètres par an, ce qui place la région Centre au deuxième rang après Rhône-Alpes.

Le montant de la contribution TER due pour l'année 2007 est estimé à 106 900 000 €. Il sera ajusté en fonction de l'achèvement de la négociation de la nouvelle convention Région SNCF et de l'adoption du devis 2007 présenté par la SNCF.

La Région contribue également à l'exploitation de la ligne PARIS-ORLEANS-TOURS dans le cadre de la convention AQUALYS. Le montant de la contribution régionale due au titre de la convention AQUALYS est estimé à 1 054 000 € TTC pour l'année 2007. La diminution par rapport à la contribution initiale prévue par la convention (1 198 472 € TTC) s'explique par la progression des recettes en 2004 et 2005.

Les crédits de paiement restants correspondent à la fabrication des fiches horaires et du guide pratique sur le réseau TER Centre (160 000 €).

- **Cadre régional d'intervention**

**Convention TER Centre** du 18/03/2002 délibération du 14/03/2002

- Avenant n°1 : Prise en compte des redevances RFF
- Avenant n°2 : Devis 2003 (CPR 04/07/2003)
- Avenant n°3 : Devis 2004 (CPR 20/02/2004)
- Avenant n°4 : Révision des critères « Qualité du service » (CPR 20/02/2004)
- Avenant n°5 : Service unique (CPR 09/07/2004)
- Avenant n°6 : Facilités de circulation (CPR 09/07/2004)
- Avenant n°7 : Adaptation de l'échéancier de versement de la contribution (CPR 10/09/2004)
- Avenant n°8 : Suppression de l'aller-retour ROMORANTIN-VIERZON
- Avenant n°9 : Devis 2005 (CPR du 25 février 2005)
- Avenant n°10 : révision de la formule d'indexation des charges forfaitisées (CPR du 8 juillet 2005).
- Avenant n°11 : devis 2006 (CPR du 10 février 2006)

**Convention AQUALYS "TOURS - ORLEANS - PARIS"** du 28/10/2003 délibération du 19/09/2003

- Avenant n°1 : révision de l'échéancier de versement en tenant compte du relèvement des péages RFF, calage sur l'année civile.
- Avenant n°2 : Devis 2005 (CPR du 21 janvier 2005).
- Avenant n°3 : Devis 2006 (CPR du 13 janvier 2006)

**Programme d'action : Prestations diverses**

- **Description**

Il s'agit du contrôle de la qualité du service TER Centre, mesure des indicateurs qualité définis par la Région, enquêtes de satisfaction et mesure des fréquentations. Ces enquêtes portent sur l'ensemble du réseau TER Centre c'est-à-dire aussi bien sur des lignes ferroviaires que routières. A partir des résultats obtenus et au vu des objectifs fixés annuellement en matière de Qualité, il est fait application d'un système d'intéressement se traduisant par le calcul d'un bonus/malus.

Depuis 2002, la Région finance également la billettique Multipass sur le TER Centre dans le cadre du compte qualité.

Enfin, au titre de ce programme d'action, sont financées des adhésions de la Région à des associations de transport d'intérêt national et des études connexes portant sur des projets d'aménagements ferroviaires.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations d'engagement

| N° AE     | LIBELLES                    | MONTANT<br>2005 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|-----------------------------|----------------------|--|
| 2007.6000 | Contrôle qualité TER Centre |                      | 330 000                                |
|           | TOTAL                       |                      | 330 000                                |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 13 000   |          |          |          | 0  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 13 000   |          |          |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          | 110 000  |          |  |          |
| Autres crédits | 185 000  |          | 226 000  |          | 692 000                                    |          |
| Sous-total     | 185 000  |          | 336 000  |          |  |          |
| TOTAL          | 198 000  |          | 336 000  |          | 692 000                                    |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Qualité :

Le marché qualité arrive à terme le 31 décembre 2006, date correspondant au terme de la convention signée entre la Région et la SNCF. Le marché "Qualité" étant étroitement lié aux termes de la convention négociée entre la Région et la SNCF, le marché actuel est prorogé d'un trimestre afin de ne pas interrompre le suivi de la qualité. Un nouveau marché sera passé avec un prestataire extérieur pour une durée de trois ans et engagé dans sa totalité dès 2007. A ce titre, il convient d'ouvrir une autorisation d'engagement de 330 000 euros et d'inscrire 110 000 euros en crédits de paiements sur 2007, 2008 et 2009.

Billettique

La billettique Multipass est aujourd'hui opérationnelle sur les lignes TOURS-LOCHES, TOURS-CHINON et TOURS-BLOIS. La CPR du 13 janvier 2006 a validé le déploiement régional de la billettique, c'est à dire sur la totalité du réseau TER Centre soit 31 lignes. Il convient donc dans ces conditions de prévoir dès 2007 une évolution importante du fonctionnement (salle de tests, back office, renouvellement des cartes, adaptation des outils de distribution à la billettique ...). A ce titre, 200 000 euros sont nécessaires en 2007.

Adhésions associations

26 000 € de crédits de paiement sont prévus pour les adhésions aux associations suivantes : GART, RACO, Avenir Rail et Interconnexion Sud TGV.

- **Cadre régional d'intervention**

Marché "réalisation d'enquêtes et contrôle sur la qualité du service TER Centre" date de fin : fin décembre 2006

**Programme d'action : Transport régional de voyageurs hors TER**

• **Description**

La Commission permanente du 16 janvier 2004 (DAP n° 04.01.041) a décidé d'assurer directement l'organisation des services d'intérêt régional sur la ligne routière ROMORANTIN – VIERZON et de confier à un transporteur l'exploitation des services réguliers de transport de personnes.

Le suivi de l'exploitation est confié à un assistant à maîtrise d'ouvrage auprès duquel une régie de recettes a été créée permettant la perception du produit des ventes de billets réalisées à bord des autocars.

Enfin, un "Accord de partenariat" signé entre la Région Centre, la SNCF, les titulaires des deux lots, régit la distribution des titres de transport, l'information des voyageurs ainsi que la gestion des recettes perçues directement par la SNCF et restituées à la Région Centre.

Concernant la ligne interdépartementale CHATEAUROUX-BOURGES, elle est gérée par le Département du Cher par délégation du Département de l'Indre. Cette ligne fait l'objet d'un accord de commercialisation entre la Région Centre et le Département du Cher jusqu'en août 2007.

• **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 500 000  |          | 440 000  | 60 000   | 1 400 000                                  |          |
| Sous-total     | 500 000  |          | 440 000  | 60 000   |  |          |
| TOTAL          | 500 000  |          | 440 000  | 60 000   | 1 400 000                                  |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Afin de poursuivre la gestion de la ligne routière d'intérêt régional ROMORANTIN – VIERZON (exploitation et suivi), 400 000 € TTC de crédits paiement sont prévus au titre de l'exercice 2007.

Quant aux recettes qui seront perçues en 2007, dans le cadre de la régie de recettes et au titre de l'accord de partenariat Région / SNCF, elles sont estimées à 60 000 €. Compte tenu de l'évolution des recettes sur la période courant de juin 2005 à juin 2006, on peut en effet prévoir une augmentation de 20 % sur l'exercice 2007.

Enfin, l'accord de commercialisation entre le Département du Cher et la Région Centre, actuellement en vigueur sur la ligne Bourges – Châteauroux et permettant l'utilisation de la tarification TER Centre et SNCF, arrive à échéance le 31/08/2007. Aussi, la poursuite de la gestion de cette ligne par le Département du Cher n'étant pas confirmée, il convient

d'envisager une enveloppe de 40 000 € correspondant aux charges d'exploitation et de suivi de la ligne.

- **Cadre régional d'intervention**

Deux marchés :

Suivi de la ligne d'autocars ROMORANTIN – VIERZON , titulaire EFFIA, notifié le 08/07/2004, échéance le 08/07/2008 avec une tranche conditionnelle d'un an supplémentaire.

Exploitation de la ligne d'autocars ROMORANTIN – VIERZON, titulaire Transport du Loir et Cher, notifié le 08/07/2004, échéance le 08/07/2008 avec une tranche conditionnelle d'un an supplémentaire.

**Programme d'action : Compensation régionale des tarifications TER Centre**

- **Description**

Il s'agit du développement de tarifications attractives pour les voyageurs du réseau TER Centre, possibilités de demi-tarifs et au-delà selon leur statut (salariés, étudiants, apprentis... ou tout public).

Il s'agit également de proposer des tarifications permettant le renforcement de l'intermodalité, à l'exemple de STARTER, et de l'interrégionalité, pour TER BAC+ et TER Apprenti par exemple.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     |           |          |           |          |  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 1 130 000 |          | 1 186 000 |          | 3 004 000                                  |          |
| Sous-total     | 1 130 000 |          | 1 186 000 |          | 3 004 000                                  |          |
| TOTAL          | 1 130 000 |          | 1 186 000 |          | 3 004 000                                  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Concernant TER BAC+ et TER Apprenti, depuis septembre 2006, l'instruction des dossiers de demandes de cartes est gérée par la Société Chèque Lire. A cet effet, le montant des crédits inscrits est de 40 000 €. Par ailleurs, les crédits à inscrire pour la compensation des transporteurs routiers en 2007 sont de 160 000 €.

Ces deux tarifications régionales font désormais l'objet d'accords de réciprocité avec les Régions Bourgogne et Auvergne, à l'instar des Régions Limousin et Poitou-Charentes depuis 2005. Pour 2007, le montant de la compensation à verser à la SNCF tient compte du respect de l'engagement annuel sur l'exercice budgétaire, ce qui conduit cette année à prévoir un

montant total de 785 000 €, représentant le solde de l'année 2006/2007 et un acompte forfaitaire de l'année 2007/2008.

En ce qui concerne la tarification intermodale STARTER, la mise en place de l'Abonnement régional de travail depuis juin 2005 a entraîné un report des abonnements STARTER vers cette nouvelle tarification et, par conséquent, une diminution des crédits nécessaires au versement de la compensation à la SNCF au titre de la réduction accordée par STARTER, à hauteur de 75 000 € en 2007.

Pour le Printemps de BOURGES et la mise en place de trains spéciaux à cette occasion, il convient d'inscrire 26 000 € au budget régional.

Enfin, un accord de réciprocité pour les abonnements régionaux de travail a été conclu avec la Région Pays de la Loire depuis septembre 2006. Des accords similaires seront mis en place dès 2007 avec les Régions Bourgogne, Auvergne, Limousin et Poitou-Charentes. Dans ce cadre, le montant de la compensation à verser à la SNCF a été estimé à 100 000 € en 2007.

|  | 2006               | 2007               |
|--|--------------------|--------------------|
| <b>COMPENSATION REGIONALE DES TARIFICATIONS TER CENTRE</b>     | <b>1 150 000 €</b> | <b>1 186 000 €</b> |
| TER BAC + / TER Apprenti = instruction des dossiers            | 65 000 €           | 40 000 €           |
| TER BAC + / TER Apprenti = compensation Transporteurs routiers | 230 000 €          | 160 000 €          |
| TER BAC + / TER Apprenti = compensation SNCF                   | 720 000 €          | 785 000 €          |
|  |                    |                    |
| Printemps de Bourges = SNCF                                    | 25 000 €           | 26 000 €           |
|  |                    |                    |
| STARTER = compensation SNCF                                    | 90 000 €           | 75 000 €           |
|  |                    |                    |
| Réciprocité Régions limitrophes Abonnement régional de travail | 20 000 €           | 100 000€           |

- **Cadre régional d'intervention**

Conventions particulières relatives à TER BAC + et TER Apprenti (SNCF, Transporteurs routiers, Centre régional d'information jeunesse, Régions), à l'Abonnement régional de travail (SNCF, Régions) et STARTER (SNCF, Autorités organisatrices de transport urbain).

**Programme d'action : Gratuité des transports pour les demandeurs d'emplois**

- **Description**

La mise en place de formules de gratuité des transports collectifs régionaux aux jeunes et aux demandeurs d'emploi constitue une étape nouvelle dans la politique de la Région afin d'améliorer l'égalité d'accès des habitants aux transports collectifs.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     |           |          |           |          |  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 1 520 000 |          | 1 500 000 |          | 7 200 000                                  |          |
| Sous-total     | 1 520 000 |          | 1 500 000 |          | 7 200 000                                  |          |
| TOTAL          | 1 520 000 |          | 1 500 000 |          | 7 200 000                                  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Depuis le 1er septembre 2005, la Région a décidé de faire évoluer le chéquier régional vers l'emploi, en permettant aux demandeurs d'emploi de voyager gratuitement dans les trains et autocars TER Centre pour tout déplacement lié à la recherche d'emploi en région Centre. En 2006, ce dispositif a été étendu notamment aux demandeurs d'emploi s'inscrivant dans une démarche de stage d'insertion, de qualification professionnelle ou d'accompagnement régulier par l'ANPE. En 2007, le nombre de bénéficiaires est estimé à 12 000 personnes, représentant une compensation à verser à la SNCF de 1 500 000 €, sur la base d'un chéquier (20 voyages) par an et par personne.

- **Cadre régional d'intervention**

Gratuité pour les demandeurs d'emploi : Convention avec l'ANPE et la SNCF adoptée en CPR du 17 juin 2005 et avenant n° 1 adopté en CPR du 9 juin 2006.

**Programme d'action :  
Matériels roulants**

- **Description**

Il s'agit de l'acquisition des matériels roulants suivants :

- 15 automotrices ZTER
- 5 Automotrices Grande Capacité bi-mode (A.G.C.)
- 7 rames automotrices à 2 Niveaux de nouvelle génération (TER2N ng)
- 3 Automotrices Grande Capacité bicourant (Z.G.C.)

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |          |          |  |          |
| AP             | 1 068 000 |          | 20 000   |          | 9 381 095                                  |          |
| Autres crédits |           |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 1 068 000 |          | 20 000   |          |  |          |
| Fonctionnement |           |          |          |          |  |          |
| AE             |           |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |           |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |           |          |          |          |  |          |
| TOTAL          | 1 068 000 |          | 20 000   |          | 9 381 095                                  |          |

- **Commentaires et explications 2007**

Le décompte définitif est global de la convention d'acquisition et de financement des **15 automotrices ZTER**, livrées en 2003, est en phase d'élaboration. Cette convention sera prévisionnellement régularisée en 2008 et 2009, il n'y a donc pas de mandatement prévu en 2007.

Conformément à l'échéancier d'appel de fonds de la convention d'acquisition des **5 automotrices AGC**, la dernière rame sera livrée en 2008 : aucun mandatement n'est inscrit en 2007 et le solde sera versé en 2008.

En ce qui concerne les **7 automotrices TER2N ng** circulant sur l'axe Paris -Chartres - Nogent le Rotrou, le montant prévisionnel du décompte définitif et global de la convention de financement est estimé à environ 20 000 €. Celui-ci sera mandaté en 2007 lorsqu'il sera établi et transmis par les services de la SNCF.

- **Cadre régional d'intervention**

Financement via une convention signée avec la SNCF, la Région finance à 100% et la SNCF est propriétaire du matériel acquis.

**TOURISME**

## **LES ORIENTATIONS**

### **Conduire la stratégie régionale de développement touristique**

2006 a permis à la Région Centre de travailler avec volonté et détermination sur le secteur d'activités du tourisme, qui fait travailler plus de 28 000 personnes et génère une dépense touristique annuelle de plus de 2,8 milliards d'€.

Les questions lourdes posées au tourisme impliquent la mise en place d'une stratégie partagée, et cela dans un contexte national de désengagement de l'Etat qui se manifeste par la réduction des crédits.

Prolongeant le SRDES, les axes de développement de la Stratégie Régionale de Développement Touristique portent des objectifs précis pour développer de l'emploi durable, de la formation qualifiante et un aménagement du territoire régional harmonieux et équilibré.

Un travail préparatoire important a permis de fédérer tous les acteurs impliqués dans le tourisme régional.

La Conférence Régionale de l'Economie Touristique nécessite réflexions et concertations de l'ensemble des acteurs associatifs, privés et publics pour coordonner la politique régionale du tourisme et organiser les partenariats territoriaux et de filières.

L'investissement régional se concentrera sur :

La **réalisation de l'itinéraire cyclable "La Loire à vélo"** fait de la Région l'ambadrice du "tourisme vert". Demain, avec le projet "Eurovéloroute des fleuves", dont la Région Centre est le chef de file, c'est l'Europe qu'il sera possible de traverser à vélo en longeant, sur plus de 2 400 kilomètres, trois majestueux fleuves européens (Rhin, Danube et Loire).

Le développement du tourisme fluvial sur les Voies Navigables de France.

L'essor de l'itinérance douce (randonnée pédestre, équestre, découverte nature).

Les aides à la création / rénovation de gîtes ruraux, chambres d'hôtes, hôtellerie traditionnelle, campings attribuées en prévision d'un projet économique solide en liaison avec un territoire.

L'implantation de villages de vacances ou de résidences de tourisme associant hébergement de qualité, animation et services hôteliers.

Déjà, 7 projets sont annoncés entre 2006 et 2009, porteurs de plus de 3 000 lits de qualité supérieure, avec à terme un objectif de 200 nouveaux emplois directs et de 400 emplois induits et plus de 150 millions d'€ seront investis par des opérateurs privés en Région Centre.

Les châteaux, parcs, jardins et le tourisme d'affaires.

Le pilotage stratégique de l'action des structures associées au Conseil Régional, en charge du tourisme, comme le CRT, la FROTSI ou la Mission Val de Loire pour ses actions touristiques.

Le développement du tourisme et "des vacances pour tous".

C'est un facteur de développement sur lequel la Région va intensifier ses efforts car les "**Vacances pour tous**" restent encore à conquérir pour nombre de familles.

Les inégalités se sont accrues dans ce domaine : 1 ouvrier sur 2 n'a pas accès aux vacances, ainsi que 36 % des employés et 42 % des jeunes de 20 à 24 ans.

Sur l'ensemble de ces chantiers, la juste répartition des rôles entre acteurs associatifs, publics et privés sera une des clés de réussite de cette stratégie de développement touristique.

**L'avenir touristique régional dépendra de la capacité du Centre à faire face à la concurrence nationale et internationale et donc des efforts à mener conjointement avec les partenaires pour mieux appréhender et répondre aux attentes des populations.**

## **LES DONNEES FINANCIERES GLOBALES DU BUDGET TOURISME**

### **SYNTHESE DES AUTORISATIONS AUX CHAPITRES BUDGETAIRES M71 :**

| <b>En € par chapitres</b>    | <b>Investissement<br/>909-95</b> | <b>Fonctionnement<br/>939-95</b> |
|------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| Autorisations de programme   | 2 320 000                        |                                  |
| Autorisations d'engagement   |                                  |                                  |
| Crédits de paiement dépenses | 5 746 000                        | 4 274 000                        |
| Crédits de paiement recettes |                                  |                                  |

### **SYNTHESE DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES SELON L'ARCHITECTURE FONCTIONNELLE :**

#### **LES CREDITS DE PAIEMENT PAR DOMAINES D'INTERVENTION**

|                 | <b>BP 2006</b>  |                 | <b>BP 2007</b>  |                 |
|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
|                 | <b>Dépenses</b> | <b>Recettes</b> | <b>Dépenses</b> | <b>Recettes</b> |
| <b>Tourisme</b> |                 |                 |                 |                 |
| Investissement  | 5 248 000       |                 | 5 746 000       |                 |
| Fonctionnement  | 4 355 000       | 80 000          | 4 274 000       |                 |
| Sous-total      | 9 603 000       | 80 000          | 10 020 000      |                 |
| <b>TOTAL</b>    | 9 603 000       | 80 000          | 10 020 000      |                 |

#### **LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT CREEES OU MODIFIEES**

- **INVESTISSEMENT**

| N° AP        | LIBELLES                                   | MONTANT   | CP 2007 | CP 2008   | CP 2009et + |
|--------------|--|-----------|---------|-----------|-------------|
| 2007.0078    | Développement de la randonnée              | 20 000    | 10 000  | 10 000    |             |
| 2007.0054    | Equipements structurants                   | 200 000   | 100 000 | 100 000   |             |
| 2007.0068    | CAP Hébergements touristiques              | 1 600 000 | 400 000 | 600 000   | 600 000     |
| 2007.0984    | CAP Hébergements touristiques structurants | 500 000   | 165 000 | 335 000   |             |
| <b>TOTAL</b> |  | 2 320 000 | 675 000 | 1 045 000 | 600 000     |

## DETAIL PAR DOMAINE D'INTERVENTION ET PAR PROGRAMME D'ACTION

### DOMAINE D'INTERVENTION: TOURISME

#### Programme d'action : Loire à vélo

- **Description**

A travers ce programme, la Région finance les travaux nécessaires à la réalisation de l'itinéraire Loire à vélo et les actions d'accompagnement, de promotion, de signalétique et d'information s'y rapportant.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 2 510 000 |          | 3 000 000 |          | 7 000 000                                  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 2 510 000 |          | 3 000 000 |          | 7 000 000                                  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 80 000    | 80 000   |           |          |  |          |
| Sous-total     | 80 000    | 80 000   |           |          |  |          |
| TOTAL          | 2 590 000 | 80 000   | 3 000 000 |          | 7 000 000                                  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Pour "La Loire à Vélo" :

Une partie des crédits de l'année 2007 permettra de solder le financement des sections déjà réalisées dont le tronçon interrégional majeur, de 150 Km, entre TOURS et ANGERS.

La majeure partie des crédits sera consacrée à l'extension de l'itinéraire à partir des villes chefs-lieux de départements ou au raccordement de sites touristiques majeurs avec l'axe ligérien.

Sont ainsi programmées les opérations suivantes :

➤ Dans l'Indre-et-Loire :

- les itinéraires de LA VILLE-AUX-DAMES à MONT-LOUIS, de MONT-LOUIS à AMBOISE, d'AMBOISE à RILLY,
- la traversée d'AMBOISE,
- la poursuite de l'aménagement de la liaison entre TOURS et SAINT-PIERRE-DES-CORPS.

➤ Dans le Loir-et-Cher :

- la poursuite, en sortie Est de l'agglomération blésoise, de l'itinéraire entre SAINT-DENIS-SUR-LOIRE et SUEVRES, dans le prolongement de l'aménagement existant jusqu'à LA CHAUSSEE-SAINT-VICTOR, et en complément de l'itinéraire reliant CANDE-SUR-BEUVRON (au Sud-Ouest de BLOIS) à LESTIOU (limite Est du département) via CHAMBORD,

➤ Dans le Cher :

- engagement des études préalables : études d'impact, études d'ouvrages d'art, Déclaration d'Utilité Publique ; ou des études opérationnelles.
- réalisation de l'aménagement de la tranche d'itinéraire entre BELLEVILLE et COUARGUES.

Enfin, les actions de valorisation de l'itinéraire et de structuration de l'offre de services seront poursuivies en coordination avec la Région des Pays de la Loire, et la Mission Val de Loire mettra en oeuvre la gestion de la marque d'usage : "La Loire à Vélo".

Pour l'Eurovéloroute des Fleuves :

La Région Centre, chef de file de l'action relative à la mise en oeuvre d'un réseau d'hébergement européen spécialisé dans l'accueil des cyclotouristes, maintiendra son effort dans les domaines suivants :

- diffusion et mise en oeuvre d'un référentiel qualité commun pour l'accueil des cyclistes et l'aménagement des équipements ;
- l'animation et formation d'un réseau de prestataires qualifiés ;
- la définition des modalités de contrôle et d'évaluation de la fréquentation.

• **Cadre régional d'intervention**

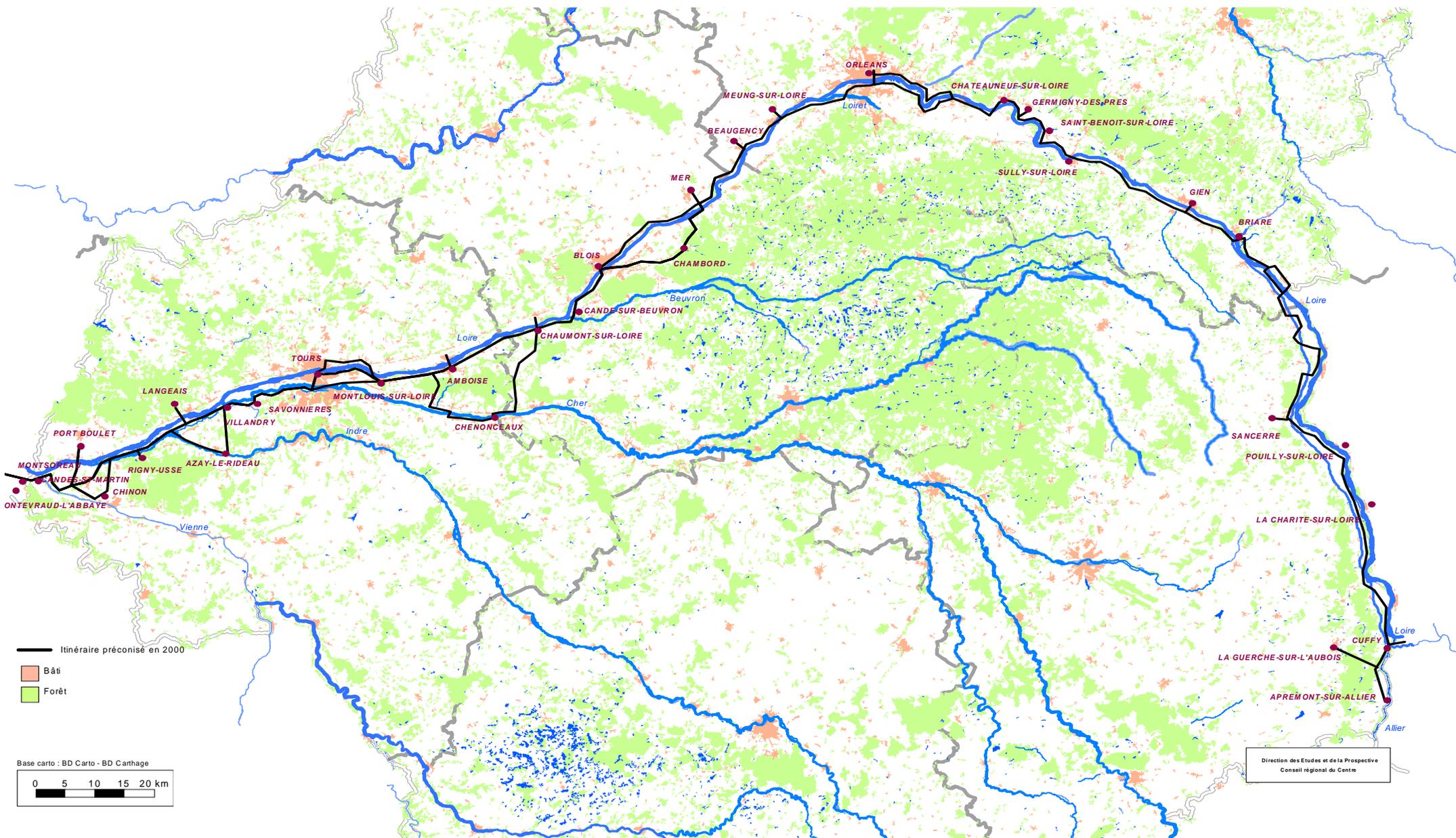
L'Assemblée régionale des 25 et 26 avril 1996 a autorisé le Président à signer une convention-cadre avec la Région Pays de la Loire pour la création d'un itinéraire interrégional "La Loire à Vélo".

L'Assemblée des 14 et 15 décembre 2000 (DAP n° 00.06.09) a habilité le Président à conduire les négociations avec les maîtres d'ouvrage pressentis, en particulier les Départements et les Agglomérations afin de définir l'ensemble des accords nécessaires à la réalisation du projet et habilité la Commission Permanente Régionale à délibérer sur les décisions, accords ou prestations et toutes actions de mise en oeuvre concernant les aspects techniques, juridiques et financiers à établir avec les partenaires.

A cet effet, des conventions relatives à la création de l'infrastructure ont été signées avec les maîtres d'ouvrage concernés.

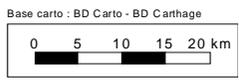
Le Contrat de plan Etat-Région 2000-2006, au titre du Plan Loire, et le projet Interreg IIIB "Eurovéloroutes des Fleuves : NANTES – BUDAPEST" permettent par ailleurs de cofinancer des actions de développement liées à la future véloroute.

# La Loire à Vélo



Itinéraire préconisé en 2000

- Bâti
- Forêt



Direction des Etudes et de la Prospective  
Conseil régional du Centre

**Programme d'action :  
Aménagement des canaux – tourisme fluvial**

• **Description**

Au titre du Contrat de plan 2000-2006, la Région s'est engagée, auprès de l'Etat, de Voies Navigables de France (VNF), des Départements du Cher et du Loiret a financer un programme de restauration des canaux et des ponts sur le Canal de Briare, le Canal latéral à La Loire et le Canal du Loing.

En 2006, la Région s'est également engagée a financer un programme de modernisation et d'extension du port de commerce et du port de tourisme de Briare, auprès de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Loiret, en association avec le Département du Loiret.

• **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 605 000  |          | 565 950  |          | 692 167                                    |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 605 000  |          | 565 950  |          | 692 167                                    |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| TOTAL          | 605 000  |          | 565 950  |          | 692 167                                    |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les crédits inscrits serviront :

- à solder des opérations engagées par Voies Navigables de France ;
- à verser un acompte à des villes du Cher pour la restauration de ponts, et à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Loiret pour la modernisation du port de BRIARE.

• **Cadre régional d'intervention**

Trois conventions en vigueur sur 2000-2006 permettent d'agir dans ce domaine :

- convention Etat/VNF/Région/D45/D18, dite "Plan Loire",
- convention VNF/Région/D45/D18, dite "Cofinancée",
- convention Région/VNF/D18.

**Programme d'action :  
Promotion et animation touristique**

• **Description**

A travers ce programme d'actions, la Région entend poursuivre et préciser son soutien aux acteurs du tourisme et aux organismes régionaux du tourisme par :

- la promotion touristique de la région Centre via le Comité Régional de Tourisme conformément à la loi du 3 janvier 1987 sur la création des Comités Régionaux de Tourisme, et dans le cadre d'une convention pluriannuelle 2005-2009 concernant les actions mises en œuvre par le CRT avec le concours de la Région, celui-ci assure les missions de promotion touristique, d'observation économique du tourisme, de concertation avec les acteurs du tourisme,
- la structuration du réseau des OTSI (Offices de tourisme et Syndicats d'Initiative) via la FROTSI (Fédération Régionale des Offices de tourisme et Syndicats d'Initiative),
- la structuration au niveau régional des acteurs développant des actions d'accueil touristique liées à la pratique de la randonnée (notamment pédestre, équestre et nautique),
- le soutien aux manifestations d'envergure nationale se déroulant en Région,
- le soutien au fleurissement, mené par l'Association Régionale de Fleurissement.

• **Tableaux budgétaires 2007**

- *Les autorisations de programme*

| N° AP     | LIBELLES                      | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|-------------------------------|----------------------|--|
| 2007.0078 | Développement de la randonnée | 20 000               | 20 000                                 |
|           | TOTAL                         | 20 000               | 20 000                                 |

- *Les crédits de paiement*

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 10 000    |          | 20 000    |          | 10 000   |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 10 000    |          | 20 000    |          | 10 000   |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             | 400 000   |          | 400 000   |          | 290 000  |          |
| Autres crédits | 3 835 000 |          | 3 874 000 |          |  |          |
| Sous-total     | 4 235 000 |          | 4 274 000 |          | 290 000  |          |
| TOTAL          | 4 245 000 |          | 4 294 000 |          | 300 000  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

L'année 2007 sera marquée pour le CRT par :

- La mise en œuvre d'un nouveau plan marketing défini par le cadre d'orientations stratégiques et de développement touristique régional 2006/2010, constituant une partie du volet tourisme du SRDES.
- La poursuite des actions contenues dans le plan marketing "La Loire à Vélo", pour la promotion, auprès du grand public, des voyageurs et des journalistes nationaux et internationaux des sections ouvertes de l'itinéraire,
- La refonte du site Visaloire et l'évolution technique de VisaCentre, le système d'information touristique régional étant l'un des axes stratégiques majeurs du programme d'actions,
- La poursuite des actions Relations Publiques/Presse à l'international,
- L'évolution opérationnelle de l'observation économique du tourisme.

La Région s'engage à soutenir la FROTSI selon un plan d'action élargi à la mise en œuvre du volet tourisme du Plan Régional de Formation et s'inscrivant dans les axes stratégiques développés par le cadre d'orientations stratégiques et de développement touristique régional :

- actions sur l'emploi – accompagnement du milieu touristique associatif
- nouvelles technologies de l'information et de la communication
- mise en œuvre d'une démarche qualité par la professionnalisation des équipes au sein des OTSI
- coordination des réseaux
- formation
- observation économique du tourisme

Par ailleurs, la Région poursuivra un programme de promotion touristique sur le marché britannique, à partir de l'aéroport TOURS-Val de Loire et de la ligne LONDRES-TOURS, avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Tours, en partenariat avec le Département d'Indre-et-Loire, l'agglomération tourangelle TOUR(s)plus et les professionnels du tourisme.

- **Cadre régional d'intervention**

Conventions cadres : avec le CRT (CPR 06.02.99) ; avec la FROTSI (CPR 06.02.98) ;

**Programme d'action :  
Projets touristiques structurants**

- **Description**

Il s'agit de la mise en œuvre des crédits prévus dans le cadre :

- des conventions et de leurs avenants signés entre la Région et chacun des Départements pour la mise en œuvre de projets touristiques ;
- du programme "projets d'intérêt régional" pour le financement de projets structurants spécifiques résultant d'une réflexion approfondie de la part des maîtres d'ouvrage au titre notamment du plan régional de développement du tourisme, des loisirs et des sports liés à l'eau ;

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                 | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|--------------------------|----------------------|--|
| 2007.0054 | Equipements structurants | 0                    | 200 000                                |
|           | TOTAL                    | 0                    | 200 000                                |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 299 000  |          | 180 550  |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 299 000  |          | 180 550  |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 40 000   |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 40 000   |          |          |          |  |          |
| TOTAL          | 339 000  |          | 180 550  |          |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Il s'agira notamment :

- pour la convention avec le département du Cher, de solder le financement du balisage des sentiers pédestres inscrits au Schéma départemental de randonnée touristique du Cher,
- de financer les premières opérations de valorisation du patrimoine troglodytique dans le cadre de la convention liant la Région au Département d'Indre-et-Loire.

- **Cadre régional d'intervention**

Conventions et leurs avenants avec les Départements.

**Programme d'action :  
Renforcer l'offre d'hébergement**

- **Description**

Le champ d'application de l'aide régionale couvre les gîtes ruraux, chambres d'hôtes labellisés ou inscrits dans une démarche qualité, l'hôtellerie indépendante et les campings. Cette ligne permet l'amélioration quantitative et qualitative de l'offre par la création, l'extension ou la modernisation d'hébergements, et ce en fonction de l'insertion de ces hébergements dans une dynamique de filière régionale et/ou dans des réseaux de commercialisation éprouvés.

Les modalités d'intervention régionales ont été modifiées en début d'année 2006 conformément aux axes du Schéma Régional de Développement Economique et Social (SRDES) et de son volet tourisme.

La Région poursuivra le programme CAP'Hébergements touristiques structurants mis en œuvre en 2006 et concernant des équipements majeurs associant services d'hôtellerie, de restauration, de séminaire, de loisirs et animations, habituellement dénommés résidences de tourisme ou villages vacances.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                                      | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|---|----------------------|--|
| 2007.0068 | CAP Hébergements touristiques                 | 1 600 000            | 1 600 000                              |
| 2007.0984 | CAP Hébergements touristiques<br>structurants | 1 000 000            | 500 000                                |
|           | TOTAL   | 2 600 000            | 2 100 000                              |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 1 824 000 |          | 1 979 500 |          | 2 316 758  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 1 824 000 |          | 1 979 500 |          | 2 316 758  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     |           |          |           |          |  |          |
| TOTAL          | 1 824 000 |          | 1 979 500 |          | 2 316 758  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les crédits votés en 2007 serviront à honorer les engagements pris les années antérieures ainsi qu'à financer de nouveaux dossiers.

Les règlements en faveur des hébergements touristiques ont été révisés début 2006 en concertation avec les acteurs publics et privés concernés, dans le cadre des orientations stratégiques et de développement touristique régional 2006/2010.

- **Cadre régional d'intervention**

CAP'Hébergements Touristiques Structurants, adopté par la Commission permanente régionale du 5 mai 2006 (06.05.81)

CAP'Hébergements Touristiques, adopté par la Commission permanente régionale du 13 janvier 2006 (06.01.78)

Contrat de plan Etat-Région -article 15.4 - Convention d'application du 21/07/2000 et avenant signé le 29/03/2004.

# **ECONOMIE - INNOVATION**

## **LES ORIENTATIONS**

**Le Budget 2007 reflète la montée en puissance de la mise en œuvre des orientations du schéma régional de développement économique et social.**

L'adoption en 2006 des différents Contrats d'Appui aux projets se poursuit en 2007 par leur déploiement complet.

Ces dispositifs reflètent la volonté régionale d'apporter **une réponse aux besoins des entreprises pour renforcer leur capacité d'investissement, d'innovation et de création d'emplois durables.**

La fin du Contrat de plan Etat-Région 2000-2006, les inquiétudes concernant le contrat de projets 2007-2013, la réduction par l'Etat du champ et du montant des aides économiques transférées, tout cela fait peser des incertitudes sur les possibilités d'intervention de la Région.

Dans ce contexte difficile, **la Région poursuit plus que jamais sa politique d'aide à l'artisanat, aux entreprises industrielles, aux associations, aux chômeurs créateurs d'entreprise et aux agriculteurs.**

Elle met en œuvre plusieurs dispositifs qui se complètent et sont destinés aux divers publics susceptibles de s'engager dans le développement d'activités créatrices d'emplois qualifiés et durables.

Le fonds régional de garantie dédié à l'artisanat pour la transmission des entreprises devient effectif en 2007. C'est le dispositif supplémentaire apporté aux artisans par la Région, qui s'ajoute au CREAM, au FREMA, aux aides des ORAC pour le développement de ce secteur. Les porteurs de micro projets reçoivent, à travers l'Adie ou les plates formes d'initiative locale, une aide de la Région pour créer leur entreprise et leur propre emploi.

Le secteur associatif, fait l'objet de l'attention de la Région depuis de nombreuses années. **Dans le cadre des mesures phares, le dispositif "CAP'asso Centre" rencontre un réel succès.** Il correspond à une volonté forte de renforcer le soutien apporté aux projets des associations oeuvrant dans des domaines aussi différents que le secteur social, le sport, la culture, le tourisme, l'environnement, l'éducation populaire ou la coopération décentralisée. D'autres dispositifs en faveur des associations reçoivent une aide accrue de la Région comme Centr'actif ou l'aide au conseil entièrement prise en charge par la Région à partir de 2007.

L'aide au secteur agricole se poursuit pour une agriculture de qualité, respectueuse de l'environnement. L'année 2007 verra la mise en œuvre du dispositif CAP'filiales qui est au cœur du projet agricole de la Région. Il s'agit de favoriser le dialogue entre l'ensemble des acteurs d'une filière sur le territoire régional. L'aide régionale sera ainsi plus cohérente et plus lisible dans l'ensemble des financements pour une même filière. Dans le même temps la Région amplifie son intervention dans les autres domaines comme les aides à l'installation ou au développement de l'agriculture biologique.

La volonté régionale de lutter contre les exclusions se dessine à travers plusieurs dispositifs comme l'appui aux initiatives en direction des publics fragiles et défavorisés, comme l'aide aux Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi qui doit apporter un appui aux personnes en grande difficulté pour leur retour à l'emploi.

**La préoccupation du développement économique créateur d'emplois durables est majeure pour la Région Centre. Cette détermination s'exprime au travers de plusieurs mesures phares qui se mettent en place dans la durée et surtout, elle irrigue l'ensemble des politiques économiques élaborées par la Région et bien au-delà.**

## LES DONNEES FINANCIERES GLOBALES DU BUDGET ECONOMIE - INNOVATION

### SYNTHESE DES AUTORISATIONS AUX CHAPITRES BUDGETAIRES M71 :

| En € par chapitres   | Investissement<br>909 | Fonctionnement<br>939 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| <b>Autorisations de programme</b>                                | <b>34 495 000</b>     |                       |
| <b>Autorisations d'engagement</b>                                |                       | <b>19 800 000</b>     |
| <b>Crédits de paiement dépenses</b>                              | <b>23 008 600</b>     | <b>18 443 200</b>     |
| <i>dont interventions économiques transversales (91)</i>         | 7 396 827             | 13 506 200            |
| <i>dont recherche, innovation (92)</i>                           | 200 000               |                       |
| <i>dont agriculture (93)</i>                                     | 3 840 000             | 2 288 000             |
| <i>dont industrie, artisanat, commerce, autres services (94)</i> | 11 571 773            | 2 649 000             |
| <b>Crédits de paiement recettes</b>                              | <b>7 600 000</b>      | <b>310 000</b>        |
| <i>dont interventions économiques transversales (91)</i>         | 782 600               |                       |
| <i>dont recherche, innovation (92)</i>                           | 335 800               |                       |
| <i>dont industrie, artisanat, commerce, autres services (94)</i> | 6 481 600             | 310 000               |

### SYNTHESE DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES SELON L'ARCHITECTURE FONCTIONNELLE :

#### LES CREDITS DE PAIEMENT PAR DOMAINES D'INTERVENTION

|   | BP 2006           |                  | BP 2007           |                  |
|---|-------------------|------------------|-------------------|------------------|
|   | Dépenses          | Recettes         | Dépenses          | Recettes         |
| <b>Soutien et développement de l'artisanat</b>  |                   |                  |                   |                  |
| Investissement  | 7 932 600         | 2 159 200        | 7 891 143         | 3 054 100        |
| Fonctionnement  | 1 399 000         |                  | 1 459 000         |                  |
| Sous-total  | 9 331 600         | 2 159 200        | 9 350 143         | 3 054 100        |
| <b>Soutien et développement des entreprises industrielles et de services</b>              |                   |                  |                   |                  |
| Investissement  | 13 110 800        | 4 734 800        | 11 080 130        | 4 545 900        |
| Fonctionnement  | 2 500 000         | 346 000          | 2 310 000         | 310 000          |
| Sous-total  | 15 610 800        | 5 080 800        | 13 390 130        | 4 855 900        |
| <b>Anticiper et accompagner les mutations économiques</b>                                 |                   |                  |                   |                  |
| Investissement  | 660 000           |                  | 40 000            |                  |
| Fonctionnement  | 2 349 200         |                  | 2 329 200         |                  |
| Sous-total  | 3 009 200         |                  | 2 369 200         |                  |
| <b>Soutien et développement de l'agriculture</b>  |                   |                  |                   |                  |
| Investissement  | 2 534 000         |                  | 3 840 000         |                  |
| Fonctionnement  | 2 140 400         |                  | 2 288 000         |                  |
| Sous-total  | 4 674 400         |                  | 6 128 000         |                  |
| <b>Soutien et développement à la vie associative et à l'économie sociale et solidaire</b> |                   |                  |                   |                  |
| Investissement  | 278 600           |                  | 157 327           |                  |
| Fonctionnement  | 8 957 400         |                  | 10 057 000        |                  |
| Sous-total  | 9 236 000         |                  | 10 214 327        |                  |
| <b>TOTAL</b>  | <b>41 861 200</b> | <b>7 240 000</b> | <b>41 451 800</b> | <b>7 910 000</b> |

## LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT CREEES OU MODIFIEES

- **INVESTISSEMENT**

- **Soutien et développement de l'artisanat**

| N° AP        | LIBELLES                             | MONTANT          | CP 2007          | CP 2008          | CP 2009 et +   |
|--------------|--------------------------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|
| 2007.0769    | CREATEM                              | 5 200 000        | 3 640 000        | 1 300 000        | 260 000        |
| 2007.0791    | Plateformes d'initiative locale      | 855 000          | 427 500          | 427 500          |                |
| 2007.0830    | Fonds régional de garantie           | 500 000          | 500 000          |                  |                |
| 2007.0759    | FREMA                                | 1 000 000        | 650 000          | 300 000          | 50 000         |
| 2007.0944    | Aide au conseil                      | 50 000           | 40 000           | 10 000           |                |
| 2007.0826    | Délégation de gestion des aides DRCA | 45 000           | 22 500           | 22 500           |                |
| <b>TOTAL</b> |                                      | <b>7 650 000</b> | <b>5 280 000</b> | <b>2 060 000</b> | <b>310 000</b> |

- **Soutien et développement des entreprises industrielles et de services**

| N° AP        | LIBELLES                              | MONTANT           | CP 2007          | CP 2008          | CP 2009 et +     |
|--------------|---------------------------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|
| 2007.4000    | CAP'Création Centre                   | 1 000 000         | 700 000          | 300 000          |                  |
| 2007.0719    | Centreco : équipement                 | 15 000            | 15 000           |                  |                  |
| 2007.4001    | CAP'Développement Centre              | 6 000 000         | 1 600 000        | 2 300 000        | 2 100 000        |
| 2007.4002    | CAP'Emploi Centre                     | 3 000 000         | 700 000          | 1 300 000        | 1 000 000        |
| 2007. 0704   | Fonds de garantie                     | 1 000 000         | 500 000          | 500 000          |                  |
| 2007 0827    | Délégation de gestion des aides DRIRE | 300 000           | 200 000          | 100 000          |                  |
| 2007.0828    | Délégation de gestion des aides DRCE  | 50 000            | 40 000           | 10 000           |                  |
| <b>TOTAL</b> |                                       | <b>11 365 000</b> | <b>3 755 000</b> | <b>4 510 000</b> | <b>3 100 000</b> |

- **Soutien et développement de l'agriculture**

| N° AP        | LIBELLES                    | MONTANT           | CP 2007          | CP 2008          | CP 2009 et +      |
|--------------|-----------------------------|-------------------|------------------|------------------|-------------------|
| 2007.4004    | CAP Filières                | 14 000 000        | 1 550 000        | 2 950 000        | 9 500 000         |
| 2007.0961    | Valorisation de la biomasse | 1 400 000         | 250 000          | 200 000          | 950 000           |
| <b>TOTAL</b> |                             | <b>15 400 000</b> | <b>1 800 000</b> | <b>3 150 000</b> | <b>10 450 000</b> |

- **Soutien et développement à la vie associative et à l'économie sociale et solidaire**

| N° AP        | LIBELLES                  | MONTANT       | CP 2007       | CP 2008       | CP 2009 et + |
|--------------|---------------------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| 2007.0452    | Accès aux savoirs de base | 20 000        | 10 000        | 10 000        |              |
| 2007.0929    | ADIE                      | 60 000        | 50 000        | 10 000        |              |
| <b>TOTAL</b> |                           | <b>80 000</b> | <b>60 000</b> | <b>20 000</b> |              |

- **FONCTIONNEMENT**

- **Soutien et développement à la vie associative et à l'économie sociale et solidaire**

| N° AE     | LIBELLES   | MONTANT    | CP 2007   | CP 2008   | CP 2009 et + |
|-----------|--|------------|-----------|-----------|--------------|
| 2007.0584 | CAP'ASSO (Contrat d'Appui à l'Emploi associatif) | 16 500 000 | 5 000 000 | 5 500 000 | 6 000 000    |

- **Anticiper et accompagner les mutations économiques**

| N° AE     | LIBELLES             | MONTANT   | CP 2007 | CP 2008 | CP 2009 et + |
|-----------|----------------------|-----------|---------|---------|--------------|
| 2007.4003 | CAP'Formation Centre | 1 000 000 | 250 000 | 400 000 | 350 000      |

- **Soutien et développement de l'agriculture**

| N° AE     | LIBELLES                             | MONTANT   | CP 2007 | CP 2008 | CP 2009 et + |
|-----------|--------------------------------------|-----------|---------|---------|--------------|
| 2007.0946 | Appui à l'emploi et à l'installation | 2 300 000 | 250 000 | 250 000 | 1 800 000    |

## **DETAIL PAR DOMAINE D'INTERVENTION ET PAR PROGRAMME D'ACTION**

### **DOMAINE D'INTERVENTION: SOUTIEN ET DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT**

#### **Programme d'action : Création et reprise d'entreprises artisanales**

- ***Description***

La politique régionale en faveur de l'artisanat que mène la Région répond aux objectifs suivants :

- créer les conditions d'un développement compétitif et durable, créateur d'emplois, d'une part,
- maintenir les services de proximité indispensables à la satisfaction des besoins de la population d'autre part.

Dans cet esprit, le dispositif d'aides aux artisans s'articule autour de deux axes :

- le financement d'un accompagnement juridique et technique pendant deux ans en aval de l'installation (le Contrat d'accompagnement), complété par la mise en œuvre d'un programme régional collectif de Transmission – reprise, porté par les chambres régionales consulaires,
- l'attribution d'une aide globale (constituée pour moitié d'une avance remboursable sans intérêt et pour moitié d'une subvention) : le CREATEM

La Région poursuit également son soutien à l'action régionale Transmission / Reprise, initialement financée au titre des crédits Contrat de Plan Etat – Région 2000 – 2006.

Par ailleurs, neuf Plates-Formes d'Initiative Locale (PFIL), toutes adhérentes au réseau national FIR (France Initiative Réseau) sont aujourd'hui en activité sur le territoire régional.

Elles permettent à de futurs créateurs d'entreprise de concrétiser leur projet par un accueil, un accompagnement et un suivi personnalisés, avant la création et dans les premières années de développement de l'entreprise.

Les Fonds d'Intervention des PFIL permettent l'attribution de prêt d'honneur à taux zéro, accordé sans prise de garantie, à des porteurs de projet de création et de reprise d'entreprise et à des entreprises récemment constituées.

Au travers d'un accord cadre signé avec les PFIL en 2003, la Région a souhaité homogénéiser l'offre des PFIL au bénéfice des créateurs d'entreprises en région Centre.

Le soutien apporté par la Région à ces structures de proximité contribue à l'alimentation de leur Fonds d'Intervention et à leur fonctionnement.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                   | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|----------------------------|----------------------|--|
| 2007.0769 | CREATEM                    | 5 700 000            | 5 200 000                              |
| 2007.0791 | PFIL                       | 950 000              | 855 000                                |
| 2007.0830 | FONDS REGIONAL DE GARANTIE | 500 000              | 500 000                                |
|           | TOTAL                      | 7 150 000            | 6 555 000                              |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |           | BP 2007   |           | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |           |
|----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|--|-----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES  | DEPENSES  | RECETTES  | DEPENSES   | RECETTES  |
| Investissement |           |           |           |           |  |           |
| AP             | 6 659 900 | 1 357 500 | 7 001 000 | 2 251 000 | 2 257 500  | 2 760 800 |
| Autres crédits |           |           |           |           |  |           |
| Sous-total     | 6 659 900 | 1 357 500 | 7 001 000 | 2 251 000 | 2 257 500  | 2 760 800 |
| Fonctionnement |           |           |           |           |  |           |
| AE             |           |           |           |           |  |           |
| Autres crédits | 455 000   |           | 465 000   |           |  |           |
| Sous-total     | 455 000   |           | 465 000   |           |  |           |
| TOTAL          | 7 114 900 | 1 357 500 | 7 466 000 | 2 251 000 | 2 257 500  | 2 760 800 |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Dans son Schéma Régional de Développement Economique et Social, la Région reconnaît l'artisanat comme une force économique incontestable et un élément structurant majeur pour notre territoire. Soucieuse de poursuivre et de renforcer son accompagnement, la Région accordera une attention particulière à la transmission- reprise d'entreprises.

A ce titre, le démarrage début 2007 d'un fonds de garantie spécifique, aura pour objectif de favoriser les reprises d'entreprises artisanales.

Afin d'accompagner la création et la reprise d'entreprises pérennes, la Région a également affiché dans ses priorités sa volonté de renforcer les dispositifs de financement de proximité, portés par les Plates-Formes d'Initiative Locale (PFIL), ainsi que leurs capacités d'intervention.

- **Cadre régional d'intervention**

DAP n° 00.04.07 du 22 juin 2000 relative à l'adaptation de la politique régionale de l'artisanat  
CPR n° 03.05.60 du 04 juillet 2003 et CPR n° 05.03.41 du 25 mars 2005 relative à l'adoption  
d'un accord cadre entre la Région et les PFIL

DAP n° 01.05.08 du 14 décembre 2001 relative à l'adaptation des aides économiques  
CPR n° 05.03.35 du 25 mars 2005 relative à la modification du règlement du CREATEM et du  
contrat d'accompagnement

**Programme d'action : Développement et adaptation d'entreprises artisanales**

• **Description**

Afin de mobiliser les entreprises artisanales dans une démarche citoyenne de protection de l'environnement, de mise aux normes et de modernisation, la Région dispose d'outils au service des artisans :

- le financement de diagnostics hygiénoscopiques et environnementaux ;
- l'attribution d'une aide sous forme d'avance remboursable à taux nul, le FREMA (Fonds Régional de Modernisation de l'Artisanat), permettant d'accompagner la mise aux normes d'hygiène des entreprises alimentaires et des restaurants, la mise aux normes d'environnement et de sécurité ainsi que le développement des secteurs de la production, de la mécanique et des pressings.

Parallèlement, l'action de la Région vise à favoriser le développement et la compétitivité des entreprises artisanales par le recours à des aides au conseil et la mise à disposition d'une prestation d'expertise, ainsi que par l'accompagnement de démarches collectives à caractère environnemental.

• **Tableaux budgétaires 2007**

- *Les autorisations de programme*

| N° AP     | LIBELLES                             | MONTANT 2006 VOTE | MONTANT CREATION OU MODIFICATION |
|-----------|--------------------------------------|-------------------|----------------------------------|
| 2007.0759 | FREMA                                | 1 500 000         | 1 000 000                        |
| 2007.0944 | AIDE AU CONSEIL                      |                   | 50 000                           |
| 2007.0826 | DELEGATION DE GESTION DES AIDES DRCA | 25 000            | 45 000                           |
|           | TOTAL                                | 1 525 000         | 1 095 000                        |

- *Les crédits de paiement*

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |           |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|-----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES  |
| Investissement |           |          |           |          |  |           |
| AP             | 1 272 700 | 801 700  | 890 143   | 803 100  | 395 378                                    | 1 480 000 |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |           |
| Sous-total     | 1 272 700 | 801 700  | 890 143   | 803 100  | 395 378                                    | 1 480 000 |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |           |
| AE             |           |          |           |          |  |           |
| Autres crédits | 110 000   |          | 160 000   |          |  |           |
| Sous-total     | 110 000   |          | 160 000   |          |  |           |
| TOTAL          | 1 382 700 | 801 700  | 1 050 143 | 803 100  | 395 378                                    | 1 480 000 |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

L'aide FREMA est une aide à l'investissement. Son versement est réalisé en une seule fois sur production d'une partie des factures relatives au programme retenu. La Région est donc dépendante des dates de réalisations des travaux ou investissements pour assurer le versement de l'aide.

De façon arithmétique, 65 à 70 % des FREMA sont payés l'année de l'obtention de l'aide, le solde des dossiers l'année suivante.

En 2007, la baisse des crédits de paiement en investissement est liée à une sous-consommation des autorisations de programmes ouvertes en 2006 du fait d'une diminution des demandes FREMA présentées sur l'année.

L'aide au conseil apportée aux entreprises artisanales et financée jusqu'alors dans le cadre du CPER 2000 - 2006, sera maintenue.

En 2007, l'accent sera toutefois mis sur l'accompagnement à la gestion des ressources humaines, indissociables de la stratégie de développement de l'entreprise et son attractivité sur le marché.

Il s'agira également d'encourager les projets de développement, d'innovation produits, process ou organisationnelle, du secteur de la production.

En matière d'environnement et développement durable, la Région poursuivra en dehors du Contrat de plan Etat-Région, le soutien apporté à la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat pour la mise en œuvre d'un programme régional Environnement et Développement Durable. Elle accompagnera notamment, la mise en œuvre d'une action "Eco - Construction". Cette opération collective aura pour objectif d'encourager les entreprises artisanales, dans un contexte de nécessaire adaptation énergétique, à saisir l'opportunité d'intégrer et de s'approprier les produits et technologies "propres" devenus fiables et performants sur un plan économique.

- **Cadre régional d'intervention**

DAP n° 00.04.07 du 22 juin 2000 relative à l'adaptation de la politique régionale de l'artisanat  
CPR n° 05.03.35 du 25 mars 2005 relative à la modification du règlement du FREMA

**Programme d'action :  
Promotion de l'artisanat**

- **Description**

Qu'il s'agisse d'entreprises nouvellement créées ou d'entreprises déjà bien implantées, force est de constater qu'elles souffrent trop souvent de l'absence d'une véritable politique de commercialisation susceptible de les aider à gagner des parts de marché.

L'artisanat est également encore souvent mal connu du grand public. Cette méconnaissance de l'artisanat et des artisans au plan local et régional apparaît alors comme un frein au développement des entreprises.

Avec la création du CPA (Contrat de Promotion de l'Artisanat) et des lignes "Actions de valorisation" et "Métiers d'Art" la Région a choisi de participer aux projets susceptibles de promouvoir, renforcer et de valoriser l'image de marque des métiers auprès du grand public.

La notion de "métier ou filière" est un moyen d'organiser le monde artisanal pour la mise en place d'actions concrètes. Elle permet l'identification des secteurs porteurs d'une dynamique économique nouvelle et de répondre à des problématiques et besoins liés aux spécificités des professions.

Dans cet esprit, le soutien apporté par la Région, depuis cinq ans, au secteur des Métiers d'Art par l'organisation d'un salon régional spécifique sera poursuivi. Cette action répond à une volonté de promouvoir les métiers d'art, les hommes et leur savoir-faire.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 834 000  |          | 834 000  |          |  |          |
| Sous-total     | 834 000  |          | 834 000  |          |  |          |
| TOTAL          | 834 000  |          | 834 000  |          |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Avec la création d'une ligne budgétaire spécifique "Filières", il s'agit d'encourager et faciliter la mise en œuvre d'opérations collectives de partenariats inter entreprises dans le cadre de branches ou inter professionnelles (filières alimentaire, sous-traitance industrielle, environnement, ...) autour de thématiques communes et stratégiques, porteuses de développement et d'innovation.

Les crédits permettront également d'organiser le salon régional des métiers d'art 2008.

- **Cadre régional d'intervention**

DAP n° 00.04.07 du 22 juin 2000 relative à l'adaptation de la politique régionale de l'artisanat  
CPR n° 05.03.43 du 25 mars 2005 relative à l'adaptation du règlement du CPA

## DOMAINE D'INTERVENTION : SOUTIEN ET DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET DE SERVICES

### Programme d'action : Création et reprise des entreprises industrielles

#### • **Description**

Même s'il s'améliore de manière continue depuis plusieurs années, le taux de création d'entreprise de notre région reste inférieur à la moyenne nationale.

La Région Centre mène depuis plusieurs années une politique offensive en matière de soutien à la création des entreprises industrielles et de services. Ce programme d'action s'articule autour de 3 axes principaux : l'aide directe aux créateurs, la garantie des concours bancaires sollicités par les créateurs pour favoriser l'obtention de prêts significatifs, le soutien aux associations locales de créateurs et aux initiatives concourant à l'émergence de l'esprit d'entreprise.

Par ailleurs, l'évolution de la démographie régionale et l'analyse de la pyramide des âges des entrepreneurs régionaux font de la reprise d'entreprise un enjeu majeur pour notre territoire dans les années à venir. La Région propose donc un accompagnement significatif aux repreneurs potentiels, soit en accompagnant le financement des opérations par le biais notamment du partenariat avec OSEO BDPME (dans le cadre de la convention signée le 12 juin 2006) et du Contrat de Développement Transmission proposé par cette structure et en partie financé par le fonds régional de garantie, soit en garantissant les recours à l'emprunt nécessaires à la reprise, soit en aidant directement au financement au travers du dispositif CAP'Développement-Transmission.

Le programme d'actions "Création et reprise des entreprises industrielles" se traduit de la manière suivante :

- une aide directe à la création (CAP' Création Centre) constituée pour moitié d'une subvention et pour moitié d'une avance remboursable équivalente au montant des apports en numéraire capitalisés et libérés par le créateur, ce qui permet de renforcer significativement la structure financière des entreprises en création ;
- un fonds de garantie géré par OSEO BDPME (FRG-SOFARIS région) permettant de faciliter l'accès aux concours bancaires des créateurs et repreneurs, et permettant l'octroi par OSEO du Contrat de développement transmission, prêt en quasi fonds propres ;
- un ensemble d'opérations soutenant les différentes structures d'accompagnement à la création et à la reprise, ou les initiatives promouvant la création d'entreprise et plus largement l'esprit d'entreprendre (clubs de créateurs d'entreprises départementaux, concours Graine de Boite, Salon des Jeunes Inventeurs ...)

#### • **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                                     | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|--|----------------------|--|
| 2007.4000 | CAP'Création Centre                          | 500 000              | 1 000 000                              |
| 2007.0704 | Fonds de garantie pour secteur<br>industriel | 1 000 000            | 1 000 000                              |
|           | TOTAL  | 1 500 000            | 2 000 000                              |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 1 219 400 | 457 000  | 1 820 000 | 330 300  | 800 000                                    |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 1 219 400 | 457 000  | 1 820 000 | 330 300  | 800 000                                    |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 150 000   |          | 150 000   |          |  |          |
| Sous-total     | 150 000   |          | 150 000   |          |  |          |
| TOTAL          | 1 369 400 | 457 000  | 1 970 000 | 330 300  | 800 000                                    |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Le dispositif CAP' CREATION adopté en mars 2006, devrait monter en puissance progressivement durant l'année 2007 et atteindre un rythme de croisière significatif en milieu d'année. Il est proposé un montant d'AP supérieur à celui proposé en 2006 au titre du dispositif précédent CREATIS.

Le solde de l'abondement du fonds de garantie (1 M€) géré par OSEO BDPME décidé en 2006, soit 500 000 €, sera versé en 2007.

En fonctionnement, il est envisagé de reconduire les soutiens accordés l'an passé à trois opérations : le soutien au fonctionnement des clubs de créateurs d'entreprises, le concours Graine de Boîte 2007-2008 et le concours des jeunes inventeurs créateurs de Monts.

• **Cadre régional d'intervention**

- CAP' Création Centre : DAP n° 06.01.01

**Programme d'action : Développement et adaptation des entreprises industrielles et de services**

• **Description**

Ce programme d'action a pour ambition de soutenir les entreprises industrielles et de services de la région Centre notamment les plus petites d'entre-elles, en promouvant fortement l'innovation et la créativité des entrepreneurs régionaux.

L'innovation, qu'elle soit technologique ou organisationnelle, qu'elle touche aux investissements, aux processus de fabrication ou à la recherche de marchés nouveaux notamment au grand export, apparaît comme un facteur incontournable de développement et d'adaptation des entreprises régionales et notamment des PME.

Le programme d'action "Développement et adaptation des entreprises industrielles et de services" s'appuie sur un ensemble complet et simplifié d'aides de la Région adopté en mars 2006 et qui permet de soutenir les projets des entreprises souhaitant innover, exporter ou en phase de développement (CAP' DEVELOPPEMENT-TRANSMISSION CENTRE) en favorisant des créations d'emplois (CAP'EMPLOI).

Ces nouveaux dispositifs régionaux, plus lisibles pour les entrepreneurs de notre région, sont mis en œuvre de manière progressive depuis l'été 2006 et atteindront leur rythme de croisière dans le courant de l'année 2007. Ce déploiement progressif est assuré par le travail quotidien des chargés de mission "développement des entreprises" qui sont basés dans les différents départements de notre région.

En fonctionnement, les crédits permettront de financer le programme d'actions de CENTRECO.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- *Les autorisations de programme*

| N° AP     | LIBELLES                                   | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|--|----------------------|--|
| 2007.4001 | CAP'Développement Centre                   | 10 581 500           | 6 000 000                              |
| 2007.4002 | CAP'Emploi Centre                          | 3 029 600            | 3 000 000                              |
| 2007.0719 | CENTRECO : équipement                      | 15 000               | 15 000                                 |
| 2007.0827 | Délégation de gestion des aides -<br>DRIRE | 285 000              | 300 000                                |
| 2007.0828 | Délégation de gestion des aides - DRCE     | 5 800                | 50 000                                 |
|           | TOTAL                                      | 13 916 900           | 9 365 000                              |

- *Les crédits de paiement*

|                | BP 2006    |           | BP 2007    |           | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|------------|-----------|------------|-----------|--|----------|
|                | DEPENSES   | RECETTES  | DEPENSES   | RECETTES  | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |            |           |            |           |  |          |
| AP             | 11 891 400 | 4 277 800 | 9 260 130  | 4 215 600 | 7 532 672  |          |
| Autres crédits |            |           |            |           |  |          |
| Sous-total     | 11 891 400 | 4 277 800 | 9 260 130  |           |  |          |
| Fonctionnement |            |           |            |           |  |          |
| AE             |            | 346 000   |            | 160 000   |  |          |
| Autres crédits | 2 350 000  |           | 2 160 000  | 150 000   |  |          |
| Sous-total     | 2 350 000  | 346 000   | 2 160 000  | 310 000   |  |          |
| TOTAL          | 14 241 400 | 4 623 800 | 11 420 130 | 4 525 600 | 7 532 672  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Outre le financement des premières échéances des programmes pluriannuels soutenus dans le cadre des dispositifs CAP, le budget présenté permet également de poursuivre les financements des projets aidés au titre des actions prévues dans l'article 10 du Contrat de plan Etat-Région 2000-2006 et qui avaient pour objet d'accompagner les projets individuels des entreprises s'inscrivant dans une démarche globale (Programme d'Appui Global à l'Entreprise - PAGE) et faisant appel à des besoins du développement technologique, de conseil ou d'investissement matériel, mais aussi des entreprises faisant l'objet d'un soutien au titre du FRAEX (Fonds régional d'aide à l'export) ou des entreprises de la filière agro-alimentaire aidées au titre de la Prime d'orientation Agricole (POA).

Ces crédits permettant également de financer le solde des opérations aidées au titre des anciens dispositifs régionaux comme l'ARI (aide régionale à l'innovation), le PPR (prêt participatif régional), la PRE (prime régionale à l'emploi), le CORDEX (Contrat Régional de Développement à l'EXportation), le FERIE (Fonds Economique Régional d'Intervention) ou le dispositif PAT région (Prime à l'aménagement du territoire - Région).

Par ailleurs, CENTRECO, l'agence de développement régionale, poursuivra en 2007 le remplacement de son parc informatique afin d'assurer les missions qui lui sont dévolues dans de meilleures conditions.

Enfin, il est maintenu une dotation de crédits de paiements permettant le recours à des experts extérieurs pour appuyer les services du Conseil régional dans l'instruction technique de certains dossiers de demande d'aides des entreprises. La diminution de cette dotation constatée par rapport au budget primitif 2006 est liée au redéploiement des crédits afin de financer les postes de chargés de mission "développement des entreprises", créés en 2006 et basés dans les espaces région centre des différents départements. Ces postes permettent tout à la fois de mieux promouvoir la politique régionale de soutien des projets d'entreprises et d'assurer une instruction directe, personnalisée, qui rapproche les bénéficiaires potentiels de l'institution régionale.

- **Cadre régional d'intervention**

CAP' EMPLOI CENTRE : DAP 06.01.01 du 23/03/2006

CAP' DEVELOPPEMENT TRANSMISSION CENTRE : DAP 06.01.01 du 23/03/2006

**DOMAINE D'INTERVENTION : ANTICIPER ET ACCOMPAGNER LES MUTATIONS ECONOMIQUES**

**Programme d'action : Fonds régional pour l'emploi et la formation**

- **Description**

En complément des actions développées au titre du fonds régional pour l'emploi dans le domaine du soutien à l'investissement – formation dans les entreprises et les branches professionnelles, la Région propose une aide directe aux entreprises, sous forme de subvention, qui font un effort substantiel en matière de formation continue, notamment en concourant de manière significative à l'amélioration de l'employabilité de leurs collaborateurs ; ce dispositif CAP' FORMATION CENTRE, issu du SRDES est mis en œuvre depuis mars 2006.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations d'engagement

| N° AE     | LIBELLES             | MONTANT 2006 VOTE | MONTANT CREATION OU MODIFICATION |
|-----------|----------------------|-------------------|----------------------------------|
| 2007.4003 | CAP'Formation Centre | 1 000 000         | 1 000 000                        |
|           | TOTAL                | 1 000 000         | 1 000 000                        |

- Les crédits de paiement

|                | BP + DM 2006 |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|--------------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES     | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |              |          |          |          |  |          |
| AP             |              |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |              |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |              |          |          |          |  |          |
| Fonctionnement |              |          |          |          |  |          |
| AE             |              |          | 400 000  |          | 750 000                                    |          |
| Autres crédits |              |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |              |          | 400 000  |          | 750 000                                    |          |
| TOTAL          |              |          | 400 000  |          | 750 000                                    |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

CAP' FORMATION CENTRE est un soutien au plan de formation de l'entreprise. Cette aide accompagne l'entreprise qui réalise un effort d'investissement dans la formation de ses salariés à l'occasion de son implantation, de son développement générateur d'emplois ou en cas de redéploiement de l'activité confrontée à des mutations technologiques et économiques. Selon le contexte, le plan de formation aidé peut s'étaler de quelques mois jusqu'à 3 ans. Il est prévu en 2007 de consacrer 400 K€ de crédits de paiement à ce programme.

- **Cadre régional d'intervention**

CAP' FORMATION CENTRE : DAP 06.01.01 du 23/03/2006

## Programme d'action : Accompagner les mutations économiques

- **Description**

Il s'agit d'accompagner les territoires et les entreprises qui subissent de fortes mutations économiques au travers notamment de programmes d'actions collectives :

Ce programme d'actions vise ainsi à favoriser le travail en commun de PME autour d'un projet ou de thèmes partagés, à favoriser le rapprochement d'entreprises et de centres de recherche dans le cadre de la constitution de pôles d'excellence ou encore la participation collective d'entreprises à de grands salons professionnels.

Enfin, il prévoit un appui spécifique à des programmes d'actions engagés dans le périmètre du Fonds Sud.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 500 000   |          | 20 000    |          |  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 500 000   |          | 20 000    |          |  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 1 323 000 |          | 1 250 000 |          |  |          |
| Sous-total     | 1 323 000 |          | 1 250 000 |          |  |          |
| TOTAL          | 1 823 000 |          | 1 270 000 |          |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

En investissement, les crédits 2007 permettront de solder l'ensemble des engagements pris par la Région au titre des contrats de site de BOURGES et de ROMORANTIN.

En fonctionnement, plusieurs opérations collectives sont prévues en 2007 : le soutien au SPL (Système Productif Local) agencement de magasins, l'animation de la filière automobile régionale, l'animation du Pôle industriel Cœur de France (PICF) dans le cadre du soutien à la mise en réseau des entreprises, l'appui aux opérations d'ingénierie pour le montage de projets européens et l'intégration de nos PME dans des programmes de recherche et développement de type KRAFT, le soutien à l'opération portée par le réseau des CCI d'identification des entreprises industrielles qui seront à reprendre dans les prochaines années et du programme d'accompagnement à ces différentes reprises, le soutien à la prise en compte au quotidien dans nos entreprises régionales des principes du développement durable, ...

La convention liant la Région Centre à la Banque de France permettant à la Région de suivre les entreprises à qui elle a accordé un prêt ou une avance remboursable sera reconduite.

Enfin, plusieurs opérations sont prévues en matière de promotion et d'animation économique des territoires situés dans le périmètre du fonds Sud, portées notamment par Vierzon développement entreprise, l'aéroport de Châteauroux et l'Agence de développement de l'Indre, l'Agence de développement du Cher ainsi que le programme de communication touristique pour le Berry et la participation des entreprises de l'habillement du Cher et de l'Indre à différents salons spécialisés.

### **Programme d'action : Favoriser les politiques de gestion des ressources**

- **Description**

Les ressources humaines sont au cœur des problématiques de mutation des entreprises. Afin de les accompagner dans leurs projets, la Région a mis en œuvre les dispositifs suivants :

- une aide directe aux PME-PMI qui souhaitent renforcer leur encadrement, au travers du dispositif CAP' DEVELOPPEMENT-TRANSMISSION CENTRE volet conseil,
- un soutien au fonctionnement de l'Agence Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail -ARACT, qui est une association composée paritairement d'organisations patronales et salariales. A l'instar des autres ARACT présentes dans la plupart des régions françaises, l'ARACT Centre porte ses actions sur l'information et la sensibilisation des entreprises à l'amélioration des conditions de travail, à la santé au travail, à l'organisation et aux innovations technologiques ;
- un soutien au fonctionnement de l'association ARDAN Centre (Action de Recherche et de Développement d'Activités Nouvelles), créée en 1999, et destinée à favoriser la création d'emplois par la détection et l'émergence d'activités nouvelles au sein des entreprises existantes.

L'action d'ARDAN Centre permet de :

- Donner vie à un projet économique durable en développant des activités nouvelles, liées à une fonction ne préexistant pas dans l'entreprise et présentant un caractère structurant pour l'entreprise.
  - Favoriser l'emploi d'un agent, d'un technicien ou d'un cadre chargé de développer cette fonction nouvelle dans l'entreprise.
- une aide à la création de groupement d'employeurs avec pour objectifs de réunir des entreprises dont le volume des activités est saisonnier ou cyclique, ou dont l'embauche d'une personne supplémentaire à plein temps ne peut être envisagée et d'offrir à des salariés un contrat à durée indéterminée.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |          |          |  |          |
| AP             | 160 000   |          | 20 000   |          | 0  |          |
| Autres crédits |           |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 160 000   |          | 20 000   |          | 0  |          |
| Fonctionnement |           |          |          |          |  |          |
| AE             | 0         |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 1 026 200 |          | 679 200  |          |  |          |
| Sous-total     | 1 026 200 |          | 679 200  |          |  |          |
| TOTAL          | 1 186 200 |          | 699 200  |          | 0  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les crédits inscrits permettront de poursuivre le soutien de la Région à l'Association pour l'amélioration des conditions du travail (ARACT) et à l'Association régionale pour le développement d'activités nouvelles (ARDAN) ainsi que le renforcement du dispositif d'accompagnement des entreprises dans leurs efforts d'amélioration des compétences internes.

Par ailleurs, la Région souhaite définir un cadre d'aide au fonctionnement des organisations syndicales lié à des interventions ayant un intérêt régional. Chaque organisation pourrait bénéficier d'une subvention constituée de deux parts :

- une indemnisation forfaitaire des journées de présence dans les réunions organisées et convoquées par la Région,
- une enveloppe destinée à soutenir des actions régionales ou des évènements ayant une audience régionale, selon un programme prévisionnel et un compte rendu annuel détaillé, qui serait répartie au prorata du nombre de sièges des organisations syndicales au CESR.

- **Cadre régional d'intervention**

Groupement d'employeur : CPR 11 juin 1999 (CPR n°99.06.35)

**DOMAINE D'INTERVENTION: SOUTIEN ET DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE****Programme d'action : Organisation et développement des filières agricoles**

- **Description**

Ce programme a été élaboré et mis en place dans le cadre du Contrat de plan Etat-Région 2000-2006. Aucune nouvelle opération n'est donc prévue dans le cadre de ce programme. Il s'agit là seulement de prévoir le financement d'opérations déjà engagées.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 2 534 000 |          | 2 040 000 |          | 1 720 140                                  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 2 534 000 |          | 2 040 000 |          | 1 720 140                                  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             | 60 000    |          | 77 000    |          | 29 373                                     |          |
| Autres crédits | 905 200   |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 965 200   |          | 77 000    |          | 29 373                                     |          |
| TOTAL          | 3 499 200 |          | 2 117 000 |          | 1 749 513                                  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

En 2007, les crédits permettront de poursuivre les actions pluriannuelles engagées dans le cadre :

- de la mise en place des Contrats Locaux d'Objectifs et du plan élevage avec un renforcement des actions sur la filière équine,
- du soutien aux stations expérimentales,
- de la structuration de la filière champignon

- **Cadre régional d'intervention**

- CPER – article 12 & 13 – DAP 00.01.01 du 20/01/2000

**Programme d'action : Promotion des produits agricoles et de l'agriculture régionale**

- **Description**

Il s'agit de promouvoir l'ensemble des productions agricoles régionales, par le biais d'un appui à la communication globale et également par un soutien actif à la participation des producteurs aux grands salons nationaux et manifestations régionales. Une cohérence avec les démarches particulières de promotion développées dans les filières sera recherchée.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 445 200  |          | 450 000  |          |  |          |
| Sous-total     | 445 200  |          | 450 000  |          |  |          |
| TOTAL          | 445 200  |          | 450 000  |          |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

La convention cadre entre la Région et la Chambre Régionale d'Agriculture du Centre et la convention particulière relative à la promotion des produits agricoles désigne COVALOR comme maître d'œuvre de la politique de promotion des produits agricoles de la région. Les crédits de paiement ci-dessus intègrent à la fois la démarche d'animation globale et le financement des actions particulières, salon international de l'agriculture, salon des vins d'ANGERS,...

**Programme d'action :  
Installation**

- **Description**

Ce nouveau dispositif d'aide à l'installation et à la reprise d'exploitations agricoles est un élément fort des nouvelles orientations de la politique agricole de la Région présentées lors de la session de juin 2006. Il constitue à ce titre une des déclinaisons opérationnelles du SRDES.

L'élaboration de ce dispositif a fait l'objet d'une grande concertation avec tous les partenaires concernés par cette thématique. Il propose des actions complémentaires à celles de l'Etat pour permettre un plus grand impact sur le territoire.

L'objectif est d'enrayer la baisse continue du nombre d'installations et si possible même de le faire augmenter à nouveau d'ici les quatre ans à venir.

Pour arriver à cet objectif, un programme ambitieux a été adopté, il vise à :

- établir un suivi des exploitants arrivant en âge de céder leur exploitation et à leur proposer un accompagnement,
- communiquer vers le grand public sur les métiers de l'agriculture et les potentialités d'accueil en région Centre,
- accompagner les projets des jeunes qui s'installent, dans le cadre du passeport à l'installation, de NINA + : programme de repérage et d'accompagnement des jeunes ne bénéficiant pas des aides de l'Etat, et enfin des jeunes qui s'installent dans des filières souffrant d'un fort déficit de renouvellement de génération,
- favoriser la multifonctionnalité dans les projets d'installation pour mieux les ancrer dans la durabilité.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations d'engagement

| N° AE     | LIBELLES                             | MONTANT<br>2007 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|--------------------------------------|----------------------|--|
| 2007.0946 | APPUI A L'EMPLOI ET A L'INSTALLATION |                      | 2 300 000                              |
|           | TOTAL                                |                      | 2 300 000                              |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          | 250 000  |          | 500 000  |          |
| Autres crédits | 230 000  |          | 145 000  |          |  |          |
| Sous-total     | 230 000  |          | 395 000  |          | 500 000  |          |
| TOTAL          | 230 000  |          | 395 000  |          | 500 000  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les crédits de paiement permettront de :

- soutenir l'Association Régionale d'Amélioration des Structures d'Exploitation Agricoles dans le cadre du suivi des cédants,
- prendre en charge des coûts liés à la mise en place d'outils de communication et de participation à différentes opérations de communication,
- prendre en charge des coûts de suivi et de service de remplacement des agriculteurs dans le cadre du passeport à l'installation, ainsi que dans le cadre de NINA +,
- soutenir la FRCIVAM dans son action sur la multifonctionnalité.

- **Cadre régional d'intervention**

Règlement d'intervention installation, CPR n°06-07-54 du 7 juillet 2006

**Programme d'action : Développement de  
l'agriculture biologique**

- **Description**

Les potentialités de l'Agriculture Biologique sont réelles en région Centre, compte tenu d'une part de la proximité du grand bassin de consommation francilien et d'autre part du potentiel agronomique de la région. Pourtant on dénombre peu d'exploitations engagées dans ce mode de production comparativement à d'autres régions.

Le programme a pour objectif d'augmenter le nombre d'exploitations mais aussi les surfaces de production sur la base des conclusions de l'audit conduit en 2005. En effet, le mode de production biologique est sans aucun doute celui qui s'inscrit le plus dans l'agriculture durable. Il convient donc de le promouvoir et de faciliter son développement.

Certains leviers ont été identifiés comme : l'appui à l'organisation de circuits longs, le repérage des débouchés potentiels, la rationalisation des coûts de conseil et d'animation, la prise en charge d'une partie des coûts de certification.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 500 000  |          | 500 000  |          |  |          |
| Sous-total     | 500 000  |          | 500 000  |          |  |          |
| TOTAL          | 500 000  |          | 500 000  |          |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

L'année 2006 aura permis de lancer la restructuration des organismes de conseil et d'animation de l'Agriculture Biologique et de mettre en place une aide à la certification "Agriculture Biologique" des producteurs de la région.

L'année 2007 est consacrée à la mise en application des recommandations de l'audit dans les filières céréales, oléagineux, porcs et fruits et légumes. Les crédits permettront également la poursuite du soutien à l'animation et à la certification, initiés en 2006. Enfin une partie des aides se retrouvera dans le CAP filière, ce qui explique l'absence d'augmentation des crédits en 2007.

- **Cadre régional d'intervention**

Règlement d'intervention certification, CPR n°06-07-52 du 7 juillet 2006

**Programme d'action :  
CAP Filière**

• **Description**

Véritable cœur du nouveau projet agricole de la Région, ce nouveau dispositif doit permettre de faire émerger de vraies dynamiques de filières dans la région. L'ambition, au-delà d'un soutien aux investissements et à l'appui technique, est de favoriser le dialogue entre l'ensemble des acteurs d'une filière pour développer l'innovation et partager le gain de valeur ajoutée.

C'est pourquoi, dans les filières considérées comme prioritaires, un contrat d'appui sera signé avec le porteur de projet représentant la filière. Il sera élaboré sur la base d'un diagnostic économique, social et environnemental et permettra de répondre aux enjeux identifiés pour les quatre prochaines années.

Ce contrat permettra de mettre en cohérence tous les financements de la Région mais aussi d'autres financeurs pour une même filière. Ainsi, des actions d'expérimentation, de promotion, d'aide en faveur de la transformation seront identifiées donnant une visibilité sur les moyens mis en œuvre.

La déclinaison du projet de filière chez les exploitants se fera dans le cadre du Contrat d'Appui au Projet d'Exploitation, le CAP'Ex.

• **Tableaux budgétaires 2007**

- *Les autorisations de programme*

| N° AP     | LIBELLES    | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|-------------|----------------------|--|
| 2007.4004 | CAP FILIERE |                      | 14 000 000                             |
|           | TOTAL       |                      | 14 000 000                             |

- *Les crédits de paiement*

|                | BP 2006  |          | BP 2007   |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |          |          |           |          |  |          |
| AP             |          |          | 1 550 000 |          | 6 200 000  |          |
| Autres crédits |          |          |           |          |  |          |
| Sous-total     |          |          | 1 550 000 |          | 6 200 000  |          |
| Fonctionnement |          |          |           |          |  |          |
| AE             |          |          |           |          |  |          |
| Autres crédits |          |          | 816 000   |          |  |          |
| Sous-total     |          |          | 816 000   |          |  |          |
| TOTAL          |          |          | 2 366 000 |          | 6 200 000  |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Pour mettre en œuvre financièrement le programme ambitieux décrit ci-dessus, il est proposé d'ouvrir une autorisation de programme de 14 millions d'euros qui sera ensuite individualisée, filière par filière. Cette AP permettra d'apporter un soutien aux investissements matériels et immatériels. L'animation du projet et la communication relèveront des crédits de fonctionnement votés annuellement.

L'année 2007 sera consacrée à la mise en œuvre de la nouvelle politique et comprend donc un volet animation important confié à la Chambre Régionale d'Agriculture conformément à la convention cadre et à la convention particulière adoptées à la CPR de juillet 2006.

Certaines filières, bien avancées dans la finalisation du projet verront monter en charge le dispositif dès 2007 avec des actions d'aides à l'investissement matériel, d'appui technique à la production, de promotion ou d'expérimentation. L'objectif opérationnel est donc d'aboutir à la signature au minimum de cinq contrats CAP Filière en 2007.

Les crédits permettront également de faire face pour une durée limitée dans le temps à de nouvelles actions initiées dans les anciens dispositifs du CPER 2000-2006, en attendant la signature d'un CAP Filière. Il s'agit notamment d'aides aux bâtiments d'élevage et d'appui à l'expérimentation.

Enfin, ces crédits permettront de financer des actions de sensibilisation environnementale et notamment des diagnostics biodiversité dans le cadre des projets de filières.

**Programme d'action :  
Diversification et efficacité énergétique**

• **Description**

Pour une grande partie, ce programme est la déclinaison dans le domaine agricole de la politique de la Région en faveur de l'efficacité énergétique.

Axe important des nouvelles orientations de la politique agricole de la Région, les objectifs sont :

- d'initier une véritable démarche de transfert de technologie devant aboutir à la production de biocarburants de seconde génération en région Centre,
- de fédérer et animer les initiatives régionales en faveur de la valorisation énergétique de la biomasse sur les exploitations agricoles,

de soutenir les actions visant à maîtriser les consommations énergétiques et les intrants.

• **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                    | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|-----------------------------|----------------------|--|
| 2007.0961 | VALORISATION DE LA BIOMASSE |                      | 1 400 000                              |
|           | TOTAL                       |                      | 1 400 000                              |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          | 250 000  |          | 500 000                                    |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          | 250 000  |          | 500 000                                    |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          | 50 000   |          |  |          |
| Sous-total     |          |          | 50 000   |          |  |          |
| TOTAL          |          |          | 300 000  |          | 500 000                                    |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

En 2007, les crédits permettront de soutenir le projet porté par l'association Bioénergie Centre dans le cadre de la production industrielle de carburant.

Ils permettront également de financer :

- o des investissements innovants dans des exploitations à des fins de démonstration et de vulgarisation (biogaz,...) ;
- o des études et démarches permettant de fiabiliser la production d'huile végétale pure, la valorisation des coproduits et la valorisation globale de la biomasse dans des projets locaux ;
- o des études et outils permettant de maîtriser l'énergie dans les serres et d'aider au choix d'investissements de production d'énergies renouvelables.

## DOMAINE D'INTERVENTION : SOUTIEN ET DEVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

### Programme d'action : Accompagner le milieu associatif et l'économie sociale et solidaire

#### • Description

En adoptant, lors de la session plénière du 24 octobre 2002, le « Programme d'actions pour le développement d'activités par les associations en région Centre », la Région s'est fixée comme objectifs d'accompagner les projets de développement des associations et de mettre en valeur les synergies régionales entre acteurs institutionnels et acteurs associatifs engagés dans la création de services et d'emplois.

En complément des politiques sectorielles et en considérant que le développement d'activités portées par les associations est générateur d'emplois et de services de plus en plus qualifiés en direction des particuliers et des collectivités, la Région a décidé la mise en place de différents outils permettant d'accompagner le développement d'activités et la pérennisation des emplois en fonction des besoins spécifiques liés aux particularités des associations.

En tant que coordinatrice des actions menées par les grands réseaux associatifs, **la Conférence Permanente des Coordinations Associatives (CPCA Centre)** est depuis fin 2002, le partenaire privilégié de la Région.

Ce partenariat a donné lieu à la signature avec la CPCA de trois documents contractuels :

- ⇒ Fin 2002, une Charte d'engagements réciproques, qui, au-delà de la mise en avant d'un certain nombre de principes partagés, définit un cadre éthique et les principes de collaboration partagés.
- ⇒ Une convention de partenariat pluriannuelle 2006 - 2008 qui tout en respectant les grands principes de la Charte d'engagements réciproques, définit les modalités d'actions concrètes de partenariat dont notamment le développement d'une ingénierie locale destinée à accompagner les associations dans la définition de leur projet et dans le montage de leur dossier CAP' ASSO.
- ⇒ Une convention financière annuelle qui fixe le montant de la subvention attribuée par la Région à la Conférence Permanente des Coordinations Associatives pour la réalisation des différentes actions.

Le partenariat mis en œuvre entre la Conférence Régionale des Coordinations Associatives et la Région sera prolongé.

En complémentarité avec l'action de la CPCA, et en partenariat avec France Active, la Région a créé en 2003 **l'association régionale Centr'Actif** afin d'accompagner la professionnalisation, la solvabilité, et la consolidation des initiatives associatives en région Centre à travers, notamment, l'animation d'un fonds de garantie et d'une avance remboursable à taux nul, le Contrat d'Apport Associatif.

La priorité de Centr'Actif est donnée à l'accompagnement technique et financier des initiatives facteurs de cohésion sociale (associations, structures de l'économie sociale et solidaire) qui nécessitent un soutien complémentaire pour le développement de leurs activités et la pérennisation de leurs emplois.

Enfin, dès 2007, en conformité avec les orientations prioritaires définies dans le SRDES, et afin de favoriser la reconnaissance du secteur de l'Economie Sociale et Solidaire comme véritable acteur économique, l'action de la Région sera renforcée par la formalisation d'un nouveau partenariat avec la **Chambre Régionale de l'Economie Sociale**.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 280 500  |          | 696 100  |          |  |          |
| Sous-total     | 280 500  |          | 696 100  |          |  |          |
| TOTAL          | 280 500  |          | 696 100  |          |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

En 2007, la Région renouvellera son soutien financier à la Conférence Régionale des Coordinations Associatives qui apporte aux porteurs de projets un soutien à la formalisation du projet associatif et au montage du dossier CAP' ASSO, ainsi qu'à l'association Centr'Actif qui, par une intervention en garantie ou sur fonds propres, favorise l'accès des structures aux crédits bancaires.

En 2007, la Région souhaite augmenter les moyens de fonctionnement de Centr'Actif en affectant la totalité des moyens ouverts initialement au titre de l'opération "contrat d'apport associatif" à Centr'Actif.

L'aide aux conseil apportée aux associations et financée jusqu'alors dans le cadre du Contrat de plan 2000-2006, sera maintenue.

Avec l'achèvement du Contrat de plan 2000-2006, les demandes d'aides au conseil seront financées en totalité par la Région et deviennent un outil exclusif de la Région.

La convention cadre pluriannuelle signée entre la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et la Région, se traduira dès 2007 par la mise en œuvre d'une convention financière annuelle.

- **Cadre régional d'intervention**

CPR 19/09/03

CPR 15/10/04

**Programme d'action : Renforcer les fonds propres des associations**

- **Description**

Les interventions en fonds propres du Contrat d'Apport Associatif, ont pour objet spécifique de faciliter l'accès des associations aux crédits bancaires. Le Contrat d'Apport Associatif prend la forme d'une avance remboursable à taux nul.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 200 000  |          | 40 000   |          |  | 16 800   |
| Autres crédits | 200 000  |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 200 000  |          | 40 000   |          |  | 16 800   |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 66 000   |          | 0        |          |  |          |
| Sous-total     | 66 000   |          | 0        |          |  |          |
| TOTAL          | 266 000  |          | 40 000   |          |  | 16 800   |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Le solde de la ligne CAA engagée en 2006 nécessite le maintien du programme d'action sur 2007.

En 2007 le volet fonctionnement du programme est intégré, pour plus de cohérence et de lisibilité, dans le programme "Accompagner le milieu associatif et de l'Economie Sociale et Solidaire".

Le volet investissement, constitué de l'engagement pris en 2006, sera soldé fin 2007, ce qui permettra de supprimer ce programme d'action en 2008.

- **Cadre régional d'intervention**

DAP n° 02.04.07 du 25/10/02 relative au programme d'actions pour le développement d'activités par les associations en région Centre.

**Programme d'action :  
Programme CAP'ASSO CENTRE**

- **Description**

Avec l'adoption en Session Plénière du 17 décembre 2004, de la mesure CAP'Asso Centre (Contrat d'Appui à l'Emploi Associatif en région Centre), la Région marque son souhait d'apporter une réponse adaptée aux différents et nombreux besoins du monde associatif.

CAP'Asso Centre vise à soutenir financièrement les projets d'activités pérennes mis en place par les associations, dans l'objectif de favoriser et de faciliter la création et / ou la consolidation d'emplois durables (en CDI).

CAP'Asso Centre s'adresse à toute association oeuvrant dans les secteurs de l'environnement, du sport, de la culture, du social, du tourisme, de l'éducation populaire et de la coopération décentralisée, ainsi qu'aux groupements d'employeurs spécialisés dans l'emploi associatif.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations d'engagement

| N° AE     | LIBELLES | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|----------|----------------------|--|
| 2007.0584 | CAP'Asso | 16 500 000           | 16 500 000                             |
|           | TOTAL    | 16 500 000           | 16 500 000                             |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 52 000    |          | 47 327    |          |  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 52 000    |          | 47 327    |          |  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             | 8 250 000 |          | 9 000 000 |          | 11 000 803                                       |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 8 250 000 |          | 9 000 000 |          | 11 000 803                                       |          |
| TOTAL          | 8 302 000 |          | 9 047 327 |          | 11 000 803                                       |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

En investissement, les crédits permettront de solder les dossiers relatifs au Contrat Associatif Régional antérieurs à la mise en place de l'outil CAP' Asso.

En fonctionnement, l'augmentation des besoins en crédits de paiement s'explique par le fait que les modalités de versement de CAP' Asso s'effectuent pour la grande majorité des dossiers en trois fois : en 2007, près de 0,7 M€ de crédits de paiement financeront les dossiers accordés en 2005, environ 3,8 M€ seront consacrés au 2<sup>ème</sup> versement des dossiers 2006, 5 M€ permettront enfin le paiement de la 1<sup>ère</sup> année des dossiers 2007.

- **Cadre régional d'intervention**

DAP 04/05/08 relative aux contrats d'appui à l'emploi associatif.

**Programme d'action : Accompagner  
l'émergence de micro projets**

- **Description**

L'ADIE Centre est implantée en région Centre depuis fin 1998. Elle a pour objet de soutenir l'initiative des chômeurs créateurs d'entreprises en leur ouvrant l'accès au crédit et en leur apportant la formation, l'accompagnement individuel et le soutien collectif dont ils ont besoin.

Son action est complémentaire des dispositifs existants en matière d'aides aux créateurs d'entreprises et reconnue par tous les réseaux chargés d'accueillir et d'accompagner les créateurs, qu'ils soient techniques ou sociaux.

Depuis 1999, la Région soutient l'action de l'ADIE.

La volonté de la Région, d'un partenariat plus étroit et d'une implication réelle auprès des publics en difficulté créateurs d'entreprise, s'est traduite en 2006 par un abondement du fonds de prêts d'honneur de l'ADIE.

Les prêts d'honneur délivrés par l'ADIE peuvent être mobilisés en complément au plan de financement du créateur lorsque celui-ci n'a pas de fonds propres, ou constituer un secours en cas d'imprévu.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|----------|----------------------|--|
| 2007.0929 | ADIE     |                      | 60 000                                 |
|           | TOTAL    |                      | 60 000                                 |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          | 50 000   |          | 10 000   |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          | 50 000   |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 85 000   |          | 85 000   |          |  |          |
| Sous-total     | 85 000   |          | 85 000   |          |  |          |
| TOTAL          | 85 000   |          | 135 000  |          |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

En 2007, la Région continuera de soutenir l'ADIE qui, en assurant une mission d'accompagnement ante et post création, favorise la création d'entreprises en région Centre.

Les crédits en investissement permettront à la Région de renouveler sa dotation au fonds de prêts d'honneur de l'ADIE et par conséquent de poursuivre son engagement auprès des créateurs d'entreprise accompagnés par l'association.

D'autres opérations, favorisant l'émergence de micro - projets, pourront être accompagnées.

**Programme d'action :  
Lutter contre les exclusions**

- **Description**

Lutte contre les exclusions

L'Exécutif régional avait fait en 1999 de la lutte contre les exclusions une de ses priorités inscrite dans le Projet Régional 2000-2010.

L'objectif de l'appel à projets lancé par la Région sur le territoire régional est d'accompagner des initiatives portées par des associations "loi 1901" qui permettent à un public fragile et défavorisé d'accéder aux savoirs de base, aux loisirs, à la culture, et aux sports.

Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)

Il est destiné à favoriser le retour à l'emploi des personnes en grande difficulté d'insertion sociale et professionnelle, dans le cadre de parcours individualisés comportant notamment des actions d'accueil, d'accompagnement social, d'orientation, de formation (circulaire CDE n° 93 - 2 du 12 janvier 1993).

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) constituent un dispositif partenarial original de mise en cohérence des interventions publiques au plan local pour favoriser l'accès à l'emploi des personnes cumulant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle.

Le développement de la coopération avec les milieux économiques est une condition de la performance du dispositif.

Par un soutien financier apporté aux opérations "Prospection / relations avec les entreprises" engagées par les PLIE, la Région souhaite encourager le développement de partenariats actifs avec les entreprises et les acteurs économiques.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                  | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|---------------------------|----------------------|--|
| 2007.0452 | Accès aux savoirs de base | 20 000               | 20 000                                 |
|           | TOTAL                     | 20 000               | 20 000                                 |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 26 600   |          | 20 000   |          | 10 000                                     |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 26 600   |          | 20 000   |          | 10 000                                     |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 275 900  |          | 275 900  |          |  |          |
| Sous-total     | 275 900  |          | 275 900  |          |  |          |
| TOTAL          | 302 500  |          | 295 900  |          | 10 000                                     |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Le dispositif "lutte contre les exclusions" permet de financer les associations type "loi 1901" qui agissent dans le domaine de la lutte contre toutes formes d'inégalités sociales. Il est complémentaire à CAP'ASSO Centre car il permet de prendre en compte des actions portées par des associations composées uniquement de bénévoles.

- **Cadre régional d'intervention**

DAP 03.03.08 du 26/06/03 relative à la lutte contre les exclusions

# **RECHERCHE ET TECHNOLOGIE**

## **LES ORIENTATIONS**

**La recherche est, depuis plusieurs années, un enjeu majeur de la politique régionale. Dans son budget 2007 la Région affirme sa volonté de promotion et de diffusion de la recherche, son soutien à de nombreux colloques scientifiques internationaux et aux organismes de recherche.**

**La mise en synergie des compétences et l'innovation passe par le développement des pôles de compétitivité auxquels la Région accorde une importance toute particulière.**

### **Ouvrir la recherche pour tous**

La Région facilite les relations entre l'enseignement supérieur et la recherche et agit pour permettre une meilleure intégration dans le tissu économique régional et national. Pour cela, elle finance des actions de promotion et de diffusion de la recherche et de l'enseignement supérieur. La Région soutient les initiatives du Pôle Universitaire Centre Val de Loire et également les actions menées annuellement par Centre Sciences.

### **Rayonner à l'international**

La région Centre veut aussi développer des actions interrégionales comme celles menées par le Cancéropôle «Grand Ouest», le Biotechnocentre, l'Institut International Fleuve et Patrimoine ou encore avec la société Synchrotron Soleil afin d'obtenir une reconnaissance nationale et une mise en synergie des compétences. Le programme Soleil (Source Optimisée de Lumière d'Energie Intermédiaire du Lure) permettra également de développer l'attractivité vers les filières scientifiques pour tous les lycéens de la région Centre qui bénéficieront de cet outil.

A cela viennent s'ajouter des actions ayant un rayonnement européen voir international, comme celles menées et soutenues par le Studium agence régionale pour l'accueil de chercheurs étrangers de haut niveau dans les laboratoires de la région et l'Institut Européen d'Histoire de l'Alimentation (IEHA).

La Région Centre encourage la recherche en finançant, en totalité ou en cofinçant avec des organismes de recherche ou des entreprises, des bourses doctorales (durée de trois ans) qui verront en 2007 leur montant augmenté à la hauteur des allocations de recherche. Elle participe également au développement des actions internationales du PUCVL par la mise en place de cellules Europe et de centres de mobilité mutualisés.

### **Soutenir les transferts de technologies**

La veille technologique, la promotion de la recherche et les projets "recherche-industrie" sont indispensables au développement de la recherche en région Centre.

C'est pourquoi la Région soutient différentes structures de transfert de technologies. Ce transfert de technologies s'appuie sur l'Agence Régionale pour l'Innovation et le Transfert de Technologies (ARITT) afin d'assurer une meilleure mise en cohérence des actions des différentes structures impliquées.

Enfin, une politique de recherche technologique efficace passe obligatoirement par le soutien à des pôles de compétitivité. La Région, dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique et Social (SRDES) finance des programmes de R&D de deux pôles de compétitivité ("Cosmétique, Sciences de la beauté et du bien Etre" et "Sciences et Systèmes de l'Energie Electrique").

### **Définir une stratégie régionale en matière de recherche**

Le CoReT (Conseil de la Recherche et de la Technologie de la Région Centre) composé de 30 personnalités de la France entière a pour mission, depuis sa création en 2005, d'apporter une aide à l'élaboration d'une stratégie régionale en matière de recherche ainsi qu'à l'élaboration d'outils pour la sélection de projets.

**Insuffler une dynamique pour que la recherche dans le Centre rayonne dans le monde, tel est l'objectif ambitieux et décisif porté par la Région.**

## LES DONNEES FINANCIERES GLOBALES DU BUDGET RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

### SYNTHESE DES AUTORISATIONS AU CHAPITRE BUDGETAIRE M71 :

| En € par chapitres           | Investissement<br>909-92 | Fonctionnement<br>939-92 |
|------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Autorisations de programme   | 8 556 000                |                          |
| Autorisations d'engagement   |                          | 3 225 000                |
| Crédits de paiement dépenses | 13 912 800               | 7 487 200                |
| Crédits de paiement recettes |                          |                          |

### SYNTHESE DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES SELON L'ARCHITECTURE FONCTIONNELLE :

#### LES CREDITS DE PAIEMENT PAR DOMAINES D'INTERVENTION

|  | BP 2006    |          | BP 2007    |          |
|--|------------|----------|------------|----------|
|  | Dépenses   | Recettes | Dépenses   | Recettes |
| <b>Recherche développement et technologies</b> |            |          |            |          |
| Investissement                                 | 4 113 000  |          | 6 762 000  |          |
| Fonctionnement                                 | 3 709 000  |          | 3 055 000  |          |
| Sous-total                                     | 7 822 000  |          | 9 817 000  |          |
| <b>Recherche publique</b>                      |            |          |            |          |
| Investissement                                 | 7 426 000  |          | 7 150 800  |          |
| Fonctionnement                                 | 3 610 000  |          | 4 432 200  |          |
| Sous-total                                     | 11 036 000 |          | 11 583 000 |          |
| <b>TOTAL</b>                                   | 18 858 000 |          | 21 400 000 |          |

#### LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT CREEES OU MODIFIEES

- **INVESTISSEMENT**

| N° AP     | LIBELLES  | MONTANT   | CP 2007   | CP 2008   | CP 2009 et + |
|-----------|---|-----------|-----------|-----------|--------------|
| 2007.0936 | Transferts de technologies                      | 1 000 000 | 200 000   | 400 000   | 400 000      |
| 2007.0932 | ALHYANCE  | 4 000 000 | 500 000   | 1 000 000 | 2 500 000    |
| 2007.0850 | Appels à projets                                | 3 000 000 | 636 256   | 1 000 000 | 1 363 700    |
| 2007.0254 | Equipements scientifiques des laboratoires      | 250 000   | 80 000    | 120 000   | 50 000       |
| 2007.1930 | CIPA (Centre d'Imagerie du Petit Animal) - CNRS | 306 000   | 153 000   | 153 000   |              |
| TOTAL     |   | 8 556 000 | 1 569 256 | 2 673 000 | 4 313 700    |

• **FONCTIONNEMENT**

| N° AE     | LIBELLES           | MONTANT   | CP 2007 | CP 2008   | CP 2009 et<br>+ |
|-----------|--------------------|-----------|---------|-----------|-----------------|
| 2007.0472 | Bourses doctorales | 3 225 000 | 537 500 | 1 075 000 | 1 612 500       |

## DETAIL PAR DOMAINE D'INTERVENTION ET PAR PROGRAMME D'ACTION

### DOMAINE D'INTERVENTION : RECHERCHE, DEVELOPPEMENT ET TECHNOLOGIE

#### Programme d'action : Soutien aux structures de transferts de technologies

- **Description**

Le transfert de technologie s'appuie sur deux types de structures : les Centres Régionaux pour l'Innovation et de Transfert de Technologie (« CRITT ») et les plates formes technologiques (PFT).

Six plates formes technologiques ont été labellisées en région Centre, elles s'appuient sur les lycées professionnels, les IUT, elles assurent une mission de formation et de soutien aux projets des entreprises situées dans leur périmètre et sur leurs thématiques.

Les six "CRITT" ont signé une convention de partenariat avec la Région sur la période 2000-2006 pour une mission de mise en œuvre d'activités "d'intérêt général". Les "CRITT" sont des structures dont la mission consiste à favoriser le rapprochement entre les partenaires scientifiques (universités et organismes de recherche), les entreprises et de manière plus élargie aux acteurs du développement économique.

On peut y ajouter :

- Quatre pôles technologiques : le pôle capteurs et automatismes, le CETIM CERTEC, le pôle risque industriel CNRI et le CNRT propulsion du futur, issus des mesures CIADT (reconversion des industries de la défense), qui conduisent également des activités de projets de transfert de technologie.
- L'Agence Régionale pour l'Innovation et le Transfert de Technologie (ARITT) qui est une structure régionale chargée de la coordination, de l'appui, de la promotion des actions de transfert de technologie en région Centre ainsi que des programmes d'appui à la création d'entreprises de technologies innovantes à l'aide de l'incubateur LANCEO, partie intégrante de l'ARITT.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES                   | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|----------------------------|----------------------|--|
| 2007.0936 | Transferts de technologies |                      | 1 000 000                              |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 1 231 000 |          | 1 362 000 |          | 800 000                                    |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 1 231 000 |          | 1 362 000 |          | 800 000                                    |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 1 395 000 |          | 1 500 000 |          |  |          |
| Sous-total     | 1 395 000 |          | 1 500 000 |          |  |          |
| TOTAL          | 2 626 000 |          | 2 862 000 |          | 800 000                                    |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Conformément aux orientations du SRDES, ces crédits permettront d'accompagner un renforcement des missions de l'ARITT. Par ailleurs, il sera proposé en 2007 une modification de la politique régionale en faveur des structures de transferts de technologies, qui aura fait l'objet d'une évaluation en 2006.

Les crédits d'investissement concernent l'acquisition de matériels pour les projets portés par les structures de transfert de technologie en partenariat avec des entreprises et des laboratoires de recherche. Ces équipements permettent aussi de valoriser le potentiel de plateaux techniques à destination des entreprises et des laboratoires universitaires pour la formation de techniciens supérieurs et pour les travaux des chercheurs.

Les crédits de fonctionnement vont accompagner les actions des structures dans le cadre de la mission d'intérêt général : la veille technologique, la promotion, les colloques, le conseil en transfert de technologie et le montage de projets collaboratifs (recherche-industrie).

**Programme d'action : Soutien aux pôles de compétitivité et recherche technologique**

• **Description**

L'intervention de la Région a pour objectif de contribuer au financement de programmes d'équipements accompagnant, soit la mise en œuvre de laboratoires communs public – privé, soit des projets coopératifs de recherche et développement. Cette intervention se décline notamment au travers des opérations suivantes :

- *le CNRT "Microélectronique de puissance" à TOURS* : Ce laboratoire associé université François Rabelais – ST Microelectronics - CEA est en place depuis 10 ans et constitue une référence au plan national et international en matière de recherche et de résultats scientifiques et techniques : 200 brevets et 30 thèses soutenues. La première phase d'accompagnement se termine et une seconde phase démarre sur la période 2006-2009 sous le nouveau nom de *CERTEM* : Centre d'Etude et de Recherche sur les Technologies de Microélectronique. Les objectifs de cette seconde phase concernent le développement et la caractérisation de nouveaux matériaux. Dans le domaine de la formation, le renforcement des formations initiales de Bac+2 à Bac+8 sera mis en œuvre avec les universités de TOURS et d'ORLEANS.

- le CNRT "*Propulsion du Futur*" : dans le cadre du contrat de site de BOURGES, le CNRT associe l'université d'Orléans, le CNRS, et les industriels du secteur de la défense. Ses objectifs sont de fédérer ces ressources de recherches technologiques dans le domaine de la propulsion aérospatiale, pour porter des projets au niveau européen et constituer une force de propositions innovantes dans le domaine de la propulsion du futur. Une première phase du programme a été réalisée et l'exécution de la seconde phase en 2007 clôturera le programme.
- des programmes de mutations technologiques développés en partenariat avec les universités, tel que le *Centre d'Etudes et de Recherche sur les outils coupants (CEROC)*. Une convention cadre de constitution du CEROC a été signée le 28 janvier 2004 et un financement de 1 100 K€ a été accordé pour soutenir les projets d'investissement qui consistent en l'achat de divers équipements de recherche.
- le développement du *CERMANUM (Centre de Recherches sur la Maison Numérique)*, constitué en 2006 avec pour principal objectif de créer les conditions optimales d'une collaboration entre les partenaires que sont les universités, et l'entreprise HF Company dans le domaine de la convergence numérique de test pour l'habitat numérique. Spécialiste des périphériques numériques et souhaitant développer la technologie du courant porteur en ligne, cette entreprise va s'ancrer sur la territoire de la Région et mettre en œuvre des programmes de R&D de partenariat avec les Universités et les PMI de la Région. Des résultats sont attendus dans les domaines du développement technologique, des sciences humaines, de la recherche et de la formation. Grâce à ce projet, l'entreprise va accroître ses capacités d'innovation en particulier en augmentant de manière significative ses effectifs de R&D.
- le programme *GECOPAC (Génération d'Énergie Combinée par Pile A Combustible)* dont l'objectif est de réaliser, implanter et exploiter à des fins pédagogiques, un système prototype de co-génération à base d'une pile à combustible d'une puissance comprise entre 1 et 5 kW.
- le pôle *ALHYANCE Innovation (Application de l'Hydrogène aux Nouveaux Concepts Energétiques)* dont l'objectif est de réaliser une plate-forme technologique à vocation européenne ouverte sur l'extérieur et notamment à l'international dans le domaine des technologies de l'hydrogène et plus généralement de l'efficacité énergétique.
- les programmes de recherche associés au "Cancéropôle Grand Ouest", soutenus par la Région Centre conjointement avec les Régions Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes. Développé dans le cadre du plan national de lutte contre le cancer, le Cancéropôle est une structure d'animation et de coordination des activités de recherche en cancérologie, qui fédère des équipes de recherche et leur assure l'accessibilité à des plates-formes technologiques de niveau régional et national.
- l'accompagnement de pôles d'excellence associant des équipes de recherche des différentes universités et/ou organismes, ces réseaux pouvant avoir des dimensions inter-régionales.

- Les programmes coopératifs de recherche et développement présentés notamment dans le cadre des pôles de compétitivité et d'excellence régionaux :

→ *Pôle " Sciences et Systèmes de l'Énergie Electrique" (S2E2)*

Sur la base du CNRT Microélectronique, des entreprises, les laboratoires de recherche des universités de Tours et d'Orléans se sont associés pour former ce pôle de compétitivité labellisé en juillet 2005. Il va s'appuyer sur une base technologique connue induisant une forte capacité d'innovation et de valeur ajoutée pour développer des programmes de recherche dans le domaine des énergies nouvelles appliqués aux équipements industriels et grands publics. Une quarantaine d'entreprises sont associées à l'activité du pôle. L'énergie sera l'axe directeur des projets en partant des sources d'énergie, la recherche de stockage pour développer des systèmes de distribution et de conversion de l'énergie.

Cinq projets ont été identifiés sous le nom de SESAME. Soutenus par le Ministère de la Recherche et les collectivités, ils ont démarré en 2006. La Région soutient ces programmes et accompagne l'animation du pôle dans le cadre de conventions.

→ *Pôle "Cosmétique, Sciences de la beauté et du bien Etre"*

Créée en 1994, en Eure et Loir, la Cosmétique Valley regroupe près de 100 entreprises représentant tous les métiers de la filière parfumerie-cosmétiques. L'association se structure sur une filière verticale allant des agriculteurs spécialisés aux grands noms du parfum et de la cosmétique, tels que Guerlain, Paco Rabanne, Dior, Shiseido, Lancaster, .... Saisissant les opportunités de développement offertes par les pôles de compétitivité, l'association s'est associée avec des centres de recherche et de formations universitaires.

Le lancement de l'appel d'offre du gouvernement pour les pôles de compétitivité a été l'opportunité de donner une nouvelle dimension à la Cosmétique Valley, avec de nouveaux objectifs en particulier ceux d'associer les laboratoires de recherche et les universités du Loiret et de l'Indre et Loire pour permettre l'émergence de nombreuses innovations dans les entreprises.

Le périmètre du pôle correspond à un croissant partant de l'ouest de Paris au sud regroupant les départements de l'Eure, l'Eure-et-Loir, une partie des Yvelines, le Loiret et plus modestement le Loir-et-Cher, l'Indre-et-Loire et l'Indre.

Les objectifs de la Cosmetic Valley sont de devenir le premier pôle mondial dans le domaine de la parfumerie cosmétique, de développer son image de marque et celles du « Made in France » et du luxe français, d'être un acteur majeur du développement endogène et exogène du territoire en participant activement au développement de l'emploi et des entreprises, de développer la recherche dans les sciences de la beauté et du bien-être.

L'objectif même du pôle de compétitivité est de faire émerger des produits innovants afin que les entreprises puissent se positionner sur le marché mondial. Pour cela, des projets de recherche et d'innovation sont engagés par les entreprises avec le soutien des universités et des laboratoires publics. La Région soutient ces programmes et accompagne l'animation du pôle dans le cadre de conventions.

→ *Le soutien de la Région aux pôles de compétitivité existant dans les régions périphériques jouxtant la Région centre : pôle VIAMECA et pôle CERAMIQUE se fera par l'intermédiaire de projets portés par des structures de transfert de technologie régionales (CRITT Z3T et CETIM CERTEC) agréées par ces pôles et impliquant des entreprises régionales.*

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|----------|----------------------|--|
| 2007.0932 | ALHYANCE |                      | 4 000 000                              |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 3 083 000 |          | 5 400 000 |          | 7 440 700  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 3 083 000 |          | 5 400 000 |          | 7 440 700  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             | 500 000   |          | 1 005 000 |          | 755 365  |          |
| Autres crédits | 1 613 000 |          | 550 000   |          |  |          |
| Sous-total     | 2 113 000 |          | 1 555 000 |          | 755 365  |          |
| TOTAL          | 5 196 000 |          | 6 955 000 |          | 8 196 065  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Au cours de la période 2007 – 2013, la Région souhaite mettre en œuvre la stratégie définie dans le SRDES qui prévoit notamment un soutien aux programmes de R&D portés par les pôles de compétitivité : S2E2 et « Cosmétique, Sciences de la beauté et du bien Etre ». La Région souhaite faciliter et soutenir les démarches coopératives qui associeront autour de ces pôles entreprises, structures porteuses d'innovation, universités et organismes de recherche.

Concernant le CNRT, une première phase du programme a été réalisée et l'exécution se poursuivra par la seconde phase en 2007.

Le CEROC a réalisé une partie des investissements : un compresseur, du matériel informatique et un centre d'usinage pour un montant de 500 K€, un appel d'offre est en cours pour compléter l'équipement de ce laboratoire lié à la société SAFETY. Le solde des investissements prévus dans le cadre de la mise en place de la structure sera effectué en 2007.

Le programme ALHYANCE verra le lancement de ses premiers projets en 2007.

- **Cadre régional d'intervention**

Règlement relatif à CAP'R&D Centre : DAP n° 06-01-01 du 23/03/2006

## DOMAINE D'INTERVENTION: RECHERCHE PUBLIQUE

### Programme d'action : Convention avec les établissements publics nationaux

- **Description**

Des conventions bilatérales ont été conclues pour la période 2000-2006 avec le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), le Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA), l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), le BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières), l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM), le CEMAGREF (Recherche pour l'Ingénierie de l'Agriculture et de l'Environnement) et le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN). Le montant total de ces conventions s'élève à 63 M€, dont 29 M€ à la charge de la Région.

Par ces conventions, la Région contribue au financement d'actions de recherche, au titre des demandes d'équipements scientifiques, de construction de laboratoires et de soutiens de programmes, afin que les laboratoires restent compétitifs au niveau international.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 3 558 000 |          | 3 205 300 |          | 3 469 764                                  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 3 558 000 |          | 3 205 300 |          | 3 469 764                                  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 50 000    |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 50 000    |          |           |          |  |          |
| TOTAL          | 3 608 000 |          | 3 205 300 |          | 3 469 764                                  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

En 2007, la Région participera, en particulier :

- au financement de l'implantation de l'INPREST (Installations Nationales Protégées pour la Recherche sur les Encéphalopathies Spongiformes Transmissibles) sur le site de l'INRA de TOURS-NOUZILLY (2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> acomptes),
- au financement de l'opération d'extension/rénovation du Centre de Biophysique Moléculaire (CBM) du CNRS à ORLEANS (5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> acomptes),
- au versement d'acomptes et de soldes de subventions pour des opérations décidées avant 2007.

- **Cadre régional d'intervention**

Conventions Région- Grands organismes de Recherche 2000-2006

## Programme d'action : Programme Soleil

### • **Description**

La Région a signé le 1er avril 2003 avec la Société Synchrotron SOLEIL, société chargée de la construction de ce grand équipement, ainsi qu'avec les deux organismes qui ont présidé à sa création, le CNRS et le CEA, et avec l'Etat, la convention relative à l'ouverture du synchrotron SOLEIL à la communauté scientifique de la Région Centre. En 2007, SOLEIL sera ouvert aux chercheurs.

SOLEIL (Source Optimisée de Lumière d'Énergie Intermédiaire du LURE (Laboratoire d'Utilisation du Rayonnement Electromagnétique)) est un centre de recherche, localisé sur le plateau de Saclay dans l'Essonne, qui utilise le rayonnement synchrotron fourni par un anneau de plus de 350 mètres de circonférence dans lequel circulent des électrons de très haute énergie à grande vitesse.

Cette puissante source de lumière servira à étudier la structure de la matière dans des domaines très variés : Sciences du Vivant, des Matériaux et de l'Environnement.

L'objectif de la convention est de permettre aux chercheurs de la région d'avoir accès à SOLEIL et ainsi de permettre aux laboratoires régionaux de développer de nouvelles compétences et de mieux s'insérer dans les réseaux de recherche internationaux.

Le montant total de l'engagement de la Région au titre de cette convention s'élève à 6 M€ (investissement et fonctionnement), soit :

- 3,2 M€ pour la construction ou la réimplantation de 3 lignes de lumière,
- 2 M€ pour l'accompagnement de la mise en œuvre de ces lignes de lumière,
- 0,8 M€ pour la préparation des équipes régionales pour accéder à SOLEIL.

### • **Tableaux budgétaires 2007**

- *Les crédits de paiement*

|                | BP 2006   |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |          |          |  |          |
| AP             | 1 210 000 |          | 173 000  |          | 450 000                                    |          |
| Autres crédits |           |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 1 210 000 |          | 173 000  |          | 450 000                                    |          |
| Fonctionnement |           |          |          |          |  |          |
| AE             | 132 000   |          | 339 700  |          | 630 275                                    |          |
| Autres crédits |           |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 132 000   |          | 339 700  |          | 630 275                                    |          |
| TOTAL          | 1 342 000 |          | 512 700  |          | 1 080 275                                  |          |

### • **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Ces crédits de paiement sont destinés au versement des soldes des opérations liées à la préparation des équipes régionales à accéder à SOLEIL et au versement des acomptes des nouvelles opérations liées à la première année d'ouverture de SOLEIL.

- **Cadre régional d'intervention**

Convention Région – SOLEIL du 1<sup>er</sup> avril 2003

**Programme d'action : Développement de la recherche en région**

- **Description**

Ce programme d'action permet l'attribution de bourses doctorales soit entièrement financées par la Région soit cofinancées avec des organismes de recherche (CNRS, INRA, BRGM, CEA, INSERM...), des entreprises ou des organismes divers (ADEME...). Ces bourses sont d'une durée de trois ans. Les étudiants doivent être inscrits dans l'une des deux universités de la région : Orléans ou Tours. En 2007, le montant des bourses régionales, qui était inchangé depuis l'année 2000, sera augmenté pour être d'un montant comparable à celui des allocations de recherche attribuées par le Ministère de la recherche.

Ce programme d'action est également destiné aux opérations suivantes :

- financement de la réalisation de programmes scientifiques portés par l'Institut Européen d'Histoire et des Cultures de l'Alimentation (IEHCA), structure fédérant les chercheurs européens travaillant sur l'histoire de l'alimentation,
- fonctionnement du STUDIUM, agence régionale pour l'accueil de chercheurs étrangers de haut niveau dans les laboratoires de la région,
- fonctionnement de l'association BIOTECHNOCENTRE, qui regroupe les chercheurs en Sciences de la Vie de la région, et lance un appel à projets annuel,
- financement de l'Institut International Fleuve et Patrimoine qui a pour objet, au sein de la Mission Val de Loire placée sous l'égide de l'UNESCO, de mobiliser le potentiel de recherche et de formation des universités du Val de Loire et des établissements de formation et/ou de recherche et d'ingénierie implantés sur le site ou en périphérie. Il s'agit de participer à l'effort global de sauvegarde, de gestion et de valorisation du patrimoine naturel et culturel des corridors fluviaux.

Des crédits sont également prévus au titre de ce programme pour permettre le fonctionnement du Conseil de la Recherche et de la Technologie (CoReT) : frais d'organisation des sessions, de mission entre les sessions, de documentation...

L'année 2007 verra enfin la mise en place de nouveaux outils de soutien à la recherche (de type appels à projets) mieux adaptés à une mise en œuvre dynamique des priorités affichées par la Région dans le cadre de sa politique de recherche. Cette évolution se traduit par l'ouverture d'une autorisation de programme spécifique.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- *Les autorisations d'engagement*

| N° AE     | LIBELLES           | MONTANT 2006 VOTE | MONTANT CREATION OU MODIFICATION |
|-----------|--------------------|-------------------|----------------------------------|
| 2007.0472 | Bourses doctorales | 2 625 000         | 3 225 000                        |

- Les autorisations de programme

| N° AP     | LIBELLES         | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|------------------|----------------------|--|
| 2007.0850 | Appels à projets |                      | 3 000 000                              |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             |           |          | 636 300   |          | 2 000 000  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     |           |          | 636 300   |          | 2 000 000  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             | 2 188 000 |          | 1 512 500 |          | 2 150 000  |          |
| Autres crédits | 910 000   |          | 2 000 000 |          |  |          |
| Sous-total     | 3 098 000 |          | 3 512 500 |          | 2 150 000  |          |
| TOTAL          | 3 098 000 |          | 4 148 800 |          | 4 150 000  |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Ces crédits de paiements sont destinés à la mise en œuvre des actions suivantes :

- attribution de nouvelles bourses à partir de l'année universitaire 2007-2008,
- renouvellement des bourses accordées à partir des années universitaires 2005-2006 et 2006-2007,
- participation aux frais de fonctionnement du STUDIUM en 2007 et financement de "mois-chercheurs" pour permettre l'accueil de nouveaux chercheurs étrangers et renouveler les aides accordées en 2006,
- financement de la 3<sup>ème</sup> année du programme de l'Institut International Fleuve et Patrimoine (IIFP),
- financement de la 4<sup>ème</sup> année du programme de l'Institut Européen de l'Histoire de l'Alimentation (IEHCA),
- Ouverture d'une ligne de fonctionnement du Conseil de la recherche et de la technologie (CoReT)
- Mise en place de nouveaux outils (appels à projets) pour soutenir les projets de recherche régionaux.

• **Cadre régional d'intervention**

Convention Région/IEHA/Université de Tours 2004-2007

Conventions cadre Région/STUDIUM 2003-2005 et 2006-2008

## Programme d'action : Promotion et diffusion de la recherche et de l'enseignement supérieur

- **Description**

Ce programme d'action permet en particulier d'apporter un appui pour l'organisation de colloques scientifiques, souvent internationaux, et d'autres manifestations d'intérêt scientifique se déroulant sur le territoire de la région à l'initiative de chercheurs de la région et visant à valoriser l'important potentiel scientifique de la région au plan national et international.

Il est également destiné au financement des actions menées annuellement présentées par Centre Sciences, centre de promotion de la culture scientifique, technique et industrielle (CCSTI) de la région Centre, ou d'organiser des Rencontres scientifiques destinées également au "grand public" sur un thème d'actualité en relation avec les recherches menées dans les laboratoires de la région. La 13ème édition devrait avoir lieu en 2007.

Enfin, la Région accompagnera les universités d'Orléans et Tours, regroupées au sein du Pôle Universitaire Centre Val de Loire (PUCVL), dans leurs actions visant à renforcer leur attractivité, à promouvoir leur offre de formation, et à assurer leur rayonnement international. Cet accompagnement se traduira par un soutien aux opérations de mutualisation de services et d'actions au sein du PUCVL.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             | 69 000   |          | 68 700   |          | 0  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     | 69 000   |          | 68 700   |          | 0  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 330 000  |          | 580 000  |          |  |          |
| Sous-total     | 330 000  |          | 580 000  |          |  |          |
| TOTAL          | 399 000  |          | 648 700  |          | 0  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Ces crédits de paiement sont destinés à la mise en œuvre des opérations suivantes en 2007 :

- aides pour l'organisation de colloques scientifiques et autres manifestations d'intérêt scientifique,
- actions menées annuellement par Centre Sciences,
- 13èmes Rencontres scientifiques,
- actions visant à renforcer l'attractivité des deux universités régionales par la mutualisation de services et d'actions au sein du PUCVL.

## Programme d'action : Financement des bâtiments de recherche et des équipements

- **Description**

Ce programme d'action est destiné essentiellement aux équipes de recherche des universités d'Orléans et de Tours, mais également des organismes de recherche, pour leur permettre d'acquérir des équipements scientifiques afin qu'elles soient performantes et compétitives au niveau international et de construire de nouveaux bâtiments.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les autorisations de programme

| N° AP      | LIBELLES                                   | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|------------|--|----------------------|--|
| 2007.0254  | Equipements scientifiques des laboratoires | 250 000              | 250 000                                |
| 2007. 1930 | CIPA                                       |                      | 306 000                                |
|            | TOTAL                                      |                      | 556 000                                |

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation<br>indicative 2008/2009<br>(cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 2 589 000 |          | 3 067 500 |          | 387 775  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 2 589 000 |          | 3 067 500 |          | 387 775  |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     |           |          |           |          |  |          |
| TOTAL          | 2 589 000 |          | 3 067 500 |          | 387 775  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

En 2007, la Région participera en particulier :

- au financement d'un bâtiment pour le Centre d'Imagerie Positon du petit Animal (CIPA) du CNRS à Orléans (1<sup>er</sup> acompte),
- au financement de la construction de l'Institut des Sciences de la Terre d'ORLEANS (ISTO) (2ème acompte),
- au financement de la rénovation et de la restructuration du Laboratoire de Mathématiques de l'Université d'ORLEANS (MAPMO) (2ème acompte),
- au financement de l'extension du Laboratoire de recherche de Droit/Economie de l'Université d'ORLEANS (solde),
- au financement de la construction du pôle Ville et Urbanisme de l'Université de TOURS (solde),

- au versement d'acomptes et de soldes de subventions pour des opérations d'équipement décidées en et avant 2007.

- **Cadre régional d'intervention**

Contrat de plan Etat-Région 2000-2006 articles 18-1 et 18-2.  
Conventions Région-Départements 2000-2006.

**EUROPE ET  
COOPERATION DECENTRALISEE**

## **LES ORIENTATIONS**

### **L'EUROPE**

La participation active à la construction européenne est un engagement régional toujours plus fort. C'est ainsi que la Région Centre a pour ambition de se positionner résolument dans l'espace européen. Après une année de fonctionnement, **l'Antenne interrégionale Auvergne-Centre-Limousin** assure à cet égard une précieuse représentation de nos territoires respectifs au cœur de la capitale européenne qu'il convient de renforcer.

Si l'année 2006 marque la fin des programmes communautaires pour la période 2000-2006, l'année 2007 sera bien évidemment consacrée à la mise en route des **nouveaux programmes opérationnels 2007-2013** : programmes dont les contours ont été fixés suite à l'important travail d'information et de concertation qui a prévalu lors de l'élaboration récente du Schéma Régional de Développement Economique et Social.

Par ailleurs, consciente du rôle joué par les régions en faveur d'une construction européenne toujours plus démocratique et proche des citoyens, la Région Centre entend renouveler sa participation aux grandes associations représentatives des collectivités territoriales auprès des institutions européennes telles que l'AFCCRE (Association française du conseil des communes et régions d'Europe), l'ARE (association des régions d'Europe) ou encore la CRPM (Conférences des régions périphériques maritimes d'Europe).

Mais faire le choix d'une politique publique résolument orientée vers l'Europe implique également de saisir les opportunités offertes par les programmes communautaires. C'est dans cet esprit que la Région Centre s'est pleinement investie dans deux projets INTERREG : l'"EuroVéloRoute des Fleuves", au cours de la période 2000-2006, en tant que chef de file, et plus récemment, le projet INTERREG III C « Perspective 2007-2013 » portant respectivement sur la compétitivité régionale et le développement durable, conduit en partenariat avec trois autres régions européennes. Dans ce cas précis, l'objectif poursuivi consiste à améliorer la prise en compte de ces problématiques dans les politiques régionales par le biais de la mise en œuvre de projets pilotes permettant de développer des actions innovantes en ces domaines.

Enfin, la Région Centre s'est donné pour mission de rapprocher l'Europe de ses citoyens en faisant porter son effort sur l'information et la sensibilisation. L'organisation d'une manifestation annuelle d'envergure européenne en est une illustration concrète. Cette journée, consacrée en 2006, à la mobilité en Europe (chercheurs, travailleurs, étudiants, demandeurs d'emploi...) s'inscrivait en toute logique dans la dynamique lancée par l'Année Européenne de la Mobilité des Travailleurs. Conçue comme un espace d'échanges et de débats autour des grands enjeux européens, une initiative de cette nature est appelée à être renouvelée au cours de l'année 2007. Qui plus est, forte de la conviction que les échanges, mobilisant notamment la jeunesse, constituent un puissant vecteur de rapprochement et de compréhension mutuelle entre européens, la Région Centre a pris le parti d'apporter son soutien à des actions de jumelage conduites par les collectivités de son territoire.

### **LA COOPERATION DECENTRALISEE**

Depuis 1998, la Région Centre développe une politique de coopération décentralisée et de solidarité internationale. C'est ainsi qu'elle a décidé de soutenir plus particulièrement les projets en direction de zones géographiques, appelées « zones prioritaires de coopération », choisies par le Conseil régional. Par ailleurs, plusieurs dispositifs ont été mis en place, dans le souci de créer sur le territoire régional un environnement favorable au déploiement de la coopération et des valeurs de la solidarité internationale.

## **Des zones prioritaires de coopération décentralisée de la Région Centre et une logique d'intervention autour de la thématique « Grands Fleuves »**

En 1999, la Région Centre a défini le cadre de sa politique de coopération décentralisée. Elle a depuis décidé de soutenir plus particulièrement les projets en direction de zones qu'elle a clairement identifiées : la région du Gorgol en Mauritanie, la région de Pardubice en République tchèque, la région de Cracovie en Pologne, la région (land) de Saxe Anhalt en Allemagne, la région de Luang Prabang au Laos et plus récemment la région de Mopti au Mali. Avec chacune d'entre elles, la Région Centre a été amenée à **conclure des protocoles de coopération décentralisée** ainsi que des programmes pluriannuels d'intervention.

Ainsi, la Région Centre développe des actions significatives en direction de ces « zones prioritaires ». En dehors des projets conduits sur le terrain et des réalisations concrètes (construction de puits et soutien aux coopératives de femmes en Mauritanie, valorisation et protection du patrimoine au Laos, coopération dans le domaine de la recherche en Pologne...), l'objectif de ces « partenariats » est permettre l'intensification des échanges entre nos régions respectives de manière à nouer des relations fortes, à s'ouvrir davantage aux autres cultures et dans le cas particulier des régions allemande, tchèque et polonaise, à favoriser le développement d'une citoyenneté européenne. Par ailleurs, l'une des originalités de cette politique consiste à promouvoir des coopérations décentralisées de fleuve à fleuve (le bassin du Niger au Mali en est une illustration). Etant précisé que ce cadre commun d'intervention, visant notamment à la protection et à la valorisation des ressources, fait écho à l'évènement majeur qu'est l'inscription du Val de Loire sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

## **Fédérer et accompagner les acteurs régionaux de la coopération et de la solidarité internationale**

La politique menée par la Région Centre dans ce domaine prévoit le soutien aux acteurs régionaux (collectivités, établissements publics, associations, lycées...) qui développent des actions dans le monde, y compris en dehors des "zones prioritaires" de la Région Centre. L'association CENTRAIDER, située à Vendôme, est chargée par la Région de fédérer ces acteurs et de les accompagner dans leurs démarches.

Ainsi, une soixantaine de projets ont été soutenus en 2006 par la Région. Parmi ces projets, on peut citer, à titre d'exemples :

- les partenariats éducatifs Nord/Sud portés par des lycées de la région,
- les échanges de jeunes (chantiers solidaires en Afrique, échanges interculturels...),
- les actions en faveur du développement durable (gestion des déchets à Madagascar, hydraulique villageoise dans le Sahel, assainissement au Burkina Faso....)
- les projets en faveur du tourisme solidaire au Mali ou au Niger,
- les programmes de coopération médicale portés par des établissements hospitaliers de la région.

Enfin, ayant à cœur de participer à la sensibilisation aux valeurs de la solidarité internationale, la Région Centre organise chaque année une manifestation d'envergure abordant cette problématique.

## **L'aide humanitaire d'urgence et la solidarité internationale**

La Région Centre intervient également, plus ponctuellement, dans le cadre de l'aide humanitaire d'urgence, souvent après une catastrophe naturelle (éruption volcanique, inondations, séismes...) ou un conflit particulier, pour apporter une aide aux populations concernées et en détresse.

**LES DONNEES FINANCIERES GLOBALES DU BUDGET**  
**EUROPE ET COOPERATION DECENTRALISEE**

**SYNTHESE DES AUTORISATIONS AUX CHAPITRES BUDGETAIRES M71 :**

| En € par chapitres  | Investissement<br>900 | Fonctionnement<br>930 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| <b>Autorisations de programme</b>                           | <b>0</b>              |                       |
| <b>Autorisations d'engagement</b>                           |                       | <b>0</b>              |
| <b>Crédits de paiement dépenses</b>                         | <b>13 788 000</b>     | <b>6 118 500</b>      |
| <i>dont actions européennes (042)</i>                       |                       | <i>1 001 000</i>      |
| <i>dont actions relevant de la subvention globale (043)</i> | <i>13 728 000</i>     | <i>3 692 500</i>      |
| <i>dont autres actions internationales (048)</i>            | <i>60 000</i>         | <i>1 425 000</i>      |
| <b>Crédits de paiement recettes</b>                         | <b>13 728 000</b>     | <b>4 158 500</b>      |
| <i>dont personnel Europe (0201.1)</i>                       |                       | <i>206 000</i>        |
| <i>dont actions européennes (042)</i>                       |                       | <i>260 000</i>        |
| <i>dont actions relevant de la subvention globale (043)</i> | <i>13 728 000</i>     | <i>3 692 500</i>      |
| <i>dont autres actions internationales (048)</i>            |                       | <i>0</i>              |

**SYNTHESE DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES SELON L'ARCHITECTURE FONCTIONNELLE :**

**LES CREDITS DE PAIEMENT PAR DOMAINES D'INTERVENTION**

|   | BP 2006    |            | BP 2007    |            |
|---|------------|------------|------------|------------|
|   | Dépenses   | Recettes   | Dépenses   | Recettes   |
| <b>Développer la dimension européenne</b>                     |            |            |            |            |
| Investissement  | 9 754 000  | 9 754 000  | 13 728 000 | 13 728 000 |
| Fonctionnement  | 8 241 500  | 7 226 400  | 4 693 500  | 4 158 500  |
| Sous-total  | 17 995 500 | 16 980 400 | 18 421 500 | 17 886 500 |
| <b>Coopération décentralisée et solidarité internationale</b> |            |            |            |            |
| Investissement  | 52 000     |            | 60 000     |            |
| Fonctionnement  | 1 185 500  | 60 000     | 1 425 000  |            |
| Sous-total  | 1 237 500  | 60 000     | 1 485 000  |            |
| <b>TOTAL</b>  | 19 233 000 | 17 040 400 | 19 906 500 | 17 886 500 |

## DETAIL PAR DOMAINE D'INTERVENTION ET PAR PROGRAMME D'ACTION

### DOMAINE D'INTERVENTION: DEVELOPPER LA DIMENSION EUROPEENNE

#### Programme d'action : Rapprocher l'Europe des citoyens

- **Description**

Ce volet du budget permettra de promouvoir :

- ✓ La structuration en réseau régional d'information et de documentation sur l'Europe des organismes relais présents en région,
- ✓ La réalisation d'actions d'information et de sensibilisation en direction de publics cibles,
- ✓ L'organisation annuelle d'une manifestation d'envergure européenne autour d'une thématique clef pour le positionnement européen de la région,
- ✓ La bourse aux projets pour soutenir les actions de jumelage européen menées par les communes de la région Centre.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 210 000  | 0        | 210 000  | 0        | 420 000                                    |          |
| Sous-total     | 210 000  | 0        | 210 000  | 0        | 420 000                                    |          |
| TOTAL          | 210 000  | 0        | 210 000  | 0        | 420 000                                    |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

L'organisation de la manifestation annuelle d'envergure européenne, de même que la poursuite de la structuration en réseau régional d'information et de documentation sur l'Europe (via notamment la réalisation d'un programme concerté d'actions impliquant les organismes relais présents en région) bénéficieront d'une enveloppe de crédits voisine de celle mobilisée en 2006.

La bourse aux projets pour soutenir les actions de jumelage européen menées par les communes de la région connaît aujourd'hui un vif intérêt auprès des villes et des Comités de jumelage de la région. Depuis sa mise en place en 2006, plus de 1000 jeunes, ont pu bénéficier de ce nouveau dispositif.

- **Cadre régional d'intervention**

Néant

**Programme d'action :  
Positionner la région dans l'espace européen**

- **Description**

Ce programme poursuit trois objectifs :

- ✓ Participation active aux travaux des principaux organismes de coopération institutionnelle entre régions d'Europe,
- ✓ Défense des intérêts du territoire régional auprès des institutions de l'Union européenne, en s'appuyant entre autres outils sur l'Antenne interrégionale à BRUXELLES,
- ✓ Développement de coopération institutionnelle avec d'autres régions européennes (correspondant à l'échange de stagiaires entre services, et, le cas échéant, à des missions exploratoires dans des régions pressenties comme partenaires potentiels).

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 80 000   | 0        | 80 000   | 0        | 160 000                                    |          |
| Sous-total     | 80 000   | 0        | 80 000   | 0        | 160 000                                    |          |
| TOTAL          | 80 000   | 0        | 80 000   | 0        | 160 000                                    |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Comme chaque année, la région renouvellera son adhésion aux principaux organismes de coopération institutionnelle, tels que l'AFCCRE, l'ARE, la CRPM. L'accueil de stagiaires en provenance de Régions partenaires de l'Union européenne pourra être assuré par ailleurs.

- **Cadre régional d'intervention**

Néant

**Programme d'action : Accroître la participation de la Région et des acteurs régionaux aux programmes communautaires**

• **Description**

La démarche est ici à rattacher à la capacité de la Région à mobiliser des ressources communautaires, permettant le développement de projet d'intérêt au regard de la stratégie régionale et favorisant l'émergence de la culture de la « recette ».

• **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006    |            | BP 2007    |            | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |           |
|----------------|------------|------------|------------|------------|--|-----------|
|                | DEPENSES   | RECETTES   | DEPENSES   | RECETTES   | DEPENSES                                   | RECETTES  |
| Investissement |            |            |            |            |  |           |
| AP             | 9 754 000  | 9 591 000  | 13 728 000 | 13 728 000 | 7 919 385                                  |           |
| Autres crédits |            |            |            |            |  |           |
| Sous-total     | 9 754 000  | 9 591 000  | 13 728 000 | 13 728 000 | 7 919.385                                  | 7 919.385 |
| Fonctionnement |            |            |            |            |  |           |
| AE             | 7 764 500  | 7 389 400  | 4 215 971  | 4 158 500  | 148 553                                    | 74 276    |
| Autres crédits | 187 000    |            | 187 529    |            |  |           |
| Sous-total     | 7 951 500  | 7 389 400  | 4 403 500  | 4 158 500  | 148 553                                    | 74 276    |
| TOTAL          | 17 705 500 | 16 980 400 | 18 131 500 | 17 886 500 | 8 067 938                                  | 7 993 661 |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Dans le cadre du programme Objectif 2, le Conseil régional gère, part déléguée du Préfet de région depuis le 29 août 2001, les trois mesures suivantes :

- ✓ Mesure 3 (FEDER) : Accroître la compétitivité des entreprises
- ✓ Mesure 4 (FSE) : Accompagner la reconversion des activités économiques et l'amélioration de la compétitivité par la formation et l'emploi
- ✓ Mesure 7 (FEDER) : Améliorer l'accessibilité des territoires.

L'avancement de ces mesures est conforme à une programmation théorique optimale et tous les efforts sont mis en œuvre pour limiter les risques de dégagement d'office inhérent à la gestion de ce type de crédits.

S'agissant du programme INTERREG IIIB, les crédits mobilisés interviennent dans le cadre du financement du projet "Eurovéloroute des fleuves" porté par la Région Centre. Cette opération, dont la réalisation s'étale sur trois années, a pour but de favoriser l'accessibilité et le développement touristique d'un itinéraire cyclable européen de 2.400km le long de la Loire, du Rhin et du Danube.

Une implication de la Région Centre dans le projet "Strategic partnership for regional competitiveness and sustainability" porté par la région espagnole de Valence est en cours. Une participation financière du FEDER à cette opération au titre du programme INTERREG IIIC vient d'être confirmée par la Commission européenne. Il s'agit d'une démarche commune d'échange d'expériences et de bonnes pratiques à plusieurs régions d'Europe particulièrement actives dans les domaines de la compétitivité et du développement durable.

S'agissant des "Autres crédits", ils permettront le financement :

- ✓ Des missions d'évaluation, de vérification et de contrôle obligatoire dans le cadre de la gestion de crédits européens,
- ✓ Des mesures de formation, de publicité et de communication afférentes,
- ✓ Pour partie, d'opérations ouvrant la voie à de nouveaux soutiens financiers de l'Union européenne.

- **Cadre régional d'intervention**

Conventions de délégation de gestion signées avec l'Etat au titre des subventions globales Objectif 2,

Conventions de crédits délégués avec la Commission européenne.

## DOMAINE D'INTERVENTION: COOPERATION DECENTRALISEE ET SOLIDARITE INTERNATIONALE

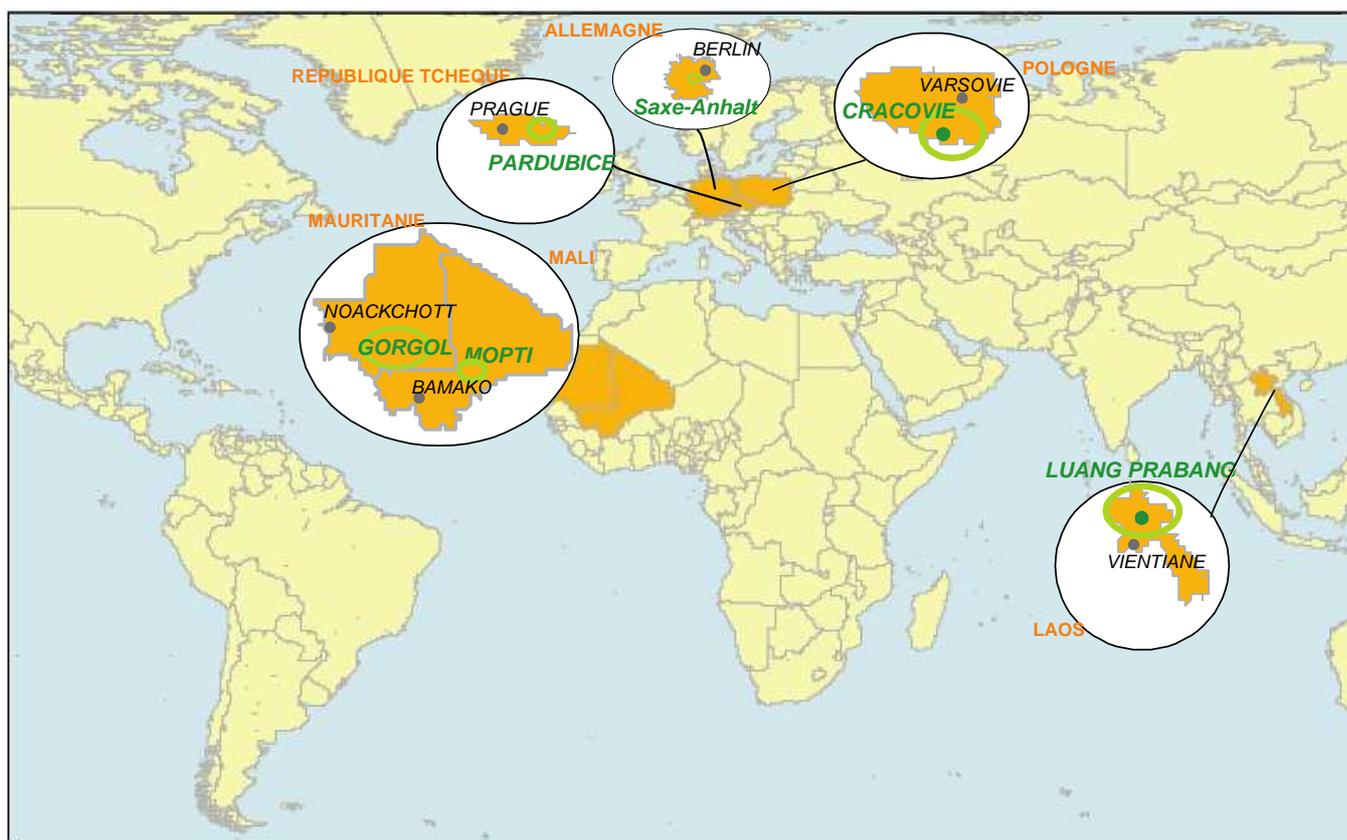
### Programme d'action : Développer la coopération décentralisée

- **Description**

#### **I - INTERVENTION REGIONALE EN DIRECTION DE ZONES PRIORITAIRES DE COOPERATION DECENTRALISEE**

Poursuite de la mise en œuvre des accords de coopération avec les régions partenaires et élargissement de l'intervention sur de nouveaux points d'entrée en lien notamment avec la logique "Grands Fleuves" (460 000 € + AP de 60 000 € pour la réalisation de programmes d'investissement en Asie et en Afrique tels que les aménagements hydrauliques dans la région du Gorgol) (0169).

#### ***Zones prioritaires de coopération décentralisée***



Base carto : IGN

Direction des Etudes et de la Prospective  
Conseil régional du Centre

#### **II - DEVELOPPEMENT D'UN PROGRAMME DE VOLONTARIAT INTERNATIONAL EN LIEN AVEC LES ZONES PRIORITAIRES DE COOPERATION**

Pérennisation du programme régional de volontariat international (212 000 € correspondant au maintien des postes actuels de volontaires créés en Mauritanie, au Laos, au Mali et, le cas échéant, à la création de nouveaux postes dans les nouvelles zones prioritaires de coopération décentralisée identifiées par la Région).

### **III - CREATION EN REGION CENTRE D'UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE AU DEPLOIEMENT D'ACTIONS DE COOPERATION DECENTRALISEE ET DE SOLIDARITE INTERNATIONALE**

- Attribution de concours financiers à des projets de coopération décentralisée portés par des collectivités territoriales de la région (80 000 €),
- Poursuite de l'appui à la structuration des acteurs régionaux de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale et notamment le renouvellement du soutien apporté à l'association Centraider (100 000 €),
- Poursuite des actions d'éducation au développement et de sensibilisation à la solidarité internationale comprenant notamment l'organisation de la septième édition des Rencontres régionales de la coopération (70 000 €),
- Attribution de concours financiers à des projets de solidarité internationale portés par des associations ou des établissements publics de la région (300 000 €, étant précisé qu'en 2006 plus de 60 projets ont bénéficié de l'aide régionale pour un montant moyen de 5 500 € par projet) et adhésion à des organismes fédérateurs en matière de coopération décentralisée (20 000 €),

### **IV - EVALUATION, COMMUNICATION**

Développement des moyens en faveur de l'accompagnement et de la lisibilité des actions : études, évaluation, communication (41 000 €)

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |           |          |           |          |  |          |
| AP             | 52 000    |          | 60 000    |          | 120 000                                    |          |
| Autres crédits |           |          |           |          |  |          |
| Sous-total     | 52 000    |          | 60 000    |          | 120 000                                    |          |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 1 077 500 | 60 000   | 1 295 000 |          |  |          |
| Sous-total     | 1 077 500 | 60 000   | 1 295 000 |          |  |          |
| TOTAL          | 1 129 500 | 60 000   | 1 355 000 |          | 120 000                                    |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Au titre de l'intervention régionale en direction de zones prioritaires :

S'agissant des actions conduites en direction des zones prioritaires de coopération décentralisée il est prévu pour l'année 2007 de poursuivre les programmes pluriannuels engagés dans chacune des régions partenaires, en particulier :

- l'appui au développement local dans le Gorgol,
- les actions en faveur de la protection et de la valorisation patrimoniale dans la région de Mopti,
- la configuration d'un futur parc naturel dans le secteur de la Nam Khan au Laos,
- la coopération interuniversitaire et le renforcement des échanges dans le domaine de la recherche, de la jeunesse et de la culture avec les régions européennes partenaires.

Au cours de cette année, il est également prévu d'étendre le dispositif à de nouveaux points d'entrée pressentis en Asie et en Amérique du Sud afin de conforter la démarche de coopération de "fleuve à fleuve".

#### Au titre de la création en région Centre d'un environnement favorable au déploiement d'actions de coopération de coopération décentralisée et de solidarité internationale

Cette composante de l'intervention régionale consiste principalement en la création, sur son territoire, d'un environnement favorable au déploiement d'actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale.

Cela se traduit principalement par un appui à des projets initiés par des collectivités locales, des ONG et des établissements publics régionaux indépendamment des zones prioritaires de coopération, par un soutien à la structuration de ces acteurs (plus particulièrement le fonctionnement de l'association Centraider) et par une démarche d'éducation au développement (organisation en 2007 des 7èmes Rencontres régionales de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale).

#### Au titre de l'évaluation et de la communication

Pour faire face aux interrogations que pourrait susciter la coopération décentralisée, il apparaît nécessaire de prendre des mesures transversales susceptibles de créer les conditions favorables au développement de l'action. A ce titre un soin particulier est apporté :

- aux procédures d'évaluation et ce, dans un souci de transparence et d'efficacité de l'intervention régionale.
- aux stratégies de communication et ce, dans un souci de visibilité et de lisibilité de la stratégie mise en œuvre et des actions menées sur le terrain.

- **Cadre régional d'intervention**

Cadre général d'intervention – DAP n° 99.03.07 du 18 juin 1999

Intervention en direction de zones prioritaires de coopération – CPR n° 01.03.03 du 6 avril 2001

Règles de soutien aux projets de développement – CPR n° 01.01.02 du 19 janvier 2001

**PROGRAMME D'ACTION : Soutenir les initiatives pour l'aide humanitaire**

**Programme d'action :  
Aide humanitaire d'urgence**

- **Description**

Il s'agit de l'expression de la solidarité régionale face à des situations d'urgence ou de post-urgence.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 108 000  |          | 130 000  |          |  |          |
| Sous-total     | 108 000  |          | 130 000  |          |  |          |
| TOTAL          | 108 000  |          | 130 000  |          |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

La Région apportera son soutien à des initiatives internationales conduites dans le cadre de l'aide humanitaire d'urgence et de post-urgence et assurera l'exploitation des potentialités régionales en ce domaine (130 000 €)

- **Cadre régional d'intervention**

Cadre général d'intervention – DAP n° 99.03.07 du 18 juin 1999

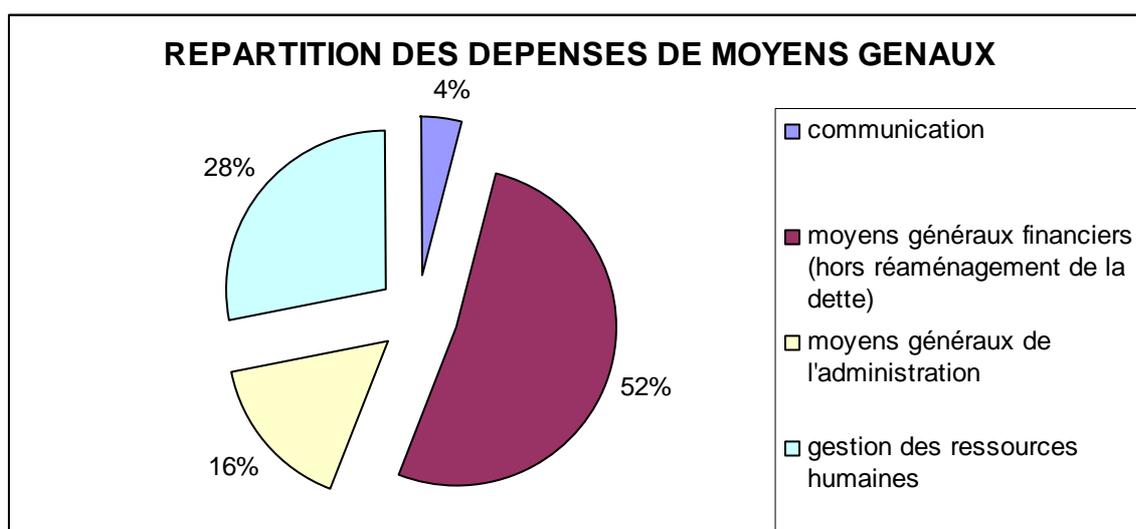
## ***B - Moyens généraux***

Les moyens généraux regroupent l'ensemble des dépenses directes de l'institution (frais de personnel, frais de fonctionnement des services, annuité de la dette) ainsi que les recettes sans lien direct avec la mise en œuvre d'une politique publique régionale (fiscalité, dotation, emprunt).

Les moyens généraux sont présentés en quatre secteurs d'activités :

- Les moyens généraux de l'administration,
- La communication,
- Les moyens généraux financiers,
- La gestion des ressources humaines.

| TOTAL MOYENS GENERAUX<br>dont charge de la<br>dette | BP 2006 DEPENSES   | BP 2007<br>DEPENSES | Evolution de<br>BP à BP | BP 2007<br>RECETTES  | BP 2007<br>et AE | AP |
|---|--------------------|---------------------|-------------------------|----------------------|------------------|----|
|   | 289 740 900        | 296 851 300         |                         | 2,5%                 |                  |    |
| investissement                                      | 231 250 000        | 233 041 000         | 0,8%                    | 321 700 000          | 1 000 000        |    |
| fonctionnement                                      | 58 490 900         | 63 810 300          | 9,1%                    | 709 625 300          | 1 000 000        |    |
| <b>COMMUNICATION</b>                                | <b>4 000 000</b>   | <b>4 000 000</b>    | <b>0,0%</b>             | <b>0</b>             | <b>0</b>         |    |
| Investissement                                      | 100 000            | 100 000             | 0,0%                    | 0                    |                  |    |
| Fonctionnement                                      | 3 900 000          | 3 900 000           | 0,0%                    | 0                    |                  |    |
| <b>MOYENS GENERAUX<br/>DE L'ADMINISTRATION</b>      | <b>15 468 000</b>  | <b>15 564 000</b>   | <b>0,6%</b>             | <b>57 000</b>        | <b>0</b>         |    |
| Investissement                                      | 2 550 000          | 2 141 000           | -16,0%                  | 0                    |                  |    |
| Fonctionnement                                      | 12 918 000         | 13 423 000          | 3,9%                    | 57 000               |                  |    |
| <b>MOYENS GENERAUX<br/>FINANCIERS</b>               | <b>245 701 900</b> | <b>249 750 000</b>  | <b>1,6%</b>             | <b>1 028 236 300</b> | <b>2 000 000</b> |    |
| Investissement                                      | 228 600 000        | 230 800 000         | 1,0%                    | 321 700 000          | 1 000 000        |    |
| Fonctionnement                                      | 17 101 900         | 18 950 000          | 10,8%                   | 706 536 300          | 1 000 000        |    |
| <b>GESTION DES RESSOURCES<br/>HUMAINES</b>          | <b>24 571 000</b>  | <b>27 537 300</b>   | <b>12,1%</b>            | <b>3 032 000</b>     | <b>0</b>         |    |
| Investissement                                      | 0                  | 0                   |                         | 0                    |                  |    |
| Fonctionnement                                      | 24 571 000         | 27 537 300          | 12,1%                   | 3 032 000            |                  |    |



**LES DONNEES FINANCIERES GLOBALES DU BUDGET**  
**MOYENS GENERAUX**

**SYNTHESE DES AUTORISATIONS AUX CHAPITRES BUDGETAIRES M71 :**

| En € par chapitres                          | Investissement     | Fonctionnement     |
|---|--------------------|--------------------|
| <b>Autorisations de programme</b>           | <b>1 000 000</b>   |                    |
| <b>Autorisations d'engagement</b>           |                    | <b>1 000 000</b>   |
| <b>MOUVEMENTS REELS</b>                     |                    |                    |
| <b>Crédits de paiement dépenses</b>         | <b>233 041 000</b> | <b>63 104 500</b>  |
| Chapitre 900 : services généraux            | 2 241 000          |                    |
| 0202 : autres moyens généraux               | 2 187 500          |                    |
| 022 : conseil économique et social régional | 23 500             |                    |
| 028 : autres organismes                     | 30 000             |                    |
| Chapitre 930 : services généraux            |                    | 45 154 500         |
| 0201 : personnel non ventilé                |                    | 26 136 500         |
| 0201.1 : personnel Europe                   |                    | 120 900            |
| 0202 : autres moyens généraux               |                    | 12 463 300         |
| 021 : conseil régional                      |                    | 3 119 500          |
| 022 : conseil économique et social régional |                    | 2 196 300          |
| 028 : autres organismes                     |                    | 1 118 000          |
| Chapitre 923 : dette                        | 230 800 000        |                    |
| Chapitre 943 : financières                  |                    | 17 950 000         |
| Chapitre 944 : frais des groupes            |                    | 705 800            |
| <b>Crédits de paiement recettes</b>         | <b>321 700 000</b> | <b>671 625 300</b> |
| Chapitre 930 : services généraux            |                    | 4 659 600          |
| 0201 : personnel non ventilé                |                    | 3 032 000          |
| 0202 : autres moyens généraux               |                    | 1 627 600          |
| Chapitre 902 pour la DRES                   | 22 200 000         |                    |
| Chapitre 922 pour le FCTVA                  | 14 500 000         |                    |
| Chapitre 923 : dette                        | 285 000 000        |                    |
| Chapitre 940 : impositions directes         |                    | 197 788 700        |
| Chapitre 941 : autres impositions           |                    | 65 348 000         |
| Chapitre 942 : dotations / participations   |                    | 403 829 000        |
| <b>MOUVEMENTS D'ORDRE</b>                   |                    |                    |
| <b>Crédits de paiement dépenses</b>         | <b>299 720 900</b> |                    |
| Chapitre 925 : opérations patrimoniales     | 85 000 000         |                    |
| Chapitre 926 : transferts entre sections    | 1 000 000          |                    |
| Chapitre 946 : transferts entre sections    | 39 000 000         |                    |
| Chapitre 953 : prélèvements                 | 174 720 900        |                    |
| <b>Crédits de paiement recettes</b>         |                    | <b>299 720 900</b> |
| Chapitre 925 : opérations patrimoniales     |                    | 85 000 000         |
| Chapitre 926 : transferts entre sections    |                    | 39 000 000         |
| Chapitre 946 : transferts entre sections    |                    | 1 000 000          |
| Chapitre 951 : prélèvements                 |                    | 174 720 900        |

**SYNTHESE DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES SELON L'ARCHITECTURE FONCTIONNELLE :**

**LES CREDITS DE PAIEMENT PAR DOMAINES D'INTERVENTION**

|  | <b>BP 2006</b>     |                    | <b>BP 2007</b>     |                      |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|----------------------|
|  | <b>Dépenses</b>    | <b>Recettes</b>    | <b>Dépenses</b>    | <b>Recettes</b>      |
| <b>Moyens généraux de l'administration</b> |                    |                    |                    |                      |
| Investissement                             | 2 550 000          |                    | 2 141 000          |                      |
| Fonctionnement                             | 12 918 000         | 57 000             | 13 423 000         | 57 000               |
| Sous-total                                 | 15 468 000         | 57 000             | 15 564 000         | 57 000               |
| <b>Communication</b>                       |                    |                    |                    |                      |
| Investissement                             | 100 000            |                    | 100 000            |                      |
| Fonctionnement                             | 3 900 000          |                    | 3 900 000          |                      |
| Sous-total                                 | 4 000 000          |                    | 4 000 000          |                      |
| <b>Moyens généraux financiers</b>          |                    |                    |                    |                      |
| Investissement                             | 228 600 000        | 325 435 000        | 230 800 000        | 321 700 000          |
| Fonctionnement                             | 17 101 900         | 628 821 000        | 18 950 000         | 706 536 300          |
| Sous-total                                 | 245 701 000        | 954 256 000        | 249 750 000        | 1 028 236 300        |
| <b>Gestion des ressources humaines</b>     |                    |                    |                    |                      |
| Investissement                             |                    |                    |                    |                      |
| Fonctionnement                             | 24 571 000         | 400 000            | 27 537 300         | 3 032 000            |
| Sous-total                                 | 24 571 000         | 400 000            | 27 537 300         | 3 032 000            |
| <b>TOTAL</b>                               | <b>289 740 000</b> | <b>954 713 000</b> | <b>296 851 300</b> | <b>1 031 325 300</b> |

**LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT CREEES OU MODIFIEES**

• **INVESTISSEMENT**

| N° AP     | LIBELLES           | MONTANT   |
|-----------|--------------------|-----------|
| 2007.1001 | Dépenses imprévues | 1 000 000 |

• **FONCTIONNEMENT**

| N° AE     | LIBELLES           | MONTANT   |
|-----------|--------------------|-----------|
| 2007.1002 | Dépenses imprévues | 1 000 000 |

**DOMAINE D'INTERVENTION : MOYENS GÉNÉRAUX DE L'ADMINISTRATION****Programme d'action :  
Bâtiments**• **Description**

Ce programme d'action comprend l'ensemble des opérations concernant les bâtiments du Conseil régional : travaux neufs, grosses réparations, travaux d'entretien et frais liés au fonctionnement des bâtiments.

• **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                   | BP 2006          |               | BP 2007          |               | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|-------------------|------------------|---------------|------------------|---------------|--|----------|
|                   | DEPENSES         | RECETTES      | DEPENSES         | RECETTES      | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement    |                  |               |                  |               |  |          |
| AP                | 486 600          |               | 465 000          |               | 346 000                                    |          |
| Autres crédits    | 2 000            |               | 2 000            |               |  |          |
| <i>Sous-total</i> | <i>488 600</i>   |               | <i>467 000</i>   |               | <i>346 000</i>                             |          |
| Fonctionnement    |                  |               |                  |               |  |          |
| AE                |                  |               |                  |               |  |          |
| Autres crédits    | 2 338 500        | 47 000        | 2 226 500        | 47 000        |  |          |
| <i>Sous-total</i> | <i>2 338 500</i> | <i>47 000</i> | <i>2 226 500</i> | <i>47 000</i> |  |          |
| TOTAL             | 2 827 100        | 47 000        | 2 693 500        | 47 000        |  |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Au titre des travaux : 465 000 €

Les actions prévues en 2007 dans le cadre de l'APA " travaux neufs, grosses réparations et aménagements des locaux " sont :

- Mise en valeur de la salle de réception et de la cave gallo romaine sous sol bâtiment Lentin : 180 000 €
- Réparation du pignon du bâtiment St Eloi : 110 000 €
- Construction de deux garages à vélos et d'un local poubelles : 100 000 €
- Création de 2 échelles de secours pour les bâtiments Parisie et Dolet : 60 000 €
- Isolation de l'hémicycle : 15 000 €

Au titre de l'entretien des bâtiments : 100 000 €

Les crédits proposés permettront la réalisation d'opérations de rénovation intérieure nécessaires.

Au titre des charges générales de fonctionnement : 2 128 500 €

Les crédits permettront notamment de prendre en charge les dépenses liées aux loyers (1 284 000 €), aux frais d'électricité, d'eau et de gaz (250 000 €), au nettoyage des locaux (306 000 €), au frais de gardiennage (174 000 €), aux expertises pré opérationnelles (13 000 €), aux assurances (10 000 €) et aux frais divers (77 500 €) destinés notamment à la signalétique, à l'achat de produits d'entretien et des petits équipements.

14 000 € sont réservés pour le CESR pour couvrir les frais de parking.

Par ailleurs, une recette de 47 000 € est inscrite pour le remboursement par les Régions Limousin et Auvergne des frais liés à l'Antenne de Bruxelles : loyers, charges et fonctionnement du local.

**Programme d'action :  
Matériels, mobilier**

• **Description**

Ce programme d'actions concerne l'ensemble des dépenses d'acquisition, de location, d'entretien, de réparation et de maintenance des équipements, hors systèmes d'information.

• **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 468 100  |          | 369 100  |          |  |          |
| Sous-total     | 468 100  |          | 369 100  |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 356 000  |          | 343 000  |          |  |          |
| Sous-total     | 356 000  |          | 343 000  |          |  |          |
| TOTAL          | 824 100  |          | 712 100  |          |  |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Un montant de crédits de 712 100 € permettra notamment de prendre en charge les dépenses liées :

- aux acquisitions pour 353 000 € comprenant en particulier l'acquisition de mobilier (140 000 €), et la mise en place, la rénovation et l'extension d'un système de gestion centralisée du chauffage et de la climatisation (100 000 €).
- aux frais de location de matériel pour 111 000 €,
- à l'entretien et la réparation du mobilier et du matériel pour 25 000 €,
- à la maintenance du matériel technique (chauffage, climatisation, ascenseurs, sécurisation des locaux techniques) pour 147 000 €.

Par ailleurs, 1 100 € sont prévus au titre de ce programme d'action pour les dépenses du CESR.

Le montant des crédits réservés pour les frais des groupes d'élus s'élève à 30 000 €.

**Programme d'action :  
Systèmes d'Information**

• **Description**

Ce programme d'actions regroupe l'ensemble des dépenses d'acquisition, de location, d'entretien et frais liés au fonctionnement des systèmes d'information et de télécommunications de la Région.

• **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006          |          | BP 2007          |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|------------------|----------|------------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES         | RECETTES | DEPENSES         | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |                  |          |                  |          |  |          |
| AP             | 984 900          |          | 500 200          |          |  |          |
| Autres crédits | 434 500          |          | 527 500          |          |  |          |
| Sous-total     | 1 419 400        |          | 1 027 700        |          |  |          |
| Fonctionnement |                  |          |                  |          |  |          |
| AE             |                  |          |                  |          |  |          |
| Autres crédits | 1 683 500        |          | 1 922 900        |          |  |          |
| Sous-total     | 1 683 500        |          | 1 922 900        |          |  |          |
| <b>TOTAL</b>   | <b>3 102 900</b> |          | <b>2 950 600</b> |          |  |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Au titre du Schéma Directeur des Systèmes d'Information : 375 000 €

La répartition des APA du schéma directeur et des CP correspondants s'établissent ainsi que suit :

| APA                             | Montant affecté<br>Juillet 2005 | Mandaté au<br>31.12.2005 | CP 2006<br>BP+DM     | CP 2007              |
|---------------------------------|---------------------------------|--------------------------|----------------------|----------------------|
| 0004 Gestion financière         | 970 000                         | 786 623                  | 160 300              | 23 000               |
| 0005 Gestion des subventions    | 515 000                         | 247 187                  | 80 800               | 84 000               |
| 0006 Outils décisionnels        | 130 000                         | 55 293                   | 79 320               |                      |
| 0007 Gestion de la Form. Prof.  | 130 000                         | 47 840                   | 44 250               |                      |
| 0008 Portail Xnet               | 350 000                         | 45 021                   | 68 000               | 237 000              |
| 0009 Téléservices               | 150 000                         | 52 391                   |                      |                      |
| 0010 Intranet                   | 190 000                         | 163 629                  | 3 250                |                      |
| 0011 Progiciel Ressources Hum.  | 95 000                          | 25 331                   | 29 850               |                      |
| 0012 SI Gestion des Lycées      | 85 000                          | 59 150                   | 10 000               |                      |
| 0013 Sécurité des Syst. d'Info. | 120 000                         | 29 375                   | 81 530               |                      |
| 0014 Infrastructures            | 80 000                          | 63 795                   | 16 000               |                      |
| 0015 Architecture / accomp.     | 40 000                          |                          | 20 000               |                      |
| 0016 Serveurs                   | 130 000                         | 24 861                   | 74 100               | 31 000               |
| 0017 SIG                        | 115 000                         | 12 917                   | 85 000               |                      |
| 0019 Gestion des personnalités  | 100 000                         |                          |                      |                      |
|                                 | <b>Total affecté</b>            | <b>Total mandaté</b>     | <b>Total CP 2006</b> | <b>Total CP 2007</b> |
|                                 | <b>3 200 000</b>                | <b>1 613 413</b>         | <b>752 400</b>       | <b>375 000</b>       |
|                                 | <b>Total CP</b>                 |                          | <b>2 740 813</b>     |                      |

Les crédits de paiement inscrits au BP 2007 correspondent à des actions engagées en 2006 et dont le mandatement est prévu en 2007. Cette année sera la dernière année de mandatement sur l'APG.

Au titre de l'Intégration du Système d'Information Formation Professionnelle : 125 200 €

| APA  | Affectés au<br>30.05.2006 | CP 2006   | CP 2007   | CP 2008  |
|--|---------------------------|-----------|-----------|----------|
| Intégration systèmes<br>d'information - formation<br>professionnelle | 400 000 €                 | 232 500 € | 125 200 € | 19 700 € |
| <b>TOTAUX</b>  | <b>400 000 €</b>          | 232 500 € | 125 200 € | 19 700 € |

Au titre de l'infrastructure informatique et réseau : 467 600 €

Dans ce cadre, il est prévu :

- des acquisitions pour 348 000 €, dont 120 000 € pour l'acquisition de matériel informatique et 113 000 € pour le renouvellement des commutateurs de réseau.
- la location des ordinateurs et imprimantes des élus pour 45 600 €,
- l'entretien réparation pour 17 000 €,
- la maintenance pour 57 000 €.

Au titre des logiciels : 422 000 €

Il s'agit des dépenses d'achat et de développement de logiciels, progiciels sites et tierce maintenance applicative (147 000 €) et de leur maintenance (275 000 €).

Au titre des prestations de services : 499 000 €

Ces crédits permettront de prendre en charge les dépenses liées à l'infogérance (100 300 €), l'hébergement de sites web (95 100 €), la tierce maintenance applicative (87 600 €) et à des expertises dans les domaines fonctionnels particuliers : de la gestion financière, des subventions, de l'information géographique et la gestion électronique de documents (216 000 €).

Au titre des fournitures informatiques : 155 000 €

Au titre de la reprographie : 337 000 €

132 000 € sont inscrits pour la location du matériel et 205 000 € pour la maintenance des photocopieurs.

Au titre des frais de télécommunications : 472 000 €

Ces crédits se répartissent comme suit :

- 92 000 € pour les acquisitions, la location, l'entretien et la maintenance des matériels
- 40 000 € pour les expertises en matière de téléphonie,
- 340 000 € pour les frais de télécommunications.

97 500 € sont par ailleurs prévus pour les dépenses du CESR.

**Programme d'action :  
Véhicules**

• **Description**

Ce programme d'action comprend les dépenses d'acquisition, d'entretien, de réparation et les frais liés au fonctionnement du parc automobile et du Car Podium.

• **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2007/2008 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 245 000  |          | 277 300  |          |  |          |
| Sous-total     | 245 000  |          | 277 300  |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 550 500  |          | 621 000  |          |  |          |
| Sous-total     | 550 000  |          | 621 000  |          |  |          |
| TOTAL          | 795 500  |          | 898 300  |          |  |          |

• **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Ces crédits permettront notamment de prendre en charge les dépenses liées :

- aux acquisitions à hauteur de 260 000 € qui correspondent au renouvellement de 14 véhicules du parc automobile. Le marché d'acquisition des véhicules intégrera les normes environnementales européennes.
- à la location pour 30 600 €
- à l'entretien – réparation pour 80 000 €
- au carburant pour 150 000 €
- au frais d'autoroute pour 70 000 €
- aux frais d'assurances pour 70 000 €
- au car podium pour 212 000 €.

18 700 € sont par ailleurs prévus pour les dépenses du CESR.

**Programme d'action :  
Frais d'assemblée**

• **Description**

Ce programme d'action concerne les frais liés au fonctionnement de l'Assemblée régionale.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                   | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|-------------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                   | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement    |           |          |           |          |  |          |
| AP                |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits    |           |          |           |          |  |          |
| <i>Sous-total</i> |           |          |           |          |  |          |
| Fonctionnement    |           |          |           |          |  |          |
| AE                |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits    | 4 921 500 |          | 5 130 800 |          |  |          |
| <i>Sous-total</i> | 4 921 500 |          | 5 130 800 |          |  |          |
| TOTAL             | 4 921 500 |          | 5 130 800 |          |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Ces crédits permettront notamment de prendre en charge les dépenses liées aux indemnités des conseillers (2 475 500 €), à leurs formations (231 000 €), aux frais de représentation de l'Assemblée (645 000 €), aux frais de déplacement des conseillers (238 000 €) aux frais d'assurances des conseillers (5 000 €) et aux frais de sténographie (60 000 €).

Un crédit de 1 318 500 € est inscrit pour le CESR pour couvrir les dépenses de même nature : 1 000 000 € pour les indemnités des conseillers, 170 000 € pour les frais de déplacement, 100 000 € pour les frais de représentation en particulier.

Les frais des groupes d'élus pour ce programme d'actions s'élèvent à 149 800 €.

**Programme d'action :  
Frais d'administration**

- **Description**

Ce programme d'action rassemble les frais liés au fonctionnement administratif de l'institution régionale.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                   | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2007/2008 (cumul) |          |
|-------------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                   | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement    |           |          |           |          |  |          |
| AP                |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits    |           |          |           |          |  |          |
| <i>Sous-total</i> |           |          |           |          |  |          |
| Fonctionnement    |           |          |           |          |  |          |
| AE                |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits    | 2 367 700 | 10 000   | 2 379 200 | 10 000   |  |          |
| <i>Sous-total</i> | 2 367 700 | 10 000   | 2 379 200 | 10 000   |  |          |
| TOTAL             | 2 367 700 | 10 000   | 2 379 200 | 10 000   |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Le montant des crédits affectés aux principales opérations est le suivant:

- 200 000 € pour les fournitures de bureau, de papier, et de petit matériel,
- 419 200 € pour la documentation, les abonnements et l'achat de données numériques,
- 223 000 € pour l'imprimerie et la reprographie,
- 480 000 € pour les frais d'affranchissement,
- 370 000 € pour les frais de contentieux (honoraires et indemnités) et les annonces et insertions des marchés,

Un crédit de 116 000 € est prévu pour le CESR au titre de ce programme d'action.

Une recette de 10 000 € est inscrite au titre de l'Antenne de BRUXELLES.

**Programme d'action :  
Etudes**

- **Description**

Ce programme d'action réunit les dépenses liées à des études réalisées pour la Région.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |          | BP 2007  |          | Programmation indicative 2007/2008 (cumul) |          |
|----------------|----------|----------|----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |          |          |          |          |  |          |
| AP             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits |          |          |          |          |  |          |
| Sous-total     |          |          |          |          |  |          |
| Fonctionnement |          |          |          |          |  |          |
| AE             |          |          |          |          |  |          |
| Autres crédits | 800 000  |          | 800 000  |          |  |          |
| Sous-total     | 800 000  |          | 800 000  |          |  |          |
| TOTAL          | 800 000  |          | 800 000  |          |  |          |

- **Commentaires et explications de la proposition 2007**

Les études réalisées pour la Région peuvent concerner tous les domaines d'intervention de la collectivité, et, notamment l'élaboration des schémas régionaux et les transferts de compétences.

## **DOMAINE D'INTERVENTION : COMMUNICATION**

### **Programme d'action : Communication**

Depuis plusieurs années, force est de constater la place de plus en plus importante et reconnue que la région Centre tient au cœur de l'action publique. Néanmoins, une certaine méconnaissance des principales compétences et des grandes actions de la Région perdure dans la population. Il est donc nécessaire de continuer à développer une politique de communication visant à mieux informer les habitants de la région Centre.

Ainsi, la communication régionale s'attachera à faire connaître les principales réalisations notamment en matière de transport, d'éducation et d'égalité des chances, de formation tout au long de la vie et de développement culturel.

Parallèlement, la signalétique sera améliorée et, comme les années passées, un certain nombre de manifestations seront accompagnées.

Afin de réaliser l'ensemble des opérations de communication destinées à promouvoir notre institution auprès d'un large public, le budget communication, identique à celui de 2006 à 4 000 000 €, se ventile en quatre pôles distincts : l'achat d'espace, l'édition/impression, l'évènementiel et l'internet / multimédia.

L'achat d'espace, qui concerne l'affichage, les insertions presse, mais aussi la radio et la télévision, permettra de développer plusieurs campagnes de communication comme celles consacrées au TER, à la formation avec notamment les Visas Libres savoirs, à l'emploi avec Cap Asso Centre, aux métiers d'Art, à l'égalité des chances lors de la rentrée scolaire, à la recherche, et accompagnera la 2ème édition du festival régional "Excentrique" au mois de juin prochain.

Le pôle édition / impression concerne l'ensemble des supports –plaquettes, guides, documents, agendas, bilans- édités par la région. L'information concrète et pratique à travers, entre autres, les plaquettes de 1er équipement professionnel, le chéquier régional vers l'emploi, Trans'Europe Centre, la plaquette institutionnelle ou bien encore le guide de la formation professionnelle et le guide de l'apprentissage, sera privilégiée. Comme en 2006, un journal Huit pages sera inséré dans la presse quotidienne régionale.

Le pôle évènementiel poursuivra le soutien que la région Centre consacre à diverses manifestations comme le Printemps de BOURGES (90 000 €), les Forums et Salons d'orientation (80 000 €), les Trophées des Sports (40 000 €), le salon du livre (50 000 €) ou le festival d'AVIGNON (40 000 €).

Enfin, le pôle internet / multimédia permettra de faire évoluer le site du conseil régional en privilégiant une meilleure ergonomie et en développant également les sites dédiés qui permettront d'avoir un véritable portail Région Centre (130 000 €). Enfin, une rubrique actualité sera mise en forme toutes les semaines, et la newsletter paraîtra tous les mois.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006          |          | BP 2007          |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|------------------|----------|------------------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES         | RECETTES | DEPENSES         | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Investissement |                  |          |                  |          |  |          |
| AP             |                  |          |                  |          |  |          |
| Autres crédits | 100 000          |          | 100 000          |          |  |          |
| Sous-total     | 100 000          |          | 100 000          |          |  |          |
| Fonctionnement |                  |          |                  |          |  |          |
| AE             |                  |          |                  |          |  |          |
| Autres crédits | 3 900 000        |          | 3 900 000        |          |  |          |
| Sous-total     | 3 900 000        |          | 3 900 000        |          |  |          |
| <b>TOTAL</b>   | <b>4 000 000</b> |          | <b>4 000 000</b> |          |  |          |

## DOMAINE D'INTERVENTION : MOYENS GENERAUX FINANCIERS

### Programme d'action : Fiscalité directe

#### • **Description**

La fiscalité directe de la Région provient principalement de la Taxe Professionnelle (TP), et de la Taxe sur le Foncier Bâti (TFB).

La Région ne perçoit qu'un très faible produit de la Taxe sur le Foncier Non Bâti (TFNB). Les bases imposables par la Région ont été quasiment supprimées en 1993.

La notification des bases d'imposition n'ayant lieu qu'au 1<sup>er</sup> trimestre de l'exercice, l'inscription des produits des différentes taxes au budget repose sur une estimation de leurs montants en fonction de l'évolution économique. Ces estimations sont ajustées en Décision Modificative, après notification des bases définitives.

Les bases ont été estimées de la manière suivante :

- pour la taxe sur le Foncier Bâti, une progression de 3% est appliquée. C'est la moyenne constatée les trois dernières années. Elle inclut une hypothèse de revalorisation forfaitaire des bases de 1%.
- pour la taxe professionnelle, une progression physique de 3% est appliquée, compte tenu de la conjoncture économique de l'année 2005.

**La mise en place de la réforme de la taxe professionnelle** avec plafonnement à la valeur ajoutée et la mise en place corrélative du ticket modérateur viennent amputer les recettes fiscales régionales d'un montant estimé à 8 M€.

Il est proposé de laisser inchangés les taux de fiscalité pour l'année 2007.

La fiscalité directe comprend également des allocations versées par l'Etat pour compenser les exonérations qu'il décide.

Au total, les recettes attendues de la fiscalité directe s'élèvent à 197,789 M€, dont 183,416 M€ proviennent du produit des trois taxes et 14,372 M€ proviennent de compensations de l'Etat, versées sous forme de dotations.

#### Vote des taux en 2007 :

Il vous est proposé de fixer les taux de la manière suivante :

| Fiscalité directe            | Rappel des taux 2006 | Taux proposés pour 2007 | Progression |
|------------------------------|----------------------|-------------------------|-------------|
| Taxe sur le foncier bâti     | 3,47 %               | 3,47 %                  | 0 %         |
| Taxe sur le foncier non bâti | 8,62 %               | 8,62 %                  | 0 %         |
| Taxe professionnelle         | 2,83 %               | 2,83 %                  | 0 %         |

- Les bases ont été estimées ainsi :

| Bases                        | Rappel 2006   | Estimation 2007 |
|------------------------------|---------------|-----------------|
| Taxe sur le foncier bâti     | 1 993 878 000 | 2 053 694 000   |
| Taxe sur le foncier non bâti | 8 129 600     | 8 251 000       |
| Taxe professionnelle         | 4 099 451 000 | 4 222 434 000   |

- Le produit attendu s'établit comme suit :

| <b>Fiscalité directe (en €)</b> | <b>Imputation budgétaire</b> | <b>Montant notifié 2006</b> | <b>Proposition pour 2007</b> |
|---------------------------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| Taxe sur le foncier bâti        | 940-7311                     | 69 187 556,60               | 71 263 000                   |
| Taxe sur le foncier non bâti    | 940-7311                     | 700 771,52                  | 711 000                      |
| Taxe professionnelle            | 940-7311                     | 116 014 463,30              | 111 442 000                  |
| TOTAL                           |                              | 185 902 801,42              | 183 416 000                  |

- Le montant des compensations versées par l'Etat au titre des exonérations de la fiscalité directe a également été estimé :

| <b>Compensations des exonérations de fiscalité directe (en €)</b> | <b>Imputation budgétaire</b> | <b>Montant notifié 2006</b> | <b>Proposition pour 2007</b> |
|---|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| Taxe d'habitation   | 940-74835                    | 4 300 860                   | 4 401 900                    |
| Taxe sur le foncier bâti  | 940-74834                    | 1 133 568                   | 1 155 400                    |
| Taxe sur le foncier non bâti                                      | 940-74834                    | 6 374 576                   | 6 355 800                    |
| Taxe professionnelle  | 940-74833                    | 1 262 969                   | 1 057 700                    |
| Taxe professionnelle- part recettes                               | 940-74833                    | 1 369 711                   | 1 401 900                    |
| TOTAL   |                              | 14 441 684                  | 14 372 700                   |

Pour mémoire, les dispositifs d'exonération de taxe professionnelle délibérés à ce jour par la Région Centre sont les suivants :

L'exonération totale de la taxe professionnelle des entreprises de spectacles (article 1464A, alinéa 1 du Code général des impôts) pour :

- les théâtres nationaux,
- les autres théâtres fixes,
- les tournées théâtrales et théâtres démontables exclusivement consacrés à des spectacles d'art dramatique, lyrique ou chorégraphique,
- les concerts symphoniques et autres, les orchestres divers et les chorales,
- les théâtres de marionnettes, les cabarets artistiques, les cafés-concerts music-halls et cirques.

L'exonération des établissements de spectacles cinématographiques (article 1464A, alinéa 4 du Code général des impôts) qui, quel que soit le nombre de leurs salles, réalisent en moyenne hebdomadaire de moins de 5 000 entrées par semaine et bénéficient d'un classement "art et essai" au titre de l'année de référence.

L'exonération des entreprises nouvelles et des reprises d'établissements en difficulté au titre des deux années suivant leur création (article 1464 B alinéa 2 du Code Général des Impôts).

L'exonération en faveur de l'aménagement du territoire (article 1465 du Code Général des Impôts) : exonération totale d'une durée temporaire de cinq ans pour les entreprises qui procèdent soit à des décentralisations, extensions ou créations d'activités industrielles ou de recherche scientifique et technique ou de services de direction, d'étude, d'ingénierie ou d'informatique, soit à une reconversion dans le même type d'activités, soit à la reprise d'établissements en difficulté exerçant le même type d'activités.

Pour les opérations réalisées à compter du 1er janvier 1995, l'exonération s'applique dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire et dans les territoires ruraux de développement prioritaire. Pour les opérations réalisées à compter du 1er janvier 1998, ces exonérations s'appliquent également aux entreprises situées dans les zones de revitalisation rurale.

Cette exonération s'applique également aux artisans qui effectuent principalement des travaux de fabrication, de transformation, de réparation ou des prestations de services et pour lesquels la rémunération du travail représente plus de 50 % du chiffre d'affaires global et qui créent une activité dans les zones de revitalisation rurale.

L'article 1465 B du Code Général des Impôts étend ces dispositions aux opérations réalisées à compter du 1er janvier 1995 dans les zones éligibles à la PAT pour les PME exerçant des activités tertiaires (entreprises ayant employé moins de 250 salariés au cours de la période de référence et dont le chiffre d'affaires est inférieur à 40 M€).

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |                    | BP 2007  |                    |
|----------------|----------|--------------------|----------|--------------------|
|                | DEPENSES | RECETTES           | DEPENSES | RECETTES           |
| Investissement |          |                    |          |                    |
| AP             |          |                    |          |                    |
| Autres crédits |          |                    |          |                    |
| Sous-total     |          |                    |          |                    |
| Fonctionnement |          |                    |          |                    |
| AE             |          |                    |          |                    |
| Autres crédits |          | <b>200 439 000</b> |          | <b>197 788 700</b> |
| Sous-total     |          |                    |          |                    |
| TOTAL          |          | <b>200 439 000</b> |          | <b>197 788 700</b> |

**Programme d'action :  
Fiscalité indirecte**

- **Description**

La fiscalité indirecte se compose de la taxe sur les cartes grises, de la taxe sur les permis de conduire ainsi que de la taxe additionnelle de l'apprentissage.

Il vous est proposé de reconduire :

- pour la neuvième année consécutive, la décision fixant à 0 € le montant de la taxe sur les permis de conduire.
- pour la huitième année consécutive, la décision prise concernant les cartes grises, exonérant totalement les véhicules qui fonctionnent, exclusivement ou non, au moyen de l'énergie électrique, du gaz naturel véhicules ou du gaz de pétrole liquéfié.

Une démarche particulière est engagée par la Région pour faire bénéficier les véhicules hybrides de cette exonération, comme le prévoit expressément l'article 1599 novodécies A du Code général des Impôts.

Par ailleurs, il vous est proposé de fixer le tarif de la taxe sur les cartes grises à 31,09€. Cette modification correspond au niveau de l'inflation prévisionnelle pour 2007 (1,8%).

Le produit de la carte grise resterait inchangé à 65,35 M€ en 2007 compte tenu de la faiblesse du marché automobile.

| <b>Fiscalité indirecte</b> | <b>Tarif en 2006</b> | <b>Proposition pour 2007</b> |
|----------------------------|----------------------|------------------------------|
| Cartes grises              | 30,54 €              | 31,09 €                      |
| Permis de conduire         | 0 €                  | 0 €                          |

Enfin, dans un objectif de rationalisation du financement de l'apprentissage, la Loi de Finances pour 2005 a substitué une ressource de nature fiscale à une dotation versée par l'Etat : la contribution au développement de l'apprentissage (taxe additionnelle à la taxe d'apprentissage) remplace la Dotation de Décentralisation pour la Formation Professionnelle. Elle est assise sur les rémunérations retenues pour la taxe d'apprentissage.

Le taux de la contribution a été fixé à 0,06 % des rémunérations versées en 2005, à 0,12 % pour celles versées en 2006 et à 0,18 % à partir de 2007. Le taux de la taxe d'apprentissage (y compris la taxe additionnelle régionale) atteindra donc 0,68 % en 2007 contre 0,50 % actuellement. Parallèlement, la Dotation de Décentralisation relative à la Formation professionnelle est réduite de un tiers sur 3 ans.

En 2007, cette taxe additionnelle d'apprentissage devrait représenter 21,768 M€.

- **Tableaux budgétaire 2007**

- Les crédits de paiement

|                | <b>BP 2006</b>  |                 | <b>BP 2007</b>  |                 |
|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
|                | <b>DEPENSES</b> | <b>RECETTES</b> | <b>DEPENSES</b> | <b>RECETTES</b> |
| Investissement |                 |                 |                 |                 |
| AP             |                 |                 |                 |                 |
| Autres crédits |                 |                 |                 |                 |
| Sous-total     |                 |                 |                 |                 |
| Fonctionnement |                 |                 |                 |                 |
| AE             |                 |                 |                 |                 |
| Autres crédits |                 | 80 332 000      |                 | 87 116 000      |
| Sous-total     |                 |                 |                 |                 |
| TOTAL          |                 | 80 332 000      |                 | 87 116 000      |

**Programme d'action :  
Participations, dotations Etat**

- **Description**

1-Les dotations de l'Etat en fonctionnement

La principale dotation est constituée de la DGF des Régions qui intègre, depuis 2004, la compensation de la part salaires de Taxe Professionnelle, la dotation pour suppression de la Taxe d'Habitation, la dotation pour suppression des Droits de Mutation, et 95 % de l'ancienne DGD.

La Région Centre ne bénéficie que de la part forfaitaire de la DGF des Régions. Pour 2007, cette part pourrait être abaissée et comprise entre 60 et 90% de la DGF, contre 75 % à 95% les années précédentes. La DGF forfaitaire représenterait 233,761 M€ (contre 229,985 M€ en 2006). La DGD résiduelle représenterait 21,903 M€ (contre 18,972 M€ en 2006).

La région percevra également des dotations liées à la Formation Professionnelle et à l'apprentissage (Dotation pour la formation professionnelle des jeunes, Dotation pour les actions préparatoires, Dotation de revalorisation de la rémunération des stagiaires, l'indemnité compensatrice forfaitaire pour les apprentis). Ces dotations, indexées sur la DGF, représenteront 74, 677 M€ (contre 74,761 M€ en 2006).

Comme indiqué précédemment, la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale a supprimé progressivement à compter de 2005 les articles 10 et 20 des dotations de formation professionnelle et d'apprentissage au profit d'une taxe additionnelle à la taxe d'apprentissage. La substitution s'effectuera sur 3 ans.

Le financement des transferts de compétences issus de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 repose sur le transfert d'une part de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP). Ce transfert de ressources est constitué de deux éléments :

- d'une part d'un droit à compensation prévisionnel dont bénéficie chaque année la Région, sachant que celui-ci peut varier en fonction du niveau de consommation réelle des carburants constatée sur le territoire régional,
- d'autre part, une modulation, au plan régional, des tarifs de la TIPP.

Compte tenu de la baisse constatée des niveaux de consommation des carburants, il n'est pas possible de définir avec précision le montant de la ressource, puisqu'elle est fonction du niveau de consommation réelle des carburants constatée sur le territoire régional.

De plus, un certain nombre de charges liées aux compétences transférées vient modifier le mode de calcul de la fraction de TIPP transférée par l'Etat, sans qu'il soit possible à l'heure actuelle de préciser avec exactitude leur montant.

En 2007, la dotation de TIPP est estimée à 83,420 M€ contre 57,377 M€ en 2006.

## 2 - Les dotations de l'Etat en investissement

La Dotation Régionale d'Equipement Scolaire devrait augmenter d'environ 2,5 % par rapport à la dotation 2006, soit un montant de 22,2M€.

Le Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée, calculé sur les investissements réalisés en maîtrise d'ouvrage directe par la Région au cours de l'année 2005, devrait être de 14,5 M€.

Le produit du FCTVA 2007 sera basé sur les dépenses d'investissement directes éligibles réalisées en 2005. Ce produit devrait être en baisse de 9 % par rapport au produit perçu en 2006.

En effet, les investissements directs réalisés par la collectivité en 2005 ont été plus faibles que l'année précédente .

La recette attendue passerait de 16 M€ à 14,5 M€.

### 3 – Le prélèvement sur recettes du service annexe d'hébergement et de restauration des EPLE

Le dispositif de prélèvement sur recettes du service annexe d'hébergement et de restauration du budget des EPLE est prorogé pour 2007, au taux de 22,5 %, pour tous les établissements publics d'enseignement à la charge de la Région, à l'exception des EREA (Etablissements régionaux d'enseignement adapté), des lycées Jean Lurçat et Jean de la Taille (pas de demi-pension).

Ainsi la Région percevra en 2007 la participation des familles à la rémunération des personnels du service d'hébergement et de restauration des lycées, pour une recette estimée à 6,3 M€.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006  |             | BP 2007  |             |
|----------------|----------|-------------|----------|-------------|
|                | DEPENSES | RECETTES    | DEPENSES | RECETTES    |
| Investissement |          |             |          |             |
| AP             |          |             |          |             |
| Autres crédits |          | 37 735 000  |          | 36 700 000  |
| Sous-total     |          | 37 735 000  |          | 36 700 000  |
| Fonctionnement |          |             |          |             |
| AE             |          |             |          |             |
| Autres crédits |          | 348 005 000 |          | 420 061 000 |
| Sous-total     |          | 348 005 000 |          | 420 061 000 |
| TOTAL          |          | 385 740 000 |          | 456 761 000 |

**Programme d'action :  
Dettes**

- **Description**

Il s'agit de la gestion des emprunts contractés par la Région et des frais liés à la charge de la dette (remboursement en capital et frais financiers) et de la gestion active de la dette (lignes de trésorerie, remboursements temporaires et réaménagement de dette).

**Emprunt**

- L'équilibre de la section d'investissement du budget régional nécessite un volume d'emprunt de 85 M€,
- Cet emprunt permettra le financement des interventions en investissement à hauteur de 26 %.

**Charge de la dette**

- Au 1er janvier 2007, hors emprunts de fin d'année 2006, l'encours prévisionnel de la dette sera de 392 M€
- Compte tenu de ces éléments et du niveau global de l'encours de la dette, le montant prévu pour 2007 pour l'annuité de la dette est fixé à 47,2 M€ (30,8 M€ pour le remboursement en capital et 16,4 M€ pour les intérêts).

### **Gestion active de la dette**

- Au cours d'un même exercice, l'encaissement des recettes et le décaissement des dépenses suivent des rythmes très différents. Le niveau des disponibilités sur le compte au Trésor varie donc quasiment tous les jours, et de manière significative, en fonction des entrées et sorties de fonds. Pour faire face à ces pics et creux de trésorerie importants, la Région dispose d'outils auxquels elle a recours depuis plusieurs années.

Les excédents de trésorerie, au contraire, peuvent être ajustés par des remboursements temporaires de dette à long terme et des opérations de refinancement avec un décalage dans le temps que permettent aujourd'hui les conventions financières signées avec nos partenaires bancaires. Les sommes ainsi remboursées peuvent être levées à nouveau dans l'année quand les besoins s'en font sentir. Elles engendrent donc des dépenses et des recettes en capital strictement équivalentes.

Les opérations de gestion de la dette menée en 2006 ont permis de faire des économies d'intérêts. Il est donc proposé pour 2007 de reconduire ce dispositif en inscrivant en dépenses et en recettes un montant de 200 M€.

Dans cette optique, une ligne de trésorerie d'un montant maximal de 180 M€ est également ouverte chaque année.

### Modalités de recours aux instruments de couverture du risque de taux

Le recours aux instruments de couverture du risque de taux, autorisé par l'article 8 de la loi n° 85.695 du 11 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier et dont les modalités sont explicitées par la circulaire interministérielle NOR/INT/B/92/00260/C du 15 septembre 1992, constitue un moyen complémentaire de se prémunir contre les soubresauts des marchés.

Les instruments de couverture de risque de taux permettent :

- **de limiter la variation d'un taux d'intérêt révisable :**

Le CAP (plafond), le FLOOR (plancher), le COLLAR (tunnel, combinaison du CAP et du FLOOR), y sont destinés.

- **de modifier la référence d'une dette**

Le contrat de SWAP est l'échange d'un taux d'intérêt contre un autre, par exemple un taux révisable contre un taux fixe. Aujourd'hui, les établissements financiers proposent de nombreux produits dérivés.

- **de figer à l'avance un taux d'intérêt**

Le contrat FORWARD/FORWARD (terme contre terme) consiste à figer à l'avance le taux d'un emprunt futur.

Ces techniques nécessitent une grande souplesse d'utilisation pour permettre une réponse très rapide de l'emprunteur aux propositions des établissements de crédit. C'est l'organe délibérant de la collectivité qui fixe le cadre dans lequel l'exécutif peut mener ces opérations.

Il s'agit de prendre une délibération de principe qui n'implique pas l'utilisation de ces outils de façon automatique.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- Les crédits de paiement

|                | BP 2006     |             | BP 2007     |             |
|----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
|                | DEPENSES    | RECETTES    | DEPENSES    | RECETTES    |
| Investissement |             |             |             |             |
| AP             |             |             |             |             |
| Autres crédits | 228 600 000 | 287 700 000 | 230 800 000 | 285 000 000 |
| Sous-total     | 228 600 000 | 287 700 000 | 230 800 000 | 285 000 000 |
| Fonctionnement |             |             |             |             |
| AE             |             |             |             |             |
| Autres crédits | 14 900 000  |             | 16 400 000  |             |
| Sous-total     | 14 900 000  |             | 16 400 000  |             |
| <b>TOTAL</b>   | 243 500 000 | 287 700 000 | 247 200 000 | 285 000 000 |

**Programme d'action :  
Autres mouvements budgétaires**

**LES MOUVEMENTS REELS**

- **Description**

Sont inscrits dans ce programme différents crédits nécessaires à la gestion d'opérations budgétaires et comptables spécifiques ou exceptionnelles : les ouvertures d'AP et d'AE pour dépenses imprévues qui en M71 ne donnent pas lieu à l'ouverture correspondante de crédits de paiement, les admissions en non-valeur, les intérêts moratoires, les annulations de titres de recettes d'un exercice antérieur, etc.

Les mouvements divers

Parmi les postes de dépenses figurant dans ce programme d'action figurent notamment les remises gracieuses, annulations de titres de recettes sur exercices antérieurs, et autres charges financières à caractère exceptionnel.

La construction du projet de budget 2007 de l'établissement public ayant en charge l'exploitation, l'entretien et le développement de l'aéroport de Chateauroux rend nécessaire l'inscription d'une subvention exceptionnelle de 900 000 €. L'organisation et les moyens de l'aéroport ont été structurés autour d'un développement important de l'activité de fret, sans qu'à ce jour les recettes d'exploitation suivent la même courbe.

Il est ainsi proposé d'inscrire au budget 2007 une subvention exceptionnelle au bénéfice de l'établissement public d'un montant de 900 000 €. Le versement de cette subvention interviendra par acomptes, le premier dès janvier à hauteur de 50%, les acomptes suivants sur présentation d'une demande écrite du Président de l'établissement, le solde selon la même procédure accompagnée d'un bilan de l'activité et de la situation de trésorerie de l'établissement.

### Les admissions en non-valeur

Une admission en non-valeur ne s'assimile pas à une remise de dette ; elle constitue un apurement comptable provisoire qui ne fait pas obstacle à la reprise des poursuites à l'encontre des débiteurs dès lors que des informations nouvelles sont portées à la connaissance du payeur régional. La liste définitive des admissions en non-valeur présentée par le payeur régional au cours du printemps prochain sera proposée en décision modificative n° 1.

- **Tableaux budgétaires 2007**

- *Les autorisations de programme*

| N° APG    | LIBELLES           | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|--------------------|----------------------|--|
| 2007.1001 | Dépenses imprévues | 1 000 000            | 1 000 000                              |
|           | TOTAL              | 1 000 000            | 1 000 000                              |

- *Les autorisations d'engagement*

| N° AE     | LIBELLES           | MONTANT<br>2006 VOTE | MONTANT<br>CREATION OU<br>MODIFICATION |
|-----------|--------------------|----------------------|--|
| 2007.1002 | Dépenses imprévues | 1 000 000            | 1 000 000                              |
|           | TOTAL              | 1 000 000            | 1 000 000                              |

- *Les crédits de paiement*

|                | BP 2006          |          | BP 2007          |                  |
|----------------|------------------|----------|------------------|------------------|
|                | DEPENSES         | RECETTES | DEPENSES         | RECETTES         |
| Investissement |                  |          |                  |                  |
| AP             |                  |          |                  |                  |
| Autres crédits |                  |          |                  |                  |
| Sous-total     |                  |          |                  |                  |
| Fonctionnement |                  |          |                  |                  |
| AE             |                  |          |                  |                  |
| Autres crédits | 2 201 900        |          | 2 550 000        | 1 570 600        |
| Sous-total     | 2 201 900        |          | 2 550 000        | 1 570 600        |
| <b>TOTAL</b>   | <b>2 201 900</b> |          | <b>2 550 000</b> | <b>1 570 600</b> |

### **LES MOUVEMENTS D'ORDRE**

- **Description**

Sont inscrits dans ce programme différents crédits nécessaires à la gestion d'opérations budgétaires spécifiques ne donnant pas lieu à des flux de trésorerie : les amortissements, maîtrises d'ouvrage déléguées, les Intérêts courus non échus, le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement...

### Les amortissements

L'amortissement des biens mobiliers et immobiliers est comptabilisé dans les écritures par une dépense de la section de fonctionnement (chapitre 946) et un produit de même valeur en section d'investissement (chapitre 926). Il s'agit d'une opération d'ordre qui ne génère pas de flux de trésorerie.

En 2007, la Région amortira les biens acquis jusqu'au 31/12/2006 en fonction des durées et catégories d'amortissement qui avaient été votées l'année de leur acquisition, ainsi que les biens acquis en 2006 et qui s'amortiront conformément aux règles adoptées en 2005.

Pour rappel, les durées d'amortissement pour les biens acquis avant le 1<sup>er</sup> janvier 2005 sont les suivantes :

- 10 ans pour le mobilier et matériel de bureau
- 5 ans pour le matériel de transport et matériel informatique
- 3 ans pour les logiciels et progiciels
- 50 ans pour les biens immobiliers

Pour rappel, les durées d'amortissement pour les biens acquis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 sont les suivantes :

Au titre des biens dont la région est propriétaire ou affectataire :

- 1 an pour les frais d'études non suivis de réalisation et pour les frais d'insertion
- 2 ans pour les logiciels
- 4 ans pour la téléphonie, et le matériel roulant (hors ferroviaire)
- 5 ans pour les frais de recherche et développement, le matériel informatique
- 10 ans pour le matériel de bureau et mobilier, et pour le matériel technique
- 30 ans pour les bâtiments scolaires
- 50 ans pour les bâtiments administratifs de la Région

Au titre des subventions versées par la Région :

- 5 ans pour les subventions d'équipement versées aux personnes publiques (Etat, régions, Départements, Communes, Structures Intercommunales, autres groupements de collectivités et établissements publics locaux, organismes publics divers, SPIC)
- 15 ans pour les subventions d'équipement versées aux personnes privées
- 30 ans pour les subventions d'équipements versées dans le domaine ferroviaire (matériel, infrastructures,..)

Il est nécessaire d'ouvrir des crédits de 38 M€ en dépenses de fonctionnement (chapitre 946) et en recettes d'investissement (chapitre 926) pour les amortissements.

### Les maîtrises d'ouvrages déléguées

Les investissements réalisés en maîtrise d'ouvrage déléguée sont intégrés au patrimoine de la collectivité en fin d'exercice pour le montant des travaux effectivement réalisés au cours de l'année.

Ce transfert comptable des avances aux maîtres d'ouvrage délégués vers les comptes d'immobilisations de la collectivité est permis par un mouvement d'ordre au sein de la section d'investissement. Il donne lieu à l'intérieur du chapitre 925 à une dépense sur le compte 231 et à une recette sur le compte 238. Comme toute opération d'ordre, cet enregistrement comptable est sans incidence financière.

En conséquence, il vous est proposé d'inscrire :

- pour le sport, en dépense et en recette, 5 M€.
- pour les lycées, en dépense et en recette, 80 M€.

#### Les Intérêts Courus Non Echus (ICNE)

Les ICNE consistent à rattacher les intérêts de la dette à l'année auxquels ils sont dus, indépendamment des échéances d'intérêts liés aux prêts, qui sont souvent à cheval sur deux années civiles.

Pour l'année 2007, il est nécessaire d'inscrire une dépense et une recette d'ordre de 1 M€ au titre des intérêts courus non échus en 2006, ainsi 1 M€ que pour la contre-passation des intérêts courus non échus en 2006 (dépense au chapitre 946 et recette au chapitre 926 pour la passation, dépense au chapitre 926 et recette au chapitre 946 pour la contre-passation).

#### L'apurement des comptes relatifs aux subventions d'équipement et aux frais d'études :

Lors du passage de la M51 à la M71, l'ensemble des comptes de bilan et de résultat de la collectivité ont été transposés d'une nomenclature à l'autre. Des modalités particulières de reprise de la balance de sortie M51 au 31 décembre 2004 en balance d'entrée M71 au 1er janvier 2005 ont été mises en œuvre, sans pour autant aller au terme de ce que prévoyaient les textes. Cette reprise devait ainsi être, le cas échéant, précédée de corrections et d'apurement de comptes, qui pour certains nécessitaient la passation une délibération de l'ordonnateur. Il convient aujourd'hui de les mettre en œuvre.

Il s'agit en l'occurrence d'opérations d'ordre non budgétaires constatées par le payeur régional, et qui ne sauraient ainsi transparaître dans la maquette budgétaire et comptable soumise au vote de l'assemblée régionale.

Antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2005, et par dérogation aux dispositions de l'instruction M51, les régions étaient autorisées à ne pas amortir les subventions d'équipement versées, ainsi que les frais relatifs aux études réalisées pour des tiers ou non suivies de réalisation.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, lesdites subventions sont amorties. Toutefois, le dispositif ne concerne que les seules opérations nouvelles. Lors du basculement à la M71, les éléments constatés antérieurement et qui figurent de fait toujours au bilan de la région auraient dû être apurés.

Conformément à la circulaire NOR/LBL/B/04/10067/C du 30 juillet 2004, et afin de régulariser la situation, il convient d'apurer les subventions et les frais d'études concernés, par un crédit au compte 2031 « frais d'études » ou à la subdivision concernée du compte 204 « subventions d'équipement versées », en contrepartie du débit du compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés », dans la limite du solde créditeur de ce compte.

Les montants concernés par cette opération sont, conformément aux comptes de gestion 2004 et 2005, les suivants :

| Article comptable M51 | Montant figurant au bilan 2004 | Code nature M71         | Libellé du compte M71  | Montant à apurer |
|-----------------------|--------------------------------|-------------------------|--|------------------|
| 132                   | 2 079 633,44                   | 2031                    | Frais d'études   | 2 079 633,44     |
| 130                   | 2 336 297 912,14               | 20411                   | Subventions d'équipement aux organismes publics (Etat)                                   | 355 164 788,67   |
| 130                   |                                | 20413                   | Subventions d'équipement aux organismes publics (Département)                            | 319 103 330,15   |
| 130                   |                                | 20414                   | Subventions d'équipement aux organismes publics (communes et structures intercommunales) | 573 673 833,76   |
| 130                   |                                | 20418                   | Subventions d'équipement aux organismes publics (Organismes publics divers)              | 869 166 345,11   |
| 130                   |                                | 2042                    | Subventions d'équipement aux personnes de droit privé                                    | 219 189 614,45   |
|                       |                                | <b>2 338 377 545,58</b> |  |                  |

Le compte 1068 affichant un excédent de 3 082 435 308,07 euros dans la balance d'entrée du compte de gestion 2005, il sera ainsi possible pour le payeur d'apurer les comptes, conformément aux dispositions prévues par la circulaire.

#### Le Prélèvement pour dépenses d'investissement

Le prélèvement permet d'équilibrer le budget pour chacune des deux sections. Il correspond à l'excédent des recettes sur les dépenses de fonctionnement. Le solde ainsi dégagé (épargne brute) est prélevé de la section de fonctionnement (dépense au chapitre 953) et viré à la section d'investissement (recette au chapitre 951).

Il permet, après paiement de l'annuité en capital de la dette, d'autofinancer une partie des dépenses d'investissement.

Au BP 2007, le prélèvement s'élève à 174 720 900 €.

### **DOMAINE D'INTERVENTION : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

#### **Programme d'action : Masse salariale**

- **Tableaux budgétaires 2007**

|                | BP 2006    |          | BP 2007    |           | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|------------|----------|------------|-----------|--|----------|
|                | DEPENSES   | RECETTES | DEPENSES   | RECETTES  | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Fonctionnement |            |          |            |           |  |          |
| AE             |            |          |            |           |  |          |
| Autres crédits | 22 527 700 | 75 000   | 23 958 600 | 2 617 000 |  |          |
| Sous-total     | 22 527 700 | 75 000   | 23 958 600 | 2 617 000 |  |          |
| TOTAL          | 22 527 700 | 75 000   | 23 958 600 | 2 617 000 |  |          |

- **Descriptions, commentaires et explications**

La masse salariale se compose des rémunérations et charges des :

- agents titulaires du Conseil régional, des agents contractuels (contrat de 3 ans et CDI), du remboursement des frais de personnel de trois agents mis à disposition de la collectivité par la SNCF, des non titulaires (besoins occasionnels, remplaçants et saisonniers), des experts, et des indemnités versées au payeur régional,
- agents titulaires du CESR, des agents contractuels (contrat de 3 ans et CDI), des non titulaires (besoins occasionnels, remplaçants et saisonniers) et des experts,
- agents affectés aux groupes politiques,
- collaborateurs de Cabinet,
- agents affectés à la gestion des fonds européens (achèvement des programmes 2000-2006 et lancement des programmes opérationnels 2007-2008 – le financement de ces postes est assuré à hauteur de 50% par les fonds européens),
- apprentis et emplois aidés.

Cette masse salariale comporte également les charges de personnel liées aux transferts de compétences : service régional de l'inventaire, poste support secteur sanitaire et social, postes support TOS.

Les principales évolutions attendues pour 2007, concernent :

- les évolutions statutaires :
  - le Glissement/Vieillesse/Technicité (GVT – avancement de grade, d'échelon et promotion interne) pour les agents titulaires : + 130 600 €,
  - l'effet report en année pleine du GVT 2006 : + 100 000 €,
  - la revalorisation de la valeur du point (+ 0,5% au 1<sup>er</sup> février 2007), l'effet report en année pleine des revalorisations de la valeur du point (1<sup>er</sup> juillet 2006), l'effet report en année pleine des mesures catégorielles (attribution de points d'indice supplémentaire pour les salaires les plus bas au 1<sup>er</sup> juillet 2006), l'effet report en année pleine de l'attribution d'un point d'indice majoré à tous les agents (1<sup>er</sup> novembre 2006), la revalorisation du SMIC pour les apprentis et les emplois aidés (estimée à 2,5% au 1<sup>er</sup> juillet 2007), et l'effet report en année pleine de la revalorisation du SMIC (1<sup>er</sup> juillet 2006) : + 382 600 €,
  - l'effet report en année pleine des recrutements sur les créations 2006 : + 141 000 €.
- les évolutions suite aux décisions de la collectivité :
  - la progression des salaires des agents contractuels pour tenir compte de leur évolution professionnelle au sein de la collectivité à l'occasion des renouvellements des contrats et l'effet report en année pleine de celle intervenue en 2006 : + 30 000 €,

L'augmentation est de 784 200 €.

Les recettes se composent des remboursements suivants :

- salaires et charges,
- salaires des emplois aidés (CAE à hauteur de 90% du salaire),
- indemnités journalières de sécurité sociale pour les non titulaires perçues par la Région (subrogation),

- salaires et charges des agents affectés à l'antenne de Bruxelles par les Régions Auvergne et Limousin (à hauteur de 20% chacune pour le responsable de l'antenne et 1/3 pour le second agent).

Les principales évolutions attendues pour 2007, concernent :

- les emplois aidés au titre des personnel TOS : + 2 436 000 €,
- les salaires et charges des agents affectés à l'antenne de Bruxelles : +56 000 €,

**Programme d'action :  
Autres dépenses de personnel**

• **Tableaux budgétaires 2007**

|                | BP 2006   |          | BP 2007   |          | Programmation indicative 2008/2009 (cumul) |          |
|----------------|-----------|----------|-----------|----------|--|----------|
|                | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES  | RECETTES | DEPENSES                                   | RECETTES |
| Fonctionnement |           |          |           |          |  |          |
| AE             |           |          |           |          |  |          |
| Autres crédits | 2 043 300 | 325 000  | 3 578 700 | 415 000  |  |          |
| Sous-total     | 2 043 300 | 325 000  | 3 578 700 | 415 000  |  |          |
| TOTAL          | 2 043 300 | 325 000  | 3 578 700 | 415 000  |  |          |

• **Description, commentaires et explications**

Les autres dépenses de personnel se composent des :

- avantages sociaux (FNASS, mutuelles subventionnées, Titres restaurant, Titre emploi domicile, remboursement des titres transport),
- frais de déplacement (professionnels et de formation),
- formation (formation, séminaires et colloques),
- subvention au COS,
- autres frais (assurances du personnel – risques statutaires et protection juridique des agents – honoraires médicaux, rémunération des fournisseurs TR et TED, rachat de concours, annonces et cabinets de recrutement).

Ces postes de charges sont impactés en 2007 par l'intégration des personnels transférés.

Les principales évolutions attendues pour 2007 concernent :

- les avantages sociaux avec principalement l'augmentation de la valeur faciale des titres restaurant (ils passent au 1<sup>er</sup> septembre 2005 de 3,5 € à 5 €, soit + 85 000 €) et la modification des Titres Emploi Service en Chèques Emploi Service Universel (pour + 42 400 €). Les autres dépenses dans ce secteur augmentent pour tenir compte de l'évolution des effectifs (mutuelles pour + 5 000 €, arbre de Noël pour + 5 000 €, remboursements domicile-travail pour + 5 000 € et FNASS pour + 1 000 €) : + 143 400 €,
- la subvention versée au Comité des Œuvres Sociales (cette dernière évolue parallèlement à l'augmentation de la masse salariale et représente 1%) : + 7 700 €,
- les frais de déplacements professionnels et pour formation liés à la revalorisation des indemnités : + 3 200 €,
- les annonces de recrutement : + 20 000 €,

- la communication interne : + 20 000 €,
- les autres dépenses (prestation de service TR/CESU, la médecine du travail, rachat concours et dotation vêtements) augmentent pour tenir compte de l'évolution des effectifs : + 6 300 €.

Pour 2007, les dépenses d'assurance (responsabilité civile, risques statutaires et protection juridique), de cabinets de recrutement et de formation restent stables.

Hors impact des personnels transférés, l'augmentation est de 200 600 €.

Les recettes se composent des remboursements suivants :

- part agent pour les Titres Restaurant (50% de la valeur faciale),
- part agent pour les Chèques Emploi Service Universel (60 à 50% de la valeur faciale),
- assurance risques statutaires des agents affiliés à la CNRACL et des agents détachés.

Les principales évolutions attendues pour 2007, concernent :

- l'effet de l'augmentation de la valeur faciale des Titres Restaurant : + 65 000 €,
- l'effet de la modification des Titres Emploi Domicile en Chèques Emploi Service Universel : + 25 000 €.

## **LES DEPENSES CONSOLIDEES**



Cette rubrique vise à mieux mesurer l'effort de la Région en faveur des grandes politiques régionales dont la réalisation nécessite la mobilisation de plusieurs secteurs d'activité.

Cette connaissance de l'effort financier régional suppose la consolidation de crédits répartis sur différents programmes au sein du budget régional.

Pour 2007 ont été identifiées les politiques suivantes :

- les mesures phares,
- faire de la Région Centre un pôle européen d'efficacité énergétique,
- les programmes transversaux

En outre pour en faciliter leur lecture, est présenté de manière synthétique l'ensemble des crédits affectés à des actions relevant du CPER.

## **A - Les mesures phares**

Les mesures phares mises en œuvre au Budget primitif 2007 représentent une dépense globale de 27 180 000 euros.

Toutefois cette somme n'intègre pas la valorisation des dispositifs régionaux suivants :

- la formation des 10 000 personnels soignant, médico-sociaux et aides à domicile,
- les aides aux entreprises avec contreparties sociales et environnementales,
- le financement des services aux publics.

Ces mesures ont été progressivement mises en œuvre depuis 2005 et seront prioritairement poursuivies en 2007.

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>TOTAL MESURES PHARES</b>   | <b>27 180 000 €</b> |
| <b>CAP' ASSO CENTRE</b>   | 9 000 000 €         |
| <b>TRANS EUROPE CENTRE</b>  | 3 200 000 €         |
| <b>ORDI CENTRE</b>  | 5 208 000 €         |
| <b>ACCES GRATUIT AU TER POUR LES DEMANDEURS D'EMPLOI</b>              | 1 500 000 €         |
| <b>POLE EUROPEEN D'EXCELLENCE EN MATIERE D'EFFICACITE ENERGETIQUE</b> | 8 025 000 €         |
| <b>DEVELOPPEMENT DE LA COOPERATION DECENTRALISEE</b>                  | 247 000 €           |

### **• Faire de la Région Centre un pôle européen d'efficacité énergétique**

La Région Centre s'est engagée à faire de la région un pôle d'excellence européen en matière d'efficacité énergétique. Une communication a été présentée lors de la

dernière session. Elle a permis de présenter la stratégie régionale dans ce domaine et de décliner les différentes orientations à mettre en œuvre. L'année 2006 sera, pour cette mesure phare, marquée par une mobilisation importante de financements régionaux affectés à différents secteurs d'activités. Ce sont ainsi 8 025 000 € de crédits de paiement qui sont inscrits au BP 2007.

En 2007, la mesure phare connaîtra une forte évolution. Ceci se traduit par une importante augmentation des moyens financiers (8 025 000 €) par rapport au BP 2006 (5 544 000 €) soit 45 %, mais aussi par le développement des actions proposées et ce dans de nombreux champs d'activités de la Région traduisant bien la mobilisation de l'institution régionale autour de cette thématique.

Les crédits de paiement qui sont inscrits au BP 2007 concernent plus particulièrement :

➤ L'environnement

Les crédits passent de 2 129 000 € à 3 563 000 € pour l'exercice 2007 (2 700 000 € en investissement et 863 000 € en fonctionnement) soit une progression de 67 %.

S'agissant de la convention ADEME, on notera que les crédits de paiement doublent par rapport à l'an passé du fait notamment de l'abondement complémentaire que la Région a décidé d'apporter (1,7 M€).

L'année 2007 verra le lancement d'appels à projets pour la rénovation thermique des bâtiments et la construction de bâtiments « énergie positive » ainsi que la mise en place d'un dispositif de bonification des taux d'intérêts en partenariat avec le réseau bancaire et à destination des particuliers pour leurs investissements immobiliers concourant à réduire la facture énergétique. A la suite, est programmée une étude spécifique pour définir la mise en place d'un dispositif de type tiers financeur à destination des maîtrises d'ouvrage publique.

➤ L'enseignement et les lycées

Au regard du BP 2006, les crédits sont en progression de 26 % (1 450 000 € en 2006 et 1 832 000 € en 2007).

A la suite des préconisations des diagnostics énergétiques réalisés dans 6 lycées en 2006, 642 000 euros ont été inscrits pour réaliser des travaux d'amélioration de la performance énergétique. Il s'agit d'interventions qui permettront d'améliorer la gestion de l'énergie au quotidien et de diminuer les consommations d'énergie moyennant un temps de retour court.

D'autre part, 820 000 euros ont été inscrits pour la deuxième tranche de travaux d'une chaufferie bois et de rénovation des réseaux du lycée agricole de Châteauroux, ainsi que 370 000 euros pour la création d'une chaufferie bois au lycée agricole d'Amboise. La Région doublera donc à terme sa consommation d'énergie – bois.

Plus globalement, il est proposé 30 opérations, qui relèvent de la mesure phare dans la mesure où elles contribueront à la diminution de la demande d'énergie des lycées (isolation, renouvellement de chaufferie, amélioration des performances énergétiques de l'enveloppe des bâtiments, reconstruction de bâtiment moins énergivores, construction de nouveaux équipements avec des exigences particulières en matière d'efficacité énergétique).

➤ La formation professionnelle

La Région consacrera 250 000 € au visa Ecogeste en 2007 soit une augmentation de 9 % par rapport à l'an passé.

➤ L'enseignement supérieur et la recherche

Avec 1 630 000 € inscrit au BP 2007, les crédits sont augmentation de 20 % par rapport à 2006.

Les projets GEOPAC et ALHYANCE mobiliseront des crédits substantiels (1 005 000 €). Le programme du pôle de compétitivité sciences et systèmes de l'énergie électrique (SSEE) se verra doter de 475 000 € dont 75 000 € pour son animation. Un nouvel appel à projets sur la valorisation énergétique de la biomasse sera organisé en lien avec Biotechnocentre (35 000 €). Par ailleurs, le thème de l'énergie sera privilégié dans le cadre des bourses financées par la Région.

➤ L'économie et l'agriculture

De 2006 à 2007 ont constate un quasi doublement des crédits qui passent de 300 000 € à 590 000 €.

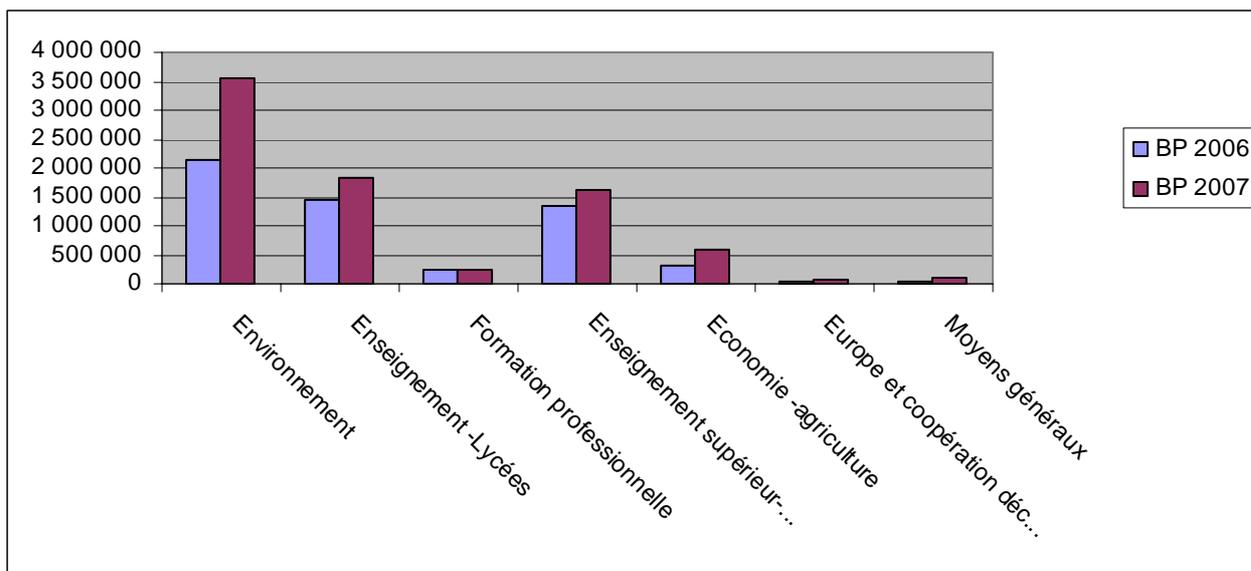
Un appel à projets sera lancé en 2007 pour soutenir la valorisation de la biomasse (500 000 €). D'autre part, la Région participera à hauteur de 90 000 € au salon bois-énergie qui se tiendra à Orléans.

Par ailleurs, et bien qu'elles ne soient pas intégrées dans cette consolidation, diverses initiatives régionales concourent substantiellement à la réduction de la facture énergétique.

Ainsi en est il de la forte implication régionale en matière de développement du TER et du transport ferroviaire tant par les investissements réalisés dans le domaine de l'électrification de la ligne Tours-Saincaize et l'acquisition de matériel électrique que par les dispositifs tarifaires et billettiques qui favorisent le report d'usage sur le train.

De même peut être citée la volonté de la Région de voir les gros investissements que nous finançons à travers nos contrats territoriaux précédés d'audits énergétiques.

|   |                    |
|---|--------------------|
| <b>TOTAL POLE EUROPEEN D'EXCELLENCE EN MATIERE D'EFFICACITE ENERGETIQUE</b> | <b>8 025 000 €</b> |
| <b>ENVIRONNEMENT</b>  | 3 563 000 €        |
| <b>ENSEIGNEMENT LYCEE</b>   | 1 832 000 €        |
| <b>FORMATION PROFESSSIONNELLE</b>   | 250 000€           |
| <b>ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE</b>                                  | 1 630 000 €        |
| <b>ECONOMIE AGRICULTURE</b>   | 590 000 €          |
| <b>EUROPE ET COOPERATION DECENTRALISEE</b>                                  | 53 000 €           |
| <b>MOYENS GENERAUX</b>  | 107 000 €          |



### • Les autres mesures phares de la Région Centre

Le contenu de chacune de ces mesures est développé au sein des secteurs d'activité.

- **le développement associatif avec le projet : CAP'ASSO CENTRE**, secteur économie – innovation, domaine d'intervention : soutien au développement de la vie associative et de l'économie solidaire,
- **les séjours éducatifs européens avec le projet TRANS EUROPE CENTRE**, Séjours en Europe des lycéens. Secteur Enseignement Lycées, domaine d'intervention : politiques régionales,
- **la mise à disposition d'un ordinateur portable pour les étudiants** : ORDI CENTRE, Mise à disposition d'ordinateurs portables. Secteur Enseignement supérieur Recherche, domaine d'intervention : enseignement supérieur,
- **la gratuité des transports pour les demandeurs d'emploi** : secteur transports et déplacements, domaine d'intervention : gestion des transports régionaux de voyageurs,
- **Développement de la coopération décentralisée**. Secteur Europe Coopération décentralisée, domaine d'intervention : coopération décentralisée et solidarité internationale,
- **Aides aux entreprises et contreparties sociales et environnementales**. Un cadre d'intervention a été adopté en Session Plénière de décembre 2005 pour la mise en place de cette mesure à l'occasion de l'instruction des différentes demandes d'aides directes aux entreprises.
- **Le financement des services aux publics**. Il s'agit ici de traiter la question des services de proximité, publics et privés, et ce dans le cadre d'une approche territoriale. S'il n'est pas acceptable que la Région se substitue au désengagement de l'Etat, celle-ci cherche à favoriser le maintien de services de qualité sur l'ensemble du territoire régional en donnant une réelle priorité à ces financements dans le cadre des contrats régionaux de pays ou d'agglomérations.

## - **Former 10 000 personnels soignants, médico-sociaux et aides à domicile**

L'objectif a une dimension quantitative explicite dont l'importance a été reconnue dans la préparation sur schéma régional de développement économique et social. Il faut répondre à la pénurie de personnel dans le secteur médical et former des professionnels pour une intervention à domicile de qualité.

Il a aussi une dimension qualitative. Il faut tout à la fois qualifier des demandeurs d'emploi souhaitant entrer dans le secteur mais aussi faire progresser les personnes déjà en emploi, favoriser la promotion sociale des personnels du paramédical et professionnaliser les services aux personnes.

- Dans le secteur de l'aide à domicile, renouvellement de l'Engagement de Développement des Emplois et des Compétences sur 2 ans, dispositif ayant pour but d'inciter les associations du secteur à développer leur effort de formation professionnelle continue, tant sur un plan qualitatif que sur le plan financier. Les actions prises en charge dans ce cadre relèvent de la qualification ou de l'accompagnement à la VAE.
- La formation des aides-soignantes : la Région a amplifié son effort de prise en charge des formations d'aides-soignantes depuis 2006 ; le financement de ces formations (à condition qu'aucun autre financement de type Congé Individuel de formation ou Assédic ne soit possible), ainsi que celles dont bénéficient les auxiliaires de puériculture et les ambulanciers, est versé dans le cadre de la subvention globale qui est attribuée aux instituts de formation sanitaire dont la Région a la charge depuis le 1er juillet 2005. Ainsi toute personne inscrite en formation d'aides-soignantes dans un établissement de la région a l'assurance que le coût pédagogique sera pris en charge.
- Bourses : la Région a introduit un 6ème échelon au barème des bourses du secteur sanitaire pour favoriser la formation des personnes les plus en difficultés ; cet échelon, d'un montant de 6 600 € par an est attribué sous conditions de ressources.

## **B - Les programmes transversaux**

### **1) La mobilité européenne et internationale**

Dans le contexte actuel de la mondialisation, de plus en plus de jeunes, lycéens, apprentis, étudiants, demandeurs d'emploi, aspirent à une ouverture européenne et internationale. Bénéficier d'une expérience à l'étranger constitue pour eux une source d'épanouissement personnel, une valorisation de leur parcours, voire un atout essentiel en matière d'insertion professionnelle.

Consciente des atouts majeurs de la mobilité internationale des jeunes, la Région Centre développe, depuis de nombreuses années, des actions visant à encourager cette mobilité transnationale au bénéfice de publics variés : lycéens, apprentis, étudiants jeunes diplômés et demandeurs d'emploi.

Elle apporte une aide financière à ces publics afin qu'ils effectuent des périodes de mobilité sous des formes variées : échanges culturels, déplacements ou séjours pédagogiques et éducatifs de courte durée (mesure phare Trans'Europe Centre), périodes de formation ou encore stages en entreprise (programme européen Leonardo).

|   |                    |
|---|--------------------|
| <b>TOTAL MOBILITE EUROPEENNE ET INTERNATIONALE</b>                          | <b>6 478 000 €</b> |
| <b>LYCEENS - TRANS EUROPE CENTRE</b>  | 3 200 000 €        |
| <b>LYCEENS - STAGES PROFESSIONNELS LEONARDO</b>                             | 258 000 €          |
| <b>LYCEENS - PROJET PEDAGOGIQUE DE DEPLACEMENT A L'ETRANGER HORS EUROPE</b> | 180 000 €          |
| <b>ETUDIANTS - STAGES PROFESSIONNELS LEONARDO / ERASMUS</b>                 | 250 000 €          |
| <b>ETUDIANTS - CREDIT TEMPS MOBILITE EUROPEENNE ET INTERNATIONALE</b>       | 1 615 000 €        |
| <b>APPRENTIS - STAGES PROFESSIONNELS LEONARDO</b>                           | 750 000 €          |
| <b>APPRENTIS - TRANS EUROPE CENTRE</b>                                      | 200 000 €          |
| <b>DEMANDEURS D'EMPLOI - STAGES PROFESSIONNELS LEONARDO</b>                 | 25 000 €           |

## **2) Le fonds régional pour l'emploi et la formation**

Un fonds régional pour l'emploi et la formation est créé. Pour 2007 ce fonds s'élève à 800 000 €.

Ce programme émerge sur deux domaines d'interventions :

- au titre de la formation professionnelle, domaine d'intervention « soutien à la formation dans les entreprises et les branches professionnelles », à hauteur de 400 000 €,
- au titre de l'économie – innovation, domaine d'intervention « soutien et développement des entreprises industrielles et de services », fonds alimenté à hauteur de 400 000 €.

## **3) Les TIC**

Lorsque l'on examine les différentiels de productivité du travail entre les différents pays développés, on découvre que les montants investis dans les Technologies de l'Information et de la Communication sont corrélés avec les gains d'efficacité. Ceci explique que le développement des TIC et de leurs usages soit au cœur de la stratégie de Lisbonne et donc prioritairement retenu dans les orientations communautaires pour 2007/2013. Pour le développement du territoire régional, l'enjeu est majeur.

Avec la réalisation du réseau régional haut débit, le développement des espaces publics numériques, l'implication de la Région dans l'université numérique, le lancement du programme Ordicentre ou la réalisation du câblage des lycées, la Région Centre a montré depuis 2000 l'importance qu'elle attache à ces actions.

Ces projets sont déployés dans un environnement technologique très évolutif qui impose des ajustements fréquents des politiques d'intervention des acteurs

publics. Ces décisions d'ajustement nécessitent d'effectuer une veille technologique et juridique permanente pour disposer d'une réactivité suffisante notamment afin de garantir la compétitivité des entreprises et la pertinence des programmes de formation, de recherche et d'innovation. Pour cela, il est indispensable, d'une part, de disposer, à l'échelle régionale, d'un pôle de compétences techniques et juridiques dans le domaine des télécommunications et de l'informatique et, d'autre part, de mener de manière mutualisée des projets d'envergure infrarégionale. A cette fin, il a été mis en œuvre, sur l'initiative de la Région et de l'Etat, un groupement d'intérêt public enseignement recherche afin de constituer un centre de ressources et d'expertise, de créer un lieu privilégié de coopération entre les acteurs publics et privés, de favoriser la circulation de l'information, d'être force de proposition et de mise en œuvre de projets à périmètre régional et de veiller à la cohérence des actions menées aux échelles infra et extra régionales.

Complémentairement, le développement de plateformes de services et d'hébergement doit être soutenu pour disposer de moyens nécessaires à la mise en œuvre de projets innovants : environnements numériques de travail, e-learning, télédiagnostic médical, e-gouvernement, ...)

En 2006, la Région s'est associée à la mise en œuvre du projet université numérique en région Centre et notamment dans le déploiement d'environnement numérique de travail pour la communauté enseignement supérieur. L'année 2007 verra l'adaptation de ces développements aux besoins de l'enseignement secondaire. Le développement des environnements numériques de travail constitue est un enjeu majeur pour les prochaines années.

Ces projets régionaux sont en adéquation avec les programmes européens et le volet territorial du contrat de projets Etat – Région et constitue la contribution 2007 de la Région Centre

Les TIC sont particulièrement présentes dans les politiques d'éducation (lycées et apprentissage) et d'enseignement supérieur et de recherche. Elles se retrouvent aussi, de manière moins individualisées dans les politiques territoriales (résorption des « zones blanches » pour la téléphonie mobile ou le haut débit), dans les politiques de l'emploi (le dispositif Cap'Asso est proposé pour le recrutement des animateurs d'Espaces Publics Numériques), dans des politiques de formation professionnelle continue comme le dispositif « savoirs de base » pour son volet TIC ou la plate-forme « Télémaque » de développement de formation à distance.

Sur le plan budgétaire, l'enveloppe globale des crédits de paiement spécifiquement affectés aux TIC peut être évaluée à plus de 18 Millions d'euros.

Le tableau ci-après décrit les principaux postes de dépense TIC inscrits au projet de Budget pour 2007.

| <b>Consolidation des dépenses TIC de la Région en 2007<br/>(crédits de paiement)</b> |                      |
|--|----------------------|
| <b>Domaine TIC</b>   |                      |
| Espaces Publics Numériques   | 336 000,00           |
| Participation au GIP RECIA   | 540 000,00           |
| Couverture téléphonie mobile   | 170 000,00           |
| <b>Programmes transversaux</b>   |                      |
| <b>Réseau régional Haut débit</b>  |                      |
| Marché régional (subvention GIP RECIA)   | 4 366 000,00         |
| Subventions aux Universités et organismes de recherche                               | 900 000,00           |
| <b>Infrastructures informatiques des CFA</b>   |                      |
| Marché régional (subvention au GIP RECIA)  | 320 000,00           |
| Subventions au CFA (P.A.12)  | 400 000,00           |
| <b>Infrastructure informatique des lycées</b>  |                      |
| Plate-forme de télégestion (GIP RECIA)   | 620 000,00           |
| Câblage des lycées   | 2 610 000,00         |
| Equipement des lycées (AP7 info et multimedia)                                       | 2 400 000,00         |
| <b>TIC et enseignement supérieur</b>   |                      |
| Université Numérique RC  | 250 000,00           |
| OrdiCentre   | 5 208 000,00         |
| Espaces Numériques de Travail (GIP RECIA)  | pm                   |
| <b>TOTAL</b>   | <b>18 120 000,00</b> |

#### **4) Le fonds sud**

L'ensemble des crédits de paiement 2007 affectés au titre du fonds sud est réparti dans divers programmes dont le total cumulé s'élève à 6 431 060 € (CP 2006 : 7 064 600 €).

- Fonds sud économie

Au titre de l'abondement de la PRE et du FERI

- 663 000 € (CP 2006 : 1 154 300 €)

Au titre de la promotion (programme accompagner les mutations économiques)

- 210 000 € (CP 2006 : 170 000 €)

- Routes

Au titre des conventions Régions – Départements, il est prévu un abondement des participations régionales versées pour la réalisation des voies départementales éligibles au bénéfice du fonds Sud.

- CP 2007 : 1 817 500 € (CP 2006 : 2 390 000 €)

- Contrats de pays et d'agglomération

Il est prévu un total de crédits de paiement pour les contrats concernés de 1 340 560 € (CP 2006 : 950 300 €)

- Equipements structurants :

AP 2007 : 2 500 000 € (AP 2006 2 900 000 €)  
 CP 2007 : 2 400 000 € (CP 2006 : 2 400 000 €)

## C - La consolidation des dépenses relevant du CPER

Les crédits relevant du Contrat de Plan Etat Région 2000 – 2006 au sein des interventions régionales s'élèvent à 43,143 M€.

La ventilation par article CPER est présentée dans le tableau ci-dessous. Il s'agit d'une prévision. La consommation effective des crédits de paiement sera réalisée en fonction de l'avancement des opérations par chaque maître d'ouvrage.

| Articles CPER  | Fonctionnement   |               | Investissement    |                  | Cumul             |                  |
|--|------------------|---------------|-------------------|------------------|-------------------|------------------|
|  | Dépenses         | Recettes      | Dépenses          | Recettes         | Dépenses          | Recettes         |
| Article 10 PME PMI   |                  |               | 2 594 630         | 179 800          | 2 594 630         | 179 800          |
| Article 11 Restructurations liées à la défense   |                  |               | 152 000           |                  | 152 000           | -                |
| Article 12 Agriculture   |                  |               | 1 950 000         |                  | 1 950 000         | -                |
| Article 13 Forêt et bois   |                  |               | 90 000            |                  | 90 000            | -                |
| Article 14 Commerce et artisanat   | 50 000           |               | 11 963            |                  | 61 963            | -                |
| Article 15 Tourisme  |                  |               | 49 500            |                  | 49 500            | -                |
| Article 16 Extension et redéploiement des sites d'enseignement supérieur                               |                  |               | 3 036 900         |                  | 3 036 900         | -                |
| Article 17 Modernisation des conditions de travail et amélioration des conditions de vie des étudiants |                  |               | 1 100 000         |                  | 1 100 000         | -                |
| Article 18 Développement de l'appareil de recherche universitaire                                      |                  |               | 525 200           |                  | 525 200           | -                |
| Article 19 Formation professionnelle   | 1 480 000        |               | 175 000           |                  | 1 655 000         | -                |
| Article 20 Emploi  |                  |               |                   |                  | -                 | -                |
| Article 21 Infrastructures routières   |                  |               | 9 125 000         |                  | 9 125 000         | -                |
| Article 22 Infrastructures routières volet interregional   |                  |               | 475 000           |                  | 1 500 000         | -                |
| Article 23 Infrastructures ferroviaires  |                  |               |                   |                  | -                 | -                |
| Article 24 Infrastructures ferroviaires POLT   |                  |               |                   |                  | -                 | -                |
| Article 25 Technologie de l'information et de la communication   | 4 840 000        |               | 166 000           |                  | 5 006 000         | -                |
| Article 26 Développement local   |                  |               | 3 050 000         |                  | 3 050 000         | -                |
| Article 27 Politique de la ville   |                  |               | 2 858 000         |                  | 2 858 000         | -                |
| Article 28 Accueil des personnes âgées   |                  |               | 2 496 299         |                  | 2 496 299         | -                |
| Article 29 Coopération décentralisée   |                  | 60 000        |                   |                  | -                 | 60 000           |
| Article 30 Environnement   | 1 880 800        |               | 1 145 000         |                  | 3 025 800         | -                |
| Article 31 Plan Loire Grandeur nature Volet interregional  | 398 800          |               | 2 596 470         |                  | 2 995 270         | -                |
| Article 32 Culture   |                  |               | 2 182 300         | 1 114 000        | 2 182 300         | 1 114 000        |
| Article 33 Jeunesse et sport   | 73 000           |               | 642 100           |                  | 715 100           | -                |
| <b>TOTAL</b>   | <b>8 722 600</b> | <b>60 000</b> | <b>34 421 362</b> | <b>1 293 800</b> | <b>43 143 962</b> | <b>1 353 800</b> |

**BUDGET PRIMITIF 2007**

**DECISIONS**



## ***A – Le vote par fonction***



Le vote du budget primitif 2006 intervient selon le mode de vote par fonction adopté par l'Assemblée plénière du 16 décembre 2004 (DAP n° 04.05.04). La liste des fonctions est la suivante :

- Fonction 0 : Services généraux
- Fonction 1 : Formation professionnelle, apprentissage, formations sanitaires et sociales
- Fonction 2 : Enseignement
- Fonction 3 : Culture, sports
- Fonction 4 : Santé et action sociale
- Fonction 5 : Aménagement du territoire
- Fonction 6 :
- Fonction 7 : Environnement
- Fonction 8 : Transports
- Fonction 9 : Action économique

Le budget primitif 2007 est voté en application du règlement financier adopté par l'Assemblée plénière de décembre 2004. Il prévoit notamment la gestion pluriannuelle en autorisations de programmes pour la section d'investissement, et en autorisations d'engagements pour la section de fonctionnement.

La balance générale du Budget primitif 2007 s'établit comme suit :

## BALANCE GENERALE DU BUDGET PRIMITIF 2007

| Chap.                                       | Libellé  | CREDITS DE PAIEMENT |                    | AP / AE            |          |
|---|--|---------------------|--------------------|--------------------|----------|
|   |  | DEPENSES            | RECETTES           | DEPENSES           | RECETTES |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b>             |  |                     |                    |                    |          |
|   |  | <b>561 192 900</b>  | <b>348 472 000</b> | <b>201 075 700</b> | <b>0</b> |
| Opérations réelles                          | <b>90 Opérations ventilées</b>                   | <b>330 392 900</b>  | <b>48 972 000</b>  |                    |          |
|   | 900 Services généraux                            | 16 029 000          | 13 728 000         |                    |          |
|   | 901 Formation professionnelle/apprentissage      | 6 790 600           | 0                  | 4 000 000          |          |
|   | 902 Enseignement                                 | 97 532 300          | 23 200 000         | 98 439 000         |          |
|   | 903 Culture, sports et Loisirs                   | 9 415 300           | 1 671 000          | 5 704 000          |          |
|   | 904 Santé et action sociale                      | 0                   | 0                  |                    |          |
|   | 905 Aménagement des territoires                  | 88 667 000          | 0                  | 43 661 700,00      |          |
|   | 907 Environnement                                | 6 883 400           | 0                  | 980 000            |          |
|   | 908 Transports                                   | 62 407 900          | 2 773 000          | 2 920 000          |          |
|   | 909 Action économique                            | 42 667 400          | 7 600 000          | 45 371 000         |          |
|   | <b>92 Opérations non ventilées</b>               | <b>230 800 000</b>  | <b>299 500 000</b> |                    |          |
|   | 921 Taxes non affectées                          | 0                   | 0                  |                    |          |
|   | 922 Dotations et participations non affectées    | 0                   | 14 500 000         |                    |          |
| 923 Dettes et autres opérations financières | 230 800 000                                      | 285 000 000         |                    |                    |          |
| Opérations d'ordre                          |  | <b>86 000 000</b>   | <b>298 720 900</b> | <b>1 000 000</b>   | <b>0</b> |
|   | 925 Opérations patrimoniales                     | 85 000 000          | 85 000 000         |                    |          |
|   | 926 Transferts entre sections                    | 1 000 000           | 39 000 000         |                    |          |
|   | <b>95 Chapitre de prévision sans réalisation</b> |                     |                    |                    |          |
|   | 951 Virement de la section fonctionnement        |                     | 174 720 900        |                    |          |
| 950 Dépenses imprévues                      |  |                     | 1 000 000          |                    |          |
| <b>TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT</b>       |  | <b>647 192 900</b>  | <b>647 192 900</b> | <b>202 075 700</b> | <b>0</b> |
| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>            |  |                     |                    |                    |          |
|   |  | <b>528 274 900</b>  | <b>740 995 800</b> | <b>85 537 000</b>  | <b>0</b> |
| Opérations réelles                          | <b>93 Opérations ventilées</b>                   | <b>509 619 100</b>  | <b>74 030 100</b>  |                    |          |
|   | 930 Services généraux                            | 51 273 000          | 8 818 100          |                    |          |
|   | 931 Formation professionnelle/apprentissage      | 205 450 000         | 64 037 000         | 58 182 000         |          |
|   | 932 Enseignement                                 | 72 973 300          | 245 000            |                    |          |
|   | 933 Culture, sports et Loisirs                   | 25 901 300          | 560 000            |                    |          |
|   | 934 Santé et action sociale                      | 0                   | 0                  |                    |          |
|   | 935 Aménagement des territoires                  | 7 034 500           | 0                  | 4 000 000          |          |
|   | 937 Environnement                                | 5 206 600           | 0                  |                    |          |
|   | 938 Transports                                   | 111 576 000         | 60 000             | 330 000            |          |
|   | 939 Action économique                            | 30 204 400          | 310 000            | 23 025 000         |          |
|   | <b>94 Opérations non ventilées</b>               | <b>18 655 800</b>   | <b>666 965 700</b> |                    |          |
|   | 940 Impositions directes                         |                     | 197 788 700        |                    |          |
|   | 941 Autres impôts et taxes                       |                     | 65 348 000         |                    |          |
|   | 942 Dotations et participations non affectées    |                     | 403 829 000        |                    |          |
|   | 943 Opérations financières                       | 17 950 000          | 0                  |                    |          |
|   | 944 Frais de fonctionnement groupes d'élus       | 705 800             | 0                  |                    |          |
| 945 Dotations aux provisions                | 0  | 0                   |                    |                    |          |
| Opérations d'ordre                          |  | <b>213 720 900</b>  | <b>1 000 000</b>   | <b>1 000 000</b>   | <b>0</b> |
|   | 946 Opér. d'ordre de transferts entre section    | 39 000 000          | 1 000 000          |                    |          |
|   | <b>95 Chapitre de prévision sans réalisation</b> | <b>174 720 900</b>  | -                  |                    |          |
|   | 953 Virement à la section d'investissement       | 174 720 900         |                    |                    |          |
| 952 Dépenses imprévues                      | 0  |                     | 1 000 000          |                    |          |
| <b>TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>      |  | <b>741 995 800</b>  | <b>741 995 800</b> | <b>86 537 000</b>  | <b>-</b> |

En mouvements réels, les dépenses et les recettes totales s'élèvent à 1 089 467 800 € :  
dont dépenses : 561 192 900 € en investissement et 528 274 900 € en fonctionnement.  
dont recettes : 348 472 000 € en investissement et 740 995 800 € en fonctionnement.

En mouvements d'ordre, les recettes et les dépenses s'élèvent à 299 720 900 € :  
dont dépenses : 86 000 000 € en investissement et 213 720 900 € en fonctionnement.  
dont recettes : 298 720 900 € en investissement et 1 000 000 € en fonctionnement.

Le prélèvement pour dépenses d'investissement s'établit à 174 720 900 €.

Au titre des ouvertures budgétaires d'AP et d'AE, le total s'élève à 288 612 700 €, dont 202 075 700 € au titre des AP et 86 537 000 € au titre des AE.

## FONCTION 0 : SERVICES GENERAUX

Cette fonction correspond aux secteurs d'activité "Europe et coopération décentralisée" et "moyens généraux" de la présentation fonctionnelle.

### **Mouvements réels : opérations ventilables**

- Les autorisations budgétaires sont les suivantes :

| En € par chapitres                              | Investissement<br>900 | Fonctionnement<br>930 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| <b>Autorisations de programme</b>               | <b>0</b>              |                       |
| <b>Autorisations d'engagement</b>               |                       | <b>0</b>              |
| <b>Crédits de paiement dépenses</b>             | <b>16 029 000</b>     | <b>51 273 000</b>     |
| <i>dont moyens généraux</i>                     | <i>2 241 000</i>      | <i>45 154 500</i>     |
| <i>dont Europe et coopération décentralisée</i> | <i>13 788 000</i>     | <i>6 118 500</i>      |
| <b>Crédits de paiement recettes</b>             | <b>13 728 000</b>     | <b>8 818 100</b>      |
| <i>dont moyens généraux</i>                     | <i>0</i>              | <i>4 659 600</i>      |
| <i>dont Europe et coopération décentralisée</i> | <i>13 728 000</i>     | <i>4 158 500</i>      |

### **Mouvements réels : opérations non ventilables**

- Les autorisations budgétaires sont les suivantes :

| En € par chapitres                                       | Investissement     | Fonctionnement     |
|--|--------------------|--------------------|
| <b>Crédits de paiement dépenses</b>                      | <b>230 800 000</b> | <b>18 655 800</b>  |
| <i>Chapitre 923 : Dette et autres opérations financ.</i> | <i>230 800 000</i> |                    |
| <i>Chapitre 943 : Opérations financières</i>             |                    | <i>17 950 000</i>  |
| <i>Chapitre 944 : Frais fonctionnement des groupes</i>   |                    | <i>705 800</i>     |
| <b>Crédits de paiement recettes</b>                      | <b>299 500 000</b> | <b>668 465 700</b> |
| <i>Chapitre 922 : Dotations et participations</i>        | <i>14 500 000</i>  |                    |
| <i>Chapitre 923 : Dette et autres opérations financ.</i> | <i>285 000 000</i> |                    |
| <i>Chapitre 940 : Impositions directes</i>               |                    | <i>197 788 700</i> |
| <i>Chapitre 941 : Autres impôts et taxes</i>             |                    | <i>65 348 000</i>  |
| <i>Chapitre 942 : Dotations et participations</i>        |                    | <i>403 829 000</i> |

### **Chapitres des mouvements d'ordre et des prévisions sans réalisation :**

- Les autorisations budgétaires sont les suivantes :

| En € par chapitres                                    | Investissement     | Fonctionnement     |
|---|--------------------|--------------------|
| <b>Autorisations de programme (950)</b>               | <b>1 000 000</b>   |                    |
| <b>Autorisations d'engagement (952)</b>               |                    | <b>1 000 000</b>   |
| <b>Crédits de paiement dépenses</b>                   |                    |                    |
| <i>Chapitre 925 : Opérations patrimoniales</i>        | <i>85 000 000</i>  |                    |
| <i>Chapitre 926 : Transferts entre sections</i>       | <i>1 000 000</i>   |                    |
| <i>Chapitre 946 : Opér. transferts entre section</i>  |                    | <i>39 000 000</i>  |
| <i>Chapitre 953 : Virement section investissement</i> |                    | <i>174 720 900</i> |
| <b>Crédits de paiement recettes</b>                   |                    |                    |
| <i>Chapitre 925 : Opérations patrimoniales</i>        | <i>85 000 000</i>  |                    |
| <i>Chapitre 926 : Transferts entre sections</i>       | <i>39 000 000</i>  |                    |
| <i>Chapitre 946 : Opér. transferts entre section</i>  |                    | <i>1 000 000</i>   |
| <i>Chapitre 951 : Virement section fonctionnement</i> | <i>174 720 900</i> |                    |

- **Les ouvertures d'autorisations de programme sont les suivantes :**

2007.1001 Dépenses imprévues 1 000 000

- **Les ouvertures d'autorisations d'engagement sont les suivantes :**

2007.1002 Dépenses imprévues 1 000 000

## FONCTION 1 : FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

### **Sous-fonction 11 : Formation professionnelle**

- **Les ouvertures d'autorisations de programme sont les suivantes (901) :**

| OBJET                                | Année | N°   | Type | Durée | Montant    |
|--------------------------------------|-------|------|------|-------|------------|
| EQUIPEMENT DES CENTRES DE FP ET AIOA | 2007  | 0179 | A    | 1 an  | 150 000,00 |
| EQUIPEMENT AFPA 2007                 | 2007  | 3011 | A    | 1 an  | 200 000,00 |

- **Les ouvertures d'autorisations d'engagement sont les suivantes (931) :**

|   |      |      |   |       |               |
|---|------|------|---|-------|---------------|
| GESTION DES REMUNERATIONS DES BENEFICIAIRES 2007-2009 | 2007 | 0745 | C | 3 ans | 1 845 000,00  |
| REMUNERATIONS DES BENEFICIAIRES 2007                  | 2006 | 0925 | P |       | +1 200 000,00 |
| REMUNERATIONS DES BENEFICIAIRES 2008                  | 2007 | 0925 | P | 1 an  | 12 270 000,00 |
| ACTIONS DE QUALIFICATION 2008                         | 2007 | 0573 | P | 1 an  | 21 300 000,00 |
| ACTIONS DE SAVOIRS DE BASE 2008                       | 2007 | 0574 | P | 1 an  | 7 000 000,00  |
| ACTIONS D'INSERTION 2008                              | 2007 | 0575 | P | 1 an  | 6 400 000,00  |

### **Sous-fonction 12 : Apprentissage**

- **Les ouvertures d'autorisations de programme sont les suivantes :**

|  |      |      |   |       |              |
|--|------|------|---|-------|--------------|
| PLAN ANNUEL D'EQUIPEMENT DES CFA             | 2007 | 0180 | A | 1 an  | 2 000 000,00 |
| EQUIPEMENTS TIC                              | 2007 | 1550 | A | 1 an  | 800 000,00   |
| CONSTRUCTION DE L'ANTENNE D'AUBIGNY SUR NERE | 2007 | 1551 | P | 2 ans | 500 000,00   |

### **Sous-fonction 13 : Formations sanitaires et sociales**

- **Les ouvertures d'autorisations de programme sont les suivantes (901) :**

|  |      |      |   |      |            |
|--|------|------|---|------|------------|
| INVESTISSEMENT DANS LE SECTEUR SANITAIRE | 2007 | 3000 | A | 1 an | 350 000,00 |
|--|------|------|---|------|------------|

- **Les ouvertures d'autorisations d'engagement sont les suivantes (931) :**

|  |      |      |   |      |              |
|--|------|------|---|------|--------------|
| BOURSES 2007-2008 DU SECTEUR SANITAIRE | 2007 | 3008 | A | 1 an | 7 000 000,00 |
| BOURSES 2007-2008 DU SECTEUR SOCIAL    | 2007 | 3009 | A | 1 an | 1 167 000,00 |

## FONCTION 2 : ENSEIGNEMENT

Cette fonction comprend les secteurs d'activités "lycées" et "enseignement supérieur" de la présentation fonctionnelle.

### **Au titre des lycées :**

- **Les ouvertures d'autorisations de programme de la sous-fonction 222 « lycées publics » sont les suivantes (902) :**

|  |      |      |   |      |                |
|--|------|------|---|------|----------------|
| CABLAGE DES LYCEES   | 2007 | 0729 | A | 1 an | 2 900 000,00   |
| ACQUISITION ET RENOUVELLEMENT DE BIENS MEUBLES                   | 2007 | 0007 | A | 1 an | 15 900 000,00  |
| AUTRES INVESTISSEMENTS   | 2004 | 0017 |   |      | +820 000,00    |
| ETUDES PREALABLES A LA DECISION ET ACCOMPAGNEMENT DES OPERATIONS | 2007 | 0933 | A | 1 an | 2 498 000,00   |
| CONSTRUCTIONS NEUVES   | 2000 | 0002 |   |      | +18 820 000,00 |
| CONSTRUCTIONS ET EQUIPEMENTS NEUFS                               | 2007 | 0934 | A | 1 an | 500 000,00     |
| ENTRETIEN, MAINTENANCE ET MISE EN CONFORMITE                     | 2007 | 0013 | A | 1 an | 16 136 000,00  |
| EXTENSIONS ET RESTRUCTURATIONS                                   | 2001 | 0014 |   |      | +5 800 000,00  |
| EXTENSIONS ET RESTRUCTURATIONS                                   | 2004 | 0014 |   |      | +920 000,00    |
| EXTENSIONS ET RESTRUCTURATIONS                                   | 2007 | 0014 | A | 1 an | 23 425 000,00  |

- **Les ouvertures d'autorisations de programme de la sous-fonction 223 « lycées privés » sont les suivantes (902) :**

|                                 |      |      |   |      |              |
|---------------------------------|------|------|---|------|--------------|
| ENSEIGNEMENT PRIVE SOUS CONTRAT | 2007 | 0012 | A | 1 an | 3 870 000,00 |
|---------------------------------|------|------|---|------|--------------|

- **Les ouvertures d'autorisations de programme de la sous-fonction 28 « autres services périscolaires et annexes » sont les suivantes (902) :**

|                     |      |      |   |      |              |
|---------------------|------|------|---|------|--------------|
| EPS DANS LES LYCEES | 2006 | 0725 |   |      | +650 000,00  |
| EPS DANS LES LYCEES | 2007 | 0725 | A | 1 an | 5 950 000,00 |

### **Au titre de l'enseignement supérieur, sous fonction 23 :**

- **Les ouvertures d'autorisations de programme sont les suivantes (902) :**

|                                |      |      |   |      |            |
|--------------------------------|------|------|---|------|------------|
| UNIVERSITE NUMERIQUE EN REGION | 2007 | 0460 | P | 1 an | 250 000,00 |
|--------------------------------|------|------|---|------|------------|

## FONCTION 3 : CULTURE, SPORTS ET LOISIRS

Cette fonction comprend les secteurs d'activités "culture" et "sports" de la présentation fonctionnelle.

### **Au titre de la culture :**

- **Les ouvertures d'autorisations de programme sont les suivantes pour la sous-fonction 312 « activités culturelles et artistiques » (903) :**

|   |      |      |   |      |              |
|---|------|------|---|------|--------------|
| EQUIPEMENT AGENCE CENTRE IMAGES                   | 2007 | 1446 | A | 1 an | 60 000,00    |
| FONDS DE SOUTIEN A LA CREATION CINEMA AUDIOVISUEL | 2007 | 1899 | A | 1 an | 2 000 000,00 |
| FONDS DE CONCOURS AU MAITRE D'OUVRAGE DU CIMAC    | 2007 | 0395 | A | 1an  | 119 000,00   |
| AGENCE CENTRE IMAGE : PATRIMOINE                  | 2007 | 2899 | A | 1 an | 100 000,00   |
| OPERATIONS DE DEVELOPPEMENT LOCAL                 | 2007 | 0006 | A | 1 an | 17 000,00    |
| CREATION ET RENOVATION DES SALLES DE CINEMA       | 2007 | 0010 | A | 1 an | 100 000,00   |
| AIDE A L'ITINERANCE REGIONALE                     | 2007 | 0315 | A | 1 an | 113 000,00   |
| ACQUISITIONS D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE             | 2007 | 0386 | A | 1 an | 110 000,00   |

- **Les ouvertures d'autorisations de programme sont les suivantes pour la sous-fonction 313 « patrimoine » (903) :**

|   |      |      |   |       |            |
|---|------|------|---|-------|------------|
| FONDS REGIONAL POUR LE PATRIMOINE CULTUREL DE PROXIMITE | 2007 | 1888 | A | 1 an  | 350 000,00 |
| MISE EN VALEUR DES PARCS ET JARDINS                     | 2007 | 0880 | A | 1 an  | 380 000,00 |
| EQUIPEMENT TECHNIQUE INVENTAIRE                         | 2007 | 3004 | A | 1 an  | 10 000,00  |
| PLAN DE NUMERISATION DE L'INVENTAIRE                    | 2007 | 3104 | P | 3 ans | 330 000,00 |
| F.R.R.A.B.  | 2007 | 0293 | A | 1 an  | 30 000,00  |
| F.R.A.M.  | 2007 | 0368 | A | 1 an  | 100 000,00 |
| F.R.A.R.  | 2007 | 0057 | A | 1 an  | 30 000,00  |
| FRAC ACQUISITION  | 2007 | 0717 | A | 1 an  | 110 000,00 |
| INSTITUTIONS ARTS PLASTIQUES                            | 2007 | 0005 | A | 1 an  | 20 000,00  |
| FONDS D'INTERVENTION DES MUSEES ET CENTRES D'ART        | 2007 | 0285 | A | 1 an  | 30 000,00  |

### **Au titre du sport :**

- **Les ouvertures d'autorisations de programme sont les suivantes (903) :**

|  |      |      |   |      |            |
|--|------|------|---|------|------------|
| AIDE A L'EQUIPEMENT DES CLUBS          | 2007 | 0458 | A | 1 an | 900 000,00 |
| CONSTRUCTION D'INSTALLATIONS SPORTIVES | 2007 | 0459 | A | 1 an | 795 000,00 |

## FONCTION 5 : AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

### **Au titre des territoires solidaires :**

- **Les ouvertures d'autorisations de programme sont les suivantes pour la sous-fonction 52.1 « agglomérations » (905) :**

|   |      |      |   |       |               |
|---|------|------|---|-------|---------------|
| CRA DE BLOIS  | 2006 | 0861 |   |       | -9 400 000,00 |
| CONTRAT REGIONAL AGGLOMERATION PAYS BLOIS ET CHATEAUX | 2007 | 0861 | C | 4 ans | 12 000 000,00 |
| CRA DE DREUX  | 2006 | 0859 |   |       | -8 050 000,00 |
| CRA DE DREUX  | 2007 | 0859 | C | 4 ans | 8 050 000,00  |
| CRA DE MONTARGIS                                      | 2007 | 0860 | C | 4 ans | 8 182 700,00  |

- **Les ouvertures d'autorisations de programme sont les suivantes pour la sous-fonction 52.2 « villes moyennes » (905) :**

|  |      |      |   |       |            |
|--|------|------|---|-------|------------|
| CVM LAMOTTE BEUVRON                      | 2007 | 1902 | C | 4 ans | 268 000,00 |
| CVM GIEN                                 | 2007 | 1903 | C | 4 ans | 966 000,00 |
| CVM ARGENTON S/ CREUSE (2ème génération) | 2007 | 1904 | C | 4 ans | 324 000,00 |

- **Les ouvertures d'autorisations de programme sont les suivantes pour la sous-fonction 53.1 « pays » (905) :**

|                           |      |      |   |       |               |
|---------------------------|------|------|---|-------|---------------|
| CRP DE GRANDE SOLOGNE     | 2006 | 1810 |   |       | -5 215 000,00 |
| CRP DE GRANDE SOLOGNE     | 2007 | 1810 | C | 4 ans | 5 575 000,00  |
| CRP DE VIERZON            | 2006 | 1812 |   |       | -8 005 000,00 |
| CRP DE VIERZON            | 2007 | 1812 | C | 4 ans | 8 005 000,00  |
| CRP DES CHÂTEAUX          | 2006 | 1813 |   |       | -3 995 000,00 |
| CRP DE LA FORET D'ORLEANS | 2006 | 1814 |   |       | -5 150 000,00 |
| CRP DE LA FORET D'ORLEANS | 2007 | 1814 | C | 4 ans | 5 262 000,00  |
| CRP DE BOURGES            | 2006 | 1816 |   |       | -7 081 000,00 |
| CRP DE BOURGES            | 2007 | 1816 | C | 4 ans | 7 081 000,00  |
| CRP TOURAINE COTE SUD     | 2007 | 1820 | C | 4 ans | 7 498 000,00  |
| CRP DE DU CHINONNAIS      | 2007 | 1822 | C | 4 ans | 9 546 000,00  |

- **Les ouvertures d'autorisations de programme sont les suivantes pour la sous-fonction 53.2 « autres espaces de développement » (905) :**

|                               |      |      |   |      |              |
|-------------------------------|------|------|---|------|--------------|
| FONDS DE DEVELOPPEMENT DU SUD | 2007 | 0702 | A | 1 an | 2 500 000,00 |
|-------------------------------|------|------|---|------|--------------|

- **Les ouvertures d'autorisations de programme sont les suivantes pour la sous-fonction 54 « habitat » (905) :**

|                   |      |      |   |      |               |
|-------------------|------|------|---|------|---------------|
| COEURS DE VILLAGE | 2007 | 0154 | A | 1 an | 15 000 000,00 |
|-------------------|------|------|---|------|---------------|

### **Au titre des technologies d'information et de communication :**

**La sous-fonction 56** correspond au secteur d'activité des technologies d'information et de communication de l'architecture fonctionnelle.

- **Les ouvertures d'autorisations de programme sont les suivantes (905) :**

|                                      |      |      |   |      |            |
|--------------------------------------|------|------|---|------|------------|
| ESPACES PUBLICS NUMERIQUES ET USAGES | 2007 | 2135 | A | 1 an | 300 000,00 |
|--------------------------------------|------|------|---|------|------------|

- **Les ouvertures d'autorisations d'engagement sont les suivantes (935) :**

|   |      |      |   |       |               |
|---|------|------|---|-------|---------------|
| RESEAU REGIONAL HAUT DEBIT                    | 2005 | 2136 |   |       | +2 000 000,00 |
| INFRASTRUCTURES TIC POUR LES CFA, IFSI ET ETS | 2007 | 7135 | P | 2 ans | 2 000 000,00  |

## FONCTION 7 : ENVIRONNEMENT

Cette fonction correspond au secteur d'activité "environnement" de la présentation fonctionnelle.

- **Les ouvertures d'autorisations de programme sont les suivantes pour la sous-fonction 71 « actions transversales » (907) :**

|  |      |      |   |      |            |
|--|------|------|---|------|------------|
| SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DURABLE : ECO-PROJETS | 2007 | 0656 | A | 1 an | 100 000,00 |
| CONVENTIONS VERTES                             | 2007 | 0677 | A | 1 an | 70 000,00  |

- **Les ouvertures d'autorisations de programme sont les suivantes pour la sous-fonction 73 « politique de l'air » (907) :**

|                                     |      |      |   |      |            |
|-------------------------------------|------|------|---|------|------------|
| SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'AIR | 2007 | 0773 | A | 1 an | 130 000,00 |
|-------------------------------------|------|------|---|------|------------|

- **Les ouvertures d'autorisations de programme sont les suivantes pour la sous-fonction 76 « patrimoine naturel » (907) :**

|                                       |      |      |   |      |            |
|---------------------------------------|------|------|---|------|------------|
| CPNRC                                 | 2007 | 4053 | A | 1 an | 150 000,00 |
| GESTION DU PATRIMOINE NATUREL         | 2007 | 4056 | A | 1 an | 30 000,00  |
| PARCS NATURELS REGIONAUX              | 2007 | 4055 | A | 1 an | 150 000,00 |
| MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE LIGERIEN | 2007 | 4054 | A | 1 an | 350 000,00 |

## FONCTION 8 : TRANSPORTS

Cette fonction correspond au secteur d'activité "transports et déplacements" de la présentation fonctionnelle.

- **Les ouvertures d'autorisations de programme sont les suivantes pour la sous-fonction 812 « gares et autres infrastructures ferroviaires » (908) :**

|                                 |      |      |   |      |              |
|---------------------------------|------|------|---|------|--------------|
| SUPPRESSION DE PN TOURS-LE MANS | 2007 | 1087 | P | 1 an | 900 000,00   |
| AMENAGEMENT DES QUAIS ET GARES  | 2007 | 0819 | P | 1 an | 2 020 000,00 |

- **Les ouvertures d'autorisations d'engagement sont les suivantes pour la sous-fonction 812 « gares et autres infrastructures ferroviaires » (938) :**

|                              |      |      |   |      |            |
|------------------------------|------|------|---|------|------------|
| CONTRÔLE QUALITER TER CENTRE | 2007 | 6000 | P | 1 an | 330 000,00 |
|------------------------------|------|------|---|------|------------|

## FONCTION 9 : ACTION ECONOMIQUE

Cette fonction correspond aux secteurs d'activité "économie et innovation", "recherche et technologie" et "tourisme" de la présentation fonctionnelle.

### Au titre de l'économie et de l'innovation :

- **Les ouvertures d'autorisations de programme sont les suivantes pour la sous-fonction 91 « interventions économiques transversales » (909) :**

|                                       |      |      |   |      |              |
|---------------------------------------|------|------|---|------|--------------|
| ACCES AUX SAVOIRS DE BASE             | 2007 | 0452 | A | 1 an | 20 000,00    |
| ADIE                                  | 2007 | 0929 | A | 1 an | 60 000,00    |
| CENTRECO : EQUIPEMENT                 | 2007 | 0719 | A | 1 an | 15 000,00    |
| CAP DEVELOPPEMENT CENTRE              | 2007 | 4001 | A | 1 an | 6 000 000,00 |
| DELEGATION DE GESTION DES AIDES DRIRE | 2007 | 0827 | A | 1 an | 300 000,00   |
| DELEGATION DE GESTION DES AIDES DRCE  | 2007 | 0828 | A | 1 an | 50 000,00    |
| CAP EMPLOI CENTRE                     | 2007 | 4002 | A | 1 an | 3 000 000,00 |

- **Les ouvertures d'autorisations de programme sont les suivantes pour la sous-fonction 93 « agriculture » (909) :**

|                             |      |      |   |       |               |
|-----------------------------|------|------|---|-------|---------------|
| CAP FILIERE                 | 2007 | 4004 | P | 4 ans | 14 000 000,00 |
| VALORISATION DE LA BIOMASSE | 2007 | 0961 | P | 4 ans | 1 400 000,00  |

- **Les ouvertures d'autorisations de programme sont les suivantes pour la sous-fonction 94 « industrie, artisanat, commerce et autres services » (909) :**

|  |      |      |   |      |              |
|--|------|------|---|------|--------------|
| CREATEM (CREATION D'ENTREPRISES DES METIERS)           | 2007 | 0769 | A | 1 an | 5 200 000,00 |
| PLATE FORME D'INITIATIVE LOCALE (PFIL)                 | 2007 | 0791 | A | 1 an | 855 000,00   |
| FONDS REGIONAL DE GARANTIE                             | 2007 | 0830 | A | 1 an | 500 000,00   |
| FREMA (FONDS REGIONAL DE MODERNISATION DE L'ARTISANAT) | 2007 | 0759 | A | 1 an | 1 000 000,00 |
| DELEGATION DE GESTION DES AIDES DRCA                   | 2007 | 0826 | A | 1 an | 45 000,00    |
| AIDE AU CONSEIL  | 2007 | 0944 | A | 1 an | 50 000,00    |
| CAP CREATION CENTRE                                    | 2007 | 4000 | A | 1 an | 1 000 000,00 |
| FONDS DE GARANTIE POUR SECTEUR INDUSTRIEL              | 2007 | 0704 | A | 1 an | 1 000 000,00 |

- **Les ouvertures d'autorisations d'engagement sont les suivantes pour la sous-fonction 91 « interventions économiques transversales » (939) :**

|                      |      |      |   |      |               |
|----------------------|------|------|---|------|---------------|
| CAP FORMATION CENTRE | 2007 | 4003 | A | 1 an | 1 000 000,00  |
| CAP ASSO             | 2007 | 0584 | A | 1 an | 16 500 000,00 |

- **Les ouvertures d'autorisations d'engagement sont les suivantes pour la sous-fonction 93 « agriculture » (939) :**

|                                      |      |      |   |       |              |
|--------------------------------------|------|------|---|-------|--------------|
| APPUI A L'EMPLOI ET A L'INSTALLATION | 2007 | 0946 | P | 4 ans | 2 300 000,00 |
|--------------------------------------|------|------|---|-------|--------------|

### **Au titre de la recherche et de la technologie :**

- **Les ouvertures d'autorisations de programme sont les suivantes pour la sous fonction 92 «recherche et innovation » (909) :**

|  |      |      |   |       |              |
|--|------|------|---|-------|--------------|
| TRANSFERTS DE TECHNOLOGIES                 | 2007 | 0936 | A | 1 an  | 1 000 000,00 |
| ALHYANCE                                   | 2007 | 0932 | P | 4 ans | 4 000 000,00 |
| APPELS A PROJETS                           | 2007 | 0850 | A | 1 an  | 3 000 000,00 |
| CIPA                                       | 2007 | 1930 | P | 1 an  | 306 000,00   |
| EQUIPEMENTS SCIENTIFIQUES DES LABORATOIRES | 2007 | 0254 | A | 1 an  | 250 000,00   |

- **Les ouvertures d'autorisations d'engagement sont les suivantes pour la sous fonction 92 «recherche et innovation » (939) :**

|                    |      |      |   |      |              |
|--------------------|------|------|---|------|--------------|
| BOURSES DOCTORALES | 2007 | 0472 | A | 1 an | 3 225 000,00 |
|--------------------|------|------|---|------|--------------|

### **Au titre du tourisme :**

- **Les ouvertures d'autorisations de programme sont les suivantes pour la sous fonction 95 «tourisme » (909) :**

|  |      |      |   |      |              |
|--|------|------|---|------|--------------|
| DEVELOPPEMENT DE LA RANDONNEE              | 2007 | 0078 | A | 1 an | 20 000,00    |
| EQUIPEMENTS STRUCTURANTS                   | 2007 | 0054 | A | 1 an | 200 000,00   |
| CAP HEBERGEMENTS TOURISTIQUES              | 2007 | 0068 | A | 1 an | 1 600 000,00 |
| CAP HEBERGEMENTS TOURISTIQUES STRUCTURANTS | 2007 | 0984 | A | 1 an | 500 000,00   |

## ***B – Les dispositions fiscales***



## **FISCALITE DIRECTE**

Vu le Code général des impôts et notamment son article 1636B sexies ;

Les trois taxes sont votées aux taux suivants :

- taxe sur le foncier bâti : 3,47 %
- taxe sur le foncier non bâti : 8,62 %
- taxe professionnelle : 2,83 %

Le produit fiscal attendu en 2007 s'établit à 183 416 000 €.

## **FISCALITE INDIRECTE**

Vu le Code général des impôts et notamment ses articles 1599 quaterdecies, sexdecies et novodecies A ;

Le tarif de la taxe sur les cartes grises est fixé à 31,09 €/CV.

L'exonération totale de la taxe sur les cartes grises pour les véhicules qui fonctionnent exclusivement ou non au moyen de l'énergie électrique, du gaz naturel véhicules ou du gaz de pétrole liquéfié est reconduite.

Le tarif de la taxe sur les permis de conduire est maintenu à 0 €.



***C – La gestion de la dette  
et de la trésorerie***



Les principes suivants de négociation et de gestion qui gouverneront l'utilisation, par l'exécutif régional, des contrats de couverture du risque de taux d'intérêt concernant l'encours de la dette sont adoptés :

- 1° La Région souhaite se prémunir contre les risques de taux et utiliser pour cela les instruments de couverture de risque de taux.
- 2° Les contrats de couverture de risque de taux porteront sur une durée maximale de dix années.
- 3° La dette susceptible d'être protégée ainsi est celle présentée par l'état de la dette au 1er janvier 2007 : 392,805 M€.
- 4° Les références de taux utilisés peuvent être l'EONIA, le T4M, le TAM, le TAG, l'EURIBOR, le TME, ou les taux couramment utilisés par les marchés financiers.
- 5° Les primes, commissions ou frais à la charge de la Région ne devront pas, s'il y a lieu, excéder, au total pour chaque opération, le niveau de 3 % du montant d'encours concerné.
- 6° L'assemblée plénière sera informée des opérations réalisées et disposera des éléments chiffrés faisant apparaître le bilan coût-avantage.

Le Président, pour l'exercice 2007, est autorisé à exécuter, dans le cadre ainsi défini, toute opération de négociation et de gestion subséquente, et notamment :

- consulter les établissements de crédit agréés avec mise en concurrence d'au moins deux d'entre eux,
- conclure et dénouer les opérations de marché ci-dessus mentionnées,
- signer les contrats,
- passer les ordres nécessaires auprès des établissements sélectionnés pour effectuer l'opération arrêtée.

Le plafond des lignes de trésorerie est fixé à 180 M€.



## ***D – Les dispositions diverses***



## LE BAREME DE LA REGION POUR LE FINANCEMENT DE L'APPRENTISSAGE EN 2007

### BAREME DE LA REGION POUR LE FINANCEMENT DE L'APPRENTISSAGE EN 2007

#### I - APPRENTISSAGE

##### A - Coût standard apprenti par niveau de formation :

- ✓ formations de niveaux II et I ..... 7 460 €
- ✓ formations de niveau III ..... 5 490 €
- ✓ formations de niveau IV ..... 4 145 €
- ✓ formations de niveau V ..... 3 005 €

**B - Forfait logement (par nuitée) ..... 3,70 €**

##### C - Forfait transport :

Les dépenses de transport concernent les déplacements des jeunes pour se rendre en formation dans les CFA. Le coût forfaitaire des dépenses de transport des apprentis est fixé conformément au tableau ci-après.

| Rayons de déplacement en km | Montants forfaitaires annuels    |                                   |
|-----------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|
|                             | Apprentis internes<br>21 voyages | Apprentis externes<br>102 voyages |
| De 0 à 5                    | -                                | -                                 |
| De plus de 5 à 25           | 73 €                             | 358 €                             |
| De plus de 25 à 50          | 187 €                            | 910 €                             |
| De plus de 50 à 75          | 282 €                            | 1 380 €                           |
| De plus de 75 à 100         | 381 €                            | 1 849 €                           |
| plus de 100                 | 518 €                            | 1 849 €                           |

**D - Forfait par repas ..... 1,04 €**

#### II - CPA

- forfait standard élève ..... 3 938 €
- forfait logement et forfait repas : identiques à ceux des CFA.

## LA PARTICIPATION DES FAMILLES A LA REMUNERATION DU PERSONNEL DE SERVICE D'HEBERGEMENT DES ETABLISSEMENTS PUBLICS D'ENSEIGNEMENT

Il est décidé :

- de proroger le prélèvement sur recettes du service annexe d'hébergement et de restauration pour tous les établissements publics d'enseignement à la charge de la Région, à l'exception des EREA (Etablissements régionaux d'enseignement adapté), des lycées Jean Lurçat et Jean de la Taille,
- de maintenir le taux de prélèvement fixé à 22,5 % de la totalité des recettes perçues lorsque la fabrication des repas est assurée par le service annexe de restauration et d'hébergement et à 10 % lorsque la fabrication des repas est assurée par un prestataire extérieur,
- d'autoriser le Président du Conseil Régional, à exécuter toute opération de gestion subséquente.

## L'APUREMENT DES COMPTES

Lors du passage de la M51 à la M71, l'ensemble des comptes de bilan et de résultat de la collectivité a été transposé d'une nomenclature à l'autre. Des modalités particulières de reprise de la balance de sortie M51 au 31 décembre 2004 en balance d'entrée M71 au 1er janvier 2005 ont été mises en œuvre, sans pour autant aller au terme de ce que prévoyaient les textes. Cette reprise devait ainsi être, le cas échéant, précédée de corrections et d'apurement de comptes, qui pour certains nécessitaient la passation une délibération de l'ordonnateur. Il convient aujourd'hui de les mettre en œuvre.

**Il s'agit en l'occurrence d'opérations d'ordre non budgétaires, constatées par le payeur régional, et qui ne sauraient ainsi transparaître dans la maquette budgétaire et comptable soumise au vote de l'assemblée régionale.**

Antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2005, et par dérogation aux dispositions de l'instruction M51, les régions étaient autorisées à ne pas amortir les subventions d'équipement versées, ainsi que les frais relatifs aux études réalisées pour des tiers ou non suivies de réalisation.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, lesdites subventions sont amorties. Toutefois, le dispositif ne concerne que les seules opérations nouvelles. Lors du basculement à la M71, les éléments constatés antérieurement et qui figurent de fait toujours au bilan de la région auraient dû être apurés.

Conformément à la circulaire NOR/LBL/B/04/10067/C du 30 juillet 2004, et afin de régulariser la situation, il convient d'apurer les subventions et les frais d'études concernés, par un crédit au compte 2031 « frais d'études » ou à la subdivision concernée du compte 204 « subventions d'équipement versées », en contrepartie du débit du compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés », dans la limite du solde créditeur de ce compte.

Les montants concernés par cette opération sont, conformément aux comptes de gestion 2004 et 2005, les suivants :

| Article comptable M51 | Montant figurant au bilan 2004 | Code nature M71 | Libellé du compte M71  | Montant à apurer        |
|-----------------------|--------------------------------|-----------------|--|-------------------------|
| 132                   | 2 079 633,44                   | 2031            | Frais d'études   | 2 079 633,44            |
| 130                   | 2 336 297 912,14               | 20411           | Subventions d'équipement aux organismes publics (Etat)                                   | 355 164 788,67          |
| 130                   |                                | 20413           | Subventions d'équipement aux organismes publics (Département)                            | 319 103 330,15          |
| 130                   |                                | 20414           | Subventions d'équipement aux organismes publics (communes et structures intercommunales) | 573 673 833,76          |
| 130                   |                                | 20418           | Subventions d'équipement aux organismes publics (Organismes publics divers)              | 869 166 345,11          |
| 130                   |                                | 2042            | Subventions d'équipement aux personnes de droit privé                                    | 219 189 614,45          |
|                       | <b>2 338 377 545,58</b>        |                 |  | <b>2 338 377 545,58</b> |

Le compte 1068 affichant un excédent de 3 082 435 308,07 euros dans la balance d'entrée du compte de gestion 2005, il sera ainsi possible pour le payeur d'apurer les comptes, conformément aux dispositions prévues par la circulaire.

## AUTORISATIONS

Le Président du Conseil régional est autorisé pour l'exercice 2007 à procéder à des mouvements de crédits de chapitres à chapitres (hors dépenses de personnel) au sein de la section d'investissement et de fonctionnement dans la limite de 2 % des dépenses réelles de chacune des sections.

## INDIVIDUALISATIONS

Des participations statutaires sont accordées pour le fonctionnement en 2007 des organismes suivants :

- Syndicat mixte du Parc Naturel Régional de la Brenne ..... 363 918 €
- Syndicat mixte du Parc Naturel Régional Loire Anjou Touraine..... 181 959 €
- Syndicat mixte du Parc Naturel Régional Perche ..... 181 959 €

Ces participations sont imputées au chapitre 937 76 6561 opération 2059.

- Syndicat mixte interrégional Mission Val de Loire ..... 623 000 €

Cette participation est imputée au chapitre 937 76 6561 opération 766.

- Etablissement Public Loire.....335 000 €

Cette participation est imputée au chapitre 937 76 6561 opération 170.

- Groupement d'Intérêt Public RECIA..... 540 000 €

Cette participation est imputée au chapitre 935 56 6568 opération 2138.

Des subventions sont individualisées aux organismes suivants, afin d'assurer leur fonctionnement au titre de l'exercice 2007 (locaux, salaires, charges) :

- Comité des Oeuvres Sociales de la Région Centre.....326 206 €

Cette subvention est imputée au chapitre 930 0201 6574 opération 1071. Il convient d'approuver la convention portant définition des missions confiées au COS ci-jointe, et de m'habiliter à la signer.

- Agence Cultur'O Centre ..... 1 420 000 €

Cette subvention est imputée au chapitre 933 312 65738 opération 898. Un premier acompte à hauteur de 50 % sera versé dès janvier 2007, une convention annuelle de financement interviendra en cours d'année.

- Agence Centre Image..... 510 000 €

Cette subvention est imputée au chapitre 933 312 65738 opération 899. Un premier acompte à hauteur de 50 % sera versé dès janvier 2007, une convention annuelle de financement interviendra en cours d'année.

- Etablissement public « Aéroport Châteauroux Centre »..... 900 000 €

Cette subvention est imputée au chapitre 930 028 6743 opération 774. Un premier acompte à hauteur de 50% sera versé en janvier 2007, les autres acomptes seront versés sur présentation d'une demande écrite du Président de l'Etablissement et le solde selon la même procédure accompagnée d'un bilan de l'activité et de la situation de la trésorerie de l'Etablissement.

## RELEVES DE DECHEANCES

Les déchéances des subventions indiquées ci-dessous sont relevées.

| Bénéficiaire et objet de la subvention accordée   | Date de la décision<br>N° arrêté / convention                                    | Montant de la subvention | Montant à réinscrire |
|---|--|--------------------------|----------------------|
| <b>Au titre de l'aménagement du territoire</b>    |  |                          |                      |
| Madame Myrian FESCHAUD à Villedieu sur Indre (37) | CPR du<br>19/11/1999<br>Délibération n°<br>991055<br>Arrêté n°<br>1999.1630.0071 | 1 432,26 €               | 1432,26 €            |
| Commune de Chinon (37)                            | CPR du<br>08/09/1995<br>Délibération n°<br>950929<br>Arrêté n°<br>1996.1650.0002 | 63 070,90 €              | 31 535,45 €          |
| Commune de Montlouis sur Loire (37)               | CPR du<br>12/05/2000<br>Délibération n°<br>000430<br>Arrêté n°<br>2000.0164.0006 | 18 965,75 €              | 9 482,79 €           |



**Convention annuelle 2007 portant définition des missions confiées au Comité des Œuvres Sociales du personnel du Conseil régional et de l'utilisation de la subvention attribuée par la Région Centre**

Entre :

La Région Centre, représentée par son Président, Monsieur Michel SAPIN, dûment habilité par la délibération de l'Assemblée Plénière en date du 21 et 22 décembre 2006 relative au budget primitif 2007 (DAP n°),

Ci-après dénommée "la Région Centre ", d'une part,

Et :

L'association dénommée le Comité des Œuvres Sociales (COS) du personnel de la Région Centre, association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, déclarée à la sous-préfecture d'Orléans le 28 février 1995 sous le numéro 2/12486 et publiée au Journal Officiel du 2 mars 1995, représentée par sa Présidente, Madame Isabelle PARDON, conformément à l'article 12 des statuts modifiés du COS adoptés en assemblée générale extraordinaire le 3 décembre 2004,

Ci-après dénommée le "COS", d'autre part.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la convention de gestion conclue le 9 décembre 2004 entre la Région Centre et le COS,

Vu la délibération de l'Assemblée Plénière en date du 21 et 22 décembre 2006 relative au budget primitif 2007 (DAP n°)

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

**Préambule**

L'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée prévoit que les fonctionnaires "participent à la définition et à la gestion de l'action sociale, culturelle, sportive et de loisirs dont ils bénéficient ou qu'ils organisent".

Pour sa part, le COS a pour objet statutaire de mettre en place en faveur de ses adhérents, toutes les formes d'activités sociales, culturelles, sportives et de loisirs, et de faire bénéficier ses membres de tous les avantages qu'il pourra négocier.

### **Article 1 – Objet de la convention**

L'objet de la présente convention est de définir la mission confiée au COS par la Région Centre au titre de la mise en place et de la gestion d'avantages à caractère social et de définir les conditions générales d'utilisation de la subvention régionale attribuée au titre du fonctionnement du COS pour l'année 2007.

### **Article 2 – Missions du COS**

La Région Centre confie au COS, qui l'accepte, une mission de mise en place et de gestion d'activités sociales notamment à caractère sportif, culturel et de loisirs. Ces activités s'entendent comme des prestations à caractère facultatif, proposées aux bénéficiaires pour leur permettre de faire face dans les domaines considérés à diverses situations à caractère personnel et familial.

La mise en place et la gestion de ces activités devront s'effectuer dans le respect du statut de la fonction publique territoriale.

Une liste des activités actuellement gérées par le COS est présentée en annexe.

### **Article 3 – Durée de la convention**

La présente convention prend effet à la date de sa signature par les deux parties et s'achève au plus tard au 31 décembre 2007. Elle fera l'objet d'un réexamen exprès à l'issue de la durée d'exécution prévue au présent article. Elle pourra être dénoncée en cours d'exécution suivant les modalités prévues à l'article 8.

### **Article 4 – Montant de la subvention et modalités de paiement**

Pour permettre au COS d'assurer la mission définie à l'article 1, la Région Centre s'engage à verser au COS une subvention de 326.206 € pour l'année 2007.

Cette subvention sera versée en une seule fois après signature de la présente convention par les deux parties.

Le concours total apporté par la Région Centre au Comité des Œuvres Sociales s'établit à 1% de la masse salariale (somme des traitements, SFT, primes et charges sociales afférentes – part ouvrière et part patronale) telle qu'elle ressort du budget primitif. Seule la part des rémunérations dédiées aux employés saisonniers et aux experts est soustraite de l'assiette. En cas d'abondement de la masse salariale par Décision Modificative en cours d'année, le calcul sera réajusté. Pour déterminer la subvention due par la Région, il convient de déduire de l'enveloppe ainsi fixée la part des frais des personnels mis à disposition du COS tel que défini à l'article 7 de la convention de gestion du 9 décembre 2004 passée entre la Région Centre et le COS, et la part des charges de fonctionnement définies à l'article 1 de convention susmentionnée.

## **Article 5 – Domiciliation bancaire**

Les sommes dues par la Région Centre au titre de la subvention accordée par la présente convention seront versées par le payeur régional, comptable assignataire, sur le compte N° 40618/06062/10000512783/71 ouvert à la CAIXA BANK au nom du COMITE DES ŒUVRES SOCIALES (COS).

## **Article 6 – Production des comptes et documents justificatifs**

### 6.1 – Tenue d'une comptabilité et désignation d'un commissaire aux comptes

Le COS s'engage à utiliser un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur.

Il s'engage en outre :

- à nommer un commissaire aux comptes et un suppléant sur la liste mentionnée à l'article 219 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 ;
- à aviser la Région Centre de leur nomination dans les trois mois à compter de la signature de la présente convention. Il en sera de même en cas de changement de ces personnes.

### 6.2 – Reddition des comptes

Le COS s'engage à fournir à la Région Centre, dans les six mois suivant l'exercice 2007, un bilan, un compte de résultat et une annexe certifiés conformes, ainsi que toutes les pièces nécessaires au contrôle de l'emploi des fonds par la Région Centre.

### 6.3 – Compte rendu d'activité

Le COS s'engage à fournir à la Région Centre, dans les six mois suivants l'exercice 2007, un compte rendu détaillé de ses activités.

Des indicateurs périodiques de suivi d'activité seront progressivement mis en place en concertation avec la Région Centre.

## **Article 7 – Contrôle**

La Région Centre aura le droit de contrôler sur pièces et sur place l'exactitude des informations qui lui auront été communiquées par le COS au titre de l'exécution des missions qui lui ont été confiées.

Ce contrôle pourra éventuellement donner lieu à restitution de sommes déjà versées au COS dans les conditions fixées à l'article 7 et dénonciation de la convention par la Région Centre dans les conditions prévues à l'article 8.

## **Article 8 – Restitution des sommes versées par la REGION**

8.1 – En cas d'utilisation des sommes versées par la Région Centre non conforme aux missions du COS définies par la convention, suivant constat effectué par la Région Centre

dans l'exercice de son pouvoir de contrôle, le COS devra restituer les sommes en cause après mise en demeure écrite de la Région Centre.

8.2 – Il en sera de même en cas de refus de communiquer à la Région Centre les pièces comptables nécessaires au mandatement des acomptes prévus dans l'échéancier annuel mentionné à l'article 3.1.2.

8.3 – Il en sera également de même :

- En cas de changement de l'objet statutaire du COS, la vocation sociale de cette association constituant une condition essentielle et déterminante de la signature de la présente convention par la Région Centre.
- En cas de dissolution de l'association pour quelque cause que ce soit, dans le respect de la procédure de liquidation.

### **Article 9 – Résiliation de la convention**

En cas de dissolution du COS ou de non respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

### **Article 10 – Dispositions générales**

#### 10.1 – Avenant

Les dispositions de la convention pourront faire l'objet de modifications contractuelles par voie d'avenant.

#### 10.2 – Juridiction compétente

Tout litige lié à l'exécution de la présente convention entre la Région Centre et le COS sera soumis au Tribunal administratif d'Orléans.

#### 10.3 – Modalités d'exécution

Le Directeur Général des Services de la Région Centre et le trésorier du COS sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention.

Fait à Orléans, en deux exemplaires,

Le Président du Conseil régional,

La Présidente du COS,

Michel SAPIN

Isabelle PARDON

**ACTIVITES PROPOSEES**  
**PAR LE COMITE DES ŒUVRES SOCIALES**  
**DE LA REGION CENTRE**  
**(ANNEE 2007)**

**BILLETTERIE**

PISCINE  
CINEMA  
KARTING  
GOLF  
VIDEO  
PATINOIRE  
BALNEADES  
PARCS A THEMES  
PARCS ET JARDINS

**VOYAGES**

WEEK-END A THEMES  
SEJOURS  
CIRCUITS  
PARTICIPATION EN INDIVIDUEL

**SORTIES**

ENFANTS  
ADOLESCENTS  
ADULTES

**DIVERS**

ADHESIONS A DES ASSOCIATIONS : CULTURE, SPORTS ET LOISIRS  
ABONNEMENTS A DES MAGAZINES  
ABONNEMENT A LA MEDIATHEQUE  
SPECTACLES  
CENTER PARCS  
LOCATIONS D'APPARTEMENTS  
SEJOURS LINGUISTIQUES  
CADEAU DE FIN D'ANNEE  
LOCATIONS DE CARS

**AVANTAGES SOCIAUX**

CHEQUES VACANCES